

PROCÈS-VERBAL

III – 2

Ordre du jour

Conseil municipal du 25 juin 2021

1	Conseil municipal – Procès-verbal de la séance du 2 avril 2021 – Approbation.	Page 8	M. ASSEH
2	Compte-rendu des décisions prises par délégation du Conseil municipal.	Page 8	M. ASSEH
2A	Voeu : Crise sanitaire, urgence sociale, l'État doit agir !	Pages 8 à 11	M. ASSEH
3	Compte de Gestion du Receveur des Finances de la Ville de Nantes pour l'exercice 2020 – Budget Ville – Approbation.	Page 12	M. BOLO
4	Compte Administratif 2020 – Budget principal Ville – Approbation.	Pages 12 à 22	M. BOLO
5	Rapport d'activité 2020 du Centre Communal d'Action Sociale – Présentation.	Pages 22 à 24	Mme HAKEM
6	Égalité : rapport annuel 2020 – Accessibilité universelle – Présentation.	Pages 25 à 27	Mme BENÂTRE
7	Égalité : rapports annuels 2020 – Politiques publiques lutte contre les discriminations et égalité femmes-hommes – Présentation.	Pages 27 à 34	Mme BERTU
8	Égalité : rapport annuel 2020 – Migration - Intégration – Présentation.	Pages 34 à 36	Mme BOISRAME
9	Centre de Vaccination de Nantes Erdre – Convention de financement avec l'Agence Régionale de Santé – Approbation.	Pages 36 à 38	Mme COLLINEAU
10	Plan de soutien culture - Fonds d'aide à la continuité d'activité et d'emploi des acteurs culturels – Attributions et répartitions de subventions – Conventions et avenants – Approbation.	Pages 39 à 44	M. SEASSAU
11	Vie associative – Fonds de soutien exceptionnel aux associations nantaises – Troisième répartition de subventions de fonctionnement et d'investissement – Conventions – Avenants – Approbation.	Pages 44 à 47	Mme BERTU
12	Politique publique Petite Enfance – Crèches associatives – Attribution de subventions – Dispositif d'aide exceptionnelle COVID-19 – Approbation.	Page 47	Mme NAULIN
13	ACCOORD – Accueils de loisirs et séjours de vacances – Avenant n°3 au contrat de délégation de service public – Gratuité des séjours – Approbation.	Page 48	M. BOLO
14	Appel à créativité « Lieux à réinventer » — Bilan et lancement de la $2^{\text{ème}}$ édition — Approbation.	Pages 48 à 55	M. ASSEH
15	Projet éducatif de territoire – Approbation.	Pages 55 à 66	Mme RODRIGUEZ

III – 3

16	Intégration au réseau Ville amie des enfants d'UNICEF France – Plan d'action – Approbation.	Page 67	Mme RODRIGUEZ
17	Subventions au titre des actions éducatives et des actions temps libre – Conventions – Approbation.	Pages 67 et 68	Mme RODRIGUEZ
18	Renouvellement de la convention déterminant les conditions d'accueil des élèves de l'Institut Public Ocens au sein du groupe scolaire Ledru Rollin – Sarah Bernhardt – Convention – Approbation.	Page 68	Mme RODRIGUEZ
19	Expérimentation territoires zéro chômeur de longue durée – Approbation.	Pages 68 à 73	M. OUGGOURNI
20	Nantes - Saint-Herblain – ZAC du Grand Bellevue – Programme des équipements publics – Principe de réalisation - Approbation.	Pages 73 à 75	M. ASSEH
21	Politique publique du patrimoine – Révision du dispositif d'aides à la restauration du patrimoine bâti ancien – Convention Centre Ancien Protégé – Subventions – Approbation.	Pages 76 à 79	M. CHATEAU
22	Politique publique du patrimoine – Subventions – Conventions et avenants – Soutien de la Ville à la préservation et à l'amélioration du patrimoine urbain – Approbation.	Pages 79 et 80	M. CHATEAU
23	Politique publique du patrimoine - Conseil Nantais du Patrimoine - Renouvellement - Approbation.	Pages 81et 82	M. CHATEAU
24	Voies publiques – Dénomination – Approbation.	Pages 82 à 84	M. CHATEAU
25	Développement Culturel – Attributions et répartitions de subventions – Conventions et avenants – Approbation.	Page 84	M. SEASSAU
26	Culture – Équipements en régie, établissements publics – Dispositions diverses – Convention – Approbation.	Pages 85 à 87	M. SEASSAU
27	Culture – Dispositions diverses – Conventions – Approbation.	Pages 87 et 88	M. ASSEH
28	Culture et proximité – Pratiques culturelles amateurs – Pratiques culturelles émergentes – Attributions et répartitions de subventions – Convention et avenants – Approbation.	Pages 88 et 89	Mme BOURDON
29	Sports – Troisième répartition de subventions - Conventions et avenants – Approbation.	Pages 89 et 90	M. REBOUH
30	Politique Jeunesse – Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) – Troisième répartition de subventions – Conventions – Avenants – Approbation.	Pages 90 et 91	Mme LANGLOIS
31	Bureaux des projets – Fonds de soutien à l'initiative citoyenne – Subventions – Approbation.	Pages 91 à 93	Mme BASSANI
32	Actions de coopération et de solidarité internationale – Subventions – Conventions – Approbation.	Page 94	M. GUISSE
33	Jumelages européens – Subventions – Approbation.	Pages 94 et 95	M. PASCOUAU
34	Cosmopolis – Echanges Internationaux – Subventions – Approbation.	Page 95	M. MARAIS

III -4

35	Prévention de la délinquance – Actions financées par la Ville – Approbation.	Pages 96 à 98	M. TALLEDEC
36	Associations œuvrant dans le domaine de la santé – Deuxième répartition de subventions – Approbation.	Page 98	Mme COLLINEAU
37	Politique publique Petite Enfance – Lieux Accueil Enfants-Parents – Conventions – Subventions – Approbation.	Page 99	Mme NAULIN
38	Politique publique Petite Enfance – Associations– Attributions de subventions – Approbation.	Pages 99 à 101	Mme NAULIN
39	Politique publique « familles et parentalité » – Troisième répartition de subventions – Avenant – Approbation.	Page 101	Mme NAULIN
40	Politique publique ville non sexiste – Troisième répartition de subventions – Approbation.	Pages 101 et 102	M. BOLO
41	Personnel municipal – Adaptation du tableau des effectifs – Dispositions diverses – Approbation.	Pages 106 à 113	Mme BASSAL
42	Dispositions relatives aux marchés publics : Fonctionnement et Travaux – Approbation.	Pages 102 à 106	M. QUERO
43	Acquisitions et cessions foncières – Approbation.	Page113	M. BOLO
44	Transactions immobilières diverses – Approbation.	Pages 113 et 114	M. BOLO
45	Cession de Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) – Approbation.	Pages 114 et 115	M. RIOM
46	Affectation du résultat 2020 – Décision Modificative 2021 n° 1 (Budget supplémentaire) et dispositions diverses à caractère budgétaire et financier – Approbation.	Pages 115 à 117	M. BOLO
47	Désignations diverses.	Pages 117 et 118	Mme la Maire
48	SAEM Nantes-métropole Gestion Equipements – Financement de l'opération d'adaptation de l'offre d'hébergements locatifs à Nantes Camping – Emprunt auprès de la Banque Postale – Garantie d'emprunt de la Ville à hauteur de 50 % – Convention – Approbation.	Page 118	M. ASSEH
49	Rapports annuels 2020 - Partenaires externes.	Pages 118 et 119	M. BOLO

III – 5

SÉANCE DU 25 JUIN 2021

Convoquée le vendredi 18 juin 2021

La séance débute à 9 heures.

Elle est présidée par Mme Johanna ROLLAND.

Assistée de : M. ASSEH, Mme LAERNOES, M. REBOUH, Mme BASSAL, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme NAULIN, M. QUÉRO, Mme HAKEM, M. LE TEUFF, Mme COLLINEAU, M. SALAÜN, Mme BASSANI, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, Mme BIR, M. BOUTIN, Mme PIAU, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, Mme LANGLOIS,

Sont également présents: M. PROCHASSON, M. COCOTIER, Mme ROBERT, M. AZZI, Mme LEFRANC, Mme BLIN, M. OUGGOURNI, Mme COUSSINET, M. MARTIN, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, M. TRICHET, Mme JEN, M. SOBCZAK, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUAU, Mme GOUEZ, Mme SOTTER, Mme FIGULS, Mme COPPEY, M. BOULÉ, Mme VITOUX, Mme VIALLARD, M. SALECROIX, M. GUINÉ, M. JOUIN, M. BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. THIRIET, Mme GARNIER, M. BAINVEL, M. RICHARD, Mme WEISS, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. BELHAMITI, M. CHOMBART DE LAUWE, Mme FERREIRA.

<u>Sont absents et excusés</u> : M. DANTEC (pouvoir à Mme Gouez), Mme EL HAÏRY (pouvoir à M. Huchet).

Secrétaire

M. BOLO est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire.

III-6

La séance est ouverte à 9 h 05.

M. ASSEH, Adjoint, procède à l'appel.

Mme la MAIRE – Bonjour à chacune et à chacun. Mesdames et Messieurs, chers collègues, avant d'entamer l'ordre du jour de notre Conseil municipal tel que prévu, je vous propose de prendre un temps pour rendre hommage à notre collègue Marc Reneaume.

Chers collègues, avant d'ouvrir notre Conseil municipal, j'ai souhaité que nous puissions rendre hommage à Marc Reneaume et saluer sa mémoire. Marc Reneaume a en effet siégé au Conseil municipal de Nantes et à la Métropole de 2014 à 2020. Il fut aussi un élu assidu aux différentes commissions où il siégeait : la commission d'appel d'offres et bien sûr, la commission des finances, qu'il présidait suite à notre volonté d'en confier la présidence à un membre de l'opposition municipale.

Marc Reneaume nous a quittés brutalement, le 16 mai dernier, une date qui restera évidemment à jamais gravée dans le cœur de sa famille, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, ainsi que tous ses amis et sa famille politique. Mais une date qui restera aussi dans la mémoire de quiconque aura travaillé à ses côtés. Oui, Marc Reneaume avait cette capacité et cette énergie que mettent certains hommes à générer un puissant sentiment de fraternité, audelà des clivages partisans. Je veux vous dire qu'au moment de préparer ces quelques mots, j'ai pu mesurer combien sa simplicité, son humilité, son sérieux, aussi, sont salués et reconnus, quelles que soient les sensibilités politiques. Une grande gentillesse, une grande élégance, une grande humanité, voici les mots choisis par chacune et par chacun pour qualifier Marc Reneaume. Et pourtant, il savait exprimer clairement son point de vue, affronter ses adversaires politiques sur les dossiers. Mais sans doute que pour lui, il n'y avait jamais véritablement d'adversaires, au fond, seulement des hommes et des femmes mues par la volonté de débattre.

En politique, je crois que Marc Reneaume ne cherchait pas à en découdre, seulement à combattre, à débattre, à convaincre. Respectueux et courtois, voilà comment il inscrivait ses valeurs dans le champ de son action. Des valeurs qui se déployèrent véritablement à partir de 2013, lors de sa rencontre avec vous, Madame Garnier, et j'ai évidemment une pensée particulière pour vous, ce matin, car je sais la complicité profonde qui vous liait.

Au-delà de ce parcours politique, je voudrais rendre hommage à un homme ayant eu une belle carrière professionnelle avant de mener ses combats politiques. Marc Reneaume était d'abord un ingénieur horticole, entré en 1982 à Veolia, avant de prendre la direction de Grandjouan Veolia Propreté, dont il était devenu président-directeur général en 1993. Il occupera plusieurs postes, notamment en Espagne, et prendra en 2005 la direction France de Veolia Eau, une entreprise qu'il quittera pour prendre sa retraite.

C'est sa discrétion, sans doute, qui fait qu'il ne faisait pas étalage de ses passions. Nous ne le connaissions pas forcément amoureux de la nature ou bénévole souhaitant s'investir dans les structures d'apprentissage de la langue française, porté par la volonté d'être utile, avec un engagement notamment dans les associations caritatives liées au handicap. Il était enfin une personnalité qui poussait son équipe à se remettre en question, à aller au bout des choses, sans se contenter des évidences. C'est aussi en ce sens qu'il percevait son engagement politique, dont il s'était retiré en juillet 2020, dans le souci de laisser sa place à une nouvelle génération d'élus. Il était de ceux pour qui la transmission fait sens, pour qui la transmission donne du sens, et il aimait l'idée de laisser sa place à chacune et à chacun. C'est sans doute cette générosité qui faisait de lui un homme apaisé et calme, un homme qui savait garder son sangfroid en toute situation, un homme qui préférait aux joutes verbales et à la surenchère une forme d'humour et de provocation, qu'il savait doser avec sagesse.

Marc Reneaume nous a quittés et avec lui, sa sagesse et son humour. Mais ce matin, son souvenir reste bel et bien présent pour nous toutes et nous tous. Alors, je voudrais adresser à

III-7

sa famille, à ses proches, en mon nom personnel, mais au nom de l'ensemble du Conseil municipal réuni ce matin, toutes nos condoléances.

Avant de vous proposer, chers collègues, d'observer une minute de silence, je vais d'abord passer la parole à Laurence Garnier, qui a souhaité s'associer, bien légitimement, à cet hommage rendu à Marc Reneaume, ce matin.

Mme GARNIER, Conseillère municipale — Madame la Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, ma chère Myriam, ma chère Priscille, surtout, pas de citation. C'est très certainement ce que m'aurait dit Marc avant de préparer cet hommage. Marc n'aimait pas tellement les citations, qu'il trouvait toujours un peu faciles, un peu bateau. C'était devenu une plaisanterie entre nous, chaque fois que nous préparions une intervention ou un débat.

Puisque je ne peux pas cacher mon émotion derrière un auteur, permettez-moi de vous dire, Madame la Maire, mes chers collègues, mes chers amis, ce que nous pouvons garder comme héritage de Marc Reneaume. Et permettez-moi, avant cela, Madame la Maire, de vous remercier de me donner la parole ce matin pour rendre hommage à Marc. Il aurait apprécié votre élégance.

Marc a été élu conseiller municipal en mars 2014. Pendant six ans, il a siégé dans cette assemblée en ennemi du dogme. Il était soucieux du bien commun. Il avait une très haute estime de la fonction d'élu. Avec beaucoup de malice, après le parcours professionnel qui fut le sien et que vous avez rappelé, il se disait lui-même « en stage d'observation », et il fut un contradicteur permanent, exigeant, mais toujours respectueux. Il s'est engagé à nos côtés en 2014 pour sa ville, qu'il aimait passionnément. Il était attaché au renouvellement de la vie politique. Il a montré qu'il était un homme qui allie la parole à l'acte en démissionnant, en juillet dernier. Laisser la place aux jeunes, c'était tout à son honneur.

Avec les élus de notre groupe, avec ceux qui ont siégé à nos côtés au cours du précédent mandat, nous garderons de Marc ce mélange d'exigence et de bienveillance et aussi, cette capacité qu'il avait de toujours faire passer l'important avant l'urgent. Une force rare, dans notre monde d'aujourd'hui.

Marc était de ceux qui par leur générosité, leur humour, leur élégance, vous poussent à devenir la meilleure version de vous-même sans même en avoir l'intention. C'était aussi notre ami, et nous avons beaucoup grandi à ses côtés.

Si chaque élu de cette assemblée peut exercer sa mission avec cette exigence du bien commun qui le caractérisait, alors, il restera du passage de Marc Reneaume au sein de ce Conseil municipal le meilleur pour Nantes et pour les Nantais.

Mme la MAIRE - Merci.

Mesdames et Messieurs, chers collègues, je vous invite à observer une minute de silence.

Une minute de silence est observée en l'honneur de Marc Reneaume.

Madame la Maire quitte la présidence de la séance.

- **M. ASSEH, Adjoint, Président de séance** Avant d'aborder notre ordre du jour, il nous faut désigner le secrétaire de séance. Monsieur Bolo, vous êtes désigné secrétaire de séance.
- M. BOLO, Adjoint S'il le faut...
- M. ASSEH, Adjoint, Président de séance Merci, Monsieur Bolo.

III-8

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance, donne lecture du dossier n° 1, intitulé :

Conseil municipal – Procès-verbal de la séance du 2 avril 2021 – Approbation

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Y a-t-il des demandes de prise de parole ? S'îl n'y en a pas, nous pouvons procéder au vote, vote à main levée, en l'occurrence. Contre ? Abstention ? Pour ? Le procès-verbal du Conseil municipal du 2 avril est adopté.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance, donne lecture du dossier n° 2, intitulé :

Conseil municipal – Compte rendu des décisions prises par délégation du Conseil municipal

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Nous avons également le compte rendu des décisions prises par délégation du Conseil municipal. Il n'y a pas de vote nécessaire.

Le Conseil prend acte.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance, donne lecture du dossier n° 2A, intitulé :

Vœu : Crise sanitaire, urgence sociale, l'État doit agir !

- **M. ASSEH, Adjoint, Président de séance** Le point suivant de l'ordre du jour à la présentation d'un vœu, que vous avez sur votre table ce matin sur. Je vais procéder à sa lecture.
- « Crise sanitaire, urgence sociale, l'État doit agir!

Le 1^{er} juin dernier, la trêve hivernale a pris fin. Depuis, ce sont près de 30 000 ménages qui risquent d'être expulsés sur l'ensemble du territoire national, bien plus que les années précédentes, en raison du contexte économique fortement dégradé par la crise sanitaire. Ces familles se retrouvent donc dans une situation d'extrême instabilité, avec le risque de se retrouver du jour au lendemain sans logement. En parallèle, le "sans-abrisme" continue de croître. Ces situations rappellent que la difficulté de se loger reste parmi les premières des inégalités.

La crise sanitaire que nous traversons a pour conséquences d'accentuer considérablement les inégalités et d'exacerber la crise du logement. Les foyers déjà précaires avant la crise subissent une détérioration très importante de leur niveau de vie depuis plus d'un an maintenant, alors que les plus aisés voient leur niveau de vie s'accroître plus que de raison. Le fossé se creuse et seul l'État pourra agir sur l'ensemble du territoire national afin de réduire ces écarts.

Bien que nous saluions l'ouverture, depuis le premier confinement, de 43 000 places d'hébergement d'urgence par l'État, maintenues jusqu'en 2022, l'arrêt de la trêve hivernale depuis le 1^{er} juin nous apparaît comme une catastrophe sociale. En effet, en plus d'être un élément essentiel de la dignité humaine, l'accès au logement stable et digne est une condition nécessaire de l'accès aux droits et à la recherche d'un emploi et de la stabilisation de la situation économique des ménages.

Expulser des ménages précaires vient donc plonger ces derniers dans un cercle vicieux d'où il sera difficile de s'échapper.

Le Conseil municipal de Nantes veut une "ville accueillante" pour tous, une ville qui accueille les ménages à faibles revenus, les personnes exilées, tous les salariés et qui permette à toutes et tous d'accéder à un logement digne.

Le Conseil municipal de Nantes s'est engagé devant les Nantaises et les Nantais à poursuivre les efforts de la Ville pour la construction de logements afin d'atteindre les objectifs fixés dans le

III-9

Programme local de l'habitat et à poursuivre une politique ambitieuse de développement et de diversification du logement, notamment abordable et social, comme inscrit dans le PLH, afin de réduire enfin l'écart entre le nombre de logements disponibles et la demande. Par ailleurs, la Ville de Nantes souhaite contribuer à l'apport de solutions concrètes aux difficultés évoquées. Notre majorité sociale et écologiste porte haut et fort ces valeurs. Le 1 % du budget métropolitain pour la mise à l'abri des personnes à la rue doit permettre de construire des solutions concrètes pour les communes de la métropole.

Nous, élu·e·s de la Ville de Nantes, émettons le vœu, auprès de l'État :

- de suspendre l'expulsion des logements jusqu'à la reprise économique avec un soutien de l'État pour les propriétaires modestes ;
- de renforcer les incitations à la construction de logements sociaux dans les villes ;
- d'élargir le dispositif existant d'encadrement des loyers pour accroître les marges de manœuvre des collectivités afin de lutter contre les loyers abusifs ;
- de débloquer des crédits à la hauteur de la crise de l'accueil actuelle afin de permettre un meilleur accompagnement social et un accès facilité aux formations professionnalisantes ;
- de mettre fin au "sans-abrisme" et de proposer un logement digne à toutes les personnes à la rue, comme annoncé par le Président de la République lors du grand débat à Bourg-de-Péage, le 27 juillet 2017.

La crise sanitaire actuelle rappelle que l'action publique de l'État doit protéger les plus précaires et que nous ne devons tolérer aucune situation indigne de logement. Les logiques d'expulsion ne permettent pas de résoudre ces problématiques ; elles ne font que les déplacer.

Dès lors, le Conseil municipal de Nantes souhaite donc alerter l'État : la situation du logement en

France est de plus en plus compliquée pour les ménages précaires et l'accès au logement se complique pour les classes moyennes dans les grandes villes. La fin de la trêve hivernale et l'ouverture des expulsions malgré la crise est en la matière un très mauvais indicateur. »

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur Bainvel.

M. BAINVEL, Conseiller municipal — Merci. Bonjour à tous. Monsieur le Premier Adjoint, sur le fond, c'est un vœu qui est évidemment plein de bonnes intentions, et nous partageons les intentions de ce vœu, qui consistent à dire qu'il faut lutter contre le mal-logement, que l'État doit tenir et respecter ses responsabilités. Vous évoquiez les discours du Président de la République sur la question de mettre fin au « sans-abrisme ». C'est un discours ancien de l'État. Je me souviens de Lionel Jospin, qui, dans son programme, en 2002, avait lui aussi pris cet engagement, et l'on voit bien que l'État a du mal à tenir ses politiques.

Pour autant, il nous semble aussi que la Ville de Nantes et la Métropole doivent assumer leurs responsabilités. La réalité, aujourd'hui, c'est que nos collectivités ne respectent pas les objectifs qu'elles se sont elles-mêmes fixés en termes de construction et de création de logements et de logements sociaux. L'autre réalité, c'est que par la politique menée par la Métropole, qui consiste à concentrer les emplois et avec cette logique d'aspiration, d'aspirateur, nous nous retrouvons dans une situation où les prix du logement augmentent et où il est de plus en plus difficile de se loger. Et si la Métropole et la Ville de Nantes se situaient dans un principe de meilleure coopération avec les territoires, de meilleure répartition et d'un meilleur aménagement du territoire, nous ne serions sans doute pas dans cette situation où, pour pouvoir se loger, être locataire, mais aussi propriétaire, lorsque l'on a de faibles revenus, lorsqu'une seule des personnes d'un couple travaille, c'est aujourd'hui quasiment impossible, malgré des dispositifs mis en place au niveau national ou au niveau local.

Je pense notamment à l'Office foncier solidaire, qui doit permettre d'augmenter le nombre de propriétaires sur notre métropole et sur la ville de Nantes. Mais il nous semble que crier au mal-

III - 10

logement et en même temps, être la ville qui fait le moins d'efforts à l'échelle régionale en termes de production de logements, c'est toujours un peu fort de renvoyer sur les autres les responsabilités que nous ne sommes pas capables nous-mêmes d'assumer. Et pourtant, vous avez pris un certain nombre d'engagements. Mais les chiffres sont têtus.

Nous proposons donc que la Ville commence par tenir ses objectifs, ce qui permettra sans doute d'avancer concrètement sur ce dossier, et ensuite, d'interpeller l'État.

Je vous remercie.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Monsieur Salecroix.

M. SALECROIX, Conseiller municipal — Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Quelques éléments de réaction sur les propos tenus par Monsieur Bainvel, qui salue ce vœu, mais qui, ensuite, revient sur la politique du logement de la Ville de Nantes et de la Métropole. Moi, je l'invite à regarder les statistiques d'un certain nombre de communes du département, notamment de droite, qui ne respectent même pas les obligations de l'État, de la loi SRU, et qui paient des pénalités, des amendes chaque année. Et je voudrais revenir également sur le propos qu'il a tenu sur cette métropole qui serait aspirateur des emplois sur le département. C'est mal connaître, là aussi, la réalité des chiffres. Nous sommes une des métropoles qui effectivement, créent de l'emploi, mais pas au détriment des communes environnantes. On peut le voir : c'est plus une métropole locomotive qu'une métropole qui concentre et qui accentue les inégalités.

Ce vœu est d'autant plus crucial dans un moment et dans un pays où un million de personnes supplémentaires sont tombées dans la pauvreté. Aujourd'hui, ce sont près de 10 millions de nos concitoyens qui se retrouvent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1 070 € par mois pour vivre. Nous saluons donc les propositions et les exigences qui sont formalisées dans ce vœu. Depuis le début de la crise sanitaire, notre collectivité a pris ses responsabilités, a réaffirmé sa volonté, dans ce vœu, de poursuivre ces efforts, notamment en construction de logements, où nous savons que nous avons un défi à relever, ou encore, dans le domaine de la mise à l'abri. L'exemple du 1 % a été pris dans ce vœu. Et l'État doit également entendre nos exigences et agir enfin face à l'urgence sociale qui est devant nous, par exemple en suspendant les expulsions locatives sans solution de relogement, en facilitant l'encadrement des loyers dans les communes où cela est nécessaire, en débloquant les crédits suffisants pour une véritable politique d'accueil.

Tout cela étant dit, le groupe « gauche commune » votera donc et approuvera ce vœu.

Je vous remercie de votre attention.

Madame la Maire reprend la présidence de la séance.

Mme la MAIRE – Merci. Valérie Oppelt.

Mme OPPELT, Conseillère municipale — Merci, Madame la Maire. La situation sanitaire sans précédent a été violente, particulièrement pour les personnes les plus précaires, et nous souhaitons par ailleurs saluer le travail formidable des associations. Nous avons tous, État, collectivités, été pleinement mobilisés pour protéger les sans-abri, les ménages en difficulté, en évitant la précarisation supplémentaire des locataires comme des propriétaires.

Dans le cadre de France Relance, un plan de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté a été mis en place. Des priorités ont été définies pour la Région des Pays-de-la-Loire, dans la sélection des projets, sur les familles monoparentales, les travailleurs pauvres, les problématiques de mobilité des Ligériens en situation de pauvreté, des actions pour les territoires ruraux jusqu'aux actions visant à améliorer l'accès au numérique. Les associations elles-mêmes apportant une aide aux réfugiés sans abri ont également été concernées.

III - 11

La mobilisation de l'État pour protéger les personnes en situation de grande précarité depuis le début de la crise sanitaire a été sans précédent. La trêve hivernale a été prolongée à trois reprises. Plus de 43 000 places d'hébergement supplémentaires ont été ouvertes. Les distributions d'aide alimentaire ont considérablement augmenté, avec notamment la distribution de chaque service pour plus de 100 000 personnes en 2020. La trêve hivernale a pris fin le 1^{er} juin car il n'est pas possible de la maintenir indéfiniment. Les propriétaires, notamment les petits bailleurs privés, ont besoin de percevoir leur loyer, qui est souvent leur source majoritaire de revenus. Pour autant, une instruction du 26 avril encadre la reprise des expulsions locatives. Celles-ci doivent être conditionnées à la recherche d'une solution de relogement ou, a minima, d'hébergement.

En parallèle, les fonds d'indemnisation des bailleurs ont augmenté de 20 M€ pour permettre le maintien dans le logement des locataires lorsque l'expulsion ne peut avoir lieu. Une aide supplémentaire pour les ménages en difficulté de paiement de loyer a aussi été créée et viendra abonder le fonds de solidarité pour le logement, pour un budget total de 30 M€. Enfin, afin de poursuivre la protection des personnes très précaires, les 43 000 places supplémentaires sont maintenues jusqu'au printemps 2022. Ce sont donc 200 000 places d'hébergement qui vont rester ouvertes. Le déploiement du « logement d'abord » se poursuit également avec, en 2020, plus de 80 000 personnes à la rue ou hébergées qui ont accédé au logement.

Concernant l'encadrement des loyers, le projet de loi 4D prévoit enfin la prolongation d'une expérimentation qui avait été elle-même votée sur la loi ELAN. Le délai de dépôt des candidatures sera ouvert, offrant ainsi à Nantes l'opportunité de faire, au lieu de seulement critiquer. Déposez-vous dans ce cas votre candidature ? C'est la question. Mais j'ai noté une divergence dans votre majorité, Madame la Maire, lors de la commission des vœux, sur ce sujet.

Enfin, concernant le logement, vous avez dû oublier le pacte d'investissement pour le logement social 2020-2022 entre les acteurs du logement social et l'État. Ou alors, vous souhaitez réduire le manque d'anticipation de la maîtrise foncière pour les logements sociaux. Vous souhaitez plus de décentralisation. Pourquoi demander à l'État d'assumer des mesures qu'il a déjà prises ? Ce gouvernement est le premier à faire autant pour le « sans-abrisme », mais aussi pour les réfugiés, conformément aux engagements d'Emmanuel Macron.

C'est pourquoi nous nous abstiendrons sur ce vœu, qui a déjà été en partie satisfait. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. François Prochasson.

M. PROCHASSON, Conseiller municipal — Merci. Je ne souhaite pas polémiquer sur ce vœu, tant le sujet est important, essentiel, et tant nous devons nous serrer les coudes pour qu'effectivement, ces situations dramatiques se réduisent au fil du temps. Nous savons que cette crise que nous avons vécue, que nous continuons à vivre, aura des conséquences tout à fait dommageables sur l'accès au logement pour les populations nantaises. Je ne veux pas polémiquer, mais je pense que nous avons tous conscience que l'État, progressivement, s'est désengagé de cette mise à l'abri et du financement du logement social. Dont acte. Je pense que le combat que nous avons à mener porte effectivement sur cette nécessité que tous les acteurs de la mise à l'abri et de l'accès au logement social puissent se mobiliser pour que personne ne se trouve dans des situations de précarité.

Je pense que ce vœu est véritablement bienvenu, parce que c'est un message essentiel à passer à ce moment important de la situation économique et sociale de notre pays. Et notre groupe y est parfaitement et totalement favorable.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je vous invite, chers collègues, à voter. Pour cela, je vous propose de vous saisir de votre boîtier.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 49 voix pour, 9 voix contre et 4 abstentions.

III - 12

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 3, intitulé :

Compte de gestion du Receveur des finances de la Ville de Nantes pour l'exercice 2020 - Budget Ville - Approbation

M. BOLO, Adjoint — Il s'agit, je vous le rappelle, mes chers collègues, de cette particularité de la gestion publique qui fait que nous allons adopter successivement un compte de gestion qui a été établi par le receveur des finances de la Ville de Nantes, donc un fonctionnaire d'État financier, et le compte administratif, qui est celui établi par nos propres services. Nous allons constater, avec soulagement, il faut bien le dire, que les deux concordent exactement et que nous allons donc arriver à un excédent de clôture de l'exercice 2020, pour lequel nous entrerons dans les détails à partir du compte administratif, de 13 275 794,56 €, que je vous propose d'adopter sans plus tarder.

Mme la MAIRE — Merci. Je mets aux voix l'arrêt du compte de gestion et je vous invite à voter à nouveau avec vos boîtiers.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 62 voix pour et 4 abstentions.

Mme la MAIRE – Chers collègues, je vous propose de passer à la deuxième étape avec le compte administratif et comme traditionnellement, je laisse la présidence de la séance, pour cette étape, à Bassem Asseh.

Madame la Maire quitte la présidence de la séance.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 4, intitulé :

Compte administratif 2020 - Budget principal Ville - Approbation

M. BOLO, Adjoint – Le compte administratif 2020 s'inscrit dans un contexte évidemment particulier, puisque c'est à la fois une particularité qui arrive tous les six ans, c'est-à-dire qu'il s'agit du compte administratif à la fois d'une fin et d'un début de mandat, mais que c'est aussi une année tout à fait exceptionnelle en raison de la crise sanitaire. Nous allons donc examiner successivement l'impact de cette crise et les différents items que vous avez vus à l'écran.

L'impact de la crise sanitaire, c'est une perte de recettes pour la Ville d'environ 9 M€. Si l'on entre un peu dans le détail, ce sont près de 100 000 € de droits de mutation en moins, 8,5 M€ de recettes tarifaires en moins, dont 4 M€ sur le stationnement et 2 M€ sur le périscolaire et la petite enfance. Et il y a des dépenses en plus : 5,5 M€ d'équipements de protection pour la population - souvenez-vous des masques - et pour les agents, et des dépenses en moins, évidemment, puisqu'un certain nombre de services étant totalement arrêtés, nous avons fait, par exemple, non pas des économies, mais en tout cas, nous n'avons pas fait de dépenses sur les denrées alimentaires d'une cuisine centrale qui ne fonctionnait pas, et les frais de déplacement ont évidemment été limités. Cela représente une économie de 2,5 M€. Et nous avons nos grands contrats, périscolaires, centre de loisirs... L'exécution de ces contrats de délégation de service public a été tout à fait impactée et cela a généré 1,6 M€ d'économies. Au total, l'impact est une baisse de 16,5 M€ de notre épargne, puisque c'est évidemment là-dessus que nous avons pris ce qui nous permettait de répondre à cette situation de crise. Et nous allons voir que c'est la situation saine de notre Ville après l'exercice 2019 et pendant l'exercice 2020 qui nous a permis de faire face à ce choc sans remettre en cause, nous allons le voir, la santé financière globale de notre collectivité.

Les dépenses sont à la fois en hausse de 9 M€, mais extrêmement maîtrisées, puisque hors effet de la crise sanitaire, cela fait un +0 35 %. Nous pouvons donc évidemment d'ores et déjà saluer la grande maîtrise dont ont fait preuve l'ensemble des services durant cette année pour arriver à ce résultat.

III - 13

Il y a des recettes en baisse de 3,8 M€. Nous constatons donc évidemment un effet de ciseaux, avec le recul des recettes tarifaires dans nous avons parlé tout à l'heure, et une épargne brute en baisse de 12 M€, avec un taux d'épargne brute qui reste inférieur à 9 %, mais nettement supérieur à 8 %, alors que nous étions à 11,7 % en 2019. Nous voyons donc là la légère dégradation de notre épargne, mais avec encore des niveaux qui sont tout à fait acceptables, tout en se rapprochant, il faut bien le dire et le constater, d'un plancher en dessous duquel il ne paraît pas raisonnable de s'engager. Nous avons également une capacité de désendettement de 5,5 années, qui est en augmentation par rapport aux années précédentes, mais qui reste, là aussi, dans des épures acceptables, puisque, je le rappelle, jusqu'à huit années, on considère que tout va bien.

Mais là encore, quand on dégrade à la fois son épargne et que l'on est conduit à se réendetter, même de manière maîtrisée, on a évidemment ce ratio qui est tout de suite impacté de manière importante. C'est bien la capacité d'avoir résisté à une situation de crise exceptionnelle qui est montrée là, sans remettre en cause le fonctionnement de la collectivité et, nous allons le voir, sans remettre en cause sa capacité d'investissement.

S'agissant des taux d'exécution, parce que c'est aussi cela que va mesurer le compte administratif, le taux d'exécution est de 96 % en fonctionnement sur les crédits ouverts, étant rappelé que nous pratiquons des décisions modificatives et que nous avons pratiqué en 2020 des décisions modificatives qui étaient extrêmement modestes, au regard du volume global de notre budget. Cela veut dire que nous avons une qualité de prévision budgétaire qui est tout à fait remarquable. Et là encore, je veux saluer la rigueur et la précision de l'ensemble des services de la Ville pour arriver à une prévision budgétaire qui fait du budget non pas un effet d'annonce, comme cela peut se voir parfois, mais un véritable outil de pilotage de la collectivité et de pilotage de son fonctionnement, ce qui reste la meilleure manière d'assurer la réalisation des engagements qui sont pris. Parce que si nous étions dans un pilotage qui n'était pas suffisamment rigoureux, suffisamment précis, nous pourrions nous trouver à devoir renoncer à des pans entiers de nos programmes et des engagements que nous avons pris devant les Nantaises et les Nantais.

Nous avons donc là 96 % sur crédits ouverts, et j'allais dire presque mieux encore, même si le chiffre est facialement moins impressionnant, 83,7 % de réalisation en investissement. Cela veut dire que dans cette année de confinement, dans cette année où les services ont dû s'adapter de manière tout à fait rapide, où il a fallu mettre en place le télétravail, nous avons continué à produire, nous avons continué à équiper cette ville, nous avons continué à construire des écoles et à agrandir celles qui en avaient besoin. Et cela, je crois vraiment que c'est une chose tout à fait significative et qu'il fallait vraiment souligner.

Nous passons maintenant aux recettes. Nos recettes de fonctionnement s'élèvent à 415,9 M€, soit presque 416 M€, avec 220,5 M€ d'impôts locaux, pour faire arrondi, 121,5 M€ pour les dotations et 73,7 M€ pour les autres recettes. Cela fait une diminution de 0,9 %. S'il n'y avait pas eu la crise sanitaire, cela ferait une augmentation de 1,2 %. Nous voyons toujours là l'effet de la crise. Les ressources fiscales restent dynamiques, malgré la réforme en cours de la fiscalité locale, ce qui veut dire, en clair, que même en supprimant la taxe d'habitation, l'État, pour l'instant, nous garantit que la taxe d'habitation continue à être calculée comme si les contribuables la versaient, sauf que c'est l'État qui se substitue aux contribuables pour nous la payer, ce qui fait que nous pouvons bénéficier de son dynamisme, c'est-à-dire, puisque nous parlions de logements, de l'augmentation des nouveaux logements. Les logements nouveaux sont encore en nombre insuffisant, mais ils sont tout de même là et ils permettent d'assurer un dynamisme de la recette fiscale à taux identique. Et puis, il y a les dotations, dont on verra qu'elles ont été relativement peu impactées, et les autres recettes.

Nous passons tout de suite au détail des impôts locaux, qui sont en hausse de 2,7 % (5,7 M€), ce qui s'explique par la variation physique des bases, l'actualisation forfaitaire des bases et cette actualisation des valeurs locatives décidée en loi de finances.

III - 14

S'agissant du tissu fiscal, la taxe d'habitation, comme je le disais, est désormais payée par l'État, à 71 %. Près de 70 % des foyers nantais ne paient plus de taxe d'habitation et c'est la dernière année que nos perceptions de la taxe d'habitation. À partir de 2021, le panier fiscal est tout à fait chamboulé, puisque nous avons récupéré, en 2021, la part de taxe foncière qui était jusqu'ici attribuée au Département, si ma mémoire est bonne. Voilà pour la fiscalité.

Les dotations et compensations de l'État sont en hausse de 1,7 %. C'est donc une stabilité globale. La dotation globale de fonctionnement est en hausse, du fait du dynamisme de la dotation de solidarité urbaine. Et il y a les dotations de Nantes Métropole, à 42,3 M€, qui continuent à manifester un soutien important de la Métropole à ses 24 communes, y compris à la Ville de Nantes − il n'y a pas de raison... On voit là la part importante qu'a cette dotation dans notre budget et dans notre compte administratif.

Les autres recettes sont les recettes tarifaires, dont on a vu qu'elles ont été très impactées, les autres impôts et taxes, avec la baisse des droits de mutation et de la taxe sur l'électricité – cela reste des montants modestes –, et quelques recettes dont nous nous sommes volontairement passés, par exemple lorsque nous avons choisi d'exonérer un certain nombre de loyers d'immobilier économique, notamment, mais également les terrasses, etc. Voilà pour les recettes.

Nous passons maintenant à l'examen de nos dépenses. Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 378,7 M€, avec des dépenses de gestion en hausse de 2,4 %, dont 7,7 M€ dus à la crise sanitaire. Je vous le rappelle : 0,35 % en évolution retraitée, avec des frais financiers de 2,2 M€. Les dépenses de personnel s'élèvent à 196,6 M€, avec une évolution de 2,9 %, qui se traduit par l'effet traditionnel du fameux GVT, la tenue des élections municipales, car si la démocratie n'a pas de prix, elle a tout de même un coût, les effets de la crise sanitaire, y compris avec les primes versées aux agents particulièrement exposés et le recours à des renforts – cela a coûté aux environs de 400 000 € –, des créations de postes et des évolutions d'organisation qui sont nécessaires pour répondre aux besoins des Nantais. Il s'agit là par exemple de répondre à l'augmentation de la démographie scolaire et à l'évolution globale de notre démographie pour maintenir le haut niveau de service public auquel les Nantaises et les Nantais sont attachés. Il y a dans ce total les 42,4 M€ que nous remboursons à Nantes Métropole au titre des frais de personnel mutualisé.

Les dépenses de gestion s'établissent à 184,2 M€. Il faut noter la hausse des charges de structures patrimoniales qui sont dues à la location de l'immeuble du Nant'île pour reloger les services de la Manu. Vous savez qu'à l'ancienne manufacture des tabacs, nous avons eu des problèmes structurels de bâtiments, qui ont nécessité le déménagement des services, et la location d'un immeuble se retrouve significativement dans ce compte administratif.

La reprise financière de l'État comptabilisée en 2020, qui est là à 1,6 M€ – je ne reviens pas sur cette pseudo-contractualisation –, a été annulée en 2021 et fait donc l'objet d'une écriture d'annulation, que nous voterons à l'occasion du budget supplémentaire. Il s'agit là du fruit des négociations engagées lorsque nous avons pris en charge un certain nombre de dépenses qui étaient de la responsabilité de l'État. Il s'agit évidemment de la question de la mise à l'abri de migrants.

Les subventions s'élèvent à 71,9 M€. La subvention du CCAS baisse non pas parce que notre appétence pour la solidarité aurait diminué, mais tout simplement parce que le CCAS, en 2019, avait porté des dépenses supplémentaires importantes en raison de la gestion de la crise migratoire. La baisse est bien moindre que le montant de cette charge, qui était de 6 M€ en 2020. Cela montre évidemment l'importance du CCAS dans l'accompagnement du territoire face à la crise. Mais Abbassia Hakem ne manquera pas de nous faire observer tout cela lorsque nous discuterons du rapport d'activité du CCAS.

Dans les contributions obligatoires, on trouve les OGEC, pour l'essentiel, donc l'enseignement privé sous contrat, avec une baisse de 400 000 €. Là encore, n'y voyez pas autre chose que les

III - 15

conséquences de la crise, puisque la restauration dans les établissements privés a été fermée, au même titre que dans les établissements publics, et que par conséquent, la part de financement des OGEC, qui correspond à notre part de prise en charge des dispositions sociales permettant l'accès de tous les enfants la restauration a été, de fait, une économie, en tout cas, une dépense moindre, en 2020.

Les frais financiers : ils sont encore en diminution de 800 000 € par rapport à 2019 grâce à la gestion active de la dette. Et je veux saluer, là encore, l'action de la direction des finances, particulièrement efficace, pour renégocier, chaque fois que c'est possible, dans de meilleures conditions, le stock de dettes. Et nous avons évidemment un contexte de taux très favorable : nous avons un taux moyen de la dette de 1,03 %, et je peux vous dire que les derniers emprunts que nous pouvons souscrire sont à des taux nettement inférieurs à cette moyenne.

S'agissant des investissements, le budget d'investissement, avec 106,9 M€, a compris 27,8 M€ de remboursement de dettes et 79,1 M€ de dépenses d'équipement, soit +4,3 % par rapport à 2019. Je voudrais vraiment re-souligner à quel point c'est une performance tout à fait remarquable, dans le contexte de l'année 2020.

Nous pouvons passer tout de suite à la diapositive suivante, pour voir la répartition par politique publique. On voit bien que l'éducation prend la part du lion, avec 35,4 M€. Mais je trouve que ce petit camembert, comme on dit, est tout à fait révélateur de nos priorités politiques. Et lorsque l'on dit qu'un budget et son exécution sont les révélateurs des choix politiques d'une majorité, on le voit ici très clairement. En outre, ce volume est un soutien important à l'économie notamment locale, parce que si nos appels d'offres ne concernent pas que des entreprises du territoire, elles y participent également. Dans ce contexte de crise que nous avons connu, le fait que nous ayons injecté près de 80 M€ dans l'économie pour nous équiper reste une excellente nouvelle.

Qu'est-ce qui a été passé ? L'éducation, 35,4 M€, je l'ai dit, c'est l'extension de la capacité d'accueil des groupes scolaires, pour un total de 26,8 M€. On peut citer le démarrage de Doulon – Gohards, la livraison de l'école provisoire Joséphine Baker, la poursuite des travaux de construction des écoles du Champ de manœuvre et Mellinet, les extensions des Châtaigniers et de Leloup-Bouhier, le doublement du montant lié au développement des écoles numériques et de l'accès au haut débit, avec 800 000 €... Voilà pour les choses essentielles.

Pour la vie associative, ce sont les aménagements réalisés pour Citad'elles, à hauteur de 200 000 €, les travaux de confortement du pôle associatif Félix Thomas, la reconstruction de la Maison des habitants et de la mairie de quartier à Bellevue, les aménagements et acquisitions de matériel mobilier dans les multi-accueils, les travaux d'aménagement d'insertion temporaire des populations Rom, les subventions d'équipement au CCAS, pour 1 M€... Bref, nous avons là également des choses tout à fait significatives.

Pour la culture et le patrimoine culturel et cultuel, 11 M€ ont été engagés : la suite des travaux de Libre Usine, la poursuite des travaux de reconstruction de la basilique Saint-Donatien et Rogatien, la réhabilitation de l'église de Notre-Dame du Bon Port et de son orgue, pour 2 M€.

En matière de sport, il y a eu la réhabilitation du gymnase Raspail, à hauteur de 1,2 M€, la création d'un grand terrain au stade de la Roche, pour 500 000 €, la rénovation de la pelouse de Marcel Saupin, pour 700 000 €...

Vous le voyez, 2020 aura été, malgré le contexte, une année tout à fait importante en matière d'investissement et de réalisations concrètes au service des Nantaises et des Nantais et au service de notre territoire.

S'agissant de la transition énergétique et de l'entretien durable du patrimoine, c'est une des fiertés que je défends que, depuis 2009, nous arrivons à consacrer chaque année aux alentours de 15 M€, parfois plus, à ce que l'on appelle l'entretien durable du patrimoine, terme qui en soi n'est pas très heureux, mais comme nous avons pris cette habitude, nous allons la conserver,

III – 16

puisque chacun voit de quoi il s'agit. Il s'agit d'assurer la pérennité des bâtiments, de favoriser les économies d'énergie, d'installer de nouvelles toitures photovoltaïques, d'améliorer l'accessibilité, et évidemment, de toutes les questions de normes, de la légionelle... Nous avons eu des choses importantes. En tout cas, cela veut dire que nous prenons soin de notre patrimoine immobilier et que nous veillons à sa qualité d'usage. Parce que chaque fois que nous rénovons un gymnase, que nous refaisons des vestiaires, que nous refaisons des locaux scolaires, à la fois nous veillons à économiser de l'énergie, à les rendre plus performants, mais également, plus confortables et plus accessibles pour l'usage de toutes et tous. Cela représente 20 % de nos dépenses d'équipement.

Les recettes, il n'y a pas grand-chose en dire. Ce sont essentiellement le fonds de compensation de la TVA et les recettes d'équipement, les subventions de nos principaux partenaires. On trouve là des choses de la CAF, notamment, puisque vous savez que les financements croisés entre collectivités sont une chose qui a largement disparu, mais qui subsiste encore un peu tout de même, heureusement.

S'agissant du financement de l'investissement, c'est là que l'on voit que nos ressources propres ont atteint 43,1 % de ces dépenses d'investissement et que l'emprunt mobilisé s'élève à 45 M€ en 2020, contre 30 M€ en 2019. C'est tout à fait conforme à la trajectoire que nous avions définie lors de l'établissement de la stratégie financière du précédent mandat. Il y a un recours au fonds de roulement de 10,9 M€, qui reste cependant à un niveau tout à fait conséquent et qui permettra de limiter en 2020 le recours à des emprunts nouveaux, malgré, nous allons le voir plus tard, un niveau d'investissement tout à fait record, comme nous l'avons vu en votant le budget.

L'encours de la dette remonte légèrement, mais il est encore tout à fait inférieur à la moyenne des villes de plus de 100 000 habitants, puisque nous sommes à 648 € par habitant, contre 1 093 € pour la moyenne des villes de notre strate. Nous pouvons constater que nous avons somme toute, durant le mandat dernier, assuré la stabilisation de notre dette, ce qui était l'objectif attendu, avec au début du mandat, une décrue de la dette, puis une remontée tout à fait normale pour financer les investissements prévus.

Les emprunts s'élèvent à 45 M€. Je vous parlais des taux extrêmement bas et effectivement, à l'agence France locale, c'est 0,47 %, et à la Banque postale, 0,26 % à taux fixe sur quinze ans, ce qui fait que non seulement nous assurons ainsi un financement d'investissements tout à fait efficace, mais qu'en plus, nous ne laissons pas à nos successeurs futurs des charges d'emprunts qui pourraient obérer leur capacité à faire leurs propres choix, le moment venu.

Voilà, mes chers collègues. Merci de votre patience. Je suis évidemment prêt à répondre à toutes les questions. Enfin, je l'espère.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Bolo. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Émilie.

Mme BOURDON, Conseillère municipale — Merci, Monsieur le Premier Adjoint, merci, Monsieur Bolo, pour la présentation de ce compte administratif.

Chers collègues, l'année 2020 a été bien évidemment marquée par cette crise sanitaire, dont les conséquences sont toujours clairement palpables plus d'un an après son émergence. Nos comptes 2020 s'en trouvent naturellement affectés.

Sur l'ensemble de l'année 2020, deux confinements ont conduit, en mars et en novembre, les Nantaises et les Nantais à rester chez eux. Cela s'est bien entendu répercuté sur nos recettes tarifaires avec des pertes de près de 9 M€, dues notamment aux forfaits de stationnement et à la fermeture de l'accueil petite enfance et périscolaire.

Au-delà de ces pertes « mécaniques », la Ville de Nantes s'est également montrée volontariste. En accompagnant les familles qui souffraient de la fermeture des cantines au printemps dernier, en développant les « paysages nourriciers », en réalisant des plans de soutien à la culture et au

III-17

monde associatif, notre collectivité et ses agents se sont honorés en mettant tout en œuvre pour que toutes et tous traversent cette crise en souffrant le moins possible.

Ce compte administratif montre également que la Ville ne s'est pas contentée de gérer la crise. Les près de 120 M€ d'investissement démontrent que nous avons su poursuivre nos actions pour l'avenir de notre commune. Ainsi, en 2020, nous avons poursuivi notre politique de rénovation et d'extension du bâti scolaire avec 35 M€ qui ont permis, notamment, le lancement et la poursuite des chantiers des nouvelles écoles Doulon-Gohards, Champ de Manœuvre et Mellinet. En matière culturelle, ce sont près d'un million d'euros qui ont permis la poursuite des travaux de la Libre Usine. Enfin, en matière sportive, nos investissements de plus de 6 M€ ont permis, notamment, de poursuivre la réhabilitation du gymnase Appert Raspail ou encore de lancer les études du futur équipement Leloup-Bouhier.

Cependant, et comme nous le sommes à chaque exercice budgétaire, notre groupe « gauche commune » est particulièrement soucieux de l'équilibre entre les budgets d'investissement et de fonctionnement : nous le disons et le répétons, un investissement n'est rien s'il n'est pas assorti d'agents formés en nombre suffisant pour le faire fonctionner. Il est donc nécessaire de poursuivre les créations de postes dans notre collectivité, ce que nous avons fait en 2020. Cette dynamique devra être poursuivie en 2021 et les années suivantes pour faire face à la croissance démographique de notre ville et assurer à tous les habitants et habitantes de notre ville un service public de qualité, dans le respect des conditions de travail de nos agents.

Notre groupe approuvera bien entendu cette délibération.

Merci de votre attention.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame Bourdon. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Monsieur Chombart De Lauwe.

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal — Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Chers collègues, effectivement, l'année 2020 a été on ne peut plus atypique, c'est le moins que l'on puisse dire. Le COVID s'est imposé à tous et un certain nombre de dépenses d'urgence pour les Nantais qui en avaient besoin et qui étaient en difficulté ont été proposées. Dans leur grande majorité, nous les avons votées. La continuité du service public a été assurée et nous voulons, au nom des Nantais, remercier aussi les services qui ont permis cela, que ce soit en fonctionnement ou en investissement.

S'agissant de l'arrêté des comptes 2020, l'idée n'est pas de refaire le débat que nous avons eu au budget, mais nous souhaitons que les Nantais comprennent bien les paramètres de la situation, Effectivement, après une phase de désendettement qui a eu lieu pendant l'ancien mandat, votre majorité a décidé d'appuyer sur l'accélérateur en matière d'investissement. De 50 M€ d'investissement en 2018, nous sommes passés à 80 l'an dernier et vous prévoyez cette année, nous en avons débattu au budget, 100 M€. Il s'agit donc d'un doublement de l'effort d'investissement, qui nous paraît clairement insoutenable dans la situation actuelle. Les recettes baissent et les dépenses augmentent. On appelle cela un effet de ciseaux, Monsieur Bolo l'a rappelé tout à l'heure. Mais nous savons aussi, si nous savons compter, que l'impact du Covid, là-dedans, ne représente que 3,4 % du total du budget.

Dans un tel contexte, il nous semble que le budget supplémentaire qui va être discuté tout à l'heure aurait dû être l'occasion de nous adapter à cette simple réalité, de maintenir, certes, un effort soutenu d'investissement, 50, 60, 70, 80 M€, mais il nous semble que le doublement est excessif. Il aurait fallu, principe de réalité, toujours, étaler dans le temps ce qui était prévu en période plus faste. Vous ne le faites pas et nous le déplorons.

Plus de la moitié de l'investissement, l'an dernier, également, a été financé grâce à de la dette : 45 M€ de recours à l'emprunt. Or nous savons tous que ce n'est pas le stock de dette ou les ratios nationaux qui sont les seuls critères. Il y a un aspect important, qui est que cette dette ne peut être remboursée que si l'épargne est suffisante. On la rembourse grâce à l'épargne que

III - 18

l'on génère. Or aujourd'hui, cette épargne se réduit à vitesse grand V, vous nous l'avez montré tout à l'heure avec votre graphique : l'épargne disponible est passée de 25 M€ à moins de 10 M€, 9,6 M€, en une année, soit une fonte de 60 % de notre capacité d'épargne. Là encore, nous considérons que le seuil d'alerte n'est pas loin : nous nous en approchons.

La Ville de Nantes n'est pas l'État, qui pense pouvoir se permettre le fameux « quoiqu'il en coûte ». Nous pensons, en matière de finance, que l'urgence n'empêche pas la prudence.

Deuxième aspect, je voudrais vous faire part de mon étonnement sur un manque de transparence dans les travaux des commissions qui précèdent notre conseil et plus généralement, dans les instances de gouvernance de la Ville et de ses satellites. Nous avons déjà eu l'occasion d'alerter sur ces points à plusieurs conseils et il faudrait que les choses évoluent de ce point de vue là. Le manque de transparence aujourd'hui fait naître un doute, parfois infondé, parfois fondé, et il nuit à la sérénité de nos débats, sans compter qu'il est fatigant de lire des milliers de pages quelques jours avant le conseil, des pages que nous n'avons pas reçues avant les commissions. Vous m'avez confié la présidence d'une des commissions ; en l'occurrence, ce ne sont pas des débats sereins que nous pouvons tenir.

Je vous donne quelques exemples récents. Notre commission des finances ne peut pas travailler sur des synthèses réalisées par les services, aussi qualitatives soient-elles. Bien sûr, nous souhaitons avoir ces synthèses. Mais chaque fois que notre assemblée doit se prononcer sur un rapport, il n'est pas admissible que nous n'ayons pas très en amont les documents de base. En l'occurrence, il s'agissait des comptes rendus des administrateurs de structures qui parfois, font la une de l'actualité, comme la SEM Folle Journée ou le Voyage à Nantes. De la même façon, quand vous nous soumettez un avenant, vous devez systématiquement joindre le contrat d'origine et toutes les annexes. Sinon, les avenants sont absolument incompréhensibles. Lors du dernier CA du Voyage à Nantes, tous ces éléments qui concernaient un avenant sur l'entretien des Machines de l'Île avaient été omis. Ils nous ont été transmis quelques heures avant la tenue du conseil d'administration. Ce ne sont pas de bonnes conditions pour un débat serein.

Enfin, je réitère notre demande que les comptes rendus des commissions soient des verbatim et non pas des synthèses. Pour ce Conseil, nous avons un verbatim. Cela permet aux Nantais de suivre la vraie teneur de nos débats et non une version édulcorée. Ils seraient par exemple surpris d'entendre Monsieur Bolo nous annoncer, lors de la présentation du compte administratif, en commission des finances, qu'il s'agit, cette année, « de consommer joyeusement, et avec rigueur », je reprends vos termes exacts, Monsieur Bolo, « nos marges de manœuvre financières ». « Consommer joyeusement nos marges de manœuvre financières... » Il faut que les Nantais entendent ces mots-là. C'est aussi pour cela que nous nous opposons à un certain nombre de décisions que vous prenez.

Vous l'avez compris, nous ne partageons pas cet enthousiasme dépensier qui va se faire avec l'argent des Nantais. Nous voterons donc contre le compte administratif.

Je vous remercie.

- **M. ASSEH, Adjoint, Président de séance** Merci, Monsieur Chombart De Lauwe. Je crois que Monsieur Belhamiti a demandé la parole.
- **M. BELHAMITI, Conseiller municipal** Merci. Deux remarques sur la présentation de cette délibération, qui amènent deux questions, finalement. D'abord, sur les dotations d'État. J'entendais, dans cette assemblée, votre majorité crier à la mise sous tutelle des collectivités par l'État. Diriez-vous aujourd'hui, alors que nous constatons ensemble que ces dotations progressent, que l'État met sous tutelle notre collectivité ? Première question.

Deuxième question, vous présentez le camembert des investissements comme étant le reflet de vos priorités politiques, ce que nous ne contredisons évidemment pas, et nous saluons d'ailleurs l'effort de rattrapage qui est fait en matière d'investissement sur la politique publique de l'éducation, qui est évidemment un rattrapage de l'effet démographique que connaît notre ville,

III - 19

qui impose à notre collectivité une construction de nouveaux groupes scolaires et la rénovation de nouveaux groupes scolaires. Mais par ailleurs, vous présentez aussi un budget d'investissement sur la sécurité qui est en fait l'un des plus faibles de l'ensemble des politiques publiques. Est-ce à dire, Monsieur Bolo, que la sécurité n'est pas une priorité politique pour vous ? C'est une question qui mérite que vous répondiez ou en tout cas, que vous clarifilez cette vision des priorités des politiques publiques pour vous.

Je vous remercie. Nous nous abstiendrons sur la présentation de cette délibération.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Belhamiti. Je vais dire peut-être quelques mots avant de donner la parole à Monsieur Bolo, au nom du groupe « Nantes citoyenne, solidaire et écologique ».

Le compte administratif 2020, vous l'avez rappelé, Monsieur Bolo, c'est un regard que nous portons sur l'année 2020 telle qu'elle s'est déroulée du point de vue des finances publiques de cette collectivité. Cela nous permet donc de constater ce qui a été réalisé. En l'occurrence, l'année 2020 est une année très particulière, je crois que nous serons d'accord là-dessus, du fait de la crise sanitaire, mais aussi de la crise sociale et économique qui en sont le corollaire.

Le compte administratif nous permet d'identifier que sur l'année 2020, nous avons réalisé 96 % des budgets de fonctionnement et 84 % des budgets d'investissement. Et nous pouvons saluer évidemment le volontarisme à la fois de la majorité, mais également, celui des services. Cela nous a permis de maintenir un effort important et soutenu d'investissement dans le prolongement de nos engagements, de notre projet municipal, après tout. Et nous avons pu le faire sans augmentation de fiscalité, tout en stabilisant l'endettement.

Ce compte administratif permet de montrer une légère baisse des recettes de fonctionnement et des efforts maintenus en termes de dépenses de gestion. L'investissement a été maintenu à un niveau important, 79 M€, c'est-à-dire avec une augmentation de 4,3 %. Et l'investissement, c'est la préparation de l'avenir de notre territoire. Il était donc important pour nous que la crise sanitaire, sociale et économique n'ait pas de conséquences néfastes dans la préparation de l'avenir des Nantaises et des Nantais. Nous avons pu le faire en maîtrisant notre recours à l'emprunt parce que l'endettement aussi est une histoire d'avenir, et qu'il s'agit de le préparer, mais aussi de le préserver.

Pascal Bolo l'indiquait tout à l'heure, nos dépenses de l'année 2020 vont d'abord vers l'éducation : près de 25 % de nos dépenses pour 2020. Nos dépenses ont aussi permis, à hauteur de 18 %, de consolider et de développer le service public. Et notre Ville étant une ville solidaire au plus profond d'elle-même et a fortiori dans une période de crise, nous avons 13 % de nos dépenses de 2020 qui sont consacrées à la solidarité et à la vie sociale.

Nos investissements et la préparation de l'avenir, on peut les illustrer par quelques projets importants et structurants tels que l'extension de groupes scolaires, l'extension des écoles. C'est un investissement de 27 M€ pour les écoles, par exemple à Doulon-Gohards, par exemple à Joséphine Baker et également pour de nouvelles écoles, comme au Champ de manœuvres, comme à l'ancienne caserne Mellinet. Et parmi les projets structurants, on peut aussi noter des rénovations importantes, comme au pôle associatif Félix Thomas ainsi qu'à la Maison des habitants et du citoyen de Bellevue, également, des subventions d'équipement versées au CCAS pour le regroupement du restaurant social Pierre Landais et des bains-douches.

Ce compte administratif fait aussi ressortir le soutien aux acteurs associatifs et culturels, qui font la cohésion de notre territoire. Je pense en particulier à l'impact de la crise sanitaire chez les acteurs culturels et à cette enveloppe de 1 M€ que nous avons mobilisé pour assurer la continuité des activités et des emplois dans le secteur culturel.

La cohésion sociale, c'est également un effort particulier en période de crise en direction des habitants des onze quartiers de la ville qui n'ont pas eu la possibilité, par exemple, de partir en vacances pendant l'été 2020, et spécifiquement pour eux et pour tous les autres, les services de

III - 20

la Ville et ses partenaires issus du tissu associatif, du tissu culturel nantais ont proposé une offre estivale ambitieuse durant l'été 2020. J'en profite pour rappeler qu'une offre tout aussi ambitieuse sera proposée pour 2021.

Voilà, chers collègues, ce que je souhaitais, au nom du groupe, mettre en avant s'agissant de ce compte administratif 2020 qui, encore une fois, je vous le rappelle, nous permet de poursuivre notre volonté et notre ambition pour le bien des Nantaises et des Nantais.

Je pense qu'il n'y a pas d'autres demandes de prise de parole. Monsieur Bolo, si vous souhaitez répondre aux remarques des uns et des autres...

M. BOLO, Adjoint — Je voulais d'abord remercier Émilie et toi-même, Bassem, et ensuite, répondre à Monsieur Chombart De Lauwe que d'abord, je le remercie de s'être associé aux remerciements envers nos services. Je crois qu'effectivement, durant toute cette période de 2020, notamment du confinement, le service public a montré qu'il était absolument indispensable au fonctionnement même de notre ville et il a montré sa capacité de réactivité et d'adaptation à une situation de crise majeure, particulièrement imprévisible et en tout cas, imprévue. De ce point de vue là, je me réjouis que l'ensemble du Conseil municipal soit attaché à ce service public et rende à ses agents l'hommage qu'ils méritent.

Pour le reste, Monsieur Chombart De Lauwe, nous avons toujours un vrai désaccord. Vous me reprochez de dépenser joyeusement. Je pense que dans ces périodes, il faut faire les choses joyeusement le plus possible. Nous sommes assez soumis à de la sinistrose et à des confinements, à des contraintes, etc. Le fait de rigoler un peu de temps en temps ne peut pas nous nuire, franchement, que ce soit pour économiser ou pour dépenser, d'ailleurs, ce n'est pas le sujet.

Mais ce qui m'étonne, c'est votre manque d'ambition. Nous avons une bonne santé financière. Nous avons un territoire dynamique. Et qu'est-ce que vous nous dites ? Qu'il faudrait réduire, qu'il faudrait contraindre, qu'il faudrait... Oh! C'est rabougri, votre affaire, là! Moi, je suis tout de même extrêmement surpris de voir que vous vous situez dans une logique qui est une logique de décroissance. Que ce soit vous qui tombiez dans ce travers, franchement, je suis un peu étonné. Donc le « quoiqu'il en coûte » n'existe pas en gestion locale. J'ai eu l'occasion de le dire et je le répète. Je suis parfaitement d'accord avec vous. Mais cela n'empêche pas l'ambition et la projection positive dans l'avenir. Et nous avons la chance, nous nous sommes donné la chance de pouvoir justement avoir des marges de manœuvre qu'en période de crise et en période de relance, il nous faut effectivement utiliser.

Nous sommes dans une période de relance! L'Europe a décidé un plan de relance tout à fait considérable, financé de manière absolument historique par des ressources propres et des emprunts propres au niveau européen. L'État, en France, est en train de soumettre son propre plan. Et il faudrait que nous, nous n'utilisions pas nos marges de manœuvre? Il faudrait que nous, nous restions assis sur un petit magot qu'il faudrait protéger, alors que les besoins sont forts autour de nous, alors que le chômage a progressé et qu'il faut reprendre la voie de la croissance et l'emploi? Non, moi, franchement, c'est avec une grande détermination, puisque le terme de « joyeux » ne vous convient pas, avec grande détermination que nous disons qu'il faut, certes avec précision, avec rigueur, avec maîtrise, utiliser les marges de manœuvre pour contribuer à la relance de notre économie et pour continuer à soutenir nos services publics, dont nous avons vu à quel point ils étaient indispensables.

Une petite réponse à Mounir. Oui, évidemment, la répartition entre politiques publiques de nos investissements est révélatrice de nos choix politiques dans le cadre des compétences qui sont les nôtres. Et oui, évidemment, le niveau de nos compétences en matière d'éducation, avec les types de dépenses d'investissement qu'elles provoquent – on construit des murs pour abriter une activité pédagogique –, est forcément différent de celles d'une compétence que nous n'avons pas directement, en tout cas au-delà de la police administrative, et que nous assumons particulièrement, par les temps qui courent, avec, je ne vous le rappelle pas, les créations de

III - 21

postes, les équipements, etc. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Mais franchement, il n'est pas très sérieux d'oublier, dans l'analyse d'une répartition, les compétences respectives des uns et des autres. Nous n'allons pas doter notre police municipale de voitures de luxe pour faire apparaître un niveau d'investissement le plus proche possible de celui de l'éducation. C'est d'une logique qui serait tout de même un peu surprenante.

Voilà, cher Bassem, Monsieur le Maire, ce que je peux répondre.

- **M. ASSEH, Adjoint, Président de séance** Merci, Monsieur Bolo, pour la rigueur et le volontarisme, et j'en profite pour remercier les services, puisque la réalisation de ces budgets, dans une année comme celle que nous venons de passer, n'allait pas de soi et nécessitait des efforts supplémentaires, qui ont été fournis. Qu'ils en soient remerciés.
- **M. BOLO, Adjoint** Je voudrais juste, pour terminer, ne pas oublier de remercier notamment la direction des finances et particulièrement, à la direction des finances, notre directeur des finances, Bertrand Asseray, qui va nous quitter pour une promotion dans la belle ville de Lille. Je tiens à le remercier tout particulièrement pour son engagement et non seulement sa loyauté, mais sa collaboration extrêmement fructueuse et efficace pendant toutes ces années. Nous souhaitons donc bonne chance à Bertrand pour la suite de sa carrière. Et nous, nous allons naturellement continuer à gérer le mieux possible cette Ville en fonction de nos priorités. Mais merci beaucoup à Bertrand Asseray.
- M. ASSEH, Adjoint, Président de séance Monsieur Chombart De Lauwe
- **M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal –** Excusez-moi, puis-je avoir une réponse sur la question de la transparence, s'il vous plaît ? Cela me semble un point très important.
- **M. BOLO, Adjoint** Excusez-moi, vous avez raison. Le fait de vouloir absolument avoir des Verbatim tout le temps, je trouve que c'est une question d'état d'esprit, Monsieur Chombart De Lauwe. Il n'est pas question de nier la nécessité de la transparence. Il n'est pas non plus question de nier qu'en effet, les volumes de documents sont tels, les délais sont tels, les charges de travail sont telles qu'il peut y avoir, ici ou là, un document qui arrive un tout petit peu après le moment où il aurait dû. Je salue votre volonté de tout éplucher tout le temps, jusque dans le moindre détail. Mais je ne pense pas... Je crains, pardon, que cela relève plus, chez vous, d'un état d'esprit suspicieux en permanence que d'une volonté d'avoir la pleine information à laquelle vous avez parfaitement droit et qui, d'ailleurs, vous est donnée.
- **M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal** Créez les conditions de la confiance ! Cela vous appartient, Monsieur !
- **M. BOLO, Adjoint** Je suis inquiet de l'état d'esprit qu'il y a eu derrière une demande qui est facialement légitime.
- **M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal –** Excusez-moi, elle n'est pas facialement légitime. Elle est totalement légitime. Ces documents nous sont dus.
- **M. ASSEH, Adjoint, Président de séance** Monsieur Chombart De Lauwe, laissez peut-être Monsieur Bolo finir la réponse. Bien. Madame Van Goethem.
- **Mme VAN GOETHEM, Conseillère municipale** Excusez-moi d'intervenir, mais je vous rappelle tout de même que nous avons voté, il y a un an, la création d'une commission « éthique et transparence ». Donc la transparence, quand on la demande, elle est normale. Si on ne l'applique pas dans nos locaux, si on ne l'applique pas au Conseil municipal, elle ne sert à rien du tout, c'est juste du pipeau.
- **M. ASSEH, Adjoint, Président de séance** Elle existe, Madame. Ce n'est pas du pipeau, comme vous dites. Je ne suis pas sûr que l'expression corresponde à la façon dont nous travaillons dans les commissions.

Combien d'interventions par groupe ? Allez-y...

III - 22

M. RICHARD, Conseiller municipal — Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Quand vous parlez de suspicion, Monsieur Bolo, moi, je dis juste quelque chose : quand on vous écrit un courrier il y a trois mois, vous nous répondez la veille du Conseil municipal. Nous n'avons pas le temps de regarder les éléments correctement et nous arrivons au débat pas vraiment sereins. Et évidemment, nous suspectons tout lorsque l'on nous répond systématiquement au dernier moment. Il y a un sujet sur la qualité de vos réponses et sur les délais de vos réponses.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Chers collègues, je vous propose de voter et donc, de vous saisir à nouveau de vos boîtiers.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 55 voix pour, 9 contre et 4 abstentions.

Madame la Maire reprend la présidence de la séance.

Mme HAKEM, Adjointe, donne lecture du dossier n° 5, intitulé :

Rapport d'activité 2020 du Centre communal d'action sociale - Présentation

Mme HAKEM, Adjointe – Je suis ravie, en tout cas, je pense que c'est un moment important, de la présentation de ce rapport d'activité du CCAS, qui revêt un intérêt particulier au regard à la fois des débats que nous avons eus depuis ce matin sur les questions de l'impact de la crise et de la manière dont nous pouvions répondre aux difficultés que pouvaient rencontrer nos concitoyens, et également au regard de la masse d'activités et d'informations que peut apporter ce rapport d'activité de 32 pages, qui permet d'avoir une vue d'ensemble à la fois sur la question de l'ancrage territorial et des politiques de proximité, sur la direction de l'inclusion sociale, sur le parcours de vie des aînés, mais aussi sur la manière dont un CCAS comme le nôtre, assez conséquent, travaille aujourd'hui et prend des décisions.

Un petit rappel pour dire ce qu'est le CCAS. C'est un établissement public municipal, cela, tout le monde le sait. Notre conseil d'administration est composé de seize membres. Huit membres ont été élus par le Conseil municipal et huit ont été choisis par le Maire, notamment parmi les personnes relevant d'associations œuvrant dans le domaine de la solidarité, de la prévention et de l'animation sur l'ensemble du territoire nantais. Les activités déployées par le CCAS relèvent de deux missions, une première mission confiée par la loi et une mission confiée par la municipalité, notamment, en particulier, l'animation et le développement de l'action municipale dans le champ social.

L'année 2020, tout le monde l'a dit ce matin et nous le disons depuis un petit moment, mais il est important de le rappeler et Émilie Bourdon, tout à l'heure, dans ses propos, a réinsisté sur le sujet, a été marquée par les actions que nous avons conduites de façon très volontariste pour essayer d'amortir les effets de cette crise sanitaire, en particulier pour continuer à garantir l'accès aux droits fondamentaux pour nos concitoyens les plus fragiles, notamment l'alimentation, le soin, l'hygiène et la mise à l'abri des personnes, également pour accompagner et soutenir les acteurs locaux qui œuvrent dans le domaine de l'urgence et également, et c'est un point important, pour lutter contre l'isolement, qui s'est accentué, notamment pendant cette période de crise et de premier confinement.

Ce rapport d'activité synthétise en 32 pages l'ensemble des actions qui ont été menées sur 2020. Il présente les faits marquants, quelques chiffres clés, qui vous donneront à voir de l'importance des actions qui sont menées sur notre territoire, également des témoignages ainsi que des perspectives, certes, nous sommes au mois de juin, donc des perspectives qui sont en cours de réalisation, mais en tous les cas, qui donneront aussi à voir le travail transversal que l'on peut mener au sein du CCAS. Vous aurez quelques zooms sur les différents temps forts de l'année, quelques photos, notamment la première cellule de crise du département « prévention et solidarité » qui a été mise en place en mars 2020. J'insiste là-dessus puisque nous avons été opérationnels et proactifs immédiatement. C'est toute la qualité, et cela a été dit aussi ce matin,

III – 23

la qualité du service public aujourd'hui. Mais c'est également l'ouverture de l'espace Agnès Varda, qui n'a pas été un petit événement. L'espace Agnès Varda est un établissement public qui accueille à la fois le restaurant social et les bains-douches. Il a ouvert le premier jour du premier confinement, en mars dernier, et je dois vous dire qu'il a joué un rôle essentiel pendant cette année de difficultés rencontrées par beaucoup d'entre nous. Un autre temps fort a été le lancement du projet « paysages nourriciers », qui a été monté très rapidement, dans le courant du mois de mai et du mois de juin, là encore avec une action volontariste des agents notamment du SEVE paysage et nature, mais également, des acteurs bénévoles sur notre territoire, et qui, en 2021, a vu la pérennité de cette initiative, qui est même déployée encore davantage sur l'ensemble de nos quartiers.

Pour cette crise sanitaire, quelques chiffres vous sont projetés. Moi, je retiendrai peut-être deux chiffres, les 1,1 M€ d'aides exceptionnelles qui ont été versées aux familles aux mois de mai et juin l'année dernière pour compenser les charges suite à la fermeture des restaurants scolaires, et je retiendrai également le nombre de ménages qui ont reçu au moins une aide financière sur tous les dispositifs confondus, près de 8 500 ménages, et je trouve que c'est un chiffre important, mais qui montre que nous avons pu aussi accompagner les personnes. Et peut-être un dernier chiffre, 60 % de hausse d'activité pour l'accès au portage de repas avec la mise en œuvre d'une tarification solidaire. Cela a été également le moyen de lutter contre l'isolement, notamment des personnes âgées et des retraités.

L'année 2020, en chiffres, vous ne le voyez pas parce qu'il n'y a pas beaucoup de publicité, mais le CCAS fonctionne tout au long de l'année, ce sont plus de 64 délibérations qui sont prises, 17 administrateurs, 3 755 passages à l'espace numérique, ce sont des agents sur les territoires, sur cinq territoires de proximité, pour un budget total de 59,51 M€. Ce sont également près de 600 agents au CCAS.

Au sommaire de ce rapport d'activité, il y a l'ancrage territorial, l'inclusion sociale, le parcours de vie des aînés, l'aide 2020 en transversalité ainsi que les ressources mobilisées. Vous verrez tout à l'heure que ce sont aussi beaucoup d'engagements en termes d'accompagnement logistique, en investissement et en prise de décision sur certains marchés, qui nous permet également de répondre assez rapidement aux besoins des personnes.

Sur les chiffres du pôle de développement territorial « prévention et solidarité », il est important que vous vous arrêtiez là-dessus parce que c'est l'adage de la proximité. C'est-à-dire que ce n'est pas un savoir-faire, que ce n'est pas uniquement « aller vers » : c'est vraiment une philosophie, qui fait qu'être au plus proche des personnes permet également d'être beaucoup plus réactif. Ce sont 200 associations partenaires qui sont dans nos réseaux de l'action de proximité de prévention et de solidarité, ce sont, je vous le disais tout à l'heure, 22 tonnes de légumes produits dans le cadre du projet « paysages nourriciers », ce qui n'est pas rien, ce sont 6 500 bénéficiaires des points d'information pour lutter contre le non-recours aux droits, et vous avez bien sûr d'autres chiffres qui apparaissent.

La deuxième partie concerne plutôt la direction de l'inclusion sociale. Vous avez là les subventions, notamment plus de 1,139 M€ de subventions versées aux associations qui nous ont accompagné pour l'aide aux personnes en difficulté. Vous avez les répartitions, en particulier dans le domaine de l'insertion par le logement, nous en avons parlé très longuement ce matin, mais également pour tout ce qui accompagne l'urgence sociale et les actions d'insertion. Ce sont également 6 038 repas aux bénéficiaires du dispositif d'urgence mise en place au Wattignies Social Club, qui a été une initiative très intéressante et qui a accompagné notamment pendant la période de crise sur l'Île de Nantes. Et le chiffre que vous avez de l'autre côté, 150 à 200 personnes accueillies chaque jour à l'espace Agnès Varda, y compris pendant les périodes de confinement, parce que, au-delà des douches et au-delà de la distribution alimentaire, cela a aussi été un accompagnement des personnes pour avoir des autorisations de sortie, pour avoir des justificatifs si elles étaient contrôlées... Je pense que c'était également

III – 24

important. Et bien sûr, il y a les 8 000 repas qui ont été distribués entre mars et décembre à l'espace Agnès Varda.

Pour le parcours de vie des aînés, ce qu'il faut retenir, ce sont notamment les 800 résidents confinés dans les EHPAD et les résidences d'autonomie qui ont été accompagnés, ce sont les 60 % des bénéficiaires du portage de repas, ce sont les 2 081 bénéficiaires de la téléassistance, qui, en période de confinement, rassure énormément les familles de ces résidents, c'est tout l'accompagnement à travers les entretiens de soutien psychologique réalisés par la Maison des aidants. C'est un travail en dentelle que l'on ne voit pas, mais qui est essentiel pour maintenir les personnes dans de bonnes dispositions.

Je vous parlais des fonctions ressources, de la direction des ressources. Ce sont 415 marchés actifs, dont 68 spécifiques au CCAS. Il s'agit tout bêtement par exemple de l'achat de lits et de matériel pour les résidences d'autonomie et les EHPAD. Ce sont toutes les commandes pour nos établissements et bien d'autres choses. Vous pouvez noter les plus de 50 000 équipements de protection individuelle qui ont été livrés chaque mois : des masques, des kits d'hygiène, des lingettes, etc.

S'agissant des perspectives pour 2021, des perspectives sont réalisées directement par nos directions du CCAS. Je voudrais que vous notiez l'ouverture de l'accueil de jour pour les familles, qui se situe aux Dervallières, qui a été ouvert dans des conditions particulières, mais qui aujourd'hui, répond très nettement aux besoins des familles qui y sont accueillies et qui sont orientées ensuite par les services vers des dispositifs pour pouvoir à la fois être hébergées et accompagnées, notamment les familles avec de jeunes enfants. Si vous avez l'opportunité d'aller voir, c'est un très bel accueil, dans de très bonnes conditions, qui est aménagé de manière digne pour pouvoir accueillir avec un lieu petite enfance et un lieu pour préparer les repas.

Je voudrais que vous notiez également l'inauguration et l'ouverture des 5Ponts, qui n'est plus un projet, mais une réalité, aujourd'hui, sur l'Île de Nantes, qui accueille à la fois restauration, hébergement d'urgence, logement et accueil de jour. Je voudrais également que vous puissiez noter la réflexion qui est lancée et qui est transversale sur le temps long et l'après-crise, qui va permettre de nous adapter un peu mieux aux besoins des personnes en difficulté et de proposer des dispositifs qui soient mieux adaptés, ainsi que la préparation des assises des solidarités.

Tout le monde l'a dit ce matin, mais nous le disons déjà depuis un petit moment, cette crise sanitaire a eu des impacts sociaux très forts que l'on continue à mesurer aujourd'hui, mais a eu également des impacts sur nos manières de concevoir les politiques d'action sociale et nos manières de concevoir l'action sociale au sens large, en particulier auprès des personnels. Tout ce travail est en cours. Je donnerai simplement un exemple : pendant cette crise et notamment pendant la période du confinement, les services du pôle de relations aux usagers et accès aux droits du CCAS se sont adaptés avec une plateforme téléphonique qui fait qu'aujourd'hui, en tout état de cause, nous sommes en mesure de répondre à des besoins quand les personnes ne viennent pas directement pousser la porte du CCAS pour plusieurs raisons : elles peuvent avoir un premier accueil et une première orientation vers des structures à même de leur répondre.

Voilà ce que je pouvais dire sur ce rapport d'activité 2020. Je voudrais remercier l'ensemble du personnel du CCAS, qui a été très présent pendant toute cette année 2020, avec une capacité à recevoir et orienter et sans jamais se plaindre du travail qui était à faire. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. S'îl n'y a pas de questions ou de demandes d'intervention, je veux appuyer les remerciements d'Abbassia Hakem en direction de l'ensemble des agents du CCAS, sous la direction de Karen Burban-Evain, qui, pendant toute cette période, ont été en effet particulièrement mobilisés. Le service public, c'est aussi cela. Grand merci à eux.

Le Conseil prend acte.

III – 25

Mme BENÂTRE, Adjointe, donne lecture du dossier n° 6, intitulé :

Égalité : rapport annuel 2020 – Accessibilité universelle – Présentation

Mme BENÂTRE, Adjointe — Madame la Maire, chers collègues, l'accessibilité universelle représente un véritable levier de l'égalité, l'un des deux piliers de notre mandat. Elle concerne l'ensemble de nos politiques publiques. Construire une ville inclusive, c'est penser une ville pour tous et toutes. Ce qui s'avère nécessaire pour 10 % de la population est utile pour 40 % et confortable pour 100 % des usagers. Pour ce faire, nous intégrons l'expertise d'usage pour toujours mieux prendre en compte les besoins, anticiper les difficultés et construire des réponses utiles. Le Conseil nantais de l'accessibilité universelle en est l'outil. Il s'inscrit dans la démarche de dialogue citoyen portée par notre Ville.

La crise sanitaire a bien évidemment impacté les actions en faveur de l'accessibilité universelle en 2020, mais aussi le quotidien des personnes en situation de handicap. Les instances de concertation n'ont pas toujours pu se tenir et les activités des associations ont été plus que limitées. La Ville a néanmoins veillé à maintenir le lien avec les associations au travers de relais d'information accessibles sur la crise sanitaire, les gestes barrières et les dispositifs de solidarité. Malgré tout, la Ville a poursuivi ses engagements notamment en matière d'accessibilité culturelle et sportive.

Autre point important, afin de faire progresser l'égalité en matière de recrutement, d'inclusion professionnelle et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, la Ville a renouvelé sa convention avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique. Des leviers d'amélioration, de mon point de vue, restent à identifier pour faire toujours plus de recrutements et faire de l'inclusion des personnes en situation de handicap dans notre collectivité.

Un autre point important pour les personnes en situation de handicap, c'est la chaîne des déplacements, qui est un élément essentiel de l'accessibilité universelle. Elle est une opportunité pour une réappropriation de la rue par les piétons vulnérables. L'évaluation des aménagements des nouveaux véhicules ProxiTan et des nouveaux projets comme celui de la gare permet de toujours mieux intégrer ces enjeux d'égalité dans les projets.

Enfin, si certains projets de mise en accessibilité des bâtiments ont également été impactés par la crise, les travaux se sont poursuivis dans le cadre de l'Agenda d'accessibilité programmée, qui s'étale sur neuf ans. En 2020, 21 établissements recevant du public sont ainsi rendus accessibles, mais nous devons poursuivre, là encore, pour répondre toujours mieux aux objectifs, ceux-ci étant encadrés par la loi.

En 2021, nous avons bien évidemment l'ambition de poursuivre ces actions en faveur de l'inclusion et de la citoyenneté, et je voudrais pointer, entre autres, les trois groupes d'unités d'enseignement spécialisé pour les groupes scolaires des Plantes, Doulon-Gohards et Fellonneau, qui ouvriront en 2023.

Enfin, le CNAU sera renouvelé à la rentrée pour, là encore, renforcer l'expertise d'usage de tous nos services publics.

Je vous remercie de votre attention.

Mme la MAIRE – Merci. Valérie Oppelt.

Mme OPPELT, Conseillère municipale — Merci, Madame la Maire. Nous sommes heureux que la collectivité puisse s'emparer de l'accessibilité des personnes en situation de handicap. C'est un sujet primordial, évidemment. C'est un enjeu universel pour lutter contre la société qui peut exclure.

III - 26

Engagée depuis des années sur le handicap et l'inclusion, la lutte contre l'exclusion et contre toute forme de discrimination anime ma vie politique et est un combat de tous les jours. Nous devons lutter contre la société qui exclut et nous devons nous battre pour les mêmes droits pour toutes et tous. Je l'ai dit, l'exclusion, dont sont victimes de trop nombreux citoyens, doit nous révolter et nous devons travailler ensemble jusqu'au sein de notre Ville. L'inclusion doit devenir une norme. Je souhaite donc saluer ici votre démarche, Madame la Maire.

Cependant, vous ne pouvez pas vous engager pour l'inclusion et dans un second temps, utiliser une écriture qui n'est pas lisible pour tout le monde. En effet, le point médian utilisé dans l'écriture dite « inclusive » ne permet pas la lecture des documents administratifs, par exemple, ni des magazines municipaux. Une personne malvoyante, un dyslexique ou une personne allophone ne pourrait pas lire cette délibération, par exemple. Un comble lorsque l'on parle d'inclusion ! Pourtant, lors du dernier Conseil municipal, à l'occasion de la journée internationale de l'autisme, notre groupe avait déposé un vœu, voté à l'unanimité, pour demander l'utilisation par la Ville du « facile à lire et à comprendre ». Nous vous demandons donc, Madame la Maire, de tenir cet engagement. Nous avons tout de même pas mal d'exemples de délibérations avec cette écriture dite « inclusive », qui se voit de plus en plus utilisée et qui est complètement illisible. Je précise tout de même que je ne suis pas contre la féminisation des mots. C'est une chose bien différente. Je parle évidemment du point médian.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Hélène Naulin.

Mme NAULIN, Adjointe — Merci beaucoup. Simplement, d'un mot pour remercier pour l'ensemble des actions qui sont conduites en faveur de l'accessibilité universelle. La définition du handicap n'est pas une personne handicapée, mais bien la société qui lui est totalement inadaptée. Plus l'environnement est adapté, moins les difficultés sont naissantes. Elles n'existent même carrément pas lorsque tout est adapté. Donc finalement, la différence entre des personnes dites « valides » ou en situation de handicap s'efface.

Madame Oppelt, je voudrais attirer votre attention, puisque vous avez attiré la nôtre sur l'écriture inclusive, et nous en avons déjà débattu ici, sur le sujet national de la « déconjugalisation » de l'allocation adulte handicapé, dont le vote a été bloqué au niveau parlementaire, la semaine dernière. Pour celles et ceux qui ignorent cette situation, il s'agit bien, là aussi, d'accessibilité. L'allocation adulte handicapé est calculée sur les revenus du conjoint ou de la conjointe de la personne en situation de handicap. Donc aujourd'hui, nous sommes face à une loi qui pose le cadre d'une dépendance affective avec une dépendance financière ou en tout cas, qui mêle cet affect à une dépendance financière. Or l'enjeu est absolu pour que les personnes en situation de handicap soient indépendantes, autonomes, et qu'elles ne subissent pas double, triple voire quadruple peine d'avoir un handicap, une dépendance financière, une société qui avance lentement pour être adaptée – et ici, à Nantes, nous faisons d'énormes efforts depuis de nombreuses années et les personnes en situation de handicap et les associations le savent –, et qu'en plus de cela, on vienne leur dire : vous n'êtes pas dépendante, vous n'êtes pas une personne à part entière.

Donc Madame Oppelt, au niveau parlementaire, j'espère que vous entendrez ce message, et je remercie en tout cas mes collègues ici présents et les élus, antérieurement, dans les mandats précédents, qui ont fait énormément d'efforts pour que cette ville soit de plus en plus accessible.

Merci.

(Applaudissements)

Mme la MAIRE – Merci. Madame Oppelt.

III - 27

Mme OPPELT, Conseillère municipale — Oui, merci, Madame la Maire. Je rejoins évidemment les propos de Madame Naulin sur l'allocation adulte handicapé. C'est pour cette raison que je me suis abstenue, à l'Assemblée nationale, et que je me suis d'ailleurs exprimée, souhaitant que cette allocation soit complètement refondée sur le fond. Évidemment, ce projet de loi ne convenait pas, puisqu'il mettait à mal 45 000 personnes qui risquaient de se voir supprimer cette allocation avec ce projet de loi en l'état. Il y a tout de même une avancée. Nous sommes tout de même le seul gouvernement à avoir augmenté l'allocation adulte handicapé de presque 12 %. Mais je vous rejoins sur ce sujet-là. Je me suis abstenue et je continue à combattre pour que nous puissions réfléchir à une vraie réforme sur le fond sur ces sujets-là. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Juste deux mots pour finir sur ce sujet. D'abord, je partage chaque phrase prononcée par Hélène Naulin sur cette question. Vous avez rappelé votre abstention, Madame Oppelt, sur ce vote. Je crois que beaucoup, ici et ailleurs, vraiment, et toutes sensibilités politiques confondues, ont été très choqués de ce refus de la majorité d'avancer sur ce sujet, vraiment, autant sur le fond que sur la forme, puisque toutes les initiatives parlementaires ont été bloquées sur cette question. C'est absolument incompréhensible, et pour dire les choses de manière claire, même assez choquant.

Chers collègues, s'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention sur ce sujet, je vous propose de passer au troisième rapport que nous avons ce matin.

Le Conseil prend acte.

Mme BERTU, Adjointe, donne lecture du dossier n° 7, intitulé :

Égalité : rapports annuels 2020 — Politiques publiques « lutte contre les discriminations et égalité femmes/hommes » — Présentation

Mme BERTU, Adjointe – Chers collègues, comme Marie-Annick Benâtre vient de le dire, l'égalité est de l'un de nos marqueurs piliers et ce, dans une grande diversité de domaines. Pour faire progresser l'égalité réelle, nous nous engageons donc à lutter contre les discriminations et à garantir l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce sont les deux rapports que je vous présente aujourd'hui.

Pour faire progresser l'égalité, la Ville de Nantes lutte contre toutes les formes de discriminations. Les discriminations sont finalement moins la conséquence de démarches intentionnelles que de processus qui produisent des inégalités. Nous travaillons donc de manière pédagogique pour agir sur la dimension systémique de la construction des discriminations, en développant des actions concrètes, à la fois à destination des populations qui sont confrontées à ces discriminations, mais également vers les discriminants potentiels. Nous agissons pour cela dans tous les domaines : l'emploi, l'accès aux services, etc., et nous agissons concrètement avec les acteurs, les actrices, les habitants, les habitantes qui souhaitent travailler avec nous à la lutte contre les discriminations.

Nous avons développé pour cela plusieurs outils. D'abord en interne, avec le label « diversité », que nous venons d'obtenir à nouveau en 2020, qui salue notre engagement et notre mobilisation dans la lutte contre les discriminations, qui salue également notre engagement auprès d'acteurs du territoire reconnu, comme L'Autre Cercle, par exemple.

Nous travaillons également à donner la parole aux victimes et à les accompagner. Notre démarche anti-discriminante a pour objectif d'écouter, d'informer, d'orienter le public vers les acteurs relais spécialisés, qui peuvent les accompagner lorsqu'elles sont victimes de discrimination.

III - 28

La Ville de Nantes travaille aussi sur le territoire pour prévenir les discriminations. Le domaine de l'emploi est évidemment encore le plus confronté aux discriminations. Nous investissons également le sujet des discriminations faites aux jeunes en nous inscrivant depuis 2019 dans une expérimentation du fonds expérimental « jeunesse » à destination des jeunes des quartiers populaires, qui sont confrontés plus que les autres aux discriminations. En 2020, nous avons donc développé des actions de sensibilisation, de formation pour constituer un réseau afin de mieux accompagner ces publics jeunes qui sont victimes de discrimination.

Nous produisons également de la connaissance, puisque la lutte contre les discriminations, c'est également cela : savoir de quoi l'on parle, savoir d'où l'on parle. Nous avons donc, en 2020, reconduit une étude qui avait été réalisée en 2015 sur les discriminations sur notre territoire, sur la connaissance des acteurs qui peuvent accompagner des personnes victimes de discrimination. Cette étude nous a démontré qu'à nouveau, les lieux de déroulement des discriminations sont toujours les mêmes : l'emploi, le logement et l'espace public.

Enfin, la Ville favorise la montée en compétences des acteurs du territoire en soutenant les associations qui sont engagées dans la lutte contre les discriminations, notamment la $11^{\rm e}$ édition, cette année, des Semaines d'éducation contre le racisme et toutes les formes de discrimination, organisées par la FAL, mais également Tissé métisse et son fonds documentaire contre les discriminations, qui comprend plus de 15 000 ouvrages dédiés à ce sujet.

Quelques éléments sur la suite et les projets que nous allons mener :

- la poursuite du projet sur les jeunes et les discriminations liées à l'origine, qui va se terminer en 2021 ;
- la préfiguration d'un observatoire des discriminations, là encore, pour aller plus loin sur la connaissance que nous avons des discriminations faites sur notre territoire et savoir où agir concrètement, demain, pour lutter contre les discriminations ;
- l'emploi et le marché du travail, qui sont l'un des axes essentiels de notre intervention sur la prévention des discriminations ;
- une offre dédiée à l'accès aux droits, puisque nous savons que le non-recours est un fléau et qu'il nous faut donc travailler sur ce sujet en 2021.

Pour faire progresser l'égalité, la Ville agit également pour devenir la première ville non sexiste France à l'horizon 2030. Les lignes directrices de cette ambition sont de faire de la Ville de Nantes une collectivité exemplaire en matière d'égalité femmes/hommes, de lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, de développer des actions qui rendent l'égalité réelle et concrète, de redonner aux femmes leur place dans l'espace public, l'histoire et la culture et enfin, évidemment, de mobiliser et d'associer l'ensemble des actrices et des acteurs du territoire pour agir en ce sens.

En 2020, nous avons agi pour replacer les femmes au cœur de l'histoire et de la culture à Nantes. Les éditions des Journées du patrimoine sont donc devenues les Journées du patrimoine et du matrimoine. L'objectif était de faire directement référence aux apports culturels et historiques des femmes, de lutter contre leur invisibilisation. Cette année était dédiée au matrimoine. À partir de 2021, les Journées du patrimoine et du matrimoine reprendront leur route normale, en ayant des thématiques dédiées, mais en étant toujours sous l'angle et du patrimoine et du matrimoine. C'est donc une véritable avancée sur la place des femmes dans l'histoire.

Nous avons également avancé sur la féminisation des noms de rues et des noms d'équipements.

Et sur le sujet de la lutte contre les violences faites aux femmes, Citad'elles a ouvert en novembre 2019. Je vous ai présenté récemment le rapport d'activité de cette première année, un peu exceptionnelle, de Citad'elles, mais je peux vous redonner quelques éléments. En une année, près de 1 400 femmes ont été accueillies au sein de Citad'elles. Cela nous fait donc une

III - 29

moyenne terrible d'environ 25 nouvelles femmes qui sont accueillies chaque semaine à Citad'elles. C'est un service public essentiel, qui est donc resté ouvert pendant cette crise sanitaire, pendant le confinement, pour accueillir toujours les femmes qui en avaient besoin.

La Ville s'engage pour le « droit à la ville » pour toutes et tous. Pour la question de l'espace public, puisqu'aucun espace ne doit être réservé à un genre ou à un autre, nous avançons sur la formation des personnels de bars, avec des expérimentations d'associations que nous étudions pour les déployer aujourd'hui auprès des cafés-citoyens.

La Ville de Nantes encourage également l'entrepreneuriat des femmes et l'égalité femmes/hommes dans les entreprises. On pourrait citer par exemple les ateliers #NégoTraining, qui, encore cette année, ont organisé huit sessions en présentiel et dix en digital. Ce sont plus de 340 femmes qui ont pu bénéficier de ces formations pour apprendre à mieux négocier leur salaire.

La Ville de Nantes soutient la place des femmes et des filles dans le sport nantais en rendant visibles leurs pratiques, mais également à travers tous les investissements que nous mettons en place pour le sport. En effet, lorsque nous rénovons des locaux sportifs, nous favorisons l'aménagement de vestiaires pour les femmes, qui, dans certains lieux, étaient jusqu'à présent inexistants, trop petits ou trop vétustes. Ces investissements permettent, à partir de maintenant, d'avoir des équipements qui sont également à la hauteur pour accueillir les femmes comme les hommes dans tous nos équipements sportifs.

La Ville de Nantes veille également à une répartition équilibrée des subventions entre les clubs sportifs féminins et masculins, y compris dans le haut niveau.

Enfin, je le disais, un des points essentiels sur l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est bien d'être une collectivité exemplaire, puisque l'on ne peut pas se targuer d'être une ville non sexiste si nous n'avons pas cette attention en interne à tout moment. En mars 2020, je le disais, nous avons eu le label « diversité », à nouveau, mais nous avons également obtenu, en complément de celui-ci, le label « égalité », qui salue notre travail, nos engagements, nos actions en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de la Ville de Nantes.

Au second semestre 2020, l'élaboration d'un nouveau plan d'action a également été mis en œuvre en faveur de la mixité et de l'égalité au sein des services. Il verra le jour en 2021. Six orientations stratégiques ont été adoptées pour ce nouveau plan :

- mieux connaître les enjeux liés à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes;
- favoriser la mixité des métiers et lutter contre les stéréotypes associés au sexe, puisque c'est encore cela contre quoi il faut se battre : il n'y a pas de métiers d'hommes et de métiers de femmes, évidemment ;
- assurer l'égalité dans l'évolution de carrière ;
- favoriser l'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle ;
- prévenir et traiter les agissements sexistes, les violences sexuelles et le harcèlement sexuel au travail ;
- s'engager dans une démarche continue d'animation et de pilotage des actions pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Enfin, s'agissant de la suite, pour 2021, Citad'elles a de nombreux projets, notamment de soutien à la parentalité, de développement de fonctions ressources auprès des professionnels et également, d'actions auprès des jeunes. Cette première année d'expérimentation de partenariat nous a permis de voir quels partenariats étaient nécessaires à développer aujourd'hui pour mieux répondre aux attentes des femmes. Nous avons donc là un certain nombre de sujets sur lesquels nous travaillons désormais. Il y a également l'organisation d'assises nationales de la lutte contre les violences faites aux femmes en 2022, sur lesquelles nous travaillons dès cette année autour du projet que nous avons lancé au cours du mandat dernier, du lieu que nous

III - 30

avons ouvert en fin de mandat, Citad'elles, qui, aujourd'hui, inspire de nombreuses villes. Nous organiserons donc ces assises pour en échanger avec toutes les collectivités qui s'engagent dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Nous poursuivrons également nos projets, #NégoTraining, notamment, qui se développera au sein des quartiers nantais, ou encore les actions contre la précarité menstruelle, dont je ne dirai pas beaucoup plus, puisque nous vous gardons ces annonces pour la rentrée prochaine.

Mme la MAIRE - Merci. Nathalie Blin.

Mme BLIN, Conseillère municipale — Madame le Maire, chers collègues, la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes/homme est au cœur de l'action de notre majorité depuis de nombreuses années. Ce travail constant pour l'égalité passe par de nombreux dispositifs que nous avons mis en œuvre.

En 2018, nous lancions « AlloNantes discriminations » afin de ne plus laisser seules les victimes de discriminations. En 2019, en collaboration avec de nombreux acteurs, nous ouvrions Citad'elles pour permettre à toutes les femmes victimes de violences de trouver un lieu refuge en cœur de ville. En 2020, pour la première fois, les Journées du patrimoine et du matrimoine ont permis de mettre en lumière l'apport des femmes dans l'histoire et la culture nantaise. Nous pourrions également citer ici notre engagement constant pour le droit des personnes LGBTQI+ via le soutien à de nombreuses associations et chaque année, à la Marche des fiertés de Nantes

En parallèle à ces actions tournées vers les citoyennes et citoyens de notre ville, un travail de fond s'est également ouvert pour former les agentes et agents de la Ville à la lutte contre les discriminations, notamment sur le recrutement, mais aussi tout au long de la carrière.

Ces actions importantes sont certainement encore insuffisantes. C'est l'un de nos engagements du mandat que de continuer à intensifier nos efforts, en permettant notamment de faire de Nantes la première ville non sexiste à l'horizon de 2030. Mais nous ne pourrons y arriver seuls. À ce titre, notre groupe souhaite alerter l'État. Sa politique en matière d'égalité et de lutte contre les discriminations est insuffisante. Plus d'un an s'est écoulé entre l'ouverture de Citad'elles et la promesse d'un financement de l'État.

Aujourd'hui encore, alors que toutes les associations luttant pour les droits des personnes LGBTQI+ demandent à l'État d'interdire les thérapies de conversion par la loi, celui-ci fait la sourde oreille et indique qu'une circulaire sera bien suffisante. Pour rappel, ces thérapies de conversion, qui visent à changer l'orientation sexuelle ou l'identité de genre des personnes, sont extrêmement violentes pour leurs victimes. Une mission parlementaire menée en 2019 par les députés Laurence Vanceunebrock et Bastien Lachaud pointe que beaucoup de victimes ont traversé de grandes dépressions, des troubles de la personnalité, voire des idées suicidaires. Cette mission souligne également que ces pratiques s'étendent et prennent une ampleur inquiétante. Le Parlement européen ou encore, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme recommande l'inscription de ces thérapies dans le droit pénal. Pourtant, malgré une proposition de loi déposée notamment par les députés de la majorité présidentielle, le gouvernement refuse toujours de l'inscrire à l'ordre du jour au Parlement.

En matière de lutte contre les discriminations comme dans beaucoup d'autres, l'État doit donc se rappeler qu'il dispose de deux leviers essentiels : les financements et le pouvoir législatif.

Merci de votre attention.

Mme la MAIRE - Merci. Gildas Salaün.

M. SALAÜN, Adjoint — Merci, Madame la Maire. La lutte contre les discriminations passe aussi par des actions symboliques. C'est pour cela qu'il y a quelques jours, j'étais présent, d'ailleurs avec notre collègue Nathalie Blin, lorsque les marches de l'escalier Beaurepaire ont été

III - 31

repeintes. J'aimerais saisir l'occasion pour dire quelques mots au nom de notre groupe « Nantes citoyenne, sociale et écologique ».

Madame Bertu, Mahaut, tu l'as dit, l'égalité, quels que soient nos différences, notre genre, notre âge, nos origines, notre orientation sexuelle, notre handicap, notre situation sociale, notre lieu d'habitation, est une priorité de notre équipe, une priorité de notre mandat. Nous l'assumons sans ambiguïté et nous pouvons en être très fiers collectivement.

Le tribunal administratif a d'ailleurs rappelé très clairement, ces derniers jours, que la lutte contre les discriminations et donc pour l'égalité relevait des missions de nos collectivités. À ce titre, notre équipe est convaincue qu'il faut rendre visible dans notre ville le soutien aux personnes lesbiennes, gays, bi, trans qui luttent contre les discriminations, les stéréotypes, les préjugés, la haine, parce que Nantes est une ville qui a à cœur de porter haut les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité.

En juin 2018, le centre LGBT de Nantes, Nosig, eut cette initiative originale que la Ville a tout de suite soutenue : peindre les marches de l'escalier de Beaurepaire aux couleurs du Rainbow flag. Cette initiative a très vite emporté l'adhésion de nombreuses Nantaises et de nombreux Nantais, qui se sont approprié très rapidement ces marches et en ont fait un nouveau symbole nantais, un beau symbole d'égalité, le symbole d'une ville résolument positive et bienveillante. Les actes de vandalisme perpétrés à plusieurs reprises contre ces marches symboliques encore très récemment doivent nous inviter, nous, la Ville de Nantes, Nosig ainsi que toutes les associations que nous soutenons, à continuer à proposer des initiatives, à poursuivre nos projets pour l'égalité réelle avec encore plus d'énergie, à ne rien lâcher, à redoubler d'efforts et de vigilance et à repeindre autant de fois que nécessaire les marches de Beaurepaire.

Ensemble, avec les habitants et les bénévoles, nous allons continuer sans relâche à défendre nos valeurs de « vivre ensemble » et de respect des différences, à diffuser et à promouvoir la joie et le droit à aimer.

Mme la MAIRE - Merci. Madame Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale — Merci, Madame la Maire. Je vais revenir au rapport sur l'égalité femmes/hommes que nous a présenté Mahaut Bertu. Il y a beaucoup d'éléments intéressants dans ce rapport et je voudrais saluer la qualité du travail des services, parce que le rapport est très bien fait et est très clair sur l'ensemble des thématiques qui nous occupent pour travailler concrètement à cette égalité.

Il y a deux sujets spécifiques que je voudrais évoquer dans ce cadre-là. Le premier est celui des enseignements du scrutin de dimanche dernier en matière d'égalité femmes/hommes. Le taux d'abstention que, je crois, nous déplorons tous ici, cache des disparités fortes et notamment en matière d'égalité femmes/hommes, puisque sur 66 % des Français qui se sont abstenus, nous avons en réalité 59 % des hommes qui se sont abstenus et 72 % des femmes. Je crois que ce chiffre doit nous interpeller : les trois quarts des femmes, aujourd'hui, n'ont pas voté, alors qu'elles ont le droit de vote depuis une période beaucoup plus récente que nos homologues masculins. Nous souhaiterions donc que la Ville puisse prendre à bras le corps ce sujet et faire en sorte que pour l'année prochaine, où des scrutins majeurs pour le pays auront lieu, nous puissions organiser, la Ville et l'ensemble des associations avec lesquelles travaille la Ville, une grande campagne d'information, de sensibilisation, et un plan d'actions concret pour ramener les Nantaises à l'isoloir. C'est le premier point que je voulais souligner.

Il y a un second point, puisque le rapport consacre une double page à l'égalité femmes/hommes en matière de sport. Je dois vous dire qu'avec les élus de notre groupe, nous sommes toujours marqués et choqués par l'inégalité des subventions de la Ville aux clubs sportifs de la ville et de la métropole, bien sûr, sur le sport de haut niveau. Madame Bertu, vous avez parlé pudiquement d'une répartition équilibrée des subventions entre clubs sportifs féminins et masculins. Mais ce qu'il faut dire aux Nantais qui nous écoutent, c'est qu'en guise de répartition

III - 32

que vous appelez « équilibrée », il s'agit d'une répartition inégale des subventions entre les clubs sportifs masculins et féminins. Je crois que l'on ne peut pas accepter cette situation. Nous avons déjà eu l'occasion d'en échanger. Vous nous aviez répondu, à l'époque, que les modèles économiques des clubs masculins et féminins n'étaient pas les mêmes. Vous avez raison, bien sûr, mais justement, si nous voulons que ces modèles économiques convergent, si nous voulons une visibilité, y compris médiatique, des femmes dans le sport, nous pensons justement que c'est aux collectivités et donc à la Ville, et donc à la Métropole nantaise, de travailler à cette « égale » et non plus « équilibrée » répartition des subventions.

Je vous demande donc vivement et solennellement que nous puissions travailler à un plan de convergence des subventions accordées par notre collectivité aux clubs sportifs masculins et féminins à l'horizon de la fin du mandat. Il faut que nous fassions converger cela. Il n'est pas possible de donner beaucoup moins aux clubs sportifs féminins, qui sont tout aussi méritants que les clubs sportifs masculins et qui contribuent tout autant au rayonnement de notre ville.

(Applaudissements)

Mme la MAIRE — Merci. Juste deux mots avant de passer la parole à Ali Rebouh sur ces sujets. C'est une question dont nous avons souvent débattu, une question importante et une question traitée par Ali Rebouh et les services avec lesquels il travaille avec le plus grand sérieux. Je voudrais simplement rappeler deux choses, que j'ai eu l'occasion de dire maintes et maintes fois, mais je le redis ici avec grand plaisir.

Les critères de soutien, notamment à nos clubs de haut niveau, sont pluriels : le niveau de catégorie dans lequel les clubs exercent, le nombre de spectateurs, le travail réalisé en direction des jeunes, etc.

Deuxième élément que je voudrais rappeler : je crois que si l'on veut regarder les choses avec la plus grande objectivité, parce qu'évidemment, faire progresser le sport féminin est un sujet qui nous incombe, la vérité, Madame Garnier, et vous le savez désormais parfaitement, c'est que bien souvent, en pourcentage, le soutien accordé par la Ville aux clubs féminins sur la totalité de leur budget est plus fort que le soutien accordé à un certain nombre de clubs masculins. Cela veut dire que la vraie question va bien au-delà. La question, c'est de savoir comment, dans le même modèle économique des clubs d'aujourd'hui et dans des clubs qui vont aussi chercher du partenariat privé, nous sommes capables d'accompagner ces clubs dans cette mobilisation.

Ali Rebouh.

M. REBOUH, Adjoint — Je pense que vous avez quasiment tout dit, mais Madame Garnier, je pense que vous connaissez parfaitement les modèles économiques des différents sports. La différence existe, elle est réelle. Ce n'est pas la collectivité qui l'a créée. Mais comme l'a dit Madame la Maire, il faut regarder les choses dans leur globalité. Je prends l'exemple du handball, où nous avons, de plus, de bons résultats. Vous avez un budget pour le HBC Nantes qui est quasiment de 7,5 M€. La part de la collectivité est de 20 %. Si vous faites le même comparatif avec le handball féminin, qui a un budget de près de 1,5 M€, vous avez quasiment 40 % de part de la Métropole. Si je prends l'exemple du volley, nous arrivons quasiment à 70 % pour le volley féminin. Ce n'est donc pas de notre fait. Hélas, on peut le regretter.

Mais cette remarque, vous pourriez la faire aussi au monde économique, qui soutient très faiblement le sport féminin. Et vous, à la Région, le choix que vous avez fait était simple : mettre 90 000 € pour tout le monde. Mais si nous, nous avions mis 90 000 € pour tout le monde, non seulement nous n'aurions plus de sports féminins, mais nous n'aurions plus non plus de sports masculins. Il faut arrêter avec les discours qui se disent charitables, ambitieux, mais qui sont parfois, je suis désolé de le dire, un peu démagogiques, et vous le savez, Madame Garnier. Nous avançons sur ce sujet et quand je regarde les pourcentages que nous y mettons, la Ville, mais quasiment 500 000 € sur le handball féminin, au regard de 90 000 €... Je ne vais

III - 33

pas en dire plus. Nous avançons sur ce sujet, mais cela prend du temps. En tout cas, pour ma part, je me réjouis que nous puissions avoir, sur la métropole, autant de clubs de haut niveau féminins que masculins, et c'est cela qu'il faut regarder.

Mme la MAIRE - Merci. Madame Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale — Merci, Madame la Maire. Je ne vais pas polémiquer avec Ali Rebouh, qui compare, il le sait lui aussi parfaitement, des choses qui ne sont pas comparables. Évidemment que les collectivités, les communes et les métropoles, sont en première ligne pour soutenir leurs clubs, mais vous le savez, Monsieur Rebouh, effectivement, la Région a fait un travail de convergence de ses aides aux différents clubs en montants en valeur absolue. Mais je ferme cette parenthèse. Nous pourrons continuer à en débattre. De toute façon, c'est un sujet qui nous animera pendant encore de longues années.

Je voulais simplement avoir une réponse, Madame la Maire, sur le sujet de l'abstention, qui est un énorme sujet, sur lequel, je crois, il faut vraiment que nous ouvrions les yeux. Trois quarts des femmes n'ont pas voté dimanche, je le rappelle. Que pouvons-nous faire, nous, Ville de Nantes, pour faire en sorte que ce gap que nous constatons entre les femmes et les hommes soit comblé le mieux possible et le plus rapidement possible ?

Mme la MAIRE — Merci. Vous l'aurez, naturellement, mais je vais prendre la suite des interventions avant de redonner la parole à Mahaut Bertu, qui vous répondra bien évidemment. Je voudrais conclure sur le point précédent en remerciant Ali Rebouh de la grande clarté de ses propos. Je crois que sur ce sujet, il faut regarder les chiffres. Les chiffres sont factuels et sur cette question, Madame Garnier, ils sont sans appel.

Ghislaine Rodriguez.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Madame la Maire, chers collègues, j'aimerais revenir sur l'importance des trois rapports qui viennent de nous être présentés, l'importance dans l'action sociale de la Ville et dans notre lutte collective pour l'égalité pour tous et toutes. Vous le savez, 30 % des enfants, à Nantes, vivent dans une famille sous le seuil de pauvreté. C'est pourquoi, en tant qu'adjointe à l'éducation, et je pense que chacun d'entre nous peut le noter, je veux dire que l'action du CCAS, que ce soit dans la lutte contre le non-recours ou l'accès à des conditions de vie dignes en termes de logement, d'alimentation ou de prévention en matière de santé, est essentielle dans l'éducation que nous souhaitons donner à nos enfants, dans la capacité d'accèder à une éducation.

Le rapport sur l'accessibilité universelle, bien sûr, avec, comme le rappelait Marie-Annick tout à l'heure, des unités d'enseignement externalisées dans nos écoles et un parcours éducatif que nous souhaitons le plus cohérent et le plus continu possible, avec des actions dans le cadre scolaire, mais également périscolaire et extrascolaire. Et nous mesurons ensemble, avec ma collègue, le chemin qui reste à parcourir pour parfaire cette continuité et que cela s'adresse vraiment à l'ensemble des enfants en situation de handicap.

Et enfin, ce rapport que vient de nous présenter Madame Bertu sur l'égalité hommes/femmes et la lutte contre les discriminations. Je pense que c'est également un des axes au cœur de notre projet éducatif de territoire, quand on parle d'accès aux loisirs pour les filles et les garçons et de lutter contre toutes formes de discrimination, l'éducation à des rapports relationnels respectueux entre les filles et les garçons, mais entre tous les enfants. Nous nous attachons en tout cas à travailler ces sujets.

Je voulais noter également et souligner l'importance d'avoir intégré dans Citad'elles la partie relative au soutien à la parentalité parce qu'effectivement, quand des femmes sont victimes de violences, bien souvent, les enfants sont les victimes collatérales, et je tenais vraiment à nous féliciter de cette initiative.

III - 34

Donc vraiment, un grand merci, déjà, à mes collègues, de travailler sur ces sujets, parce que je crois que cela résonne vraiment avec nos enjeux éducatifs, et je resouligne cette importance cruciale de l'action sociale de la Ville et pour l'égalité pour toutes et tous.

Mme la MAIRE - Merci. Mahaut Bertu.

Mme BERTU, Adjointe — Merci. Je vais commencer par répondre avec juste un mot sur ce que vient de dire Ghislaine. Effectivement, quand, au sein de Citad'elles, on se dit qu'il faut accueillir des femmes et donc, qu'il faut accueillir leurs enfants, puisque des femmes qui sont victimes de violences, qui doivent par exemple quitter leur domicile, ne le feront pas si l'on ne prend pas en compte leurs enfants, oui, c'est un sujet essentiel pour nous, et c'est un sujet essentiel parce que l'on sait que cela les interroge et qu'elles ont peur pour leurs enfants, quand elles ont vécu ce type de situation. Nous mettons donc tout en œuvre, effectivement, pour les accompagner, pour surmonter ces traumatismes, et je trouve important que tu le soulignes, parce que c'est évidemment un des points essentiels de Citad'elles, aujourd'hui.

Sur les questions budgétaires que souligne Laurence Garnier, je veux vous dire également que nous nous engageons, que nous travaillons aujourd'hui plus globalement, de manière transversale, à un budget sensible au genre, c'est-à-dire en regardant comment, aujourd'hui, est réparti l'argent public entre les genres, de manière à résorber les inégalités qui existent dans l'attribution de l'argent public. C'est quelque chose sur quoi nous travaillons, mais avec un regard vraiment transversal : prendre en compte le genre et se dire qu'aujourd'hui, il n'est pas possible de ne pas réfléchir au genre dans toutes les politiques publiques que nous menons. Et cela concernera évidemment l'ensemble des collègues présents. C'est bien quelque chose sur quoi nous travaillons, rassurez-vous.

Enfin, je conclurai sur votre question sur l'abstention. Je suis tout à fait d'accord avec vous. Quand on a, plus généralement, moins d'un habitant sur trois qui s'est déplacé pour ce scrutin, je pense que la question de l'abstention doit nous interroger très globalement et effectivement, d'autant plus si l'on a des écarts entre les femmes et les hommes. Cela nous questionne et nous devons y travailler, mais je pense que nous avons certainement à regarder ce que nous pouvons faire en tant que ville sur la question de l'abstention, plus généralement, et sur la façon de raccrocher les citoyens et les citoyennes à ces scrutins, qui sont évidemment essentiels. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Chers collègues, je vous propose de passer la délibération suivante.

Le Conseil prend acte.

Mme BOISRAMÉ, Conseillère municipale, donne lecture du dossier n° 8, intitulé :

Égalité : rapport annuel 2020 — Migration — Intégration — Présentation

Mme BOISRAMÉ, Conseillère municipale — Le quatrième rapport du marqueur « égalité » concerne la politique publique « migration, intégration, diversité ». J'en profite pour saluer à l'occasion mon collègue élus Yves Pascouau, avec qui nous travaillons en étroite collaboration sur cette politique publique.

L'objectif est bien sûr de faire progresser l'égalité concernant l'accueil et l'intégration des personnes étrangères, l'égalité aussi dans l'accès aux droits et aux services, tout cela par des actions à destination des personnes étrangères et des actions également sur la société d'accueil par la reconnaissance des diversités culturelles qui fondent la Ville de Nantes et qui font partie intégrante de l'histoire de Nantes.

Nous voulons Nantes comme ville accueillante et comme ville qui accompagne les personnes dans leur parcours d'intégration. Nous avons mené, sur l'année 2020, plusieurs actions qui visaient à prendre en compte le fait migratoire dans le service public en proposant des

III - 35

formations aux agents de la Ville. 40 agents de la Ville ont pu bénéficier de formations dispensées par Alliance Europa, de l'université de Nantes, des formations qui visaient à sensibiliser sur les enjeux de la migration, les enjeux de l'intégration, à déconstruire les préjugés et stéréotypes, à changer les regards. Les agents qui ont pu bénéficier de ces formations étaient des agents en contact avec le public, donc concernés par l'accueil du public, ou des agents en conduite de projet. Une autre action a consisté à poursuivre le dispositif d'interprétariat, en lien avec l'Asamla. Interprétariat, de la même façon, dans l'accueil du public, sur rendez-vous, interprétariat en présentiel, ou interprétariat en ligne, lorsque le rendez-vous n'est pas possible. 26 langues sont traduites par cette plateforme d'interprétariat. 2020 a aussi été l'année de la mise en place de la hotline juridique à titre expérimental pour donner des informations sur le droit des étrangers par un prestataire expert en droit des étrangers.

Un deuxième volet important concerne l'apprentissage du français, notamment l'action « parcours linguistique », qui vise à accompagner les publics nécessitant d'apprendre le français et qui vise également à accompagner les bénévoles qui assurent les cours de français en leur proposant des formations. Dix journées de formation ont été proposées à 63 bénévoles d'associations différentes pour viser la montée en compétence dans l'apprentissage du français. Quand je parle d'accompagnement des publics, il s'agit notamment des permanences d'évaluation linguistique qui se déroulent dans des maisons de l'emploi et dans les maisons de quartier, qui permettent ensuite d'orienter les personnes vers les associations qui correspondront à leur objectif d'apprentissage.

Un troisième volet concerne l'accès aux droits, avec la réimpression du guide *Bienvenue à Nantes*, qui émane du travail du CNCE, qui a été réédité en 2019 et réimprimé encore à 10 000 exemplaires en 2020. Il a énormément de succès. Ce sont également la participation aux formations de l'OFII, dans le cadre du contrat d'intégration républicaine, des formations auprès des bénéficiaires de l'emploi et de l'insertion, toujours avec l'objectif de déconstruire les préjugés et de sensibiliser aux enjeux de migration et d'intégration, et des actions de médiation auprès des populations des bidonvilles en termes de santé et de scolarité, surtout dans le contexte de l'année 2020 et du contexte sanitaire très particulier.

Concernant les migrants de l'est, et j'en profite pour saluer Marie-Annick Benâtre, qui s'occupe particulièrement de cet aspect-là, l'enjeu a été de soutenir, surtout sur cette année 2020, les populations précaires, en participant à la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, la MOUS, pour la résorption des bidonvilles, en ouvrant un terrain d'insertion temporaire route de Sainte-Luce, en menant des actions de médiation et de soutien des populations précaires pendant la crise sanitaire, à travers la distribution de kits d'hygiène, en passant régulièrement dans les campements, en effectuant des raccordements à l'eau et en restant en lien avec les enfants scolarisés pendant le confinement.

Dans l'idée de partager les enjeux migratoires, une étude a été réalisée cette année sur les ressources du territoire dans le champ migratoire. Il y a eu la participation à la semaine d'éducation contre le racisme, Mahaut Bertu en a parlé, je n'y reviens pas, le fonds documentaire Tissé métisse, également, et le soutien à des initiatives très locales comme une démarche collective au Clos Toreau, sur Nantes sud, une exposition menée par Traits portraits sur des parcours de migrants et la participation aux réseaux, notamment l'adhésion à l'Anvita.

S'agissant des suites, pour l'année 2021, il y a bien sûr la poursuite de la mise en œuvre des actions du CTAIR, contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés, puisque nous avons entamé la troisième année du CTAIR, conclu autour de quatre ambitions : accueillir et faciliter l'accès aux droits des réfugiés, observer le territoire pour mieux agir ensemble, former les professionnels pour mieux accompagner les publics et sensibiliser les Nantaises et les Nantais en donnant la parole aux réfugiés. Vous avez pu voir que les actions menées en 2020 font partie intégrante, pour beaucoup d'entre elles, du CTAIR, mais pas uniquement.

III - 36

En 2021, il s'agit toujours de poursuivre les actions de formation auprès des agentes et agents de la Ville, de poursuivre l'expérimentation de la hotline juridique et de l'interprétariat le lundi, lors des permanences au CCAS, en langues étrangères. Je précise qu'au CCAS, il s'agit d'interprétariat en anglais et en arabe, là où j'ai dit que sur l'ensemble des services d'accueil de la Ville, il s'agissait de traduire 26 langues. Au CCAS, le lundi, de façon régulière, on limite à l'anglais et à l'arabe, pour l'instant. Dans les suites également, il y a l'évolution des permanences d'évaluation linguistique et d'orientation dans les quatre maisons de l'emploi dans lesquelles elles avaient déjà lieu en 2020 et une extension en 2021 dans quatre maisons de quartier en accueil libre du public.

Voilà pour le rapport d'activité « migration, intégration, diversité » 2020. Merci.

Mme la MAIRE — Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je vous propose, chers collègues, de passer à la délibération n° 9.

Le Conseil prend acte.

Mme COLLINEAU, Adjointe, donne lecture du dossier n° 9, intitulé :

Centre de vaccination de Nantes Erdre – Convention de financement avec l'Agence régionale de santé – Approbation

Mme COLLINEAU, Adjointe — Bonjour à toutes et à tous. La délibération que je vous présente ce matin est relative à la convention de financement des surcoûts par l'Agence régionale de santé, surcoûts liés à l'ouverture du centre de vaccination du Ranzay, c'est-à-dire le petit centre de vaccination. On ne parle pas du vaccinodrome de la Beaujoire, qui a été ouvert du 18 janvier au 5 avril et pour lequel la Ville a pris toute sa part. Vous avez en annexe le décompte tel qu'il a été discuté avec l'Agence régionale de santé. Nous avons conclu à une subvention de l'Agence régionale de santé s'élevant à près de 120 000 €, en l'occurrence, 120 264 € en faveur de la Ville. Elle comprend essentiellement le fonctionnement journalier du centre, c'est-à-dire la sécurisation, donc les frais de gardiennage, et la mobilisation de la protection civile. Je me permets, à ce titre, de saluer l'engagement remarquable de la protection civile sur l'ensemble de la gestion de la crise sanitaire.

Cela vaut pour ce centre de vaccination, mais aussi pour les centres de dépistage que nous avons eu à ouvrir depuis plus d'un an maintenant. Évidemment, puisque ce centre fonctionnait avec des agents volontaires, nous n'avions pas eu recours à des contractuels, ce qui n'est pas le cas pour le vaccinodrome de la Beaujoire. Ces coûts des agents volontaires ne sont pas pris en compte. C'est là aussi où je parle de prise en charge partielle par l'Agence régionale de santé puisque de fait, il y a eu un coût pour la collectivité, en mobilisant en moyenne cinq agents par jour sur ce centre.

J'en profite pour dire un mot sur l'engagement de la Ville en matière de vaccination. Cette ouverture et donc, ce soutien logistique à la stratégie vaccinale décidée par l'État, c'est aussi la promotion de la vaccination. Après les quatre rapports sur l'égalité qui viennent d'être présentés, je pense qu'il est important de dire combien il est primordial, parce que nous sommes attachés à l'égalité, d'aller convaincre, notamment dans les quartiers prioritaires de la ville, de la nécessité de la vaccination.

De ce point de vue là, les équipes sont également entièrement mobilisées pour lever l'ensemble des freins, qu'il s'agisse de freins psychologiques, techniques ou physiques, pour pouvoir aider très concrètement les habitants des quartiers populaires à se rendre au centre de vaccination. À cet égard, je tiens à remercier l'ACCOORD et l'ensemble des associations pour leur mobilisation, qui répondent très concrètement aux questions des personnes, lèvent des doutes sur la question de la vaccination, mais aussi, mettent à disposition les espaces numériques pour pouvoir faire les inscriptions sur Doctolib. L'ACCOORD met aussi à disposition un minibus pour

III - 37

pouvoir emmener les personnes qui ne peuvent pas se déplacer elle-même au centre. C'est un peu à l'écart de la délibération qui nous est présentée, mais je pense qu'il est important de prendre la mesure de l'enjeu, qui est de vacciner l'ensemble de la population volontaire. Et je souhaite encore féliciter tous les agents qui se mobilisent au quotidien sur ce sujet. Merci.

Mme la MAIRE - Merci. Aïcha Bassal.

Mme BASSAL, Adjointe — Merci, Madame la Maire. Mes chers collègues, permettez-moi de profiter de cette intervention pour revenir sur l'engagement de nos agentes et de nos agents dans cette période de crise sanitaire. Un engagement démarré dès le premier confinement, en mars dernier, pour répondre aux besoins essentiels des habitantes et des habitants, permettre évidemment la poursuite du service public, organiser l'entraide et la solidarité, notamment en termes d'aide alimentaire dans les quartiers, bref, permettre à la vie de suivre son cours pour ne pas perdre pied et s'adapter parfois au jour le jour, dans un contexte inédit et difficile pour de nombreuses Nantaisrs et de nombreux Nantais comme pour de nombreuses Françaises et de nombreux Français.

Un engagement poursuivi dans les centres de dépistage ouvert, avec l'appui de la collectivité, puis avec les centres de vaccination, à Nantes Erdre, c'est l'objet de cette délibération, à la Beaujoire. Un centre de vaccination XXL qui a ouvert et qui fonctionne chaque jour, du matin au soir, pour nous permettre de remplir notre principal objectif face à cette crise sanitaire, la vaccination du plus grand nombre de Nantaises et de Nantais.

Nous en sommes actuellement à 3 500 personnes vaccinées par jour. C'est énorme et c'est tant mieux. Ce centre n'aurait jamais ouvert sans un partenariat sans faille entre la Ville, la Métropole, l'ARS, les médecins et infirmiers libéraux et les associations de secourisme. Ce centre, où se mobilisent chaque jour 70 agents de la Ville et de la Métropole, est une réussite collective à bien des égards, et cela mérite d'être dit. Nous l'entendons toutes et tous et nous avons pu le constater par nous-mêmes, quelle que soit notre place dans cette salle. Et j'en profite pour dire merci et bravo à l'ensemble des personnes qui y œuvrent. Ce centre et la mobilisation essentielle de nos agentes et de nos agents en son sein me rendent fière, Madame la Maire. Ils donnent, s'il le fallait, tout son sens au mot service public et à la notion d'intérêt général. Et en ces temps où l'individualisme, l'appel à la responsabilité individuelle et le chacun pour soi pourraient l'emporter trop souvent, je crois qu'il fait du bien d'insister sur ce point. Un grand merci, donc, à l'ensemble de nos agents qui se mobilisent dans ce centre de vaccination.

Mme la MAIRE - Merci. Pauline Weiss.

Mme WEISS, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire. Bonjour à tous. Merci beaucoup pour ces informations sur le centre de vaccination de la Beaujoire, qui, effectivement, fonctionne à plein régime. J'ai pu le constater pour y être allée moi-même me faire vacciner.

Nous aurions souhaité avoir quelques informations complémentaires, notamment sur la part actuelle des Nantais qui sont vaccinés, et si nous avons peut-être des objectifs chiffrés à atteindre pour les prochaines semaines, les prochains mois.

J'ai entendu Marlène Collineau évoquer des actions qui étaient mises en œuvre pour favoriser le déplacement du plus grand nombre de personnes possible pour la vaccination. Je l'ai entendue parler du minibus, mais je n'ai pas forcément tout bien entendu. Pourriez-vous nous rappeler quelles sont les actions phares qui vont être mises en œuvre et notamment, s'il y a des quartiers qui sont ciblés. C'était juste pour avoir des éléments complémentaires sur cette stratégie vaccinale. Merci.

Mme la MAIRE — Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je vais redonner la parole à Marlène Collineau, en précisant simplement, puisque vous avez peut-être entendu les uns et les autres monter, dans le pays, une question sur un certain nombre de créneaux de vaccination vacants, que c'est vrai, y compris dans certaines grandes villes. Je l'ai vu la semaine

III - 38

dernière lors d'une réunion avec mes homologues maires des autres grandes villes de France. Mais ce n'est, à date, pas le cas à Nantes. Il est important de le savoir parce que cela veut dire que la démarche de vaccination sur notre territoire, à ce stade, continue, continue bien, et je crois que c'est un élément extrêmement important pour nous tous et pour la suite de la situation.

Mme COLLINEAU, Adjointe – Je vais repréciser en effet les éléments relatifs à la promotion de la vaccination dans les quartiers prioritaires de la ville, puisque c'est là que nous avons choisi de faire le gros de l'effort, mais évidemment, pas de manière anodine. On sait qu'aujourd'hui, cela reste les populations les plus éloignées de la vaccination. Cela a été constaté au centre de vaccination. Je vais revenir plus en détail sur la manière dont nous nous engageons là la promotion de la vaccination, en particulier dans ces quartiers.

D'abord, nous avons fait le choix de nous appuyer sur les réseaux associatifs et sur l'ACCOORD en formant l'ensemble des animateurs à répondre aux questions, aux doutes, aux incertitudes face à la vaccination, à pouvoir répondre aussi à ce qu'est un vaccin, comment cela fonctionne... L'idée est d'abord de s'appuyer sur ces relais-là pour qu'ils puissent tout simplement avoir les bons éléments de langage, les bonnes réponses à des questions qui peuvent paraître anodines, mais qui sont un premier frein, plus de l'ordre psychologique, lorsqu'il s'agit d'aller de se faire vacciner.

Le deuxième parti pris est de lever les freins techniques et notamment, de limiter ce qui est la fracture numérique est donc l'incapacité, parfois, de s'inscrire via Doctolib, puisque c'est la plateforme qui a été retenue par l'État dans le cadre de la vaccination, s'agissant de la Région des Pays-de-la-Loire. Il y a donc un accompagnement très concret à l'inscription sur cette plateforme dans les cyberespaces de l'ACCOORD, dans l'espace numérique du CCAS et également, dans les structures associatives volontaires. Cet accompagnement à l'inscription peut aussi – je pense à nos médiateurs en santé qui commencent à être déployés dans le quartier - être un accompagnement à l'utilisation du Smartphone, quand un habitant a un Smartphone, mais ne sait pas, par exemple, comment télécharger l'application qui va bien pour pouvoir s'inscrire et réserver un créneau de vaccination. Enfin, c'est enlever les freins physiques géographiques pour les personnes qui ont du mal à se déplacer, avec cette mise à disposition d'un minibus de l'ACCOORD qui permet, dans le cadre d'une soixantaine de créneaux par semaine qui ont été réservés, que des personnes en très grande difficulté puissent être acheminées directement au centre, via l'ACCOORD, pour qu'elles n'aient pas soit à trouver quelqu'un parce qu'elles sont trop isolées pour pouvoir être accompagnées, soit à se déplacer par les transports en commun, quand c'est trop compliqué.

Voilà pour les éléments qui permettent de préciser notre action sur la promotion de la vaccination.

Sur les chiffres en tant que tels, nous n'avons pas de chiffres à l'échelle nantaise. C'est l'Agence régionale de santé qui nous fournit les éléments. Nous n'avons donc pas les chiffres de la vaccination à cette échelle-là.

Mme la MAIRE – Merci. Chers collègues, je vous invite à voter sur cette délibération et pour cela, à vous munir de votre boîtier.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 64 voix pour.

III - 39

M. SEASSAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 10, intitulé :

Plan de soutien culture – Fonds d'aide à la continuité d'activité et d'emploi des acteurs culturels – Attributions et répartitions de subventions – Conventions et avenants – Approbation

M. SEASSAU, Adjoint – Merci, Madame la Maire, de me donner la parole, ce qui me permet d'enlever mon masque, selon la jurisprudence « Pascal Bolo », que je remercie également.

Je suis particulièrement heureux de vous parler de ce fonds de soutien, ce matin, maintenant que l'activité culturelle a pu reprendre en grand ; encore contrainte, mais elle a pu reprendre. Nous avons l'immodestie de penser que les dispositions que nous avons décidées ensemble, parmi lesquels les Rencontres hors les murs, le succès de nos expositions en plein air, dans nos parcs et jardins, nous permettraient d'attirer votre attention sur la deuxième édition des Portraits d'artistes nantais réalisés dans le cadre des Scènes vagabondes, puisque c'est une aventure toute municipale et qui a rencontré un très grand succès. Nous pensons également que la cellule de veille et d'appui a pu illustrer ce beau dialogue à la nantaise entre celles et ceux qui se mobilisent, celles et ceux qui dirigent des salles qui étaient alors fermées, et nous a permis de préparer et d'anticiper désormais cette reprise.

Vous le savez, ce fonds de soutien a deux objectifs assez simples : l'aide à la continuité de l'activité et de l'emploi culturel et la préparation de la reprise.

Je vous le disais, la reprise a bel et bien eu lieu et nous sommes heureux d'avoir pu accueillir, avec la Folle Journée, peut-être le premier festival d'ampleur de France, avec des protocoles très stricts – le couvre-feu était encore en vigueur jusqu'à 21 heures... Mais nous avons tenu bon, après de multiples reports, pour assurer ce grand événement. Cela a été aussi le cas pour Atlantide, le week-end dernier. Nous avons pu, dès mercredi, retourner à l'opéra, un opéra ouvert, en paix avec ses occupants, et surtout, pour ce formidable spectacle prévu et concocté de longue date avec les enfants scolarisés au Breil et aux Dervallières, qui ont pu nous offrir un formidable moment de reprise culturelle.

S'agissant des sommes que nous consacrons, je voulais vous informer qu'avec ce que nous nous apprêtons à voter et évidemment, j'espère que vous y mettrez tous votre enthousiasme et que je parviendrai à partager le mien, nous arriverons à une consommation de ce fonds, à nouveau d'un montant de 1 M€, à hauteur de 72 %. Nous essayons de toucher l'ensemble des secteurs. C'est le cas avec les ateliers Bonus, par exemple, sur les arts visuels. C'est le cas avec les dispositifs qui ont fait leurs preuves, qui ont montré toute leur pertinence, toute leur efficacité dans la période très particulière que nous connaissons, dans le secteur pluridisciplinaire.

Ce sont des dispositifs comme « Ouvrir l'horizon », dont je veux rappeler qu'il est en train de faire des petits un peu partout en France, tant il est vrai qu'il répond aux besoins du moment. C'est aussi le cas de « Territoires interstices » ; c'est le nom de la deuxième saison déconfinée. Nous accompagnons également les sortants du nouveau Studio Théâtre, celles et ceux qui ont pu bénéficier − trois compagnies − du nouveau projet de ce nouveau Studio théâtre pendant trois ans et un peu plus, puisqu'ils ont été prolongés en période de Covid : nous voulons donc accompagner cet événement de fin de participation à ce projet avec trois jours d'ouverture publique, 17 spectacles, pour un montant de 20 000 €.

Pour ce qui concerne la musique, nous sommes heureux d'accompagner l'association Tracass, qui a permis un formidable rebond du bar concert rock Le Ferrailleur, transformé désormais en studio télé, accueillant de nombreuses résidences, et il est heureux de voir des acteurs de la sorte rebondir après avoir été mis en graves difficultés pendant cette crise. Nous aurons aussi de la musique baroque – quand je vous dis que nous essayons de toucher toutes les disciplines, mais aussi toutes les esthétiques –, avec nos amis de Stradivaria, qui égaieront notre été nantais, et enfin, bien sûr, l'association Big City Life, qui occupe provisoirement la caserne Mellinet. Vous savez qu'il y a une demande de trouver de nouveaux lieux. Dès lors que nous serons sortis d'une forme de crise sociale dans le secteur culturel, ce qui n'est toujours pas le

III - 40

cas, évidemment, nous serons confrontés à une forme, je ne sais pas si l'on peut parler de crise, mais de problématique de diffusion assez lourde. Il y a une forte demande pour que nous investissions de nouveaux lieux. C'est le cas avec ce type de projets, que nous sommes heureux d'accompagner.

Enfin, vous avez toute une annexe sur laquelle je veux simplement vous dire que ce qui a présidé à nos choix, cela a été de pouvoir accompagner les développeurs d'artistes qui sont mis en difficulté, comme vous pouvez l'imaginer, dans la période, ainsi que les artistes dont la diffusion a été contrariée et revue à la baisse significativement pendant cette période.

Voilà, Madame la Maire, ce que je pouvais vous dire sur cette délibération. Je suis évidemment disponible s'îl y a des questions supplémentaires.

Mme la MAIRE - Guillaume Richard.

M. RICHARD, Conseiller municipal — Nous parlons dans cette délibération de l'engagement de la mairie pour le monde culturel, j'aimerais donc vous entendre sur notre capacité à contrôler les organisations et les sociétés qui engagent les moyens de la ville.

L'édition 2021 de La Folle Journée étant terminée, nous pouvons, je crois, commencer à évoquer le sujet du présumé détournement de Joëlle Kerivin, ex-directrice générale de La Folle Journée. Le judiciaire étant en cours, nous ne pouvons évoquer le pourquoi, mais j'imagine que nous en reparlerons dans quelques mois à la lumière des éléments de l'instruction.

Je préfère évoquer le comment. Comment Joëlle Kerivin a pu – potentiellement – détourner 300 000 € ces trois dernières années sans que personne ne se rende compte de rien.

Pour reprendre rapidement les faits supposés, Joëlle Kerivin est suspectée d'avoir détourné plus de 240 000 € de la SEM Folle journée et 60 000 € ont disparu de la comptabilité de l'espace Simone de Beauvoir. Il faut évidemment préciser que ce sont les faits d'une personne et en aucun cas de la SEM Folle journée ou de l'espace Simone de Beauvoir.

Mais cela n'exonère pas la Ville d'une responsabilité indirecte, même si elle s'est portée partie civile dans l'affaire : vous avez nommé Madame Kerivin à la tête de la SEM Folle journée, vous avez nommé Madame Kerivin à la tête de l'espace Simone de Beauvoir et vous avez nommé Monsieur Martineau, qui n'a pas rempli sa mission, à l'époque, de président du conseil d'administration de la SEM Folle journée. En nommant des proches à la tête d'institutions ou de projets culturels aussi emblématiques, vous aviez l'obligation de surveillance.

Trouvez-vous normal qu'une SEM aussi importante que celle qui s'occupait de La Folle Journée n'ait pas d'expert-comptable depuis trois ans ? Trouvez-vous normal qu'une directrice de SEM de sept personnes gagne le double du salaire moyen d'un patron d'une entreprise de même taille ?

Alors oui, il y a un commissaire aux comptes, mais ce dernier a semble-t-il failli à sa mission de contrôle, même si c'est l'instruction qui nous le dira. Mais au-dessus, dans une SEM, il y a l'élu.

Les élus membres du conseil d'administration ont une mission, celle de vérifier que les investissements de la collectivité sont les bons investissements et qu'ils sont correctement fléchés.

Les élus ayant failli sur le contrôle de la SEM Folle journée, je vous ai écrit pour demander le contrôle et l'audit des autres SEM de notre collectivité, et cela sur trois points. Sur le salaire des directeurs généraux : est-il conforme et logique aux pratiques des autres entreprises ? Avonsnous l'assurance d'avoir un expert-comptable dans chaque entité ? Et contrôlons-nous les délais de paiement ?

Je tiens à préciser que des fournisseurs commencent à se manifester, à propos de la SEM Folle journée, pour nous dire que certains étaient payés avec parfois neuf mois de retard. Imaginez

III -41

ce que cela représente pour une société, une entreprise, d'avoir un tel décalage de trésorerie, sur des montants très souvent importants ? Imaginez le retard...

J'ai eu, il y a quelques jours, votre réponse à mon courrier d'îl y a deux mois : une fin de non-recevoir de Monsieur Bolo, qui s'explique en disant que le contrôle, c'est la mission du CAC, le commissaire aux comptes, et qu'à Nantes, nous avons un organisme de contrôle interne, d'ailleurs salué, semble-t-il, par la Chambre régionale des comptes dans son fonctionnement, les deux rendant compte au conseil d'administration. Et pourtant, cela n'a pas marché.

Aussi je vous demande très clairement, ce que vous allez mettre en place pour davantage contrôler nos investissements et surtout, pour éviter que nous nous trouvions dans une situation similaire. Je le répète, l'instruction est en cours, mais nous savons tout de même que la situation n'est pas des plus claires.

Pour terminer, je souhaite, au-delà de la situation, saluer le travail de votre adjoint, Aymeric Seassau, président du conseil d'administration, qui hérite de la patate chaude, plutôt brûlante, et de son nouveau directeur général, que nous avons choisi récemment et dont j'espère la réussite dans les prochains mois pour redémarrer, préparer une très belle édition 2022 et laisser ces mauvais sujets derrière nous.

Mme la MAIRE – Merci. Aymeric Seassau.

M. SEASSAU, Adjoint — Merci, Madame la Maire. Tout d'abord, je regrette que sur un débat aussi important, sur le monde des arts et de la culture, qui souffre depuis longtemps, où nous avons, nous aussi, souffert de la privation de cette rencontre, de l'émerveillement de la rencontre avec les arts, de la fermeture de ces lieux de culture et d'intelligence, on se résume à un débat sur une affaire bien regrettable.

Je vous le dis avec un peu de déception, Guillaume Richard, puisque, et vous venez de le dire, nous avons eu un dialogue tout à fait constructif et responsable, ce qui, de mon point de vue, n'a pas été le cas de vos collègues de l'opposition, lorsqu'ils ont voulu faire un paquet général... Il est toujours tentant de généraliser une affaire bien regrettable, et vous le disiez vous-même, il y a même quelque part une contradiction dans vos propos, puisque vous dites qu'il s'agit là d'une affaire circonscrite à une personne. Et vous tâchez de vous en servir comme levier pour faire le procès, c'est ce que j'ai lu dans la presse, d'un supposé système et de l'ensemble des SEM de notre Ville qui travaillent à la réussite de nos projets communs. On ne peut que le regretter.

Sur cette affaire-là, comme vous le savez, ce que je regrette, et nous avons eu ce débat tous deux, avec d'autres, avec tout le conseil d'administration, je crois que nous avons eu une action collective assez simple : protéger l'événement des éclaboussures salissantes de cette affaire. Réaliser cet événement cette année a relevé d'un défi incroyable, incroyable ! Quand on pense à tous nos conseils d'administration, qui ont conduit à plusieurs reports, à une programmation... Et il faut effectivement remercier René Martin en premier lieu, les équipes de la SEM, le nouveau directeur qui est arrivé... C'était un défi incroyable, et nous l'avons relevé. J'ai eu l'occasion moi-même de remercier le préfet de Région pour le protocole qui a été mis en œuvre et qui a permis la réussite de l'événement.

Sur le reste, il n'y a qu'une seule vérité, et il appartient à la justice d'établir la manifestation de cette vérité. Vous le savez, nous sommes dans un processus judiciaire qui nous empêche d'aller plus avant dans la caractérisation des faits. Ce que nous pouvons constater, c'est que jusqu'ici, tout converge autour des agissements d'une seule personne. Il me tient à cœur de remercier l'ensemble de l'équipe, parce qu'il y a aussi des humains, des femmes, en l'occurrence, qui ont été particulièrement touchées par cette affaire, victimes probablement d'une personnalité manipulatrice ; c'est en tout cas mon point de vue, que j'ai pu exposer à la police judiciaire par ailleurs en déposant la plainte et en ayant été entendu plusieurs heures pour ce faire. Et je leur fais toute confiance pour révéler l'ensemble des agissements.

III - 42

Je voulais vous dire que nous continuerons, j'espère avec l'unanimité du conseil d'administration, comme nous l'avons fait en nous portant partie civile, dans cet état d'esprit : le droit, rien que le droit et tout le droit, et aucune retenue sur la sanction. Cela a été fait. Elle a été directe, pour ce qui nous concerne, en tant qu'administrateurs. C'est désormais à la justice de faire le reste, et je répète toute la confiance que j'ai en elle et dans les enquêteurs qui sont en train de progresser sur cette bien triste affaire.

Je vous le dis, rien ne permet d'ici de parler de nomination de proches. Je vous le dis aussi clairement que je peux le faire. D'autre part, nous avons corrigé un certain nombre des agissements néfastes qui n'avaient pas été nécessairement portés à notre connaissance. Vous avez rappelé un certain nombre d'éléments factuels que je ne conteste pas. En tout cas, ce que je peux vous dire, c'est que la SEM a à nouveau un expert-comptable depuis quelques semaines. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Erwan Huchet.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. Je ne reviendrai pas sur le débat que nous venons d'avoir. Je pense que beaucoup de choses ont été dites et je m'associe en partie aux propos qui ont été tenus à la fois par Guillaume Richard et par l'adjoint. Il est temps, en effet, de regarder les choses en face et de prendre les bonnes décisions pour faire en sorte que ce qui vient de se passer, ce qui a été révélé par les audits ne puisse plus jamais arriver au sein des structures de nos collectivités.

Je voulais redire ici également notre attachement à ceux qui nous font rêver, qui nous font réfléchir, qui nous émerveillent par leur imaginaire, leur talent, leur folie, leurs pièces de théâtre, bref, tous les artistes et les professionnels de la culture. Ils nous ont tant manqué durant cette période difficile... C'est vrai que le monde et la France viennent de traverser tout de même une séquence extrêmement compliquée, et j'espère que cela va bientôt se terminer. Mais les chiffres du Covid s'améliorent grâce à la vaccination et aux efforts de tous. Nous pouvons retourner voir les artistes, les écouter, les applaudir, car les musées, les cinémas, les salles de concert, les théâtres rouvrent enfin.

Vous l'aurez compris, je souhaitais dire quelques mots sur l'occupation illégale de notre beau théâtre, qui a été une occupation qui apparemment, d'après ce que j'ai lu, devrait se terminer incessamment, et je m'en félicite car c'est vrai qu'après quatre mois d'occupation illégale, la lutte semblait continuer vaille que vaille, et il était temps que tout cela cesse.

Pour tout vous dire, récemment, en allant à une pièce de théâtre au Grand T, nous avons assisté à un spectacle qui était très intéressant, mais à la fin de ce spectacle, nous n'avions même pas le temps d'applaudir les artistes, les auteurs, que des représentants syndicaux venaient sur scène monopoliser l'attention des spectateurs, qui pensaient être là pour assister à une œuvre et qui se retrouvaient, sans rien avoir demandé, contraints d'écouter les revendications de quelques personnes, dont les raisons sont parfois plus politiques que culturelles. Je voulais le dénoncer ici.

J'espère que bien évidemment, les banderoles, les marches, seront nettoyées, que le théâtre sera effectivement bien libéré et que nous laisserons, pour la culture pour tous, les Nantais, le public, revenir dans de bonnes conditions dans ce beau théâtre qui est le nôtre.

Mme la MAIRE - Merci. Laurence Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale — Merci, Madame la Maire, rapidement, pour répondre aux propos de notre collègue Aymeric Seassau et pour lui dire que nous faisons tout simplement notre travail. Nous ne laisserons pas passer cela, parce que les Nantais auraient raison de nous le reprocher. Nous faisons notre travail, nous le faisons sereinement, sur ce dossier de La Folle Journée comme sur d'autres dossiers. Je pense notamment à l'IEA, l'Institut des études avancées, et je me réjouis d'ailleurs que la Chambre régionale des comptes ait

III -43

décidé de se saisir de ce dossier de l'IEA, puisque d'après nos informations, un travail d'audit est en cours de la part de la Chambre régionale des comptes. Mais vous allez sans doute pouvoir nous le confirmer.

Mme la MAIRE – Merci. Aymeric Seassau.

M. SEASSAU, Adjoint – Chacun, ici, fait son travail, Madame Garnier, je fais le mien, de contrôle, et encore une fois, je peux vous dire, comme je l'ai dit en conseil d'administration, qu'il n'y aura aucune hésitation, aucune tolérance de quelque acte que ce soit.

Par contre, dire qu'un événement fait système relève de votre responsabilité, et je le regrette. En ce sens, je fais moi aussi mon travail : je ne laisserai pas, nous ne laisserons pas jeter l'opprobre sur l'ensemble de toutes les sociétés d'économie mixte au prétexte que l'opposition a décidé d'ouvrir un front politique.

Autre front politique, Erwan Huchet, je vois bien que le pouvoir Macron est désormais obsédé par l'ordre. Un peu de retenue, tout de même, sur cette affaire de mouvement d'occupation, dont je rappelle qu'îl est historique, qu'îl a touché une centaine de communes dans le pays, que nous l'avons vécu, selon la sensibilité, peut-être subi – je parle de vous, bien entendu... –, mais qu'îl est bien global et qu'îl faut peut-être se rappeler que si le Président avait parlé un peu plus tôt de culture, s'îl y avait eu des gestes plus importants, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Enfin, un peu de pudeur ! Quand il a fallu 100 jours d'un mouvement social à Nantes pour constater que parmi leurs premières revendications, l'application de la réforme du chômage, au 1^{er} juillet, dont je rappelle qu'elle allait aggraver les conditions de vie d'un million de nos concitoyens les plus précaires, a été jugée comme non recevable, retoquée, et je me permets d'employer le qualificatif d'« illégale », par le Conseil d'État, eh bien, un peu de pudeur avant de demander que l'on passe un coup de balai sur les marches ! Parce que tout cela est extrêmement éprouvant pour tous : pour la direction de l'Opéra, pour celles et ceux qui auraient préféré être parmi les leurs plutôt que d'occuper un endroit, de dormir ailleurs... Regardez où vous en êtes de cette situation d'affrontement, de confrontation dans le pays, là où la crise sanitaire, économique et sociale appellerait la concorde.

Après, on peut polémiquer pendant des heures sur ce que vous n'avez pas apprécié. Moi, je retiens les formidables moments que j'ai passés avec Johanna Rolland avec les enfants des Dervallières, derrière, des moments d'une joie intense, des moments de la joie intense qu'a exprimée le public de retrouver son Opéra qui a pu rouvrir... Aucun programme de travail de l'Opéra n'a été empêché. Il n'y a pas la moindre dégradation à l'intérieur du théâtre. Pourquoi ? Parce que contrairement à vous, nous pratiquons le dialogue, nous pratiquons la main tendue, nous refusons les coups de menton qui aggravent les situations. Voilà la réalité, aujourd'hui.

Évidemment, il faut tourner une page nouvelle, et je crois que c'est ce qui va se passer dans les prochains jours. Il n'y aura plus d'occupation au théâtre, probablement, si j'ai bien compris ce qui allait se passer demain autour du mouvement actuel. Mais en tout cas, comptez sur nous pour mener cette grande bataille qui requerrait, à mon sens, l'unité nationale, pour qu'à nouveau, nous retrouvions une activité culturelle, ce qui passe, à notre sens, comme l'a indiqué plusieurs fois Johanna Rolland, par un nouveau pacte de financement entre l'État et les collectivités locales afin de ne laisser personne sur le bord de la route, afin de ne pas constater, demain, l'affaissement de la vie culturelle de ce pays. À cet égard, vous pouvez compter sur toute notre mobilisation, et avec vous aussi, notre main reste tendue, si l'État prend sa part de responsabilité dans cette affaire.

Mme la MAIRE — Merci. Quelques mots avant de mettre aux voix la délibération qui vous a été présentée.

D'abord, je veux revenir d'un mot sur la question de la Folle Journée et des agissements de l'ancienne directrice de la SEM, pour dire deux choses très simples. Les faits qui ont été commis

III - 44

sont particulièrement graves et donc, ils appellent, je crois, des sanctions qui doivent l'être aussi. Pour la part qui nous concerne, celle de l'administration, des responsabilités ont été prises et elles ont été prises immédiatement, sans délai et dans la transparence la plus totale. Maintenant, cette question est entre les mains de la justice et, Aymeric Seassau l'a dit et je le dis à mon tour, nous avons toute confiance dans la manière dont cette démarche va continuer.

Deuxièmement, sur l'IEA, oui, une démarche est en cours.

Troisièmement, l'Opéra. Je voudrais dire trois choses assez simples. D'abord, qu'il nous faut mesurer la diversité des métiers qui ont été en souffrance pendant un an. C'est la crise sanitaire qui l'a amené. Cela, c'est la réalité. Je veux dire ici le sens des responsabilités des artistes que nous avons rencontrés avec Aymeric Seassau, et à de nombreuses reprises.

La deuxième chose que je voudrais dire de manière très simple, c'est qu'en effet, cette occupation est en train de se terminer, et c'est une bonne chose. Il est normal et légitime que les Nantaises et les Nantais puissent retrouver leur théâtre. Mais surtout, surtout, je veux dire ici comment, mercredi soir, des Nantaises et des Nantais ont eu la chance, la grande chance d'assister à un opéra de grande qualité, à un conte musical et poétique exigeant, au sens noble du terme. Et pour avoir pris le temps, après cette représentation, de parler avec les enfants, de parler avec les adolescents, mais aussi, de parler avec les artistes, avec les solistes, avec le directeur de l'Opéra et toutes ses équipes, je peux vous dire que dans ce moment-là, on perçoit, on ressent pourquoi, à Nantes, ville de culture, cela a du sens de continuer à porter haut l'ambition culturelle et de la partager avec le plus grand nombre, y compris avec ses enfants, quel que soit le quartier dans lequel ils grandissent.

Chers collègues, je vous invite à voter sur cette délibération.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 69 voix pour.

Mme BERTU, Adjointe, donne lecture du dossier n° 11, intitulé :

Vie associative – Fonds de soutien exceptionnel aux associations nantaises – Troisième répartition de subventions de fonctionnement et d'investissement – Conventions – Avenants – Approbation

Mme BERTU, Adjointe — Il s'agit d'une délibération d'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement au titre de la politique publique « vie associative », qui se divise en trois parties.

La première partie concerne le fonds de soutien exceptionnel lié à la crise Covid. En avril 2020, nous avons décidé d'un fonds doté de 1 M€ à destination des associations pour qu'aucune ne périsse de la crise. Nous vous présentons aujourd'hui 14 dossiers d'associations, pour un montant de 97 100 €, ce qui nous amène, depuis l'ouverture de ce fonds, à 100 dossiers et à un montant de 774 148 € depuis l'ouverture du fonds.

Ensuite, une répartition de subventions de fonctionnement des associations concerne 16 dossiers de fonctionnement général et d'actions exceptionnelles d'associations, pour un montant de plus de 63 000 €, avec des subventions dans le cadre des animations estivales. En effet, cette année encore, nous agissons pour offrir un été de qualité à Nantes autour des axes culturels, festifs, de la convivialité et de la solidarité, avec une attention particulière aux seniors, aux jeunes, aux familles, aux sorties à la journée, notamment pour celles et ceux qui ne partent pas cet été, et aux courts séjours pour les adolescents.

Nous travaillons également à un meilleur maillage territorial, puisque nous savons que dans notre ville, il y a également des zones grises où ni la Ville, ni les centres socioculturels ne sont présents. Nous avons donc besoin d'agir en présence avec ces associations. Deux associations présentent des projets que nous financerons pour un montant de 30 666 €, dont les CÉMÉA, qui

III - 45

ouvrent, la semaine prochaine ou la semaine suivante, au Clos Taureau, un « terrain d'aventure » pour construire des cabanes avec les familles. Je n'en dis pas plus, mais c'est un très beau projet, en tout cas, au Clos Taureau, que ce terrain d'aventure, et c'est le premier sur Nantes.

Dans cette délibération vous avez également trois associations que nous finançons dans le cadre du contrat de ville. Nous en avons déjà passé beaucoup au cours des deux derniers conseils municipaux. Le contrat de ville, ce sont des projets qui agissent au cœur de nos quartiers populaires pour réduire les inégalités. Nous passons donc aujourd'hui trois dossiers, pour un montant de 13 500 €.

Également dans cette délibération, du soutien aux têtes de réseau, à l'accompagnement des associations, aux projets émergents, pour un montant de plus de 60 000 €.

Enfin, une dernière partie de cette délibération est dédiée aux subventions d'investissement pour trois associations, dont deux dont j'aimerais parler un peu plus longuement, puisqu'il s'agit de subventions importantes. Il s'agit de travaux de rénovation et d'accessibilité d'un lieu culturel, d'un lieu sportif de Nantes, l'ASC Bonne Garde. Pour son cinéma, pour ses spectacles, pour son club de gym, de sport, plus généralement, cette association est un vrai acteur de lien social, de vie sociale au sein du quartier Nantes Sud. Ce projet de travaux s'élève à plus de $400\ 000\ \in$. Nous nous sommes engagés, nous nous engageons aujourd'hui, avec la Ville, à subventionner $120\ 000\ \in$ à l'association en deux temps. Nous vous présentons aujourd'hui le premier volet, $60\ 000\ \in$, pour 2021.

Il y a une deuxième association dont je voulais parler plus longuement, également pour des travaux de rénovation et d'accessibilité d'un lieu, le centre de séjour les Moussaillons, à Préfailles, centre de séjour qui appartient à la FAL. C'est un lieu qui accueille les enfants des écoles nantaises, qui vont à la mer pour un temps donné. C'est un lieu qui accueille les vacances d'enfants avec l'ACCOORD et notamment, des enfants qui ne partiraient pas en vacances par ailleurs. Les travaux sont estimés à 1 M€. D'autres collectivités sont évidemment sollicitées et nous participons, avec la Ville de Nantes, à hauteur de 200 000 € pour ces travaux.

Pour résumer, nous avons des subventions de fonctionnement de 279 566 € et des subventions d'investissement pour 262 500 €.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Erwan Huchet.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Oui, Madame la Présidente. J'avais demandé un droit de réponse, tout à l'heure.

Mme la MAIRE – En fait, nous sommes à la Ville, ici, Monsieur Huchet.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Oui, nous sommes à la Ville, tout à fait.

Nous avons une belle histoire, à Nantes. La culture, c'est une longue histoire et c'est une belle histoire et donc, il ne faut pas tout mélanger. Quand j'entendais, tout à l'heure, l'adjoint à la culture faire sa sérénade sur l'État, je dois dire que puisqu'en plus, cette délibération parle du théâtre Vasse, que j'ai tout de même été étonné de la manière dont, sur le théâtre, on a eu l'impression que la Ville mettait à disposition des locaux ou en tout cas, ne réclamait pas l'évacuation du théâtre. On avait l'impression qu'il y avait comme une sorte de mise à disposition de ces locaux dans des buts d'agitation sociale. Et cela, c'est insupportable. J'ai entendu qu'apparemment, et les banderoles et les tags sur le théâtre ne seraient manifestement pas supprimés. Je le regrette fortement. Vous êtes adjoint à la culture, Monsieur l'Adjoint, mais pas à la culture de la lutte.

Mme la MAIRE – Merci. Foulques Chombart De Lauwe.

III - 46

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal — Merci, Madame la Maire, et bonjour. Sur cette délibération 11, en commission Vie sociale, nous recevons un état des refus de subventions et il y en a un — il y en a un seul — à une association qui s'appelle l'UNLI, l'Union nationale des locataires indépendants. La raison invoquée est que l'association a moins d'une année. Dont acte. Nous connaissons cette association, qui fait un beau travail de défense des locataires, qui sont souvent très seuls face aux problèmes de deal, aux problèmes d'incivilité. Nous pouvons témoigner du travail de grande qualité qu'ils effectuent. Peut-être que lors du prochain Conseil municipal, nous pourrions faire une dérogation à cette règle d'une année. Je ne sais pas si c'est une règle fixe. Peut-être que vous pourrez m'éclairer. Nous soutenons très fortement leur action parce que nous avons des habitants qui nous en ont témoigné. Merci.

Mme la MAIRE - Merci. Patrice Boutin.

M. BOUTIN, Adjoint — Je ne vais peut-être pas ajouter de l'huile sur le feu en réagissant aux propos d'Erwan Huchet, mais juste une chose : des artistes, qu'est-ce que c'est ? Bien sûr, c'est jouer sur un plateau, ce sont des techniciens qui éclairent, qui sonorisent, qui font les décors pour les artistes ou pour un spectacle...

Ensuite, ces personnes, Monsieur Huchet, ont une vie. Oui, artiste, ce n'est pas simplement être dans des lieux de spectacles ou occuper des espaces publics pour jouer des spectacles. Quand je dis qu'ils ont une vie, c'est qu'ils ont besoin de manger, qu'ils ont besoin de se payer un loyer... C'est une chose simple. Ce que je veux dire par là, c'est que lorsque l'on fait une réforme sur l'assurance-chômage qui met à mal un quotidien de chômeurs, cela fait réagir, dans une profession où l'on est totalement lié à l'assurance-chômage, avec l'intermittence du spectacle. Parce que ce que vous voyez, quand vous êtes assis confortablement dans votre fauteuil, ce sont des artistes qui bénéficient d'allocations de chômage pour un complément de leur salaire, si vous ne le saviez pas, pour la fin du mois. Et il est logique qu'ils interviennent dans ces lieux-là puisque ce sont leurs lieux de travail.

C'est un lieu où les artistes, où les techniciens travaillent régulièrement, et c'est donc normal, puisque la finalité d'un spectacle, tout de même, c'est de jouer devant des publics. Et vous êtes, vous, un spectateur. Alors, je suis étonné que vous ne souteniez pas les artistes, les techniciens qui créent de l'imaginaire, de l'émotion, de la poésie. C'est pour cela que vous allez dans les spectacles. C'est pour être touché dans votre âme. Comment pouvez-vous être aussi sec ? Franchement, comment pouvez-vous être aussi sec ? N'avez-vous rien dans le cœur ? Ce mépris, moi, m'hallucine. Voilà, c'était tout.

Mme la MAIRE — Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je redonne la parole Mahaut Bertu.

Mme BERTU, Adjointe — Merci. Je ne vais pas entrer dans les débats sur la culture. Je vais me concentrer sur la question qui était posée sur la délibération relative à la vie associative. Je suis assez surprise, pour ne rien vous cacher, parce que le fonctionnement de cette collectivité, c'est que nous travaillons sur des dossiers que l'on présente en commission. Nous avons un temps d'échange entre élus pour débattre des décisions que nous nous apprêtons à présenter en conseil par la suite. Et je n'ai eu aucune question en commission. C'est le lieu pour s'attarder sur des dossiers particuliers, pour poser des questions, pour comprendre comment, quelles sont nos règles, qu'est-ce qui se joue. C'est ce lieu-là qui est le lieu. Je pense que cette assemblée n'est pas le lieu pour aller débattre d'une association ou d'une autre, puisque la commission est le lieu préalable pour le faire et que je n'ai eu aucune question. Moi, je serais ravie, je vous le redis, et j'ai l'impression de passer plusieurs conseils à vous le dire, de prendre le temps de parler avec vous des règles qui déterminent nos subventions, nos soutiens aux associations, dans les lieux qui y sont dédiés, notamment quand vous prenez des exemples précis d'une association spécifique.

III - 47

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal – Je m'excuse, mais effectivement, cela peut arriver.

Mme la MAIRE – Je vous propose, Monsieur Chombart De Lauwe, de redemander la parole pour que naturellement, je puisse la donner. Nous allons essayer de continuer à respecter tranquillement les règles de la vie collective. Foulques Chombart De Lauwe.

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal — Merci, Madame la Maire. Pardon. C'était juste pour dire qu'effectivement, et je m'en excuse, je suis arrivé un tout petit peu en retard à la commission, dans des conditions qui sont parfois compliquées, mais c'était effectivement le lieu pour aborder ce sujet-là. Vous avez raison.

Mme la MAIRE — Merci. Je mets la délibération aux voix. Je vous invite à vous munir de votre boîtier.

M. OUGGOURNI, Conseiller municipal — Madame la Maire, excusez-moi. Je ne prends pas part à ce vote parce qu'il y a une association qui bénéficie de cette délibération à laquelle j'appartiens.

Mme la MAIRE – C'est bien. Merci, c'est noté.

M. Ouggourni ne participe pas au vote.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 62 voix pour.

Mme NAULIN, Adjointe, donne lecture du dossier n° 12, intitulé :

Politique publique « Petite enfance » — Crèches associatives — Attribution de subventions — Dispositif d'aide exceptionnelle COVID-19 — Approbation

Mme NAULIN, Adjointe — Cette délibération vous propose d'approuver les subventions au bénéfice des crèches associatives que nous soutenons à travers le fonds d'aide spécial « Covid » que nous avons approuvé collectivement au Conseil municipal de février. Pour mémoire, les crèches associatives ont perdu entre 25 et 35 % de leur activité lors de l'année 2020. Ce fonds d'aide vient les soutenir sur ce qu'elles ont perdu et vient aussi les soutenir pour ne pas compromettre l'avenir et les possibilités de nouveaux projets pour ouvrir de nouvelles places d'accueil pour la ville de Nantes.

Aussi, je vous propose, après que vous avez regardé, j'imagine, les dossiers qui vous sont présentés en annexe, d'approuver, pour les neuf structures qui sont concernées, qui, je le répète, sont des structures à but non lucratif, une subvention d'un montant total de 320 771 €, ce qui portera le fonds d'aide mobilisé à hauteur de 588 337 €, si mes calculs sont bons, pour 18 structures aidées depuis le début de cette démarche de soutien aux crèches associatives de la Ville de Nantes.

Je vous remercie de bien vouloir approuver les avenants aux conventions afférentes à chacune de ces neuf structures.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 67 voix pour.

III - 48

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 13, intitulé :

ACCOORD – Accueils de loisirs et séjours de vacances – Avenant n° 3 au contrat de délégation de service public – Gratuité des séjours – Approbation

M. BOLO, Adjoint — Mes chers collègues, vous n'êtes pas sans savoir que les accueils de loisirs et les séjours de vacances pour les enfants de 3 à 15 ans ont été délégués, par contrat de délégation de service public, à l'association ACCOORD. Il se trouve que lors de cette crise sanitaire qui nous occupe encore beaucoup, il a fallu que l'ACCOORD s'adapte et réponde à des situations totalement imprévues, qui n'étaient évidemment pas intégrées dans le contrat de délégation de service public. Lorsqu'il a fallu mettre en place un accueil solidaire pour les enfants des personnels soignants, notamment, mais pas uniquement, lorsqu'une gratuité des séjours pour les enfants des familles à faible revenu a été instaurée, lorsqu'il y a eu une modification considérable des modalités d'accueil des enfants pendant l'été, tout cela, évidemment, était totalement hors du contrat. Il est donc nécessaire de fixer juridiquement par un avenant n° 3 au contrat de délégation de service public l'ensemble des données qui ont présidé à cette situation, avec une contribution financière de la Ville au titre du fonctionnement arrêtée, pour 2020, à 14 546 803 €.

Il convient également de reverser à l'ACCOORD les montants que la Ville de Nantes a perçus au titre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, soit 204 000 €.

Par ailleurs, cette année 2021 aurait dû être celle de la renégociation et de la rediscussion de ce contrat de délégation de service public. Il est évident que ce ne sera pas possible. C'est pourquoi nous vous proposons de prolonger d'une année le contrat en cours, en portant son échéance au 31 décembre 2022.

Enfin, nous proposons de favoriser le départ en vacances des enfants et adolescents issus de familles correspondant aux tranches 1, 2 et 3 et de supprimer le reste à charge pour ces familles. Cette mesure sera sans impact financier sur le contrat de DSP car entièrement compensée par les dispositifs mis en place au niveau national, notamment les « vacances apprenantes ».

Voilà, je crois que j'ai été complet.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix, en précisant que Mesdames Langlois, Robert, Rodriguez, Naulin, Hakem, Bertu et Messieurs Rebouh et Asseh ne prennent pas part au vote.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 57 voix pour.

Non participation au vote de Mme LANGLOIS, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme NAULIN, Mme HAKEM, M. REBOUH, M. ASSEH et Mme BERTU pour l'ACCOORD.

M. ASSEH, Adjoint, donne lecture du dossier n° 14, intitulé :

Appel à créativité « Lieux à réinventer » — Bilan et lancement de la 2º édition — Approbation

M. ASSEH, Adjoint – Chers collègues, cette délibération concerne ce que l'on a appelé, dans le dernier mandat, il y a quatre ans de cela, les « lieux à réinventer ». Cela s'inscrit dans le cadre de ce qu'à Nantes, on appelle le dialogue citoyen, qui est une conversation entre les citoyens, les services de la Ville et les élus de la Ville. Cette conversation et ce dialogue citoyen ont pour premier objectif l'efficacité des projets que nous menons, dans la mesure où nous écoutons ce que les citoyens ont à dire et où ce seront eux les bénéficiaires de ces projets. Le deuxième objectif est de renforcer la cohésion sociale, puisqu'au travers de cet échange entre citoyens, dans un premier temps, également entre les citoyens et la collectivité, des gens qui ne se seraient pas parlé autrement se parlent, confrontent leurs idées, leur point de vue, et

III - 49

quelque chose émerge de ces échanges et de ce dialogue. Cela, c'est pour le dialogue citoyen en général.

Plus spécifiquement, une des modalités de ce dialogue citoyen est cette idée de faire appel à la créativité des Nantaises et des Nantais pour l'utilisation d'un certain nombre de lieux qui sont oubliés, qui ne sont plus utilisés, ou alors qui ne vont bientôt plus être utilisés. En l'occurrence, il y a quatre ans, nous avions mis quinze lieux à la disposition de la créativité des Nantais. C'était en 2017 et 2018. Cela a donné lieu à un certain nombre de projets qui, probablement, ne seraient pas nés si ces lieux n'avaient pas été mis à disposition des collectifs de citoyens, des associations qui s'en sont occupées et qui ont déployé leurs activités dans ces lieux. Je pense en particulier à la Cocotte en verre, sur l'île de Versailles, qui est devenue la Cocotte solidaire, un restaurant social qui accueille à la fois les salariés et les habitants du quartier, mais aussi les personnes précaires qui viennent y manger en payant ce qu'elles peuvent payer.

Un autre lieu important dans la première édition de ces lieux à réinventer, c'était, dans le centre-ville, les anciens bains-douches, qui avaient été transférés à Pierre Landais. Cet espace en plein cœur de notre ville et en plein cœur de notre métropole était rendu disponible et les lieux à réinventer ont pu voir émerger un certain nombre d'acteurs qui ont souhaité s'en saisir. En l'occurrence, c'est devenu un haut lieu de l'économie sociale et solidaire au cœur de notre ville, une sorte d'incubateur pour ces entrepreneurs sociaux, pour ces entrepreneurs solidaires qui se sont lancés et qui se sont donc installés dans les anciens bains-douches.Voilà deux exemples.

Et le dernier qui vient d'ouvrir, en bord de Sèvre, Berge Sellier Goudy, qui était une friche verte, cette fois-ci — les deux précédents étaient des bâtiments —, a été transformé en guinguette. Cette guinguette est ouverte jusqu'en septembre, tous les soirs ou presque, et devient un lieu de convivialité, accompagnée d'un jardin nourricier et d'un certain nombre d'activités qui s'y dérouleront pendant l'été.

Voilà pour la première édition, qui a été un succès, puisque nous avons eu 80 dossiers qui ont été proposés, 7 000 votants, 7 000 Nantaises et Nantais qui ont affecté un projet aux quinze lieux à réinventer.

Désormais, nous nous apprêtons maintenant à lancer la deuxième édition de ces lieux à réinventer. Cette fois-ci, il y en aura dix : cinq bâtis, cinq friches vertes. Je peux en citer quelques-uns. Je pense en particulier au pigeonnier des Dervallières. Je pense que nous sommes tous passés à côté en nous demandant ce que c'était. C'est le pigeonnier, mais aussi tout ce qui l'entoure, évidemment. Ce sont aussi l'ancienne chapelle de la Chantrerie, les arches de la Motte rouge, qui sont sous le quai de Versailles, l'ancienne chaufferie de Port Boyer, un certain nombre de lieux qui sont listés dans la délibération que vous avez sous les yeux, avec, comme planning, les dates suivantes, les jalons temporels importants qui suivent : à partir du mois de juin, à partir de la fin de ce mois-ci, dans quelques jours, et jusqu'au mois d'octobre, l'ouverture de ces lieux à tous ceux qui souhaitent les visiter pour qu'ils puissent nous dire ce que cela leur inspire. Et sur la base de ces inspirations, probablement que certains projets vont émerger.

Les porteurs de projet, que ce soient des associations existantes ou parfois, des collectifs qui ne sont pas réellement organisés en mode associatif, mais qui le feront s'ils obtiennent le lieu, auront du mois de décembre 2021 au mois de mars 2022 pour écrire leur projet et nous le proposer. En réalité, ils auront surtout d'août à septembre 2022 pour convaincre les Nantaises et les Nantais que leur projet mérite d'être déployé dans l'un de ces dix lieux. Ils mèneront donc campagne puisque, comme la dernière fois, en septembre 2022, il y aura une votation citoyenne qui permettra aux Nantaises et aux Nantais de retenir un projet pour chacun de ces lieux.

III - 50

L'idée, comme je le disais au début, est de faire appel à la créativité des Nantaises et des Nantais pour réinventer des lieux oubliés, pour créer du lien, aussi, dans les onze quartiers nantais, pour créer du lien entre les habitants qui, à nouveau, je le répète, ne se seraient peut-être pas croisés autrement et qui vont se rencontrer à l'occasion de cet appel à créativité pour travailler ensemble sur un projet qu'ils porteront et qui aboutira peut-être dans l'un de ces dix lieux.

L'idée est donc que les Nantaises et les Nantais puissent prendre en main les lieux qui font la ville, que ces projets soient construits par les Nantais et pour les Nantais.

Voilà, Madame la Maire, le résumé de cette délibération.

Mme la MAIRE – Merci. Anne-Sophie Guerra.

Mme GUERRA, Conseillère municipale — Merci, Madame la Maire. Chers collègues, vous nous proposez une liste de dix lieux à réinventer que vous avez choisis parce qu'à Nantes, la démocratie participative est à géométrie variable. En effet, rien n'empêchait un temps d'échange commun afin d'évoquer les différents lieux qui s'offraient à nous, soit lors d'un Conseil municipal, soit pendant une commission, puisque ce sont des lieux de débats et d'échanges.

Pour cette deuxième édition de l'appel à la créativité, des lieux patrimoniaux bâtis ou naturels nous sont proposés, comme par exemple la chapelle de la Chantrerie, la vallée du Cens ou encore, le pigeonnier situé aux Dervallières, symbole de ce quartier auquel les habitants sont attachés, témoignage historique, magnifique du XV° siècle, toujours très fleuri, bien entretenu. Nous serons donc très attentifs à ce que ces patrimoines soient préservés et mis en valeur.

Permettez-moi de revenir rapidement sur la saison 1. Parmi les douze lieux qui ont émergé, certains sont devenus des incontournables de notre ville. C'est le cas pour les anciens bains-douches que vous venez d'évoquer.

Je voudrais revenir plus particulièrement sur le dernier lieu ouvert. Il s'agit des Berges Sellier, sur les bords de Sèvre. Ce quartier de Pirmil, vous le savez, vit depuis des mois, pour ne pas dire des années, une dégradation profonde de la qualité de vie de ses habitants. Monsieur Bolo a répondu, il y a quelques semaines, au courrier d'une habitante du quartier et m'a fait hier une réponse équivalente, qui nous dit, dans les grandes lignes : dormez tranquille, la Ville veille et fait son maximum pour être à vos côtés.

Au-delà des aménagements déjà réalisés sur cette berge, c'est la Cambuse, cette petite guinguette, qui nous fait réagir aujourd'hui. L'association Rêver Sèvre, en partenariat avec la Ligue de protection des oiseaux, investit cet espace naturel. Mais les oiseaux trouveront certainement refuge ailleurs, au moins le samedi. Tous les samedis, parce que le samedi, jusqu'au 30 septembre, de 12 à 23 heures, la Guinguette fait résonner la musique. Les habitants à proximité immédiate subissent et vont subir tout l'été le son anormalement fort de la musique, les obligeant à se cloîtrer chez eux s'ils veulent allumer la télé ou écouter une musique de leur choix. Tous les samedis, tout l'été.

Cette nuisance s'ajoute à l'insécurité quotidienne autour du centre commercial des Châtelets. Une nouvelle fois, nous vous demandons d'accélérer les négociations avec les quelques commerçants restants, d'accélérer le relogement des associations encore présentes, de vous assurer que les cellules commerciales désertées ne soient plus alimentées en électricité et en attendant, nous vous demandons d'empêcher la traversée de ce centre commercial en fermant l'accès nord, de positionner deux caméras sur l'arrière pour dissuader les dealers, de travailler avec Nantes Métropole Habitat pour qu'ils interviennent auprès des quelques locataires complices des dealers. Le diagnostic, nous l'avons, Madame la Maire. Maintenant, nous vous demandons d'agir sur vos prérogatives. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Thomas Quéro.

III - 51

M. QUÉRO, Adjoint — Madame la Maire, merci. Pour avoir participé, dans le mandat précédent, avec Bassem Asseh, à une partie de ces opérations des « 15 lieux », notamment sur les friches vertes, je voudrais souligner tout l'intérêt de la démarche qui a été conduite dans le mandat précédent, à la fois sur des bâtiments, mais aussi sur des espaces extérieurs, qui étaient aussi, je pense, des choses très importantes. C'était, à l'époque, une démarche assez nouvelle, je pense, qui sortait du cadre dans lequel la Ville, je veux dire l'administration, les services avaient l'habitude de travailler avec les citoyens. Il y avait l'idée de donner les clés à des citoyens, de pouvoir leur permettre d'exprimer leur créativité, on l'a dit, mais aussi, quelque part, leur capacité de s'organiser dans la conduite de projets, de les penser, mais aussi de les mettre en œuvre. Et je crois que c'est cet engagement qui a été conduit de manière résolue par l'équipe municipale qui a permis que l'on ait ce véritable bouillonnement. Je le dis au regard des 80 projets qui ont été déposés. On pourrait parler aussi des milliers de votants qui se sont emparés de cette question pour s'exprimer et donner leur avis. Je pense que nous avons là, vraiment, une réalisation emblématique de cette dimension de travail avec les citoyens que Bassem Asseh a apportée.

Moi, j'ai en tête un certain nombre de projets qui, je pense, étaient extrêmement intéressants : la Galerie du zéro déchet, qui a marqué cette dimension d'un groupe de citoyens de s'emparer de cette question de la transition écologique, de proposer des solutions concrètes, de les exposer et de les expliquer. Je pense à la Cocotte solidaire, Bassem en a parlé, mais nous pourrions aussi parler du Fort, qui est situé sur l'est de Nantes, où des citoyens ont également utilisé, se sont emparés d'un espace qui a été mis à leur disposition pour organiser un lieu de convivialité et de rencontre. Je pense à Au pied d'un if, qui était également une manifestation poétique d'inscription et de travail d'alliance entre la culture et l'espace public... Je pense qu'il y a vraiment beaucoup de projets qui ont marqué la solidarité, le lien social, la convivialité, tout simplement, et je pense que c'est quelque chose d'extrêmement important, dont, dans la période dont nous finissons presque de sortir, nous avons encore plus mesuré le besoin et la nécessité.

Je crois qu'aujourd'hui, cette démarche a encore plus de sens, avec cette deuxième édition. Et c'est fort de cette expérience que nous pourrons utilement proposer l'investissement sur ces projets. Moi, j'ai assez hâte de voir ce qui pourra effectivement sortir du projet autour du pigeonnier des Dervallières, de la cure du Vieux Doulon ou d'autres. Je pense que nous avons aussi des endroits qui ne sont pas forcément faciles... On peut penser aux arches de la Motte rouge, et je pense qu'il y a peut-être quelque chose d'intéressant, justement, à travailler sur ce sujet-là. Je crois que nous avons là quelque chose qui est assez emblématique de ce que l'on peut appeler notre manière de faire à la nantaise. Je pense que son renouvellement montre bien le fait qu'aujourd'hui, cette manière de pouvoir donner les clés aux citoyens est quelque chose qui fait partie de notre boîte à outils et de notre façon de faire la ville. Je n'ai pas beaucoup de doutes, mais je pense que les dossiers, les propositions qui viendront montreront aussi son inscription dans le paysage.

Pour ce qui concerne la guinguette et Rêver Sèvre, je crois qu'il y a vraiment des choses intéressantes et un vrai projet, travaillé depuis longtemps dans la volonté d'animer cet espace, qui était une étendue engazonnée où il ne se passait pas grand-chose. Je crois qu'il est intéressant que des citoyens puissent s'en emparer, proposer des lieux de rencontre et de retour, et je pense, malgré ce que dit Madame Guerra, qu'il y a vraiment du positif qui sort de cette expérience, ici. J'espère bien que nous continuerons à faire cette expérience de travail solidaire et de confiance envers les citoyens et les Nantais dans la manière de leur proposer des lieux d'action.

Mme la MAIRE – Merci. Delphine Bonamy.

Mme BONAMY, Adjointe – Madame la Maire, chers collègues, la première édition des 15 lieux à réinventer a été un succès et aussi, comme vient de le dire Thomas, une forme de

III - 52

renversement de méthode qui a été appréciée par tous. Elle a en effet permis de faire évoluer l'implication citoyenne dans la fabrique de la ville, de penser collectivement son évolution, grâce à l'imagination et à la créativité.

Les initiatives qui ont été choisies dans la première saison montraient la volonté des citoyens de construire des projets solidaires, collectifs, ouverts à tous et à toutes. Des projets ont été cités, comme la Cocotte solidaire, la chapelle du Martray ou encore, le Verger urbain, à l'Université.

Cette deuxième édition est une excellente nouvelle et la liste des lieux sélectionnés promet de belles concrétisations. Ces lieux sont déjà présents dans l'imaginaire des Nantaises et des Nantais : qu'il s'agisse du presbytère de Doulon, du square Vertais ou encore du pont de la Tortière, ce sont des lieux avec une histoire, avec un présent, qui est ancré déjà autour des solidarités, où notamment des personnes à la rue ont été et sont présentes. Comme lors de la première édition, une prise en compte de ces usagers est primordiale pour permettre une bonne intégration des futurs projets.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Marie-Annick Benâtre.

Mme BENÂTRE, Adjointe – Madame la Maire, chers collègues, il nous est proposé d'approuver une nouvelle délibération portant sur les lieux à réinventer, dans la continuité du travail entrepris au précédent mandat. Nous pouvons d'ores et déjà en apprécier les résultats.

La mobilisation des citoyennes et des citoyens a démontré que lorsqu'on lui doit un cadre et des moyens, l'intelligence collective peut s'exprimer. Vous avez rappelé les chiffres très satisfaisants du nombre de projets déposés. Nous les considérons comme des marqueurs de la vitalité de l'écosystème créatif de Nantes. C'est à la fois un atout à développer et un encouragement à continuer le soutien à la créativité collective, des secteurs de la petite enfance jusqu'à nos politiques culturelles.

La grande qualité des projets qui ont été élaborés fait la démonstration de la nécessité, pour une collectivité comme la nôtre, de travailler en pleine confiance avec les forces vives de la société. Ces projets ne sont pas simplement là pour faire plaisir, ils ont une utilité sociale réelle. Ainsi, le dernier lieu en date, la guinguette La Cambuse, à Pirmil, réussit dès aujourd'hui à créer du lien entre les habitants du quartier tout en renforçant l'attractivité de ce quartier hors du centre-ville.

Aujourd'hui, le nouvel appel à projets doit nous permettre d'aller plus loin dans l'investissement actif des habitants dans la transformation de leur ville. Nous le disons depuis plusieurs années déjà, face à la crise du capitalisme à laquelle le gouvernement Macron est incapable de répondre – quand il n'y contribue pas carrément –, notre municipalité de gauche est un bouclier social pour les habitants. Ainsi, les différents lieux à réinventer doivent devenir des lieux où s'exprime la solidarité à même de répondre aux besoins sociaux d'une population frappée de plein fouet par la crise.

La plus grande vigilance doit ainsi être de mise sur le caractère inclusif des différents projets qui seront soumis afin que ce dispositif ne vienne pas porter préjudice aux populations les plus fragiles de notre ville. De même, nos concitoyens s'engagent déjà activement dans le tissu associatif. Gageons que ces lieux réinventés ne se feront pas au détriment de ces engagements.

Madame la Maire, chers collègues, c'est avec l'ambition de voir notre ville réinventée dans un modèle plus solidaire que nous approuverons cette délibération.

Mme la MAIRE - Merci. Patrice Boutin.

M. BOUTIN, Adjoint — Je voulais répondre à Madame Guerra sur la guinguette qui s'appelle La Cambuse. Je vous avais déjà répondu en commission « culture », puisque vous aviez déjà évoqué ces problèmes de nuisances et d'insécurité autour du centre commercial du Châtelet. Je

III - 53

vous avais répondu précisément. Je vous invite à venir me voir, je suis tout de même l'adjoint de quartier de Nantes Sud, pour que nous en discutions ensemble. Nous avons organisé une réunion avec la police nationale, les services de tranquillité et de proximité pour rencontrer les associations de Pirmil et les riverains de Pirmil afin d'échanger. D'ailleurs, un comité de quartier va être créé au mois de septembre et une déambulation pour sortir de cette sensation d'insécurité avec les habitants va bientôt être faite.

Ensuite, moi, je suis persuadé qu'il faut occuper l'espace public pour faire reculer les dealers. Le centre commercial du Châtelet est un lieu que l'on va dire abandonné, où les commerçants sont partis, petit à petit, parce que c'est un centre commercial qui n'a pas réellement fonctionné. Mais c'est justement parce qu'il est vide que les dealers ont pris cet espace. La nature a horreur du vide, vous le savez. Et je pense que justement, installer une guinguette non loin, ce n'est pas que cela, l'idée de la guinguette, bien sûr, mais cela influe aussi sur le fait que les dealers, actuellement, sont moins présents l'après-midi.

Je vous invite à me rencontrer pour que nous en discutions.

Mme la MAIRE – Merci. Mounir Belhamiti, puis Madame Guerra.

M. BELHAMITI, Conseiller municipal — Merci, Madame la Maire. Je commençais à m'impatienter. La saison 1 a évidemment été une réussite, nous l'avons vu, et nous soutiendrons bien évidemment la saison 2 de ces nouveaux lieux à réinventer, avec tout de même un bémol et une alerte, un point d'attention que nous souhaitons vous soumettre. En effet, nous sommes interpellés par les porteurs de ces lieux qui nous disent avoir quand même des charges importantes d'entretien de ces lieux qu'ils ont en gestion. Il faudrait donc peut-être questionner la pérennité de ces lieux, les « modèles économiques », entre guillemets, associatifs ou non, collectifs de citoyens, justement pour pérenniser ces dispositifs, qui sont souhaitables pour notre ville et assurer ainsi un étalement dans le temps qui soit serein pour tous.

Permettez-nous juste un petit clin d'œil sur le choix de ces nouveaux lieux, puisque l'un de vos élus majoritaires avait souhaité, lors de la saison passée, lors du mandat précédent, que le stade de la Beaujoire figure comme un lieu à réinventer. Nous sommes agréablement surpris qu'il n'y figure pas, évidemment, et nous aurons l'occasion d'en débattre en conseil métropolitain. Mais c'est un clin d'œil que nous souhaitions faire à notre collègue, qui s'est évidemment reconnu.

Plus sérieusement, vous questionnez sur l'ambition d'un lieu que nous aurions aimé voir dans ces lieux à réinventer, en l'occurrence, le château de la Gaudinière, qui nous semble être un lieu remarquable de notre ville, en l'occurrence, dans le quartier Breil Barberie, et qui ne figure toujours pas dans un projet quelconque. En tout cas, nous n'avons pas connaissance de projet de la Ville sur ce lieu. Est-ce qu'il figurera dans la saison 3 ? Est-ce que vous avez un projet spécifique sur ce lieu remarquable ? En tout cas, nous souhaiterions nous associer aux réflexions en la matière, et vous pourrez évidemment nous solliciter pour cela.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Je vois que Monsieur Belhamiti se souvient avec plaisir de certains moments partagés dans cette majorité avant qu'il ne change d'équipe. Je m'en réjouis pour lui. Nous en avons quelques-uns aussi, mon cher Mounir.

Anne-Sophie Guerra.

Mme GUERRA, Conseillère municipale — Madame le Maire. Simplement, évidemment que je vais prendre rendez-vous avec Monsieur Boutin pour que nous puissions aller sur le terrain et voir particulièrement ce sujet. Je voudrais juste dire que le centre commercial de Pirmil, au départ, c'était un vrai succès. Cela fonctionnait bien. Toutes les cellules commerciales étaient utilisées et les commerces fonctionnaient bien. Mais cela a commencé à tomber en désuétude à

III – 54

partir du moment où l'insécurité est arrivée. Et cela ne fait pas deux ans, cela ne fait pas trois ans. Cela fait longtemps. Cela fait longtemps que cela dégénère. Mais je ne sais pas, on attend certainement que ce soit complètement... Je ne trouve même pas le mot, mais on attend que la situation soit tellement dégénérée que finalement, on en arrive à être obligé de tout fermer. C'est cela qui est dramatique et c'est là-dessus que je pointe, et c'est là-dessus que je dis que vous ne faites pas le travail, que vous ne faites pas le job.

Mme la MAIRE — Merci. Juste trois choses avant de redonner la parole à Bassem Asseh. Je pense que nous gagnerions, pour celles et ceux qui essaient de suivre nos débats, à éviter de tout mélanger. Je vous propose donc que nous évitions de mélanger les lieux à réinventer, la stratégie économique et commerciale de cette Ville, les enjeux de sécurité et notamment, la lutte contre le deal et la reconquête de l'espace public.

Est-ce qu'il y a un enjeu de lutte contre le deal et de reconquête sur l'espace public, y compris sur ce lieu ? La réponse est oui. Est-ce qu'il y a un enjeu de revitalisation, de questionnement, d'engagement sur la stratégie économique et commerciale sur ce lieu ? La réponse est oui. Est-ce que nous pensons que les lieux à réinventer vont répondre aux deux questions précédentes ? La réponse est non. Bassem Asseh.

M. ASSEH, Adjoint – Merci, Madame la Maire, merci, chers collègues, pour vos commentaires et questions. Peut-être quelques points sur les choix des lieux, pour vous dire qu'en fait, le choix des lieux est notamment fonction de la disponibilité du lieu, que ce soit une disponibilité immédiate ou que ce soit une disponibilité anticipée, de la date de début de la disponibilité, mais aussi de la durée de la disponibilité puisque selon les projets qui seront proposés, six mois, parfois, ne suffiront pas. Il faudra que nous nous assurions que la disponibilité des lieux est bien prévue sur plusieurs années, sachant que tous ces projets sont en principe provisoires, avec une date de début et une date de fin, qui n'est pas décidée, mais qui est visible.

En ce qui concerne le château de la Gaudinière, je ne peux pas vous dire s'il sera sur la liste d'une prochaine édition parce que je ne peux pas vous dire s'il y aura une prochaine édition. Ce qu'il faut garder à l'esprit, tous autant que nous sommes, et je vois bien la motivation que vous avez tous à participer à tout cela, c'est que cela reste une initiative citoyenne. C'est-à-dire qu'en fait, le choix des lieux, c'est simplement leur disponibilité ou non, mais ensuite, le fait d'aller visiter ces lieux et de dire : voilà ce que ce lieu m'inspire ; le fait de dire : ce lieu m'inspire quelque chose et je suis tellement motivé et cela m'inspire tellement que je vais monter un collectif pour venir occuper ce lieu, en faire quelque chose d'intéressant et d'utile, dans une logique d'intérêt général, cela demande beaucoup d'efforts, beaucoup de travail. C'est donc réellement une dimension d'initiative citoyenne.

Ensuite, le vote en tant que tel, la décision en tant que telle, est aussi une décision citoyenne, puisque nous demandons aux Nantaises et aux Nantais qui se sont intéressés au sujet de venir voter. Et la dernière fois, ils étaient 7 000 à voter sur les quinze lieux. Donc quasiment de bout en bout, nous sommes dans une logique citoyenne, avec évidemment des contrôles techniques pour nous assurer que le projet qui est porté est faisable dans le lieu qui est visé. Ce n'est pas toujours le cas. C'est aussi pour cela qu'il y a une instruction technique qui est faite, un cahier des charges qui est proposé en amont, de manière à ce que les choses soient dites de la façon la plus claire possible, avec toutes les contraintes que l'on connaît, aux porteurs de projets, pour qu'il n'y ait pas de déception et que tout cela soit fait de manière transparente.

S'agissant de la difficulté, dans certaines situations, et des charges importantes qui peuvent être mises en avant par les porteurs de projet, là aussi, nous apprenons au fur et à mesure que nous avançons. Il y a une forme de transparence dès le départ qui a été dite : il ne s'agit pas, pour la collectivité, de financer l'ensemble de ces lieux, évidemment. Il s'agissait, pour les porteurs de projet, d'imaginer un modèle économique qui soit à peu près viable, parfois dans une logique de consommation, parfois dans une logique de quelque chose qui s'appuie sur d'autres subventions qui viennent d'autres échelons. Donc là aussi, le modèle économique, nous les accompagnons

III - 55

pour le construire, mais ils en ont la charge. Ce n'est pas la collectivité, ce ne sont pas les élus ni les services techniques qui décident à la place des porteurs de projet.

Enfin, pour conclure, un point important : l'Ouest en général et notre ville en particulier sont connus pour leur dynamisme associatif. Je pense que ces lieux sont aussi l'occasion de créer de nouvelles associations, de faire en sorte que des collectifs nouveaux s'organisent, se structurent et deviennent des associations dynamiques et utiles à l'intérêt général. Je pense que parmi les avantages de cette façon de procéder, il y a à la fois le fait d'inverser le modèle, et ce ne sont plus nécessairement la collectivité, les services, les élus qui décident quoi faire de certains lieux, mais plutôt les citoyens, et tant mieux, parce que cela permet de conforter le dynamisme associatif et donc, la cohésion sociale de notre ville.

Merci, Madame la Maire.

Mme la MAIRE – Merci. Chers collègues, je vous invite à voter sur cette délibération.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 57 voix pour et 9 abstentions.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 15, intitulé :

Projet éducatif de territoire - Approbation

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Madame la Maire, chers collègues, je suis vraiment ravie de vous présenter aujourd'hui le projet éducatif de territoire tel qu'il a été revisité, réexaminé non seulement à l'aune de nos orientations de mandat, mais également à l'aune de la crise sanitaire que nous avons traversée. Je souhaitais avant toute chose remercier l'ensemble des services et l'ensemble des collègues qui ont contribué et participé à l'élaboration de ce projet éducatif de territoire, d'autant plus que cette année, on le sait, a été particulièrement éprouvante, notamment pour la direction de l'éducation, mais aussi pour l'ensemble des autres directions de notre collectivité. Je tenais vraiment à les en remercier et à les féliciter pour ce travail.

Notre projet éducatif de territoire s'inscrit bien sûr dans un ensemble de valeurs républicaines, la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité, le respect, pour que chaque enfant puisse apprendre, grandir, s'épanouir, s'exprimer et s'ouvrir aux autres dans de bonnes conditions. C'est un projet de territoire mené avec l'ensemble des acteurs éducatifs, mais c'est aussi une convention partenariale, dont le principe est issu de la « loi de refondation pour l'école de la République » de 2013, qui sera signée entre la Ville de Nantes, la direction académique et la Caisse d'allocations familiales.

Pour la première fois, en 2014, ce projet éducatif a été rédigé et élaboré, sur la durée du dernier mandat 2014-2020, sur la base d'un travail collaboratif important qui avait été fait autour de la charte de la réussite éducative. Cette dynamique reste vraiment à la base de notre réflexion.

Les inflexions que nous apportons par rapport au projet éducatif tel qu'il était déjà en vigueur au cours du dernier mandat sont les suivantes :

- tout d'abord, garder en ligne de mire la lutte contre les inégalités. Cela reste au cœur de l'ensemble de nos actions ;
- renforcer notre ambition sur la question de la santé globale et des conditions de vie de l'enfant. On sait que ces deux enjeux sont bien souvent liés : précarité et santé sont souvent des enjeux qui résonnent et sur lesquels il faut travailler de manière conjointe ;
- enfin, formaliser une approche et compléter une approche autour de la citoyenneté des enfants, de l'éducation à la citoyenneté, et sur la façon d'accompagner au mieux les transitions écologiques, numériques, l'ambition de ville non sexiste que nous souhaitons pour notre ville et la façon d'accompagner l'éducation des enfants sur ces domaines.

III - 56

Cette élaboration du projet éducatif de territoire a été faite également en lien avec les représentants des parents d'élèves, les enseignants et les associations qui interviennent pendant le temps scolaire, périscolaire et extrascolaire. En particulier les deux grands leviers d'action de la Ville que sont l'ACCOORD, pour les centres de loisirs, et Léo Lagrange, pour le périscolaire, ont été étroitement associés aux réflexions. Nous avons intégré également dans ce projet éducatif de territoire l'ambition que nous portons avec et aux côtés de l'Unicef pour être « ville amie des enfants ». Les recommandations « ville amie des enfants » que je vous présenterai dans la prochaine délibération sont donc pleinement intégrées dans ce projet éducatif de territoire.

Je ne vais pas reprendre l'ensemble des axes, l'ensemble des sous-objectifs et l'ensemble des questions, mais je vais essayer tout de même de vous dresser un panorama pour que vous puissiez prendre la mesure de l'ensemble des actions qui sont menées dans cette ville et que nous souhaitons poursuivre, voire accentuer, pour la réussite de chaque enfant.

Tout d'abord, il s'agit de la réduction des inégalités sociales. Je vous le disais tout à l'heure, 30 % des enfants nantais vivent aujourd'hui dans des familles sous le seuil de pauvreté. On peut constater, et dans le *Nantoscope* de 2018, nous avions quelques chiffres à ce sujet, qu'à 17 ans, il y a à peu près 5 % des élèves qui ne sont plus scolarisés, en moyenne, et que dans un quartier prioritaire, on est à 20 %. On voit bien là que nous avons une action à poursuivre toujours et encore dans nos quartiers prioritaires et dans les écoles de REP et REP+ pour participer à la bonne scolarisation et à la réussite éducative de tous les enfants.

Le premier sous-objectif, lutter contre le non-recours, rejoint une recommandation de la « ville amie des enfants » sur la question de l'accès à l'école des enfants en grande pauvreté. Deux exemples sur cette lutte contre le non-recours : les actions d'« aller vers » que propose Léo Lagrange dans les animations périscolaires, c'est-à-dire comment l'on va chercher les familles, les enfants qui ne participent pas au périscolaire, pour leur faire découvrir le service et qu'ils puissent ensuite entrer dans le droit commun. Sur la question des vacances, l'ACCOORD mène un peu le même type d'actions d'« aller vers » avec MultiSpots, par exemple, que nous avons déployé l'été dernier. Je ne détaille pas l'ensemble des exemples. Je vous laisse les lire et vous pourrez en prendre connaissance. Vous en avez d'ailleurs sans doute pris connaissance dans le document qui est joint à la délibération.

Le deuxième objectif est de favoriser la connaissance de soi et du monde en ouvrant le champ des possibles. Cela concerne bien sûr la culture, le sport, le numérique, l'éducation à l'environnement. Cela rejoint l'un des groupes de travail que nous avons mis en place dans le cadre de ce PEDT sur l'accès et l'éducation au numérique et en particulier, l'action que nous avons menée initialement dans le cadre de la cité éducative du Grand Bellevue, mais que nous déployons sur l'ensemble des écoles REP et REP+, autour de l'accès au numérique pour les enfants et les familles qui n'y ont pas accès, en mettant en prêt des ordinateurs, avec un ensemble d'actions de médiation, également, pour que les enfants et les familles puissent s'approprier les outils numériques qui sont indispensables à leur parcours éducatif. Je voulais citer également l'ouverture dès la petite enfance à l'éveil artistique et culturel, avec des projets de spectacles dans les multi-accueils ou encore autour du livre, dans les médiathèques.

Le troisième objectif est d'accompagner l'enfant et l'adolescent en situation de handicap tout au long de son parcours sur l'ensemble des temps. Avec ma collègue Marie-Annick Benâtre, nous sommes en lien pour travailler et creuser cette question. Je voulais vous dire, à ce sujet, que nous avions, sur le temps scolaire, bien sûr, les unités d'enseignement externalisées, mais également, sur le temps scolaire, une sensibilisation avec un chargé de mission « inclusion », qui permet de sensibiliser et de former les animateurs périscolaires, également un plan d'action très volontariste de l'ACCOORD sur ces questions-là et enfin, un accueil traditionnellement prioritaire des enfants en situation de handicap dans les multi-accueils de notre ville.

III - 57

Le quatrième objectif est d'agir en complémentarité pour soutenir les apprentissages. Cela se fait en travaillant sur le temps périscolaire du soir, où nous mettons en place des temps éducatifs de qualité, de 16 h 30 à 17 h 30, et en favorisant aussi la place des parents à l'école pour leur permettre, pourquoi pas, d'assister au volet d'accompagnement à la scolarité, que nous plaçons dorénavant après 17 h 30, et également, tous les temps d'accompagnement à la scolarité qui sont animés par de nombreux intervenants, notamment l'ACCOORD, mais aussi de nombreuses autres associations, qui sont des intervenants formés par la CAF.

Le cinquième objectif est d'accompagner le jeune enfant, l'enfant et l'adolescent dans les transitions : transition vers la maternelle quand on vient de la petite enfance, et en route vers la sixième, avec un ensemble d'actions dans le cadre du programme de réussite éducative.

Enfin, sur ce premier axe, le dernier objectif est autour de la cité éducative du Grand Bellevue, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler au sein de ce Conseil.

Le deuxième grand axe, qui, pour moi, est très important, et qui répond aussi à la question de la lutte contre les inégalités sociales, est d'agir sur les conditions de vie et la santé globale de l'enfant. L'Observatoire de protection de l'enfance du département place dans les déterminants de santé la richesse du réseau social et l'accès à la culture et à l'éducation. On voit bien à quel point santé et précarités sont liées.

Si l'on prend notre premier objectif, favoriser la santé des enfants de la petite enfance au collège par la prévention et la promotion de l'activité physique, je veux simplement vous dire qu'en 40 ans, la capacité des enfants a diminué de 25 % du fait de la sédentarité, essentiellement, la plus grande sédentarité, et également, de l'usage des écrans peut-être un peu plus important qu'auparavant. Pour l'OMS, la recommandation de l'OMS, c'est une heure d'activité physique pour les enfants. 80 % des enfants, aujourd'hui, sont en dessous de cette recommandation. Autant dire que la prévention et la promotion de l'activité physique, c'est d'une importance capitale pour l'éducation et pour le bon développement de nos enfants. Cet objectif se traduit bien sûr à travers toutes les actions menées par l'animation sportive municipale et on le retrouve également dans la recommandation « ville amie des enfants » et autour du « manger, bouger », puisque manger sain, c'est bien, mais que si l'on ne bouge pas derrière, on n'assimile pas les aliments. D'où l'importance de ce premier axe.

Le deuxième objectif, et tous les objectifs sont très importants, à mes yeux, est d'agir pour l'accès et l'éducation à une alimentation saine et responsable et de limiter l'exposition à la pollution. On retrouve également la recommandation « ville amie des enfants » sur la nutrition : considérer la nutrition comme facteur déterminant de développement des enfants et des adolescents. Nous travaillons cela à travers des actions d'éducation à l'alimentation dans les écoles, mais à travers toute l'action que nous menons avec le service municipal de restauration et sur la pause méridienne, à travers le temps du repas, et également sur la question de la santé, sur la question des contenants et de la sortie du plastique, que ce soit dans les crèches, avec la mise en place et le retour des biberons en verre, ou à travers le travail conséquent qui a démarré sur le passage à l'inox dans toute la chaîne de production de notre service municipal de restauration.

Le troisième objectif est d'agir en faveur de la santé mentale des adolescents, des jeunes et de leur famille, et de prévenir les conduites addictives. Nous agissons sur cet élément-là en soutenant par exemple l'intervention d'associations dans les collèges et lycées ou en soutenant fortement la Maison des adolescents, autre exemple de partenaire important dans ce champ.

Le quatrième objectif est de soutenir la parentalité, notamment aux âges charnières. Nous en parlions tout à l'heure à propos de Citad'elles. Il s'agit là de développer les actions avec les parents au plus près, avec des cafés des parents aux sorties d'école ou dans les multi-accueils. Soutenir des associations comme l'École des parents ou les lieux d'accueils enfants parents,

III - 58

c'est essentiel pour permettre aux enfants de grandir dans un espace et dans un environnement affectif les plus sécurisants possible.

C'est l'objet de notre cinquième objectif : des liens éducatifs sécurisants. Je pourrais donner comme exemple la charte d'accueil de l'enfant et de sa famille à l'école maternelle. Nous travaillons avec l'ensemble des intervenants en école maternelle sur la mise en place de postures éducatives partagées pour le bien-être des enfants et pour que chacun ait bien en tête son rôle auprès des jeunes enfants, avec un certain nombre de formations interprofessionnelles sur ces thématiques.

Le sixième objectif est de lutter contre les violences faites aux enfants et aux jeunes et de prévenir les incivilités, avec un ensemble d'actions pour favoriser la prise de parole, favoriser les échanges, favoriser la capacité à prendre la parole et également, sensibiliser les professionnels aux procédures de remontée d'information pour coordonner l'intervention en cas de faits de violence avérés.

Le septième objectif consiste à développer le rapport à la nature. Nous l'avons tous ressenti plus ou moins lors de ces différentes périodes de confinement, la nature est un facteur d'équilibre important pour les êtres humains et pour les enfants en particulier. Nous avons la chance, à Nantes, de pouvoir nous appuyer, déjà, sur un ensemble de parcs et jardins important et, avec notre partenaire l'ACCOORD, sur les sites au grand air, qui permettent aux enfants de partir à la nature, tout près de la ville, mais en étant vraiment en lien avec les éléments naturels. Nous souhaitons bien sûr poursuivre, continuer ces actions, et développer des parcours, que ce soit avec le Séquoia, notre service en charge de l'éducation à l'environnement et au développement durable, ou en travaillant sur la transformation de nos cours de crèches et cours d'école, en apportant entre autres un aspect de végétalisation renforcée dans ces cours.

Sur les conditions de vie, nous agissons bien sûr à travers l'ambitieux schéma directeur des écoles, puisque nous travaillons là sur les conditions de vie pendant le temps scolaire, le temps extrascolaire et le temps périscolaire pour tous les enfants : nombre de mètres carrés dans les salles, nombre de mètres carrés dans la cour, mais également isolation des bâtiments et travail sur la chaleur urbaine et sur la façon de lutter contre cela.

Enfin, il s'agit d'adapter l'environnement urbain aux besoins et pratiques des enfants et des adolescents en travaillant par exemple sur les parcours pour aller à l'école, des parcours sécurisés pour aller à l'école ou au collège en mode actif.

Le troisième axe de notre projet éducatif de territoire est de développer les compétences clés pour les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Il s'agit d'accompagner les enfants et les jeunes à bien grandir, dans un monde qui se transforme de plus en plus vite. C'est devenu vraiment un enjeu stratégique pour nous. Huit objectifs composent cet axe :

- connaître ses droits, ses devoirs et promouvoir les droits des enfants. Pour cela, nous nous appuyons sur les fédérations d'éducation populaire, qui sont souvent en avance sur ce type de dossiers et qui donnent volontiers la parole aux enfants, qui nous interpellent sur ce sujet assez régulièrement;
- former à être des citoyens actifs en développant le pouvoir d'agir et la participation à tous les âges. Cela rejoint une recommandation « ville amie des enfants », où nous nous sommes engagés à réfléchir à la façon de faire vivre des espaces formels et informels de consultation et d'expression pour tous les enfants et les jeunes. Cela rejoint également le travail qui va être mené autour d'une « convention jeunesse » par ma collègue Pauline Langlois et également, l'ensemble des actions que nous souhaitons mener dans les cours d'école, mais pas uniquement, pour donner la parole aux enfants et leur permettre d'agir sur leur environnement proche ;
- former à la coopération et au partage. Je donne l'exemple des chantiers ados, avec les Scop, pendant les vacances, qui permettent aux adolescents de construire des projets ensemble ;

III - 59

- favoriser la mixité et l'égalité filles/garçons et le droit à la différence. Nous rejoignons là également une recommandation « ville amie des enfants », qui est d'œuvrer pour que les filles aient les mêmes accès aux loisirs que les garçons. Mais je crois que cet objectif-là passe également par la manière dont nous allons investir les espaces extérieurs pour les enfants et les jeunes et dont nous allons être en capacité de former aux stéréotypes de genre l'ensemble des professionnels en lien avec les enfants, en particulier les animateurs et animatrices périscolaires et extrascolaires;
- développer des actions d'éducation à la transition écologique. Nous l'avons vu tout à l'heure sur les cours de crèches et cours d'écoles, nous avons un ensemble d'acteurs qui agissent déjà. Je pense au service nature et jardin, à Séquoia, à Écopôle, qui coordonnent vraiment un ensemble d'acteurs sur ces sujets et qui interviennent sur le temps scolaire. Nous souhaitons vraiment renforcer cet axe-là et aller vers la construction d'un parcours « passeport nature » ;
- développer les conditions et l'autonomie dans les déplacements. Je l'ai évoqué tout à l'heure autour du « bouger, manger » et autour de l'importance des modes actifs dans les déplacements pour les enfants. Il s'agit de les rendre capables de se déplacer à pied et à vélo dans la ville. Pour cela, nous nous appuyons également sur Léo Lagrange, au niveau du périscolaire, qui expérimente des sorties vélo, mais également sur la piste de sécurité routière de la Beaujoire;
- développer l'analyse critique, l'éducation aux médias et l'éducation au numérique. C'est un axe qui nous tient particulièrement à cœur, qui est fortement ressorti dans le cadre de la convention citoyenne sur la question de savoir comment nous sommes en capacité d'analyser l'information qui arrive jusqu'à nos oreilles et à nos yeux. Cette capacité-là se développe dès l'enfance, en ayant déjà accès au numérique pour être en mesure de décrypter les informations et en pratiquant le débat. Là aussi, nous nous appuyons fortement sur ce qui est mené pendant les temps périscolaires et extrascolaires;
- enfin, favoriser la découverte des métiers. Je pense que vous connaissez tous le forum « Place Ô gestes » et l'action que nous souhaitons renforcer en ce qui concerne l'accès aux stages.

Voilà, le plus rapidement possible, et je sais que c'est un peu long, mais vous voyez bien l'étendue de l'éventail des actions et des thématiques sur lesquelles la Ville est en capacité d'agir pour assurer une éducation de qualité pour toutes et tous. C'est bien avec un rôle de coordination et de fédération que la Ville se place pour accompagner l'ensemble des acteurs qui interviennent dans ce champ, que ce soient des acteurs importants comme Léo Lagrange ou l'ACCOORD, ou l'ensemble des associations qui interviennent, et elles sont nombreuses dans le champ éducatif.

Pour terminer, je propose de vous donner les prochaines étapes. Il s'agit bien sûr de poursuivre les groupes de travail que nous avons démarrés sur la question de la posture éducative en maternelle, la question du numérique ou des cours de crèches et des cours d'école. Nous souhaitons mettre en place également une démarche d'évaluation pour convenir, avec nos partenaires, l'Éducation nationale, la CAF, mais également les fédérations d'éducation populaire, à partir de quels critères nous pourrions évaluer notre projet éducatif de territoire et construire un laboratoire d'initiatives pédagogiques afin d'être toujours à l'affût d'innovations et de continuer à progresser sur notre approche éducative. Nous avons également quelques sujets d'approfondissement autour de l'école nature et du passeport nature, ce sont des sujets que nous devons continuer à renforcer, autour de la lutte contre les violences faites aux enfants et aux jeunes, qui est un sujet que nous avons vraiment identifié comme étant à investir pour nous mettre de manière partenariale autour de ce sujet-là, et autour de la question des expressions et des participations des enfants et des jeunes.

Ce PEDT ne reste pas un document à mettre dans un tiroir, bien sûr. Il se décline sur les territoires à travers les comités éducatifs de quartier, qui vont croiser les enjeux de chaque

III - 60

territoire avec les enjeux du PEDT afin que ce PEDT puisse vraiment continuer et se poursuivre en actions concrètes pour chaque enfant de notre territoire.

Vous le voyez, notre ville est riche de ses nombreux acteurs éducatifs. Notre rôle est vraiment de les soutenir, de coordonner, de fédérer autour d'un projet commun. C'est ce que nous vous proposons en adoptant ce projet éducatif de territoire. Nous vous demandons également d'adopter la convention partenariale avec le préfet de Loire-Atlantique, la direction académique et la direction de la Caisse d'allocations familiales.

Mme la MAIRE - Merci. Julien Bainvel.

M. BAINVEL, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. C'est un document qui est très complet. Ghislaine Rodriguez l'a présenté dans un détail tout relatif, mais en entrant tout de même dans le détail, avec ses trois objectifs et ses 23 sous-objectifs. Et c'est vrai que tout de même, au final, on reste sur beaucoup de principes, de bonnes intentions qui, quand on les confronte à la réalité de ce que vivent les familles nantaises aujourd'hui, nous paraît un peu, voire beaucoup en décalage. J'ai entendu plusieurs éléments.

Je ne vais pas revenir sur tous, mais on voit bien que dans cette période, nous avons eu une augmentation très forte des violences intrafamiliales, une augmentation du nombre d'informations préoccupantes et derrière, une défaillance des services départementaux à mettre ces enfants en sécurité.

Lorsque j'entends qu'il faut développer et faire en sorte que nos élèves, dans nos écoles publiques, puissent bénéficier d'une alimentation saine, je crois que personne ne peut être contre. La réalité, c'est que cette année, nos petits Nantais n'ont jamais autant pique-niqué ni mangé de raviolis que les années précédentes. La réalité des enfants nantais et des familles nantaises, cette année et l'année dernière, c'est cela.

Lorsque j'entends qu'il faut essayer de lutter contre les écrans, là encore, je crois que nous sommes sur des principes et des bonnes intentions, mais que concrètement, il y a très peu d'actions concrètes menées dans nos écoles sur le temps périscolaire pour expliquer les ravages, les ravages des écrans sur le comportement et sur la capacité d'apprentissage de nos enfants.

Lorsque j'entends tout le travail que vous voulez mener, en lien avec la dernière campagne municipale, sur la question de l'aménagement des cours et que je vois qu'un certain nombre d'écoles font des propositions auxquelles vous ne répondez même pas, je me dis que là encore, il y a du décalage.

Lorsque je vois que dans ce document, à aucun moment il n'est question de l'aide aux devoirs, qui paraît tout de même être une des missions essentielles qui pourraient être confiées à Léo Lagrange dans le cadre de l'accueil du soir, parce que pour un certain nombre de familles, lorsque l'on veut lutter contre les inégalités d'apprentissage, il me semble que l'aide aux devoirs est un élément extrêmement important, quand les familles vont récupérer leur enfant à 18 h 30 et qu'il faut, à la maison, lorsque l'on n'a pas tous les outils, réussir accompagner son enfant.

La réalité, c'est que nous avons aujourd'hui une défaillance. Une défaillance de l'opérateur qui a été retenu, qui s'appelle Léo Lagrange, pour lequel, dans la délibération n° 42, vous allez nous demander de verser 17,73 M€, c'est-à-dire, grosso modo, 5 M€ de plus que pour l'opérateur précédent. 5 M€ d'euros de plus alors que la réalité, c'est que les animateurs ne sont pas plus formés qu'avant, que les inégalités sociales, dans nos écoles nantaises, n'ont pas diminué, et que l'accompagnement qui est délivré et le service qui est rendu aux familles ne sont absolument pas à la hauteur.

Alors les bonnes intentions, c'est très bien, mais à un moment donné, nous, nous voulons des actes, nous voulons du concret, nous voulons des actions pour améliorer la situation de nos enfants dans les écoles et pour libérer les familles qui, depuis quasiment deux ans, sont

III -61

confrontées toutes les semaines, plusieurs fois par semaine, le matin, midi et le soir, à des grèves.

Pour toutes ces raisons, nous ne voterons pas ce dossier.

Mme la MAIRE – Merci. Pauline Langlois.

Mme LANGLOIS, Adjointe — Madame la Maire, chers collègues, le projet éducatif de territoire est un dispositif de travail mis en œuvre avec les parents, les enfants et les jeunes, en lien avec l'ensemble des acteurs éducatifs, dans le cadre de la politique éducative de la Ville. Nous saluons ce projet, dont la pluralité des acteurs et la diversité des thématiques concernées permettent de prendre en compte les enfants d'un territoire dans leur globalité. Ainsi, l'ensemble des mesures rendent possible un suivi de l'enfant, de sa prime jeunesse jusqu'à sa majorité, avec la volonté de n'oublier personne : enfants du voyage ou en situation de handicap, allophones, décrocheurs scolaires, en grande précarité, victimes de violences diverses, d'exclusion, etc.

L'approche globale propose un nombre important de mesures, rassemblées selon trois axes : réduction des inégalités sociales, action sur la santé et les conditions de vie des enfants et développement des compétences clés pour les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Elle montre à quel point tout est lié. En effet, c'est en améliorant le quotidien de chaque enfant, de chaque jeune, qu'il sera possible d'agir sur la santé de la population, ainsi que sur le désir de citoyenneté et de prise de responsabilité de chacun.

A contrario, cette délibération démontre à quel point la précarité d'un nombre trop important de Nantaises et de Nantais porte en elle les germes d'une véritable relégation sociale, avec des conséquences de tous ordres, notamment sanitaires.

Ainsi, la mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures qui portent, entre autres, sur l'alimentation aussi bien que sur la créativité artistique de nos jeunes, sur la mixité dans le sport comme dans les cours de récréation, sur l'éducation aux médias comme sur la santé mentale, devrait pouvoir réduire les fractures sociales engendrées par notre société. Les échanges nourris avec les acteurs représentant la communauté éducative sont un gage de fiabilité que nous approuvons et que nous saluons.

J'en profite pour resaluer Ghislaine pour tout le travail qu'elle a mené pour ce projet.

Le groupe « gauche commune » votera donc forcément cette délibération, sans surprise.

Merci de votre attention.

Mme la MAIRE - Merci. Julie Laernoes.

Mme LAERNOES, Adjointe — Madame la Maire, mes chers collègues, je voudrais prendre quelques instants pour m'arrêter sur cette délibération, qui est assez majeure et constitutive des engagements forts que nous avons pris avec cette nouvelle équipe pour ce nouveau mandat et qui se retrouvent là, pas uniquement traduits en intention, Monsieur Bainvel, mais bien en actes concrets, réels, qui préparent l'avenir et qui, dans un moment où l'éducation a été particulièrement bousculée, dans un moment où le corps enseignant a été particulièrement bousculé, dans un moment où nos enfants et nos agents municipaux ont été particulièrement bousculés, on ne peut pas se baser et dire les inexactitudes que vous avez données.

L'éducation est un droit. Dans les droits de l'enfant, il y a le droit à l'éducation. C'est vrai que cela a été perturbé par la crise du Covid et l'État, là, n'a pas mesuré non plus les engagements et n'a pas pris les dispositifs. Vous parlez du périscolaire qui a pu être perturbé. Moi, je voudrais dire aussi que l'État n'a pas pris ses dispositions et que de nombreuses classes se sont trouvées sans enseignants faute de remplaçants et faute de formations pour les enseignants en formation.

III - 62

Sur ce plan éducatif de territoire, je souhaite intervenir sur plusieurs axes, parce que je ne souhaiterais pas paraphraser la présentation, qui a été absolument exhaustive. Le travail a été mené dans les conditions que l'on connaît, mais de manière exemplaire, en prenant soin d'associer le maximum de personnes. Trois axes majeurs me semblent importants à souligner.

Premièrement, la lutte contre les inégalités, Ghislaine l'a exposé, qui reste au cœur, avec un axe renforcé sur la santé globale et la précarité. Un engagement fort que nous avions pris notamment sur l'alimentation dans les cantines parce qu'en effet, nous l'avons vu particulièrement à l'aune de la crise sanitaire, il y a des familles qui dépendent bien de la cantine et de la restauration scolaire pour pouvoir se nourrir et boucler la fin du mois. C'est donc un engagement fort et important que cette alimentation soit non seulement saine et de qualité, mais aussi équilibrée. C'est la raison pour laquelle un des engagements se retrouve directement retranscrit – ce sont des actes, là aussi –, c'est le passage à l'inox. Et d'ici à la fin de l'année, nous passerons de 22 à 30 % de bio et de label de qualité. Ce sont, là aussi, des choses qui sont très concrètes. Le bio, c'est pour tout le monde et pas uniquement pour une population qui serait privilégiée. Et c'est là aussi inscrit dans le PEDT.

Ensuite, sur l'école nature, il y a de nombreux engagements. Si vous avez lu le rapport du GIEC, vous avez vu aujourd'hui que les températures et les conséquences du réchauffement climatique sont cataclysmiques : 40° à Seattle ou Portland ou 47,7° en Sibérie, où des gaz vont se libérer du pergélisol et, de fait, avoir des conséquences assez irréversibles. Pourquoi est-ce que je parle de cela ici ? C'est que justement, nous anticipons, à travers l'école nature, à travers la photo qui a été faite des îlots de chaleur et le fait aussi que pour le bien-être, la santé mentale des enfants, le rapprochement avec la nature est non seulement une nécessité pour que nos enfants puissent continuer à jouer dans les cours de récréation, ce qui passe non seulement par les bâtiments, mais aussi par l'apport de nature et de fraîcheur dans les cours d'école, mais aussi tout simplement une obligation que nous avons d'anticiper ces mutations et ces changements, qui sont importants, ainsi le développement des compétences clés pour nos enfants à l'avenir.

Avec cela, il y a aussi l'écomobilité scolaire, qui se déploie pour apaiser la circulation aux abords des écoles. C'était un engagement important, qui fait aussi référence au fait que les enfants ne bougent pas assez. Là aussi, ce sont des choses majeures que nous y avons inscrites.

Enfin, sur l'animation, Monsieur Bainvel, ce sont des choses qui sont actées, inscrites, que nous étendons, mais qui sont déjà opérationnelles, notamment le parcours avec Séquoia, mais Écopôle, qui anime cinq ateliers sur la biodiversité, les déchets, les mobilités, l'eau ou encore l'énergie. Cela nous semble aussi des compétences clés pour préparer nos enfants à l'avenir.

Enfin, dernier point, la question de l'émancipation, de la participation, des droits des enfants, du recours au droit, d'en faire de vrais citoyens, de les informer. Bien sûr, la question du numérique est absolument clé, et la crise du Covid l'a démontré encore plus. L'impact de trop d'écran sur le comportement et la santé mentale de nos enfants, là aussi, est un axe qui est inscrit. Il y a des organisations et des associations qui y travaillent, qui vont nous accompagner sur ce point en aidant aussi les parents parfois démunis face à cette invasion-là.

Vous le voyez, mes chers collègues, c'est une délibération majeure. Beaucoup de nos engagements s'y retrouvent et ont déjà démarré. Je salue moi aussi l'engagement de Ghislaine Rodriguez et de toutes les équipes, qui ont fait un travail titanesque dans une période qui a été bousculée. Ce qui est sûr, c'est que l'éducation, nous l'avons déjà vu dans notre budget, est une priorité absolue, parce que c'est un ferment absolument essentiel de notre société, et c'est celle-ci qu'il nous faut protéger.

Mme la MAIRE – Merci. Mahaut Bertu.

III - 63

Mme BERTU, Adjointe – Merci. Ghislaine Rodriguez l'a dit, elle a souhaité construire, avec de nombreux collègues, ce projet éducatif de territoire, puisque l'éducation est un sujet transversal, et je l'en remercie, puisque c'était un temps de construction extrêmement riche.

Il y a plusieurs axes, au cœur de ce PEDT, on l'a dit, dont l'égalité. La lutte contre les discriminations, l'accessibilité et l'intégration des enfants qui sont porteurs de handicap, l'égalité entre les filles et les garçons, la lutte contre les stéréotypes de genre, l'apprentissage de la différence, plus généralement, seront des leviers pour que les petits Nantais et les petites Nantaises grandissent bien et dans un cadre égalitaire.

Concrètement, nous travaillons aujourd'hui, avec Ghislaine Rodriguez, avec Hélène Naulin, avec Sandra Jen, avec Marie-Annick Benâtre, à des cours d'école, à des cours de crèches qui soient plus fraîches, plus vertes, où filles et garçons se partagent l'espace équitablement, où les enfants puissent jouer et apprendre ensemble, qu'ils soient porteurs ou non d'un handicap. Je pense que c'est une porte d'entrée qui démontre bien notre cap en matière d'éducation.

Mme la MAIRE – Merci. Foulques Chombart De Lauwe.

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal — Merci, Madame la Maire. Ce rapport est plutôt plein de bonnes intentions. Julien Bainvel a insisté sur le décalage avec les actions. Moi, ce qui me désespère, c'est votre pratique politique. Les faits sont têtus. Vous ne faites pas de choix. Vous ne faites aucun choix. Ici, il y a un sujet de priorité. Qui trop embrasse, mal étreint. Vous évoquez un petit sujet, qui est le sujet des pratiques addictives. Un sujet parmi la cinquantaine de sujets que vous proposez d'attaquer.

Mais sur les pratiques addictives, les faits sont têtus : il y a deux associations qui font cela dans cette ville. L'une a renoncé à vous demander des subventions. La deuxième vous a demandé $1\,500\,$ €, et vous lui donnez royalement $300\,$ € par an, pour intervenir dans les écoles, sensibiliser les enfants, Madame Laernoes, pour leur santé mentale, vous savez, ces sujets sur lesquels vous êtes si ambiguë, y compris le cannabis. Vous savez le nombre de vies qui sont détruites par cela. Vous savez le nombre de jeunes qui décrochent sur ces sujets-là. Eh bien, faites des choix ! Vous ne les faites pas. La réalité, ce sont $300\,$ € pour l'association qui s'appelle Alcool assistance, qui est en train de changer de nom, sur les addictions. $300\,$ € alors qu'elle demande $1\,500\,$ € par an ! La Ville de Rennes leur donne $4\,000\,$ € par an. Ce n'est déjà pas beaucoup. Je pense que nous pouvons faire mieux.

Donc oui, ce sont des déclarations de bonnes intentions, mais les actions ne suivent pas. Et avant d'avoir des cours d'école égalitaires, nous voulons avoir des écoles sécurisées et une ville sécurisée. Or le lien avec le trafic de drogue, je pense que nous n'avons pas besoin d'insister, doit être l'absolue priorité. Merci.

Mme la MAIRE — Bon ! Par quoi commencer ? Juste quelques mots, parce que je ne peux pas laisser passer cette intervention sans réagir. Je laisserai Marlène Collineau compléter, puis Ghislaine Rodriguez répondra globalement.

Monsieur Foulques Chombart De Lauwe, que cela vous plaise ou que cela vous déplaise, il va falloir vous habituer à une chose, c'est qu'à Nantes, nous ne comptons pas choisir entre avoir des cours d'école sécurisées, accompagner nos enfants dans la découverte des activités culturelles et sportives, développer une alimentation bio et équilibrée à destination de tous les enfants, travailler sur l'addiction aux écrans et les effets que cela provoque. Je le dis ici, parce que je viens d'entendre une intervention, excusez-moi de vous le dire, qui n'a ni queue ni tête. Par définition, par définition, dans les textes de loi – ce n'est pas nous qui l'avons inventé! –, un projet éducatif de territoire a une vocation transversale, a une vocation globale.

Ce projet éducatif de territoire, ce n'est pas le projet éducatif de territoire de Ghislaine Rodriguez, qui y a mis tout son engagement, et je veux l'en remercier à nouveau, elle, mais aussi Hélène Naulin, mais aussi Pauline Langlois, mais aussi Mahaut Bertu et toutes celles et

III - 64

tous ceux qui y ont contribué. Ce projet éducatif de territoire, c'est celui de toute une communauté éducative : des associations, des partenaires, des acteurs. Alors oui, dans cette majorité, nous portons une ambition forte sur l'éducation. Oui, c'est un budget majeur de la ville. Et oui, nous comptons aussi nous attaquer aux sujets de demain.

Alors oui, les cours non genrées font partie de nos engagements. Cela peut vous surprendre, cela peut vous paraître anecdotique. Je crois que ça ne l'est pas du tout. Parce que nous avons aujourd'hui une société trop fragmentée, parce que la République souffre tous les jours de ces divisions et parce que ces sujets, c'est à la racine qu'ils demeurent. Alors je ne vous laisserai pas dire, ce matin, que ce PEDT est creux. C'est inexact, c'est faux, c'est mensonger. Il est a minima amateur de le déclarer, au pire, totalement démagogue. Je vous invite à prendre le temps de lire ce travail. Je vous invite à prendre le temps de rencontrer les enseignants qui y ont travaillé. Je vous invite à regarder derrière chaque action quelle ligne budgétaire est engagée. Je vous invite à regarder les évaluations de tous les spécialistes qui travaillent sur ce sujet, et j'espère que cela vous amènera à des positions plus mesurées.

Marlène Collineau, pour répondre à la question précise que vous avez évoquée.

Mme COLLINEAU, Adjointe — Je dois dire que quelque part, j'ai été agréablement surprise que deux hommes, notamment, s'emparent de ce sujet-là, parce que, nous avons pu le regretter entre nous, je le dis, lorsque nous avons préparé le PEDT : malheureusement, c'est encore un sujet qui est plutôt appréhendé par des femmes, et c'est bien dommage. J'ai donc été plutôt contente de voir que Monsieur Bainvel et Monsieur Chombart De Lauwe voulaient évoquer cette discussion avec nous.

Je vous avoue ne pas bien comprendre. Je ne connais pas la situation de l'association en particulier, mais cela étant, la question de la lutte contre les addictions, la question de la place des écrans est traitée en permanence par notre service de santé scolaire. Je rappelle que nous faisons partie de la petite dizaine de villes qui bénéficient d'un service de santé scolaire en interne, avec des médecins, des infirmières scolaires, deux assistantes sociales... Nous sommes même la seule ville à avoir deux assistantes sociales dans cette équipe, qui, justement, sur une entrée pluridisciplinaire, peut embrasser toutes ces questions et qui travaille avec un certain nombre d'associations – il n'y en a pas que deux, dans la ville –, qui travaille aussi avec le CHU.

Je pense à l'Espace Barbara, qui traite des questions des addictions des enfants, des adolescents... Il y a un travail qui est fait au quotidien, dans une année qui a été, je le rappelle, particulièrement éprouvante pour cette équipe, puisque, de fait, elle a dû mener de front la question du suivi des enfants... Monsieur Bainvel évoquait le fait qu'il y avait plus de signalements au procureur de difficultés, de violences intrafamiliales. C'est une réalité. Mais s'il y a eu des signalements, c'est bien aussi que le travail a continué à se faire, dans des conditions qui étaient extrêmement difficiles. Ce suivi a donc continué à être établi.

Et par ailleurs, il y a eu effectivement des équipes qui étaient à lutter sur le front de la lutte contre le Covid. Je trouve qu'au vu de leur engagement, de leur engagement total, des difficultés qui sont les leurs, de ce qui a été aussi la première période de confinement, avec un arrêt de la scolarisation et donc, effectivement, des enfants qui étaient pour partie livrés à euxmêmes, je trouve qu'au contraire, le travail est remarquable, qu'il n'y a pas lieu, évidemment, de le remettre en question de cette manière-là. Je trouve cela extrêmement maladroit. Je me permets de le dire.

Sur le cas spécifique de l'association que vous citez, je pourrai regarder ce qu'il en est, bien sûr, mais en tout cas, sachez qu'il y a plusieurs associations, que nous travaillons avec elles et que, de fait, nous essayons de mener tout de front parce qu'en effet, il n'y a pas de priorité làdedans. Nous ouvrons des chantiers autant que nous le pouvons et moi, je réitère le soutien aux équipes, de ce point de vue là, et évidemment aussi à ma collègue Ghislaine Rodriguez, qui a travaillé sur ce plan, qui est un plan, cela a été dit, qui permet d'embrasser l'ensemble des

III - 65

questions, pas uniquement celle de la santé, et qui, ensuite, se décline par direction. Sachez que je suis très vigilant à la manière dont il s'applique sur les sujets qui me concernent.

Mme la MAIRE — Merci. Laurence Garnier a demandé la parole, je crois, puis ce sera à Ghislaine Rodriguez et ensuite, je vous demanderai de voter, chers collègues.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire. Simplement une remarque de forme. Je trouverais, au bénéfice de tout le monde, dans cette assemblée, et surtout, au bénéfice des Nantais, pour lesquels nous sommes tous ici aujourd'hui, que nous puissions nous parler sereinement sans nous faire traiter d'amateurs. Nous n'avons pas les mêmes avis, Madame la Maire. C'est très bien. C'est la démocratie. Mais nous bossons nos dossiers, nous rencontrons les Nantais et les Nantais nous disent qu'il y a des problèmes. Ils nous disent notamment, et c'est le sens de l'intervention de mon collègue Foulques Chombart De Lauwe, qu'il y a des problèmes de droque dans cette ville. Et vous le savez, Madame la Maire. Je trouve assez préoccupant que dans cet échange autour de l'éducation qui nous préoccupe tous et dans la réponse que vous venez de faire, Madame la Maire, vous passiez complètement à côté de cet enjeu de drogue qui, malheureusement, est un véritable enjeu pour les jeunes, pour les adolescents nantais, pour toute cette jeunesse nantaise. Des enjeux de consommations qui sont réels et aussi, et cela aussi, tout le monde le sait, ici, des enjeux de drogues qui font régulièrement des morts, des fusillades dans beaucoup de nos quartiers nantais. Je crois que cet enjeu-là, il faut le porter. Il faut le porter et il faut dire qu'effectivement, cette question de la droque, aujourd'hui, abîme nos quartiers, abîme notre jeunesse nantaise. Je crois que c'est un débat qui pourrait avoir sa place quand on parle d'éducation à Nantes.

(Applaudissements)

Mme la MAIRE — Merci. Juste un élément factuel, avant de redonner la parole à Ghislaine Rodriguez, pour, en effet, celles et ceux qui suivent nos débats. Je rappelle qu'ici, nous parlons du projet éducatif de territoire et que donc, nous parlons d'enfants à partir de la naissance jusqu'aux collégiens, donc jusqu'à 15 ans. Il me semble donc assez logique que la question de la lutte contre les drogues et que la question des addictions, sujet réel, sujet sérieux, qu'il faut évidemment traiter avec la plus grande attention, ne soit pas le seul sujet du PEDT. Vous en conviendrez. Si je ne prends que les questions de la petite enfance, portées par Hélène Naulin, je crois que pour les enfants de 0 à 3 ans, nous avons beaucoup d'autres choses à dire que ces questions. Donc oui, je redis que ce PEDT est basé volontairement sur une approche transversale, et je vais laisser Ghislaine Rodriguez vous répondre sur cette question.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe — Merci. Comment vous dire ? Je vais vous dire ma tristesse face aux propos que je viens d'entendre. Je suis assez choquée de la position que vous prenez et du vote que vous allez faire sur le projet éducatif de territoire, parce que s'îl y a une chose dont je suis convaincue, c'est que c'est bien ensemble que l'on fait éducation. Donc qu'une partie de notre Conseil tire à boulets rouges, effectivement, sur ces objectifs éducatifs, je trouve cela vraiment attristant.

Monsieur Foulques Chombart De Lauwe, vous dites que ce projet éducatif ne fait aucun choix. Si, Monsieur Foulques Chombart De Lauwe. Il fait le choix de plus d'égalité pour tous les enfants. Il fait le choix de lutter toujours et encore contre les inégalités. Il fait le choix de la protection de nos enfants dans leur santé. Il fait le choix de les préparer au monde dans lequel nous vivons et aux transitions rapides auxquelles nous serons confrontés. Je ne peux donc pas vous laisser dire que ce PEDT ne fait pas de choix.

Ensuite, bien sûr, il n'y a pas d'atelier concernant la drogue dans les écoles. Nous ne favorisons pas ce sujet-là, très sincèrement, dans le cadre du projet éducatif de territoire. Il y a sûrement d'autres lieux pour traiter de ce sujet, mais il n'a pas sa place dans le cadre du projet éducatif

III - 66

de territoire, si ce n'est en termes de prévention et d'information, plutôt au niveau des collégiens, en l'occurrence.

Je me demande vraiment si vous avez lu le document que nous vous avons transmis, en fait, quand vous nous dites qu'îl est creux, que ce ne sont que des objectifs et qu'îl n'y a pas d'actions. Vous sous-entendez donc que le service de santé scolaire, par exemple, comme vient de le dire Marlène Collineau, fait mal son travail ? Que l'animation sportive fait mal son travail ? Que la direction de l'éducation fait mal son travail ? Est-ce cela que vous êtes en train de dire ? C'est tout de même ce que j'entends à travers vos propos. Je ne parle que des services de la Ville, mais je pourrais parler de la Maison des adolescents, des actions menées par l'ACCOORD, des actions menées par Léo Lagrange, et je vais revenir sur le périscolaire. Je pense qu'îl est vraiment irrespectueux de votre part d'aller vers un vote contre. Mais cela vous appartient.

Je reviens quelques instants quand même sur le contrat qui nous lie à Léo Lagrange, puisque c'est souvent l'objet d'attaques, dans cet hémicycle. Nous avons choisi effectivement un nouveau prestataire pour le périscolaire en 2018 et en effet, le montant du marché était plus important. Pourquoi ? Parce que ce prestataire s'est engagé à former et à faire monter en compétences l'ensemble des animateurs. Et je pense que c'est ce qu'il est en train de faire. Quand on voit que 133 salariés ont bénéficié d'une formation BAFA ou BAFD en 2019-2020, je pense que l'on ne peut pas dire que les salariés de Léo Lagrange ne bénéficient pas de formations. Je ne donne que cet exemple-là, mais il y a de nombreux autres indicateurs qui sont à notre disposition et pour lesquels nous assurons un suivi très, très fin des objectifs que nous leur avons fixés.

Quand vous dites que la réduction des inégalités n'est pas prise en compte par Léo Lagrange, je ne peux pas vous laisser dire cela non plus : 32 sites seront passés en accueil inversé, à la rentrée, avec une attention sur un temps éducatif de qualité de 16 h 30 à 17 h 30 et un accompagnement aux devoirs formé et qualifié après 17 h 30. Vous me dites que vous ne voyez rien sur l'accompagnement aux devoirs. Excusez-moi, mais les dispositifs d'accompagnement à la scolarité, le CLAS, ce sont bien des dispositifs qui permettent un accompagnement renforcé aux devoirs, en plus de ce qui se fait sur le temps périscolaire classique. Et quand on met en école REP et REP+ un taux d'encadrement d'un pour dix là où la loi nous impose un pour quatorze, je pense que l'on ne peut pas dire que nous n'agissons pas contre les inégalités.

Ensuite et pour terminer, j'aimerais juste signaler, puisque vous nous reprochez souvent le coût de ce marché périscolaire, que, comme l'a signalé mon collègue Pascal Bolo ce matin en parlant du compte administratif, je crois, nous sommes bien, avec ce prestataire Léo Lagrange, dans un rapport de marché public. C'est-à-dire que ne sont payées que les heures d'animateurs effectuées. Donc chaque année, nous sommes amenés à équilibrer les choses. Depuis les deux premières années, près de 300 000 € ont été reversés à la Ville et cette année, du fait de la crise Covid, effectivement, ce sont 1,6 M€ qui ont été reversés du fait de la crise sanitaire. Donc là encore, je ne peux pas vous laisser dire qu'il y aurait une gabegie d'argent public pour payer un opérateur qui ne remplirait pas ses missions. Je pense que c'est inexact. Et si vous souhaitez vraiment plus d'informations, prenons rendez-vous, échangeons concrètement sur les indicateurs qui sont à notre disposition et cessons ces débats stériles en Conseil municipal.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Mme la MAIRE – Merci. Je vous invite à voter, maintenant, chers collègues.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 60 voix pour et 9 contre.

Mme la MAIRE – Merci à tous. Je vous propose de suspendre temporairement notre séance pour la pause déjeuner et je vous donne rendez-vous dans une heure.

III - 67

Pause déjeuner : 13 h 46 Reprise de séance : 15 h 14

Mme la MAIRE – Je vous propose de reprendre nos travaux. Je donne la parole à Ghislaine

Rodriguez pour la délibération numéro 16.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 16, intitulé :

Intégration au réseau Ville amie des enfants d'UNICEF France – Plan d'action – Approbation

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Madame le Maire, chers collègues, cette délibération concerne l'intégration de la Ville de Nantes au réseau « ville amie des enfants » de l'Unicef. Lors du Conseil municipal du 4 décembre, nous avons réaffirmé notre intention de devenir candidate au partenariat avec l'Unicef. C'est chose faite depuis, et la candidature de la Ville a été acceptée lors d'une commission d'attribution, le 17 mai 2021, faisant ainsi de la Ville de Nantes une ville amie des enfants partenaire de l'Unicef. C'est une manière concrète de mettre en avant nos engagements en faveur des droits de l'enfant. Les recommandations « ville amie des enfants », comme vous l'avez vu tout à l'heure, sont pleinement intégrées à notre projet éducatif de territoire, ce qui a été particulièrement remarqué et apprécié par nos partenaires de l'Unicef.

Le plan d'action qui est proposé repose sur des actions de fond, pour la plupart, qui sont déjà existantes et menées par la Ville, autour de quatre recommandations, cinq exactement, puisqu'îl y en a une qui est commune à l'ensemble des villes, que nous avons choisies ensemble, avec l'équipe des collègues qui travaillent avec moi sur la politique éducative :

- considérer la nutrition comme facteur déterminant du développement des enfants et adolescents ;
- œuvrer pour que les filles aient le même accès aux loisirs que les garçons ;
- tenir compte des difficultés d'accès à l'école des enfants en grande pauvreté ;
- faire vivre des espaces formels et informels de consultation et d'expression pour tous les enfants et les jeunes afin de les associer au projet de ville ;
- élaborer une vision commune et partagée de la place de l'enfant dans la ville.

Ce plan d'action sera accompagné de temps forts de réflexion sur l'une de ces recommandations chaque année autour de l'anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, le 20 novembre.

Je vous demande d'adopter ce plan d'action pour l'enfance et la jeunesse dans le cadre de Ville amie des enfants et d'approuver la convention Ville amie des enfants avec le comité français pour l'Unicef.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix et je vous invite à vous saisir de vos boîtiers pour pouvoir voter.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 64 voix pour.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 17, intitulé :

Subventions au titre des actions éducatives et des actions temps libre — Conventions — Approbation

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Il s'agit de subventions au titre des actions éducatives et des actions sur le temps libre, avec, proposés dans cette délibération :

III - 68

- des actions éducatives sur le temps périscolaire pour un montant de 71 162 €. Vous avez l'ensemble du détail des associations subventionnées dans ce cadre en annexe 2 de la délibération ;
- le soutien à des acteurs sur le temps libre, en l'occurrence, deux associations d'Éclaireurs et Éclaireuses de France, pour un montant de 3 000 € ;
- un soutien à diverses associations pour un montant de 10 000 €, dont 9 000 € pour le réseau Canopé. C'est un abonnement qui est assuré pour l'ensemble des écoles de la ville qui ont accès, de ce fait, à l'ensemble des ressources du réseau Canopé, donc un ensemble d'outils numériques en faveur des écoles. Et par ailleurs, 1 000 € pour l'association Volcan d'éveil

Je vous demande également d'approuver des conventions avec le réseau Canopé, P'tit spectateur et Cie et Two Points.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de questions ou de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 64 voix pour.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 18, intitulé :

Renouvellement de la convention déterminant les conditions d'accueil des élèves de l'Institut Public Ocens au sein du groupe scolaire Ledru-Rollin – Sarah Bernhardt – Convention – Approbation

Mme RODRIGUEZ, Adjointe — Il s'agit du renouvellement de la convention qui détermine les conditions d'accueil des élèves de l'institut public Ocens, ex-instituts de la Persagotière et des Hauts Thébaudières regroupés, au sein du groupe scolaire Ledru-Rollin — Sarah Bernhart. Le partenariat existe depuis plus d'une vingtaine d'années. La convention étant arrivée à son terme, elle a fait l'objet d'une évaluation très favorable par l'ensemble des partenaires. Il vous est donc proposé de poursuivre le partenariat engagé avec l'institut sous la forme d'une convention d'accueil de ses élèves au sein des écoles Ledru-Rollin et Sarah Bernhart. C'est une convention qui est établie pour une durée de trois ans et qui prévoit l'accueil de 21 enfants au maximum sur l'ensemble du groupe scolaire.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 63 voix pour.

M. OUGGOURNI, Conseiller municipal, donne lecture du dossier n° 19, intitulé :

Expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » – Approbation

- **M. OUGGOURNI, Conseiller municipal** Madame la Maire, chers collègues, je suis fier aujourd'hui de vous présenter cette délibération, qui concrétise notre engagement pris devant les Nantaises et les Nantais. L'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » vise à résorber le chômage de longue durée en se fondant sur trois principes :
- 1. Personne n'est inemployable. Nous avons tous et toutes des compétences et des savoir-faire à valoriser.
- 2. Ce n'est pas le travail qui manque. Un grand nombre de travaux utiles et d'une grande diversité restent à réaliser.
- 3. La privation d'emploi coûte plus cher que la production d'emplois.

La démarche suppose de mettre en place une entreprise à but d'emploi qui propose des emplois supplémentaires sur le territoire, en articulation avec le tissu économique local, pour des personnes privées durablement d'emploi et volontaires à l'expérimentation. L'embauche en

III - 69

contrat à durée indéterminée permet de leur redonner confiance en soi, de favoriser le lien social et le sentiment d'utilité ainsi que d'augmenter leur pouvoir d'achat.

Ce projet contribue à remplacer une économie locale au cœur du bassin de vie et permet aux salariés de développer ainsi des compétences utiles à leur territoire.

Le projet est organisé autour d'un processus bien établi :

- une fabrique du consensus territoriale impliquant les institutions, les associations, les entreprises, les citoyens, les bénévoles et les chômeurs ;
- le recensement des capacités et des envies des personnes privées d'emploi qui sont concernées par cette expérimentation ;
- la recherche et la création d'activités utiles et non concurrentes.

Sous l'impulsion d'un collectif d'associations telles ATD Quart-monde, Emmaüs France, la Fédération des acteurs de solidarité et d'autres, une première loi d'expérimentation, en février 2016, a permis à dix territoires de tester le projet sur cinq ans. Les résultats sont très probants. Une deuxième loi permettant le prolongement et l'extension de l'expérimentation à 50 territoires supplémentaires a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en novembre 2020. Le cahier des charges vient d'être publié, le 11 juin, et nous attendons la publication du décret d'application. Ainsi, une fois que le décret aura été publié, les collectifs, qui se préparent souvent depuis plusieurs mois, peuvent présenter leur candidature auprès de l'association nationale Territoires zéro chômeur.

Être territoire expérimentateur permet de débloquer les fonds de l'État pour ces embauches, sur le principe de l'activation des dépenses passives.

Le projet politique nantais inscrit l'expérimentation « Territoires zéro chômeur » comme une action à conduire pendant le mandat et comme une action complémentaire des autres dispositifs actuellement mis en place. Les effets sociaux d'une crise sanitaire qui devient aussi une crise économique vont être très importants. Nous devons donc apporter des réponses concrètes aux conséquences sociales et économiques. La question de l'insertion socioprofessionnelle est prioritaire, en particulier dans nos quartiers de la politique de la Ville. Cette réflexion s'inscrit notamment dans le cadre du plan de reprise économique durable de la Métropole.

Dans ce cadre, la Ville de Nantes et la Métropole de Nantes travaillent dans une logique de subsidiarité. La Ville de Nantes assure ainsi le rôle d'animateur de la démarche sur son territoire et d'accompagnateur des porteurs de projets citoyens, tandis que la Métropole devra définir les modalités et les périmètres de candidature sur l'ensemble du territoire métropolitain.

À cet effet, la Ville de Nantes participe également aux travaux collectifs pilotés au niveau de la Métropole.

L'engagement de la Ville en tant que projet émergent « Territoires zéro chômeur de longue durée », dans une logique opérationnelle, vise à garantir un portage cohérent et convergent de la démarche sur son territoire. Ainsi, la Ville participera activement à la définition des projets qui pourraient être mis en place sur son territoire et assurera la présidence des futurs comités locaux d'emploi.

Nous comptons actuellement deux projets déclarés émergents par l'association nationale Territoires zéro chômeur sur le territoire nantais. Le premier est porté par l'association La Belle Cordée nantaise, dans le quartier Bottière – Pin sec et le second, par l'association Initiatives plurielles, dans le quartier de Bellevue. Un autre acteur travaille également sur cette question, en coordination avec les autres porteurs de projets. Il s'agit des CÉMÉA des Pays-de-la-Loire, qui travaillent sur un projet dans le quartier du Clos Toreau.

Je profite de cette tribune pour les remercier de leur engagement et de leur détermination pour cette belle aventure. Ils ont les pieds dans le concret pour améliorer le quotidien des personnes privées d'emploi. Nous souhaitons développer autour de ces trois collectifs une dynamique pour

III - 70

essaimer d'autres projets sur l'ensemble du territoire nantais. Aujourd'hui, il est proposé au Conseil que la Ville de Nantes devienne un territoire émergent en adhérant à l'association nationale Territoires zéro chômeur de longue durée. À travers cette adhésion, nous voulons donner un signal politique très fort en rejoignant le collectif des villes ambitieuses pour lutter contre le chômage de longue durée. Cette adhésion va permettre aussi à la collectivité de bénéficier de l'ingénierie de l'association nationale Territoires zéro chômeur.

Je vous propose donc, chers collègues, de bien vouloir adopter cette délibération qui porte sur l'adhésion de la Ville de Nantes à l'association nationale Territoires zéro chômeur par le paiement d'une cotisation de 500 € et sur la signature de la charte d'engagement qui reprend la philosophie et le processus de la démarche.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE - Merci. André Sobczak.

M. SOBZCAK, Conseiller municipal — Merci. Madame la Maire, chers collègues, la crise sanitaire a évidemment eu un impact sur les questions d'emploi et nous sommes particulièrement inquiets du risque que cette situation éloigne encore plus les personnes qui vivent dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville, qui, peut-être, auront encore plus de difficultés à trouver un emploi durable.

Nous avons donc engagé tout un travail, depuis un an, pour essayer d'analyser l'expérimentation « Territoires zéro chômeur » sur d'autres territoires, et comme l'a dit Jamal Ouggourni, il y a des effets très positifs. Nous pensons donc, après avoir également échangé avec l'ensemble des parties prenantes sur notre territoire, les collectifs citoyens qui ont été mentionnés, mais aussi les réseaux économiques, les acteurs de l'insertion, de l'économie sociale et solidaire qui se sont engagés, les autres collectivités, et nous avons constaté qu'il y avait vraiment un potentiel intéressant pour mener cette expérimentation en complémentarité avec toutes les actions qui sont déjà fortement engagées depuis un certain nombre d'années ici. Nous sommes convaincus que cette expérimentation peut apporter une valeur ajoutée.

Ce qui est particulièrement intéressant dans le dispositif « Territoires zéro chômeur », c'est le fait qu'il n'y a pas de sélection à l'entrée. Beaucoup de dispositifs qui ont été développés fixent des objectifs aux acteurs qui portent les actions en faveur des personnes éloignées de l'emploi et du coup, parfois, il peut y avoir un effet pervers qui fait que les personnes les plus éloignées ne sont pas intégrées dans les dispositifs, pour atteindre les objectifs. « Territoires zéro chômeur » permet de contourner cela en admettant toutes les personnes qui souhaitent travailler.

Ce qui me semble également intéressant dans cette expérimentation, c'est le fait que l'on part du souhait des demandeurs d'emploi, de leurs talents, de leurs compétences, pour essayer de trouver des activités qui ne sont pas encore satisfaites sur notre territoire. Je pense évidemment à des activités dans le domaine de la transition écologique, même si, là encore, nous avons un territoire sur lequel beaucoup d'actions sont déjà développées, notamment par les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Nous pensons que nous allons pouvoir mener à bien cette expérimentation en créant de la valeur pour l'ensemble des parties prenantes, si nous arrivons à travailler en partenariat avec l'ensemble des acteurs et notamment, les acteurs de l'insertion. Je pense que l'une des pistes importantes est que les acteurs de l'insertion par l'activité économique soient au cœur de ce dispositif. C'est aussi la logique de ces comités locaux et du comité de pilotage qui sera mis en place à l'échelle métropolitaine.

Je tiens à remercier à la fois Jamal Ouggourni et Bassem Asseh ainsi que les maires de quartier, les adjoints de quartier, pour leur implication, parce que nous devons vraiment travailler en proximité en nous mobilisant tous. Cela ne peut pas être uniquement les élus qui sont en charge de l'emploi. Nous avons besoin que tous s'approprient cette expérimentation. Si, comme je l'espère, nous votons cette délibération, dès le mois de septembre, nous pourrons

III - 71

commencer à travailler et à identifier les territoires de notre ville qui permettront d'expérimenter « Territoires zéro chômeur ».

Merci.

Mme la MAIRE - Merci. Thibaut Guiné.

M. GUINÉ, Conseiller municipal — Madame la Maire, chers collègues, le chômage de masse est malheureusement devenu un paysage habituel de notre économie depuis un demi-siècle. Ce taux de chômage est largement structurel. Le dispositif « Territoires zéro chômeur de longue durée » vient permettre d'apporter un accompagnement efficace pour aider les personnes privées d'emploi depuis trop longtemps à retrouver une activité professionnelle et à regagner une confiance en soi trop souvent perdue. Dans les territoires où il a déjà été mis en place, ce dispositif entraîne des résultats intéressants sur la baisse du chômage de longue durée.

En France, si l'emploi est difficile à trouver, le travail ne manque pas : de nombreux besoins sociaux ne sont pas remplis car leur satisfaction n'est pas suffisamment attractive pour une entreprise privée. Ces fonctions sont traditionnellement occupées par les agents de la fonction publique. Nous devons donc être vigilants à ce que le dispositif « Territoires zéro chômeur de longue durée », qui vise notamment les emplois de ce type, ne vienne pas concurrencer la fonction publique.

Nous devons aussi être vigilants au financement de ce dispositif, car la rémunération des travailleurs est une responsabilité qui incombe aux employeurs et que le fonds de dotation, lui, est financé par les collectivités – c'est à dire par l'impôt – et par les organismes de la sécurité sociale, à savoir le salaire indirect des travailleurs. Ce montage économique, qui exempte de participation les employeurs, doit être questionné : il est essentiel que ces derniers participent également au dispositif, du fait de leurs responsabilités dans la situation actuelle de l'emploi dans notre pays.

Nous voterons donc pour l'adhésion au dispositif « Territoires zéro chômeur de longue durée » en ce qu'il propose aux personnes privées d'emploi un accompagnement important et une perspective de retour à l'emploi. Nous resterons cependant vigilants sur la question du financement.

Mme la MAIRE – Merci. Pierre-Emmanuel Marais.

M. MARAIS, Adjoint — Madame la Maire, chers collègues, le contexte sanitaire et la crise économique qui se profile vont mettre en évidence la difficulté d'accès ou de retour au travail de celles et ceux qui en ont été exclus de façon durable. Cela a été rappelé par Jamal Ouggourni dans sa présentation, cette expérimentation repose sur trois grands principes, que je vais rappeler brièvement : personne n'est inemployable, ce n'est pas le travail qui manque et le chômage de longue durée entraîne de nombreuses dépenses publiques.

L'évaluation, en 2019, de ce dispositif mis en place sur dix territoires a montré tous les aspects positifs pour les personnes en ayant bénéficié et pour les collectivités territoriales qui l'ont mis en œuvre. C'est aussi un dispositif qui permet la création d'emplois qui peuvent répondre aux enjeux de transition écologique et socio-économique. À Nantes, nous pourrions explorer quelques pistes d'activité, comme le renfort de l'encadrement périscolaire, le soutien aux personnes âgées ou isolées, le développement des épiceries solidaires ou encore, une gestion des déchets au plus près des habitants.

C'est aussi et d'abord un outil de lutte contre la précarité économique et l'isolement social de personnes que l'absence de travail pendant une longue période détruit petit à petit.

Je souhaiterais ainsi partager quelques paroles de personnes ayant participé à l'expérimentation lancée à Pipriac, dans le Morbihan :

- « J'ai acquis mon indépendance financière et morale. »
- « J'avais des rêves et ils s'accomplissent. »
- « J'étais au RSA depuis plusieurs années. Territoires zéro chômeur m'a fait confiance. »

III – 72

- « Je travaille le bois, ce que j'avais toujours voulu faire. »
- « Nous sommes une grande famille. »
- « Mes problèmes de santé n'ont pas été un frein à mon embauche. »
- « Nous renvoyons une image positive. »
- « J'ai confiance. »
- « Nous savons pourquoi nous nous levons le matin. »

Ces paroles, ces Verbatim chers à Monsieur Chombart De Lauwe, montrent la dignité et l'autonomie retrouvées, et cette autonomie est un gain pour notre société.

Enfin, pour revenir à la délibération présentée par Jamal Ouggourni, l'implication de notre ville pour devenir territoire d'expérimentation passe par l'adhésion à l'association nationale Territoires zéro chômeur de longue durée. Le groupe UDB y est évidemment très favorable et votera cette délibération.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Marie Vitoux.

Mme VITOUX, Conseillère municipale – Madame la Maire, mes chers collègues, je suis très fière de porter aujourd'hui la parole du groupe « écologistes et citoyens » et d'intervenir à ta suite, cher Jamel.

Le projet écologiste est un projet radicalement social, qui revendique une autre vision du travail. Le pari de l'écologique politique est audacieux. Il repose sur l'affirmation selon laquelle ce n'est pas la croissance qui crée les emplois, mais bien les politiques publiques. L'écologie politique va même plus loin : elle affirme que les politiques publiques visant à la transformation écologique de la société sont la seule manière aujourd'hui de créer des emplois durables et de qualité.

C'est exactement ce que revendiquent les fondateurs de « Territoires zéro chômeur de longue durée » : dans les différents territoires où cette expérimentation a été menée, elle a démontré que personne n'est inemployable et que partout, il existe des travaux utiles qui restent à réaliser et qui permettent aux personnes de retrouver de la dignité. Nous savons que la privation d'emploi coûte cher, économiquement, mais aussi humainement.

« Territoires zéro chômeur de longue durée » répond à l'urgence sociale, mais aussi à l'urgence écologique. Lutte contre la précarité énergétique, écomobilité, agriculture durable ou encore économie circulaire, nous pouvons le constater sur tous les projets expérimentaux : la transition écologique est au cœur du projet de « Territoires zéro chômeur de longue durée ».

À Nantes, les écologistes soutiennent depuis ses prémices l'implantation d'une expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée ». Nous l'avions défendue lors de la campagne des municipales, pour faire exister le droit à l'emploi et rétablir les personnes dans leurs droits et leur dignité. Je tiens ici à remercier l'ensemble des associations, des collectifs, des militants et des militantes, des citoyennes et des citoyens qui travaillent depuis plusieurs années pour faire entendre la nécessité de mettre en place ce dispositif à Nantes. Je ne doute pas que nous voterons cette délibération à l'unanimité, pour assurer à nos concitoyens et nos concitoyennes les plus éloignés de l'emploi le pouvoir de vivre dignement.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci, Richard Thiriet,

M. THIRIET, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. Bonjour à toutes et bonjour à tous. Eh bien voilà une bonne nouvelle pour la ville de Nantes et pour la lutte contre l'exclusion et pour l'emploi.

D'abord, une bonne nouvelle sur la méthode, parce qu'elle privilégie l'expérimentation de terrain plutôt que le tout-législatif : expérimenter, partir du terrain, des quartiers, des territoires pour définir la loi future, en cohérence avec le droit d'obtenir un emploi prévu par le préambule de la Constitution.

III – 73

Une bonne nouvelle sur le message : oui, il y a du travail, et faire coïncider capacités et compétences des personnes et besoins du territoire est un enjeu. Imaginer des emplois adaptés à certaines personnes est un bon message de solidarité. Mais il ne faut pas oublier une réalité qui exige aussi l'inverse : continuer à adapter les compétences des personnes en recherche d'emploi aux besoins des entreprises, au travers de la formation, de l'alternance, de l'apprentissage. Nous avons toujours et encore besoin d'une grande mobilisation pour rapprocher les entreprises qui peinent à recruter et les demandeurs d'emploi, en priorité les jeunes et les seniors.

Une bonne nouvelle pour nos quartiers, où le taux de chômage est beaucoup trop important : travailler pour la cohésion sociale dans les quartiers, accompagner les personnes éloignées de l'emploi, à qui l'on va redonner espoir et envie de travailler et surtout, confiance en soi.

Une bonne nouvelle sur la forme : l'emploi est un combat de tous et ces expérimentations à venir doivent permettre, et je crois que c'est obligatoire, de rassembler tous les acteurs autour de l'emploi, de les rassembler, de les rapprocher, associations, TPE, PME, grands groupes, entreprises de l'économie sociale et solidaire, voire parfois passer de la défiance à la confiance en travaillant ensemble et, pour reprendre le propos d'André Sobczak, travailler en collaboration avec toutes les parties prenantes.

Nous allons voter avec plaisir cette adhésion de la Ville de Nantes à l'association nationale Territoires zéro chômeur de longue durée. Notre groupe « mieux vivre à Nantes » souhaite par la suite être associé en amont et en même temps que tous les autres acteurs pour choisir les territoires nantais et accompagner ces expérimentations dans les cinq ans qui viennent, ensemble, au service de l'emploi, et pour nous tous, les élus, expérimenter le « construire ensemble » et montrer à ceux qui se méfient de nous et qui ne votent plus qu'il y a des causes communes au-delà de nos divergences.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je vous invite, chers collègues, à voter sur cette délibération.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 68 voix pour.

M. ASSEH, Adjoint, donne lecture du dossier n° 20, intitulé :

Nantes – Saint-Herblain – ZAC du Grand Bellevue – Programme des équipements publics – Principe de réalisation – Approbation

M. ASSEH, Adjoint – Madame la Maire, chers collègues, la délibération 25 concerne le principe de réalisation de la zone d'aménagement concerté du projet du Grand Bellevue. Dit comme cela, cela peut paraître très technique, mais en réalité, quand on regarde de plus près, derrière le projet urbain dont nous allons parler dans cette délibération, il y a surtout un projet humain, qui concerne les hommes et les femmes qui habitent dans ce quartier, de même que ceux qui y travaillent, de même que ceux qui sont des acteurs associatifs, dans ce quartier. Pour eux, ce projet est un projet d'amélioration de leur quotidien, d'amélioration de leur quotidien sur différents aspects, sur différentes dimensions – cela peut être la question de l'emploi, dont nous venons de parler, cela peut être la question du développement économique, la question de la sécurité, la question de la réussite éducative, celle de la santé – et puis également, avec quelques exigences, notamment celle de la mixité sociale. Il s'agit donc de transformer ce quartier de manière à ce que ceux qui y habitent s'y sentent bien et à ce que ceux qui n'y habitent pas encore et qui auraient potentiellement envie d'aller y habiter soient également attirés vers ce quartier parce que le cadre de vie leur convient et leur plaît.

Le projet du Grand Bellevue, vous le savez, est un projet sur deux communes, Saint-Herblain et Nantes. C'est un projet important. C'est un projet qui financièrement, a donc un certain poids :

III - 74

il s'agit de 310 M€ d'investissement, dont 80 % proviennent des acteurs locaux, les collectivités et les bailleurs. C'est un projet qui implique une transformation physique du quartier, avec comme objectif, comme je le disais tout à l'heure, d'avoir un quartier qui puisse attirer et donner envie parce que l'on y vit bien.

Le grand quartier de Bellevue, sur les deux communes, sera rénové, est en train d'être rénové progressivement. Il sera doté d'un certain nombre d'équipements de qualité. Certains existent déjà, d'autres sont en cours de construction et d'autres vont arriver progressivement. Il s'agira également d'un certain nombre d'espaces verts, de cheminements qui permettront justement d'améliorer le cadre de vie, des cheminements doux, des liens entre différents espaces verts, une question de la transition énergétique qui est prise en compte dans chacun des projets, en particulier dans les projets associatifs, qui permettent justement à ce projet urbain d'être aussi un projet humain. Et parmi les équipements dont nous parlons ici, il y a par exemple le futur complexe sportif, qui ne sera pas loin de la médiathèque Lisa Bresner, quasiment en face, sur trois niveaux, avec différentes disciplines comme la danse, les arts martiaux ou la boxe. Il sera dans la continuité de la bibliothèque Lisa Bresner qui, elle, a été inaugurée en 2013. La livraison de ce futur complexe sportif est prévue pour la mi-2023.

C'est aussi la future maison pluriprofessionnelle de santé, qui commence à sortir de terre, pour ceux qui sont passés à proximité, vous l'avez certainement remarquée, rue de l'Hérault, qui accueillera plusieurs praticiens : des médecins, des kinésithérapeutes, des orthophonistes, des infirmiers. Ce chantier, qui a commencé à l'automne 2020, donc une période qui n'était pas simple pour lancer ce type de projet de construction, sera prêt et disponible, réellement sorti de terre début 2022, donc dans quelques mois.

Nous aurons également une future crèche intercommunale à Mendès-France, avec 46 berceaux, pour une livraison prévue elle aussi début 2022.

Et puis nous avons rénové, vous l'avez remarqué, en 2020, la Maison des habitants et du citoyen. Nous avons également travaillé sur la question des établissements scolaires en termes d'agrandissement, de travaux de rénovation. Je pense au groupe scolaire Alain Fournier, avec notamment une nouvelle classe de maternelle, et une livraison qui est prévue en mai 2023, de même qu'à l'agrandissement et à la rénovation du groupe scolaire Lucie Aubrac, avec une livraison qui, elle, est prévue à la rentrée 2024.

Nous avons également l'aménagement des accès à ces différents équipements, l'aménagement et la rénovation des espaces verts qui existent. Dans ce grand quartier, nous avons 58 ha d'espaces verts naturels privés ou publics. Certains existent déjà, d'autres sont en train d'être rénovés. Nous étions, il n'y a pas très longtemps, avec Abbassia Hakem, au square des Lauriers. C'est quelque chose qui est déjà sorti de terre, qui a été conçu avec les habitants, avec les acteurs associatifs du quartier, qui sont nombreux. En réalité, ces différents squares et ces différents espaces verts qui existent méritent d'être reliés les uns aux autres par des cheminements doux, qui, là aussi, améliorent le cadre de vie.

C'est un peu tout cela que nous sommes en train de mettre en place. En particulier, huit nouveaux espaces verront le jour ou seront réaménagés. Je pense par exemple au square des Martyrs irlandais et à quelques autres squares. Tout cela, à l'horizon de 2030, nous permettra d'avoir le secteur des Lauriers, que vous avez déjà vu et qui est en cours de transformation. Un peu plus tard, ce sera le secteur Mendès-France, qui, lui aussi, est promis à une très belle transformation. Aux alentours de 2028, 2030, nous en serons à l'achèvement de ce grand projet, qui aura mobilisé les habitants, les commerçants, les associations et qui permettra d'avoir un quartier qui aura été transformé, qui sera accueillant et qui attirera les Nantaises et les Nantais qui voudront y habiter.

Voilà ce que je voulais vous dire, s'agissant de cette délibération, qui aura son complément au niveau de la Métropole, puisque vous savez que les zones d'aménagement concerté sont aussi

III - 75

gérées par la Métropole. C'est donc quelque chose dont nous reparlerons lors du prochain Conseil métropolitain également.

Merci pour votre attention.

Mme la MAIRE – Merci. Abbassia Hakem.

Mme HAKEM, Adjointe — Merci, Madame la Maire. Je ne vais pas être très longue, mais je voulais simplement me réjouir, à l'occasion de la présentation de cette délibération par Bassem Asseh, notamment pour vous dire, en tant qu'adjointe de quartier, vous signifier que nous passons une nouvelle étape dans ce projet global de Bellevue, où l'on voit aujourd'hui l'émergence de la transformation de ce quartier. Et vous le savez tous, les projets de renouvellement urbain se mènent sur du long terme. Il était important de souligner cet aspect de l'apparition des grands projets que nous avons décidés.

C'est l'occasion aussi de montrer, et Bassem l'a dit à plusieurs reprises, que c'est un véritable projet humain pour transformer la vie des habitants, notamment sur la question des équipements publics, qui est essentielle pour la vie quotidienne de chacun d'entre nous, ces services publics de proximité au cœur du quartier, comme les lieux de partage et de convivialité. Nous savons tous ici trop bien que ces lieux ont leur importance alors que nous sortons de plusieurs mois de confinement, avec ce que cela peut impliquer dans les quartiers populaires, notamment, en termes de repli sur soi et de perte de lien.

Ce grand projet Bellevue, c'est du concret pour la vie des gens, avec la Maison des habitants et du citoyen, qui est d'ores et déjà réhabilitée, tout comme l'ont été les groupes scolaires Lucie Aubrac et Alain Fournier. Et comme l'a dit Ghislaine ce matin, dans la présentation du PEDT, l'éducation est pour nous une priorité. Et là, c'est concret, notamment pour faire reculer les inégalités et les injustices sociales dès le plus jeune âge. Voilà en tous les cas une illustration concrète de ce que l'on peut faire activement sur le terrain.

Je pense bien sûr également aux équipements sportifs, chers à Ali Rebouh, notamment sur le vecteur de lien social que peut représenter le sport, aujourd'hui, auprès de nos jeunes. Je pense bien sûr à la crèche ainsi qu'à la Maison de santé. J'ai une pensée pour Marie-Annick Benâtre, parce que nous avons travaillé ensemble à l'élaboration de ce projet de maison de santé, qui va ouvrir ses portes en janvier 2022, Bassem l'a rappelé, avec beaucoup de professionnels de la santé, mais également, tu ne l'as pas cité, des sages-femmes. Je tiens à le dire parce que dans nos quartiers populaires, les inégalités en termes de santé, notamment, sont importantes, et la question autour de tout ce qui a trait à la gynécologie, à l'accompagnement de la grossesse, etc., est un enjeu fort. Je trouve que c'est un signe fort que nous envoyons.

En tous les cas, les choses bougent et d'ores et déjà avec la prairie fleurie, aux Lauriers.

Ce projet, c'est tout cela. Ce projet de Bellevue, c'est tout cela. C'est bien plus encore : c'est de l'humain avant tout, c'est du logement et de l'espace public, c'est de la nature en ville et des solidarités, c'est de l'éducation et de la santé, c'est du sport, de la vie associative et de l'accès à la culture. Et quand je m'entends dire cela, je me souviens de ce que disait Johanna Rolland il n'y a pas très longtemps pour nous faire visiter le quartier en partant de la place de la Croix Bonneau pour déambuler dans le quartier et voir réellement la transformation concrète de ce quartier. Je vous invite d'ailleurs à venir déambuler avec nous prochainement.

Merci.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets cette délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 69 voix pour.

III - 76

M. CHATEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 21, intitulé :

Politique publique du patrimoine – Révision du dispositif d'aides à la restauration du patrimoine bâti ancien – Convention Centre ancien protégé – Subventions – Approbation

M. CHATEAU, Adjoint — Je suis ravi de vous présenter ce bloc de quatre délibérations consacrées au patrimoine. Je crois qu'elles illustrent bien notre politique en matière de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine, à la fois dans notre engagement à défendre ce patrimoine, notre volonté de faire participer les Nantaises et les Nantais à ce qui fait patrimoine et de faire évoluer nos dispositifs pour une plus grande efficacité, soutenir les acteurs associatifs et contribuer aux différentes politiques publiques de manière transversale. Je pense notamment à la politique « égalité », avec les dénominations et la féminisation des noms de rues, ou aux projets urbains, avec la Fabrique de la ville et la contribution des acteurs du patrimoine à ce sujet.

La première délibération concerne justement l'évolution de notre dispositif d'aide à la restauration du patrimoine bâti. La Ville est engagée dans la préservation de ce patrimoine depuis plus de trente ans, à la fois pour mettre en valeur et sauvegarder le patrimoine bâti ancien. C'est un dispositif qui apporte de l'expertise, du soutien, de l'aide technique, de l'expertise technique. Ce sont également des soutiens financiers à travers des subventions, des subventions dans l'aide aux diagnostics, dans la réalisation des travaux, et un volet sur l'aide à la personne, sur lequel je vais revenir.

Il était temps de faire évoluer ce dispositif, notamment pour prendre en considération de nouveaux enjeux, en particulier sur la rénovation énergétique, avec l'idée de mieux coordonner plusieurs de nos dispositifs, dont « Mon projet Renov », de Nantes Métropole, et de faire en sorte que les propriétaires de bâti puissent mieux envisager et mieux considérer les objectifs de restauration de leur patrimoine avec les enjeux d'améliorer les conditions thermiques des bâtiments. Justement, les diagnostics seront conjoints et permettront de travailler à la fois les questions patrimoniales et de rénovation énergétique.

Nous le faisons évoluer également pour tenir compte de ce que l'on appelle un peu communément le « petit patrimoine ». Il s'agit surtout de prendre en considération tout le travail qui a été mené notamment à travers les « plans paysage et patrimoine » pilotés par Cécile Bir, que je salue, parce que c'est vrai que tout le travail qui a été mené par les habitants a permis d'identifier un certain nombre de petits patrimoines. Cela peut être des murets anciens, des puits, des devantures de commerce, des mosaïques... Il s'agit de pouvoir soutenir leur rénovation. Ce sont des objets qui ont été identifiés au PLUM en tant que petit patrimoine et dorénavant, notre dispositif permettra de soutenir la rénovation de ce petit patrimoine. C'était un élément important vers lequel nous voulions absolument aller.

Dans la délibération, vous avez le détail des différents niveaux d'aide, avec le fait que nous voulons privilégier la phase de diagnostic pour pouvoir intervenir le plus tôt possible. C'est vrai qu'attendre trop longtemps avant d'engager les travaux fait que les montants sont souvent considérables. Nous avons fait le choix que nos aides interviennent d'abord pour favoriser les études diagnostiques, ce qui incite ensuite les propriétaires à intervenir le plus rapidement possible. Vous avez ensuite les aides aux travaux, à la fois en secteur prioritaire, avec une aide à hauteur de 20 % du montant des travaux, avec un plafonnement à 150 000 € par immeuble, et les aides hors secteur prioritaire, à hauteur de 10 %, avec un plafonnement à 75 000 €. Là, cela permet d'être à la fois sur le secteur prioritaire et hors secteur prioritaire et de toucher tous les quartiers, puisque cela fait partie de l'objectif que tous les quartiers de la ville soient considérés à travers les petits patrimoines. C'est l'objectif de cette évolution de nos dispositifs.

Nous prenons également en considération l'aide à la personne. C'est une aide aux propriétaires, et pas seulement à la copropriété, une aide aux propriétaires occupants, précision importante, qui permet de soutenir les petits propriétaires. Cette aide est sous condition de ressources, à

III - 77

partir du barème PSLA. Elle permet d'aider jusqu'à 16 000 € les petits propriétaires, dont les immeubles sont rénovés.

Voilà pour l'évolution de ce dispositif, avec notamment des éléments qui vont permettre, à travers des conventions qui seront exigées dorénavant, de faire davantage de pédagogie et de montrer en quoi la rénovation de ce patrimoine participe à l'entretien et à la maîtrise du patrimoine et à la sauvegarde du patrimoine de la ville. Cela permettra de communiquer de meilleure façon.

Enfin, le dernier point de cette délibération est le renouvellement de la convention « Centre ancien protégé » avec la Région des Pays-de-la-Loire. C'est un dispositif qui vient compléter et faire un effet de levier, qui permet d'aider un certain nombre de rénovations. Vous avez en annexe le périmètre concerné. Ce sont les quais, les anciens quais de Loire, la frange bâtie et tout le réseau viaire qui en découle. Vous l'avez sur la carte en annexe de la délibération. Cela permet de renforcer encore le niveau de l'aide. Cette convention avec la Région est conclue pour une durée de trois ans. Elle a été adoptée par la Région en mai dernier.

Il vous est proposé également, dans la continuité de l'évolution de nos dispositifs, d'accorder des aides à hauteur de 95 531 €. Vous avez le détail des différentes copropriétés en annexe. Cela permet d'appliquer dorénavant le nouveau dispositif et de contribuer à l'entretien et à la sauvegarde de ce patrimoine.

Voilà, Madame la Maire.

Mme la MAIRE – Merci. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Madame Amrouche.

Mme AMROUCHE, Conseillère municipale — Madame le Maire, chers collègues, comme beaucoup de Nantais, nous avons été très heureux de découvrir dans la presse les photos de la fin du chantier de la basilique Saint-Donatien et nous nous réjouissons de pouvoir bientôt admirer l'œuvre d'art exceptionnelle que ces femmes et ces hommes ont réussi à restaurer, sécuriser, embellir, rendant à ce lieu si cher au cœur des Nantais son éclat et sa beauté. Nous sommes heureux de participer à son inauguration et à sa réouverture à la fin du mois d'août, en tant qu'élus nantais que nous sommes.

Nous saluons également au passage l'avancée des travaux de Notre-Dame du Bon Port, tout aussi prometteurs.

Nantes a souffert régulièrement des incendies de ses églises et notamment, la cathédrale, dont nous fêterons bientôt le triste premier anniversaire de l'incendie. Justement, à cette occasion, j'aimerais que vous puissiez dire aux Nantais où en sont les travaux de réfection et si nous avons une date approximative à laquelle la cathédrale pourra être rouverte au public.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE - Merci. Aurélien Boulé.

M. BOULÉ, Conseiller municipal — Madame la Maire, mes chers collègues, réputée pour sa qualité de vie, pour ses monuments historiques et pour son dynamisme, Nantes est une ville singulière et elle doit le rester. Cependant, pour beaucoup, la possibilité de se loger décemment et en cœur de ville est de plus en plus compromise.

Face à ces enjeux de maintien des classes populaires et moyennes en ville, face à l'augmentation de la population urbaine et en raison de la pression exercée sur la biodiversité, il est nécessaire de continuer à aménager différemment le territoire. Cela passe notamment par l'arrêt de l'étalement urbain, qui artificialise l'équivalent d'un département tous les sept ans, avec son lot de conséquences sociales et environnementales néfastes, comme la séparation des activités humaines, la dépendance à l'automobile, le coût élevé de la ville étalée ou encore le morcellement des écosystèmes.

III – 78

Stopper cet étalement et reconstruire Nantes sur elle-même doit être posé en des termes positifs et sous différentes approches : construire dans les interstices, bâtir au-dessus des parcs relais, par exemple, renforcer la multifonctionnalité, conforter la nature en ville, édifier en hauteur, pourquoi pas, mais aussi et surtout rénover l'existant.

Notre ville s'illustre déjà par sa forte ambition en matière de réhabilitation des logements ainsi que par ses mécanismes publics de maîtrise des prix du foncier et d'accession abordable. Nous en avons notamment parlé ce matin, lors de l'adoption de notre vœu.

Ainsi, pour continuer à rendre la ville dense désirable et accessible, nous devons amplifier notre soutien aux règles d'urbanisme, qui luttent contre la banalisation des paysages et l'uniformisation du bâti. La variété de l'expression architecturale et le respect du patrimoine matériel, mais aussi immatériel sont les pierres angulaires de cette ville belle et singulière. Les délibérations présentées par notre collègue Olivier Chateau vont précisément dans ce sens.

En effet, depuis 35 ans, la Ville de Nantes s'est engagée fortement à la mise en valeur et à la sauvegarde du patrimoine bâti ancien. En menant une politique volontariste d'aide aux propriétaires, notre collectivité a permis de changer l'image du centre ancien. Cela a été abordé par notre collègue. La valorisation de l'identité architecturale nantaise s'est faite de pair avec l'accompagnement des propriétaires occupants les plus modestes dans la requalification de leur habitat.

L'accent est également mis sur l'éligibilité des projets de restauration des « petits patrimoines » identifiés au PLUM. Ces patrimoines considérés comme modestes participent néanmoins grandement à la qualité de vie dans les quartiers. Les mémoires ouvrières, dont celle liée à l'immigration basse bretonne, vivent encore à travers les traces qu'elles ont laissées physiquement dans les quartiers nantais.

Enfin, la valorisation du patrimoine n'a de sens que si elle s'inscrit dans une vision qui est tournée vers l'avenir. Notre accompagnement du projet exceptionnel de la Maison des hommes et des techniques et plus largement, la restauration du patrimoine industriel, maritime et technique, que nous aborderons tout à l'heure, illustrent cette dynamique vertueuse.

Le groupe UDB votera donc bien sûr ces délibérations.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Olivier Chateau.

M. CHATEAU, Adjoint – Merci, Madame la Maire. Je voudrais remercier mon collègue Aurélien Boulé pour le vote du groupe UDB et pour ses propos.

Pour répondre à Madame Amrouche, effectivement, on peut se réjouir de l'achèvement des travaux à la basilique Saint-Donatien et Rogatien. C'est un chantier énorme qui s'achève, vraiment un chantier considérable. Tout au long du chantier, nous avons pu suivre l'évolution... Évidemment, c'était un chantier, donc il n'était pas accessible au public, mais nous avons vraiment essayé de communiquer par la presse, par l'exposition qui a été installée sur les palissades du chantier pour rendre compte du travail qui était effectué dans la basilique et pour rendre hommage et saluer la qualité du travail des hommes et des femmes qui ont travaillé sur ce chantier pendant six ans. C'était leur savoir-faire, leur passion et l'engagement qu'ils y ont mis que nous avons voulu saluer sur ce chantier, mais c'est le cas aussi pour d'autres interventions. Ce chantier se termine. L'inauguration aura lieu mi-septembre pour le grand public. Ce sera à l'occasion des Journées du patrimoine, puisque l'ouverture de la basilique marquera le lancement des Journées du patrimoine. Ce sera un événement important pour nous à la rentrée.

Vous évoquiez les travaux de Notre-Dame de Bon Port. En fait, ils sont terminés pour la première tranche. On pourra à nouveau accéder à Notre-Dame de Bon Port à la rentrée. C'est

III – 79

une première tranche de travaux. Il n'y aura donc pas le même effet qu'à Saint-Donatien, mais évidemment, on pourra de se rendre compte de la qualité de tout le travail qui a été réalisé, notamment sur le dôme et pour la réfection des décors peints. C'est un travail splendide qui a été effectué, et on le retrouve aussi le travail qui a été réalisé sur les parquets. C'est vraiment remarquable et j'ai hâte que tout le monde puisse accéder, à partir du mois de septembre, à la fois à Saint-Donatien et à Notre-Dame de Bon Port.

S'agissant de la cathédrale, c'est principalement à l'État et à la DRAC de communiquer. Je peux vous en dire un mot, mais comme ce n'est pas un patrimoine nantais, municipal, c'est plutôt la préfecture qui communique sur les différentes étapes. Ce que je peux vous donner comme éléments, c'est que l'évaluation des travaux en cours se poursuit. Il y a déjà un certain nombre de choses qui ont été réalisées : le déblaiement des vestiges de l'orgue de tribune, les analyses sur les pollutions au plomb, qui faisaient partie des priorités d'intervention... Des essais de dépollution du sol et des voûtes ont été engagés, l'amiante qui était contenu dans un certain nombre de colles sur des moquettes a été déposé. Des diagnostics sont en cours sur l'orque de chœur et les voûtes. La dépollution de la sacristie vient de se terminer. Je peux vous dire également que vraisemblablement, selon les éléments que l'on nous a donnés lors du dernier comité de pilotage, il sera nécessaire de déposer la totalité de la maconnerie de la facade occidentale, compte tenu des dégâts. Une étude acoustique a été réalisée sur les pierres pour mesurer leur état de conservation. Les vitraux de la nef sont presque tous fissurés et demanderont donc de lourdes interventions pour être remis en état.

Il n'y a pas de calendrier. En tout cas, pour ma part, je ne peux pas vous transmettre de calendrier, sachant qu'il y a encore un certain nombre de marchés publics qui sont en cours de lancement et qui seront passés pour cet été. Il n'y a donc pas de calendrier aujourd'hui, mais les travaux sont assez considérables et petit à petit, on se rend compte de l'ampleur de ce qu'il va falloir envisager comme interventions. Voilà les éléments que je peux vous donner à ce stade.

Mme la MAIRE – Merci. Je vais vous inviter à voter sur cette délibération, chers collèques.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 64 voix pour.

M. CHATEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 22, intitulé :

Politique publique du patrimoine - Subventions - Conventions et avenants - Soutien de la Ville à la préservation et à l'amélioration du patrimoine urbain – Approbation

M. CHATEAU, Adjoint - Il s'agit d'une délibération de soutien aux acteurs associatifs qui œuvrent en faveur de nos patrimoines.

Tout d'abord sur le patrimoine fluvial, maritime et technique, avec une proposition de subvention pour l'association La Cale 2 l'Île, qui fait un travail remarquable de restauration de bateaux et de mise en valeur de ce patrimoine fluvial et maritime. La subvention est à hauteur de 13 000 €. Une subvention aussi pour l'ABPN à hauteur de 820 €, l'ABPN qui participe notamment réqulièrement aux événements nautiques, aux Rendez-vous de l'Erdre et à Débord de Loire, qui est très impliquée. Cela nous permet d'intervenir et de soutenir la restauration de leurs projets. Une subvention également pour la restauration de l'avion Super Constellation, qui est classé monument historique : une aide à hauteur de 500 € est proposée dans cette délibération.

Nous avons ensuite, Aurélien Boulé l'évoquait, un soutien à la Maison des hommes et des techniques, qui prépare une grande exposition qui ouvrira en 2022 sur le thème de « Nantes, une ville industrielle d'hier et d'aujourd'hui », qui présentera les secteurs industriels de la métropole, les métiers et les évolutions du tissu économique. Il vous est proposé d'accorder une subvention à la Maison des hommes et des techniques pour réaliser cette exposition. Une autre

III - 80

exposition est en préparation, par l'association Nantes en noir et blanc, un très beau projet avec des photographies de grand format qui seraient installées dans le secteur du bas Chantenay, sur l'histoire industrielle nantaise et la valorisation de cette histoire industrielle. Il est proposé une subvention à hauteur de $45~000~\rm C$ pour ce grand événement autour de photos de notre patrimoine industriel. Il vous est proposé également de soutenir le Cercle de la belle plaisance, qui œuvre à l'entretien et à la valorisation du *Vezon*, et de renouveler la convention qui lie l'association à la Ville de Nantes. Au total, ces aides pour les associations se montent à $53~000~\rm C$.

Enfin, il y a deux projets que nous souhaitons soutenir. L'association syndicale des Castors de l'Erdre fête ses 70 ans. Nous proposons de soutenir leur projet exceptionnel pour fêter l'anniversaire de cette association, qui a permis de réaliser des maisons à moindre prix. Ce sont les premières maisons d'auto-construction d'entraide solidaire, dans le quartier de Saint-Joseph de Porterie. Une aide de 4 500 € est proposée à votre vote. Par ailleurs, dans le cadre de la journée du 10 mai, journée nationale de mémoire de la traite et de l'esclavage et de leur abolition, le lycée professionnel hôtelier Daniel Brottier, de la Fondation des apprentis d'Auteuil, qui est situé à Bouguenais, a sollicité la Ville pour un très beau projet pédagogique qui s'appelle « devoir de mémoire − de Nantes aux Antilles : la gastronomie comme trait d'union culturel et historique ». C'est tout un travail pédagogique qui sera restitué à Nantes. On pourra le découvrir à l'occasion du prochain 10-Mai, en 2022. Il vous est proposé de soutenir le projet à hauteur de 2 000 €.

Voilà, Madame la Maire.

Mme la MAIRE – Merci. Valérie Oppelt.

Mme OPPELT, Conseillère municipale — Merci, Madame la Maire. Nous parlons de patrimoine industriel et fluvial. Les piles de l'ancien pont transbordeur, situé quai de la Fosse, présentent un intérêt architectural et patrimonial indéniable. Elles datent de 1903. Ces piles, du reste, ont été conservées lors de la construction du pont Anne de Bretagne, en 1976. Ces piles, situées à proximité, sous le pont Anne de Bretagne, ont d'ailleurs été mises en valeur par Alexandre Chemetov dans le cadre de la première phase du projet Île de Nantes de Jean-Marc Ayrault, en 2009, et sont aujourd'hui des espaces de promenade. Ce patrimoine est un héritage commun. Les Nantais sont fiers de ce patrimoine maritime et fluvial. Avec ce nouveau projet du pont Anne de Bretagne, j'ai déjà posé la question plusieurs fois sur l'avenir de ces piles de l'ancien pont transbordeur : quid de l'avenir de ces piliers ? Seront-ils conservés et prévus dans le futur projet lors de la destruction du pont Anne de Bretagne ? Je vous remercie.

Mme la MAIRE — Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je redonne la parole à Olivier Chateau.

M. CHATEAU, Adjoint – Merci, Madame la Maire. Cette question, dont nous n'avions pas eu l'occasion d'échanger directement, fait évidemment partie de ce qui est regardé de très près sur ce patrimoine et sur la façon dont il peut être préservé. Cela fait partie des éléments qui sont étudiés aujourd'hui dans le projet avec l'ensemble des élus membres du comité de pilotage. Nous notons bien, en plus, votre attention et l'attention que vous portez à ce sujet.

Mme la MAIRE – Merci. Chers collègues, je mets cette délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 63 voix pour.

Non participation au vote de Mme ROLLAND et Mme GOUEZ pour la Maison des Hommes et des Techniques.

III - 81

M. CHATEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 23, intitulé :

Politique publique du patrimoine – Conseil nantais du patrimoine – Renouvellement – Approbation

M. CHATEAU, Adjoint – Il vous est proposé, par cette délibération 23, de faire évoluer, comme je l'évoquais tout à l'heure, notre Conseil nantais du patrimoine.

Le Conseil nantais du patrimoine a été créé en 2010. Il est aujourd'hui composé d'une dizaine de membres et il y a près d'un an, un travail a été mené avec les membres actuels du conseil et avec nos services pour évaluer le dispositif, nous interroger sur son évolution possible et sur ses améliorations, et savoir comment nous pouvions y apporter un certain nombre de modifications. Il a été convenu, dans les discussions que nous avons pu avoir, de la nécessité de renouveler ce Conseil, de renouveler son fonctionnement, de féminiser, c'était aussi un enjeu extrêmement important, et de renforcer notamment la diversité et la diversité des expertises croisées au sein de ce Conseil, avec l'idée qu'effectivement, il y avait un réel intérêt à ce que l'on puisse avoir des parcours, des formations, des regards très diversifiés qui puissent s'exprimer sur les questions patrimoniales.

Je voudrais commencer en remerciant vraiment très chaleureusement les membres actuels du Conseil nantais du patrimoine. Certains y sont impliqués depuis dix ans, depuis la création du conseil, et je voudrais vraiment les remercier pour leur engagement, pour la passion qu'ils y ont mise et pour tout le travail réalisé.

La proposition d'évolution s'est déroulée ainsi : nous avons lancé un appel à candidatures au mois de février dernier. Nous avons reçu 39 candidatures, des candidatures extrêmement motivées, argumentées sur les implications des uns et des autres, l'intérêt des uns et des autres pour les enjeux contemporains qui touchent à la fabrique de la ville, aux nouveaux enjeux autour des questions patrimoniales, à l'idée aussi de transversalité sur ces questions avec les enjeux de transition énergétique, notamment. Sachant que nous souhaitions faire évoluer la composition, nous avons réuni un comité avec les élus et les services de la Ville pour sélectionner les candidatures. Avec 17 places, nous faisons un peu évoluer le nombre de participants. Nous avons retenu l'idée que parmi ces 17, nous conservions forcément un membre de l'actuel conseil, pour une sorte de passation de témoin et pour que justement, tout le travail qui avait été mené par ce Conseil puisse se transmettre tout en évoluant.

Évidemment, nous avons retenu l'idée de la parité dans le conseil et également, celle d'avoir une place supplémentaire pour un ou une étudiante, pour que le conseil serve à la fois de lieu de formation sur ces questions et bénéficie du regard d'un futur professionnel, un futur jeune professionnel sur les sujets patrimoniaux. En l'occurrence, dans les candidatures que nous avons reçues, il y avait celle de deux étudiants. La candidature de l'un d'eux a donc été retenue. Nous avons ainsi huit hommes, huit femmes et ce poste supplémentaire pour un étudiant. Nous sommes donc à la parité pour cette nouvelle composition.

Le mandat, pour ces membres, est de trois ans. Il pourra être renouvelé une fois. Vous avez la liste des membres qui est jointe à la délibération. Cela vous permet de noter la diversité des parcours, le rajeunissement des membres, qui n'était pas un objectif en soi, mais qui correspond à l'idée de faire participer aussi d'autres générations, d'autres expériences, d'autres regards à ce futur conseil. Et nous sommes ravis des candidatures et de la diversité de celles-ci. Nous avons retenu une liste de suppléants, pour le cas où certains des membres actuels ne pourraient pas rester tout au long de ces trois ans ou de ces six ans, s'ils souhaitent être prolongés.

Voilà pour la composition. Vous avez, dans ce qui vous est présenté dans le diaporama, un certain nombre de phrases que nous avons retenues des candidatures de ces différents candidates et candidates, qui vous apparaissent à l'écran.

III - 82

Dans cette délibération, il vous est proposé de voter la composition de ce futur Conseil nantais du patrimoine, qui est bien une instance qui vient donner et conforter le travail sur les questions patrimoniales et rendre des avis, transmettre leur expertise pour aider à la décision dans l'évolution de nos politiques patrimoniales et dans la construction de la Ville.

Je voudrais, à l'occasion de cette délibération, remercier particulièrement les services de la direction du patrimoine pour leur engagement, pour tout le travail qui a été réalisé. C'est une petite équipe, mais il y a eu beaucoup de travail qui a été engagé, à la fois sur le dispositif que j'évoquais l'instant et que nous venons de voter sur la restauration des façades, le nouveau dispositif, sur ce dispositif-là, le Conseil nantais du patrimoine et plus globalement, sur tout ce qui a été fait au cours de cette année tout de même compliquée.

Je voudrais notamment vous alerter sur deux points: la mise en place de balades patrimoniales, cet été. Nous avions commencé à les mettre en place l'été dernier. Elles avaient très bien fonctionné et ce sera encore le cas l'été prochain, avec des balades qui sont proposées dans l'ensemble des quartiers nantais. Je vous invite à regarder le programme. Elles sont thématiques. Elles associent à la fois des guides conférenciers et des associations ou des habitants des quartiers. L'idée est de faire découvrir les quartiers nantais tout cet été. Il y a vraiment un programme remarquable qui est prévu dans le cadre du programme de l'été 2021 sur l'ensemble de nos quartiers.

Enfin, quand j'évoquais tout le travail réalisé par la direction du patrimoine, je voudrais aussi saluer la reconnaissance européenne que vient d'avoir la politique patrimoniale de la Ville de Nantes, puisque nous avons été retenus dans le cadre d'un programme européen sur le patrimoine culturel, avec également Eurocities. Nous faisons partie du Top 3 des meilleures pratiques en matière de participation des citoyens aux politiques patrimoniales avec l'outil Internet Nantes Patrimonia. Cela me permet de saluer également le travail de Gildas Salaün sur ce sujet, au précédent mandat. Nous avons été retenus parmi l'ensemble des projets à l'échelle européenne comme l'un des trois projets les plus innovants. Nous avons accueilli, de manière virtuelle, une délégation et tout un colloque qui s'est déroulé la semaine dernière sur le sujet pour partager l'expérience nantaise en matière de participation et de coconstruction des politiques patrimoniales à Nantes. Je tenais donc vraiment à souligner ce travail et cet engagement de nos services et de l'ensemble des participants et des habitants qui y concourent.

Voilà, Madame la Maire.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets cette délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 64 voix pour.

M. CHATEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 24, intitulé :

Voies publiques - Dénomination - Approbation

M. CHATEAU, Adjoint — Il vous est proposé deux dénominations, avec d'abord, une dénomination dans le quartier Bellevue, Bassem Asseh en parlait tout à l'heure à propos du square des Lauriers. Un travail a été fait avec les habitants du quartier pour une très belle dénomination : le square des Lauriers s'appellera square des Lauriers — Michelle Palas, pour rendre hommage cette citoyenne engagée, cette militante syndicale, militante associative qui a beaucoup œuvré pour les habitants du quartier. Elle a été faite chevalier de l'ordre national du mérite en 2013 pour reconnaître son engagement pour les habitants du quartier de Bellevue. C'est une manière de lui rendre un hommage dans le quartier pour lequel elle a tant œuvré. Voilà pour cette proposition de dénomination pour Michelle Palas.

III -83

Par ailleurs, il y a une dénomination sur le quartier de l'Île de Nantes. La proposition est de créer la rue de la Marsilée à quatre feuilles. C'est une fougère aquatique. Cette rue sera située entre la rue de la Noue-Bras-de-Fer et le quai François Mitterrand, en parallèle de la rue de l'Angélique des estuaires. C'est également une plante ligérienne protégée. Nous voulions, dans l'idée de cohérence avec la rue de l'Angélique des estuaires, proposer pour cette rue qui, jusque-là, ne portait pas de nom, de la nommer ainsi : rue de la Marsilée à quatre feuilles. Cela ressemble à un trèfle à quatre feuilles. Vous pourrez aller voir sur Internet.

Mme la MAIRE – Merci. Abbassia Hakem.

Mme HAKEM, Adjointe – Merci, Madame la Maire. Un petit mot rapide sur la dénomination du square des Lauriers – Michelle Palas. D'abord, parce que je suis très émue que ce square prenne ce nom. Cette femme, je l'ai connue. Elle m'a accompagnée dans mon engagement politique et je peux vous dire qu'elle m'a accompagnée avec beaucoup d'intransigeance, sans flatterie. Je voulais le redire.

C'est un choix symbolique également, parce qu'elle a habité cette place des Lauriers, dans la barre du Doubs, qui a été démolie récemment. Elle y a milité, puisque le siège de son association était dans les locaux associatifs dans cette barre du Doubs. C'est une femme qui est connue et reconnue dans son action. C'est une femme avec une franchise et une honnêteté sans égales et qui a mené un combat pour les personnes les plus vulnérables.

Et puis, j'ai une petite anecdote : c'est une personne qui, quand son association, Bellevue 2000, a été créée, s'est beaucoup battue et qui a apporté son soutien à Jean-Marc Ayrault lorsqu'il a été décidé de faire passer le tram au cœur du quartier de Bellevue, parce qu'elle pensait que c'était quelque chose d'essentiel. Aujourd'hui, cela nous semble tellement évident, mais à l'époque, cela ne l'était pas. Je voulais saluer son engagement et je me fais le porte-parole des habitants du quartier, qui sont très touchés, eux aussi, par cette décision.

Mme la MAIRE – Merci. Ali Rebouh.

M. REBOUH, Adjoint – Je vais aussi en « rajouter une couche », ai-je envie de dire, parce que c'est vrai que nous avons tout de même affaire à une personnalité qu'hélas, nous connaîtrons de moins en moins dans nos quartiers populaires. Moi, j'en ai connu une, aux Dervallières, qui s'appelait Jean Ogé. C'est un peu le même profil. D'abord, je la connaissais en tant que militant associatif, puisque i'ai aussi été militant associatif dans une autre vie. Mais surtout, ie l'ai connue en tant qu'élu à la vie associative, et c'est vrai que Michelle était une personne qui avait le cœur sur la main, qui a consacré sa vie au militantisme associatif, sa vie de femme, aussi, pour les autres. Faire avec les autres, porter la voix des autres, penser d'abord aux autres, c'était son credo, parce que Michelle aimait tout simplement les gens et son quartier. Attachante, enthousiaste, déterminée, c'était une grande figure, une forte personnalité. Elle était toujours là, toujours présente pour les autres, comme je le disais, et même si les mots étaient parfois un peu forts, elle parlait avec sincérité et avec justesse dans tout ce qui la touchait. Combattante infatigable contre les injustices pour les habitants des quartiers populaires, sa voix résonne encore dans notre tête, dans nos cœurs et dans chaque recoin du quartier de Bellevue. Elle transmettait aussi aux autres l'envie de s'engager, tu en as parlé, Abbassia. Michelle, nous ne t'oublierons jamais et cette belle délibération le démontre bien.

Merci pour elle.

Mme la MAIRE — Merci, Ali. Vous l'aurez compris, une femme au caractère bien trempé, une citoyenne engagée, une militante respectée... Nous sommes quelques-uns, ici, à avoir eu la grande chance de nous prendre parfois une volée de bois vert par Michelle Palas. Je le dis comme cela parce qu'elle était ainsi, Michelle : intransigeante, exigeante... Elle aimait la politique au sens de l'engagement des citoyennes et des citoyens, et c'est pour cela qu'elle portait avec force cette attention, cette attention pour l'émancipation — elle était, de ce point de vue, intransigeante —, cette attention pour le respect de la parole des habitants. Quand, avec

III - 84

Abbassia Hakem, nous avons fait la première réunion du projet global de Bellevue, la toute première, elle était encore là et elle nous a dit... Elle s'est levée – elle s'est fâchée –, et elle nous a dit : n'oubliez pas que cette place, elle a une histoire. Vous allez inventer une autre étape, mais n'oubliez pas que cette place a une histoire! Elle ne portait pas simplement sa parole, mais la parole des habitantes et des habitants autour d'elle et d'abord, toujours, des plus modestes, mais jamais dans cette version d'une forme de paternalisme, considérant toujours que chacune et chacun a le choix de sa propre vie, de son parcours. J'ai une pensée pour ses compagnons syndicaux, qui continuent de manger régulièrement à l'Épicerie communautaire de Bellevue. Michelle Palas, c'est toute une histoire. Je suis très fière que nous rendions hommage à cette grande dame à travers cette délibération.

Jamal Ouggourni.

M. OUGGOURNI, Conseiller municipal – Je voulais juste apporter un témoignage et dire, en deux mots, la fierté d'un habitant du quartier de Bellevue de voir que le nom de la place a été donné à Michelle Palas. Michelle Palas, c'est elle qui m'a mis le pied à l'étrier quand je suis arrivé à Bellevue, en 1994. C'est avec elle que j'ai commencé à militer, même si nous n'étions pas dans la même association. Mais nous militions pour le bien des habitants. Je suis sûr que les habitants de Bellevue vont être fiers que la place porte le nom de Michel Palas. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Je vais vous inviter, chers collègues, à voter sur cette délibération.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 65 voix pour.

M. SEASSAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 25, intitulé :

Développement culturel – Attributions et répartitions de subventions – Conventions et avenants – Approbation

M. SEASSAU, Adjoint — L'heure avançant vers l'hypothèse d'un week-end, je tâcherai de ne pas vous accabler, d'autant que je me reconnais bien dans la maxime : « assez de phrases pompeuses, plus de travail simple et quotidien ». Il s'agit là d'une répartition de subventions à celles et ceux qui œuvrent justement pour ce travail simple et quotidien afin de nous offrir toute la joie des activités culturelles tout au long de l'année.

Aussi suis-je ravi de pouvoir vous proposer d'accompagner la Compagnie Non Nova vers de nouvelles aventures. Elle a été repérée sur le plan national, puisqu'il s'agit là de l'emmener jusqu'au festival d'Avignon, dans le « in », auquel elle participera cet été.

Deux nouvelles propositions de soutien au monde des arts visuels, dont j'ai déjà parlé, qui a particulièrement souffert, avec la Galerie Confluence et les ateliers Bonus, une subvention pour continuer d'accompagner la montée en puissance de la Maison de la poésie, et je signalerai peut-être que Loïc Touzé nous refait son grand huit du 1^{er} au 5 décembre et que cela fait partie des grands événements de danse, modestes et géniaux à la fois.

Enfin, peut-être pour faire plaisir à mon voisin de droite, géographiquement, Pascal, je voudrais vous dire que pour une fois, nous récupérons un peu d'argent, cela arrive, puisque le Pôle régional des arts visuels a été impacté par la crise Covid et qu'il a moins dépensé en matière de masse salariale. Nous récupérons donc 8 000 € dans cette délibération, ce qui, sur 14 000 €, n'est pas mal, tout de même.

Voilà ce que je pouvais vous dire.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 67 voix pour.

Madame la Maire quitte la présidence de séance.

III –85

M. SEASSAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 26, intitulé :

Culture – Équipements en régie, établissements publics – Dispositions diverses – Convention – Approbation

M. SEASSAU, Adjoint — Pour cette délibération, je me permettrai, avec votre accord, de passer la parole à Michel Cocotier, puisqu'il y a plusieurs dossiers qui requièrent son expertise et son suivi, au titre de la lecture publique comme du spectacle vivant. Je peux toutefois vous dire que nous allons faire de belles acquisitions. Il s'agit premièrement d'un *Velociraptor*, une sculpture originale, en tout cas, en peau et plumes de dinosaures, pour le Muséum d'histoire naturelle, d'une valeur de 11 000 €. J'en profite pour signaler qu'Aziliz Gouez était tout à l'heure au Muséum pour recevoir la météorite que nous avons achetée il y a quelques conseils de cela et qui est bien arrivée à destination.

Au musée d'Arts, une autre acquisition d'une huile sur toile de Dominique Berteaux, *Camarade dans l'atelier – Étude,* auprès d'une galerie, pour la somme de 35 000 €. Vous avez la toile devant vous. Merci aux services de nous faire profiter de ces illustrations pour vous montrer ce que nous acquérons.

Je saute un peu plus loin dans cette délibération pour vous indiquer que les locations de salles de spectacle gérées par la direction du développement culturel, comme l'ensemble des salles municipales, vont être amenées à connaître une légère évolution tarifaire, qui est modique, puisqu'elle est de l'ordre de 2 %, excepté le Labo 188, qui est un studio municipal d'enregistrement, qui bénéficie désormais d'un nouveau projet culturel et qui n'est donc en quelque sorte plus disponible à la location.

Enfin, avant de passer la parole à Michel Cocotier, je voudrais vous parler d'une très belle initiative portée par la Réunion des musées nationaux et la directrice du département des arts de l'islam, au Louvre, puisque nous aurons une exposition dans 18 lieux nationaux sur les arts de l'islam, que nous serons à heureux d'accueillir passage Sainte-Croix. Il s'agit d'une exposition nommée « Arts de l'islam. Un passé pour un présent ». Et vraiment, je veux saluer cette initiative conjointe des musées de France et saluer le passage Sainte-Croix qui la recevra. Je crois que c'est de toute actualité et que ce sera un très beau projet.

Je passe la parole à Michel Cocotier, s'il est prêt.

M. COCOTIER, Conseiller municipal – Merci. Quelques conventions et autres points en relation avec la lecture publique et le livre.

La première concerne une convention avec la Bibliothèque nationale de France, qui a pour mission de collecter, cataloguer, conserver et enrichir le patrimoine national et d'assurer l'accès du plus grand nombre aux collections dans un programme de consultation à distance. Elle coopère donc avec les collectivités publiques. Dans ce cadre, la Bibliothèque nationale de France, en particulier par la voie de conventions, peut attribuer des subventions.

La Bibliothèque nationale de France et la Bibliothèque municipale de Nantes souhaitent ainsi collaborer en signalant les fonds patrimoniaux de la Ville de Nantes, en valorisant les collections patrimoniales conservées par la Bibliothèque municipale et en mettant des ressources de la Bibliothèque nationale de France à la disposition du public. Celle-ci apportera son soutien et son expertise par le biais de ses personnels scientifiques. Elle pourra également apporter un soutien financier.

Il est donc souhaitable d'établir une coopération numérique entre la Bibliothèque nationale de France et la Ville de Nantes. Il est proposé d'approuver la convention de pôle associé et la convention de coopération numérique pour l'intégration et la diffusion des documents numériques dans Gallica entre la BNF et la Ville de Nantes.

III -86

Dans le cadre du « contrat territoire – lecture Grand Bellevue 2020-2022 », il vous est proposé une convention annuelle d'exécution entre la Ville de Nantes, la Ville de Saint-Herblain et l'État. Cette convention-cadre signée en 2019 entre les Villes de Nantes et de Saint-Herblain et l'État a fixé les orientations du « contrat territoire – lecture » sur le quartier de Bellevue, quartier limitrophe entre nos deux communes, pour la période 2020-2022, et a défini ses modalités de mise en œuvre.

Ce dispositif a pour ambition de permettre à chacune des parties de moderniser ses services afin de proposer un service public capable de répondre et d'anticiper aux attentes de la population dans le but de développer le livre et la lecture et un accès égalitaire des publics, ainsi que de promouvoir la citoyenneté et le lien social. Les échanges entre les Villes de Nantes et de Saint-Herblain et la direction régionale des affaires culturelles des Pays-de-la-Loire ont permis de définir plusieurs axes pour la mise en œuvre du « contrat territoire – lecture » :

- la formation, l'autoformation et la recherche d'emploi ;
- les publics allophones ;
- l'accompagnement à l'accès à l'information ;
- la parentalité ;
- les actions hors les murs ;
- les résidences d'auteurs.

Pour l'exercice 2021, la Ville de Nantes sollicite le concours financier de l'État à hauteur de 7 500 €, la Ville apportant elle-même le même montant. Il vous est proposé d'approuver les termes de la convention d'exécution annuelle 2021 conclue entre l'État, la Ville de Saint-Herblain et la Ville de Nantes dans le cadre du « contrat territoire – lecture Grand Bellevue ».

Autre convention soumise à votre approbation, celle de la mise à disposition de la Ville de Saint-Herblain d'une structure mobile de bibliothèque hors les murs. Les deux Villes, Nantes et Saint-Herblain, ont fait de l'accès au livre et à la lecture l'une de leurs priorités culturelles, grâce à un projet de « contrat territoire – lecture » commun pour 2020-2022 sur le quartier prioritaire du Grand Bellevue. Il a pour objectif d'accompagner, de soutenir et de développer la dynamique de lecture publique avec le soutien de la DRAC des Pays-de-la-Loire. Parmi les actions envisagées concernant les actions hors les murs, nous souhaitons nous doter d'une structure mobile commune pour la programmation d'animations dans l'espace public afin de faciliter l'accès aux établissements de lecture publique pour les publics ne les fréquentant pas en allant vers eux, afin de conquérir de nouveaux publics, dans le but de proposer une offre de lecture publique dans les espaces frontières du quartier, mais aussi dans les lieux de rassemblement et de vie du quartier (parcs, places, pieds d'immeuble, marchés, écoles) et aussi dans le but de poursuivre, de renforcer et de structurer le réseau de partenaires en proposant une action collective hors les murs et en renforçant la présence des services à la population en proximité directe. La Ville de Nantes a acquis ladite structure. Il est nécessaire à présent d'en définir les modalités d'usage et son règlement financier. Il est proposé d'approuver la convention définissant ses modalités.

Nous avons, lors du dernier Conseil municipal, entériné la gratuité universelle à la Bibliothèque municipale, ce qui est le cas depuis le 1^{er} mai 2021. Les usagers peuvent emprunter gratuitement les collections de la Bibliothèque municipale. Il est donc nécessaire de modifier certains articles du règlement intérieur de la Bibliothèque afin de le mettre en conformité avec cette nouvelle mesure à compter du 1^{er} juillet 2021.

Une demande de subvention, maintenant, auprès du Centre national du livre. Face à la crise sanitaire, ce centre propose d'accorder une subvention allant de 3 000 à 30 000 € aux bibliothèques qui s'engagent à acquérir cette année des livres imprimés pour un montant supérieur ou égal à celui qu'elles y ont consacré en 2020 auprès des libraires indépendants. La Bibliothèque municipale de Nantes a acquis en 2020 pour un montant de 368 467 € de livres imprimés. Elle s'engage à consacrer en 2021 un budget de 373 701 € à l'acquisition de ces livres imprimés. Il vous est proposé d'approuver le principe du montant consacré en 2021 à l'achat de livres imprimés. Le montant global d'acquisition est inscrit au budget primitif. La demande de

III - 87

subvention sera déposée auprès du Centre national du livre dans le cadre des délégations du Conseil municipal à Madame la Maire.

Enfin, une convention avec le système universitaire de documentation, qui est le catalogue collectif des bibliothèques de l'enseignement supérieur et de la recherche et le catalogue collectif national des publications en série. Toute structure documentaire française peut devenir membre du SUDOC-PS pour signaler et valoriser les collections. L'université de Nantes hébergeant ce centre régional dans les Pays-de-la-Loire, il est nécessaire, pour la Bibliothèque de la Ville de Nantes, de passer une convention avec l'université définissant les conditions de coopération avec ce centre. Il vous est donc proposé d'approuver cette convention.

Merci.

- M. ASSEH, Adjoint, Président de séance Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole ?
- M. SEASSAU, Adjoint Monsieur le Premier Adjoint, juste une précision, d'une phrase, pour vous dire que j'ai, de manière éhontée, commis une erreur, puisque la météorite dont je parlais était une donation. Je tiens donc à remercier les donateurs. Nous avons effectivement adopté cette donation. Elle est bien arrivée au Muséum, mais c'était un don exceptionnel d'une valeur de 50 000 €. Je tenais à rectifier cette erreur et à remercier les donateurs.
- **M. ASSEH, Adjoint, Président de séance –** Merci, Monsieur Seassau. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame Gouez.

Mme GOUEZ, Conseillère municipale — Je veux bien dire deux mots de cette météorite, parce que c'est effectivement un objet assez exceptionnel. Il s'agit d'un don exceptionnel par sa valeur, mais l'objet lui-même, je vous invite à aller le voir, est un énorme fragment de la plus grosse météorite à être tombée en France. C'était à Saint-Aubin, il y a 55 000 ans, donc au moment où commençait le développement d'Homo sapiens sur notre planète. On ne sait pas trop, il y a un débat, parmi les scientifiques, pour savoir si c'est Homo sapiens ou s'il y avait encore des hommes de Neandertal en Europe au moment où est tombée cette météorite. Mais ce qui est assez intrigant, c'est l'intérêt que suscite cet objet. Il y avait pas mal de médias au musée, tout à l'heure, et l'on voit bien que ce sont vraiment des objets assez captivants pour notre imaginaire. On ne sait pas bien pourquoi. Est-ce parce que ce sont des cailloux qui nous disent quelque chose des origines de la planète ou bien est-ce parce qu'au contraire, cela nous fait toucher du doigt le caractère un peu incommensurable de tout ce que nous ne savons pas ?

Je vous invite tous à aller voir cette météorite au Muséum.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame Gouez. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Sinon, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 65 voix pour et 1 abstention.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance, donne lecture du dossier n° 27, intitulé :

Culture - Dispositions diverses - Conventions - Approbation

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance — C'est moi qui présente cette délibération, et j'annonce que Monsieur Seassau, Monsieur Cocotier, Monsieur Le Teuff et Monsieur Chateau ne prennent pas part au vote, pour le Fonds européen de la culture, qui entre dans la première partie de cette délibération. Ensuite, Monsieur Seassau, Monsieur Cocotier et Madame Bourdon ne prennent pas part au vote pour la deuxième partie de cette délibération, qui concerne le Lieu unique.

Le « plan d'actions culture », qui accompagne le projet politique, s'articule autour de grandes orientations, que je vous rappelle : l'approche de la culture ouverte et décloisonnée, une relation vivante entre l'art, les lieux culturels et la population, une création foisonnante et plurielle, un réseau dynamique de lieux, de manifestations et d'initiatives culturelles et enfin,

III – 88

une ouverture au monde et les coopérations culturelles à l'échelle métropolitaine, régionale, nationale et internationale. Voilà pour les grands principes qui orientent notre politique culturelle. Les deux initiatives dont je vais parler maintenant s'inscrivent dans cette logique-là.

Il s'agit d'abord du fonds métropolitain pour la culture pour Nantes et Nantes Métropole, dont il s'agit, dans cette délibération, de renouveler la convention-cadre. Ce fonds métropolitain pour la culture a été voté à Nantes et à Nantes Métropole. Il permet de constituer, au travers des deux collectivités, conjointement avec des entreprises privées du territoire, un fonds qui a été voté les 9 et 6 décembre 2016. Il a été créé le 25 mars 2017.

Ce fonds de dotation a pour but de contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville et de la Métropole. Il permet d'orienter les fonds vers des projets patrimoniaux au sens large, que ce soient les musées, les collections patrimoniales, artistiques, littéraires, scientifiques, etc.

Ce fonds de dotation reçoit des dons, sous forme de mécénat. Une première convention-cadre a été approuvée en 2017. Il s'agit maintenant de la renouveller. Ce renouvellement est d'une durée de trois ans, pour la période 2021-2024.

Le fonds de dotation s'engage à reverser sa dotation en capital et ses autres ressources à la Ville de Nantes et à Nantes Métropole afin de contribuer à leurs projets, une fois les frais de gestion du fonds soustraits. La Ville de Nantes et Nantes Métropole s'engagent à affecter les sommes données au profit du programme d'actions validé par le fonds de dotation et à en garantir la traçabilité, conformément à chacune des conventions de mécénat qui seront établies entre le fonds et l'entreprise mécène, stipulant l'affectation du don.

Voilà pour la première partie.

La deuxième partie concerne la subvention au Lieu unique en soutien au fonctionnement du projet Libre Usine. Le Lieu unique est la seule structure de l'agglomération à avoir le label « Scène nationale ». Il développe un projet de diffusion culturelle et de productions artistiques et est considéré comme un pôle de référence nationale pour ce qu'il produit.

Il est proposé, au titre de l'année 2021, d'attribuer par convention à l'association une subvention d'un montant de 60 000 € en soutien au fonctionnement du projet Libre Usine. Aucune subvention n'a été accordée au Lieu unique au titre de ce projet en 2019 et 2020.

Voilà les deux dimensions de cette délibération. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas. Avant de procéder au vote, je rappelle à ceux dont les noms ont été énoncés au début de cette intervention qu'ils ne peuvent pas voter. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 65 voix pour.

Non participation au vote de M. SEASSAU, M. COCOTIER, M. LE TEUFF et M. CHATEAU pour le Fonds Métropolitain pour la Culture.

Non participation au vote de M. SEASSAU, M. COCOTIER et Mme BOURDON pour le Lieu Unique.

Madame la Maire reprend la présidence de séance.

Mme BOURDON, Conseillère municipale, donne lecture du dossier n° 28, intitulé :

Culture et proximité - Pratiques culturelles amateurs - Pratiques culturelles émergentes - Attributions et répartitions de subventions - Convention et avenants - Approbation

Mme BOURDON, Conseillère municipale – En préambule, je rappelle que la Ville de Nantes accorde une place prépondérante à la proximité de la culture dans ses politiques culturelles,

III -89

avec, comme objectif final, vous le savez, l'émancipation de tous les individus, la consolidation du lien social entre les habitants et les habitantes, quelle que soit leur génération ou leur territoire. La désormais traditionnelle délibération « culture et proximité − pratiques culturelles amateurs et pratiques culturelles émergentes » vous est donc soumise pour approbation. Elle comprend des conventions et avenants ainsi que la répartition des crédits destinés à l'aide aux activités et projets, d'un montant total de 200 150 €.

Vous y retrouvez notamment sept « créations partagées », dispositif de culture et proximité, qui entrent désormais dans leur deuxième année de création, puisqu'ayant débuté début septembre 2020, dans un contexte bien évidemment particulier. Deux sont concernées par un avenant, celle de « Marie et Alphonse », pour 6 000 €, et d'« Alambic Théâtre », pour 7 500 €. Afin de mettre en lumière ces beaux projets de territoire et de maillage de proximité, je citerai notamment un projet, celui de Pypo production, que vous retrouvez dans l'annexe, avec le projet « Couleurs ! », dans le quartier de Malakoff, avec déjà plus de 20 interventions intergénérationnelles effectuées courant septembre et octobre derniers en lien avec les habitants, en lien notamment avec Nantes Métropole Habitat, en parallèle avec de nombreuses interventions en classe et clubs ado de l'ACCOORD.

Dans le champ, là aussi, de notre politique de soutien aux pratiques amateurs, on retrouve notamment Cité Monde, avec son très beau projet « Urban Voices Nantes », donc vous avez sans doute déjà dû apercevoir les affiches dans notre ville, que nous accompagnons par un avenant à 80 000 € pour cet événement phare et structurant dans les douves du château, avec l'animation de chorales et répétitions pour tout public, projet important par sa grande mixité de participants et de participantes et cette année, en collaboration avec cinq artistes nantais.

Également en politique de soutien à la médiation, vous retrouvez notamment Paq' la Lune, pour un avenant de 4 000 € à sa convention de 2021, sur sa reconduction de projets dans les quartiers de Nantes Nord et de Nantes Erdre autour de la pratique artistique, avenant notamment justifié par des besoins d'accompagnement sur leur volet de formation et de coordination des adultes relais, dans le cadre du contrat avec l'État, qui soumet des demandes plus spécifiques sur l'action de ces quartiers ciblés.

On retrouve également l'association T'cap, avec un avenant à 2 000 € pour poursuivre leur travail sur l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap à la pratique artistique, et l'association P'tit spectateur & Cie, pour une convention d'investissement de 6 750 € pour l'aide à la création de son site ressources.

Enfin, un petit coup de projecteur sur les projets que nous accompagnons au titre de l'émergence, notamment par le biais du fonds à l'émergence, le FAE. Nous en accompagnons trois, dont notamment le beau projet du centre Tréméac, avec « les meubles de la jungle », un atelier avec 80 jeunes en décrochage et suivis par la PJJ, qui, avec un artiste, réhabilitent des meubles de récupération en œuvres d'art.

Vous retrouvez bien évidemment l'ensemble des subventions que nous attribuons dans le tableau annexe.

Mme la MAIRE — Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique et au scrutin public, par 62 voix pour.

M. REBOUH, Adjoint, donne lecture du dossier n° 29, intitulé :

Sports – Troisième répartition de subventions – Conventions et avenants – Approbation

M. REBOUH, Adjoint – Nous sommes dans un lieu prestigieux, emblématique du sport nantais et métropolitain. Je suis extrêmement heureux de pouvoir vous présenter cette délibération

III - 90

dans ce lieu, dans une saison qui a été extrêmement perturbée par le contexte sanitaire. Les activités reprenant, cela fait grand plaisir de revoir nos dirigeants et nos bénévoles et surtout, les enfants, retrouver un sourire, et nous espérons que l'année prochaine permettra à chacun de retrouver une activité sportive qui, je pense, fera du bien à tout le monde.

Je vais maintenant entrer dans la délibération. Il s'agit de la troisième répartition des subventions aux associations, avec :

- des subventions aux investissements pour les plans nautiques, que ce soit le « plan voile », le « plan aviron » ou le « plan canoë-kayak », de l'investissement aussi pour le « plan handisport et sport adapté », une subvention exceptionnelle en préalable des études pour la réfection du terrain de la Saint-Yves, qui se trouve dans le quartier bas de Bellevue et qui a bien besoin d'être refait ;
- des subventions pour des manifestations sportives il y en aura, il y en a eu un peu aussi dans ce contexte-là – pour la Ligue d'athlétisme des Pays-de-la-Loire, la Fabrique sportive, du tennis, avec le Don Bosco, le Nantes Pleins Contacts et le Sport nautique de l'Ouest;
- des subventions aussi en fonctionnement, pour le « plan handisport et sport adapté », un plan ambitieux, et je salue Émilie Bourdon, qui le porte aujourd'hui. Je rends aussi un petit hommage à Jean-Jacques Moreau, qui l'a porté pendant quelques années. Des subventions de fonctionnement également sur les plans nautiques, je l'ai dit aussi, les plans « voile », « aviron » et « canoë » ;
- des subventions pour l'entretien courant ;
- des subventions pour des emplois aidés pour le Bellevue Athlétique Forme cela correspond à 10 % d'un SPEC ;
- des subventions pour la fonction sociale et solidarité du sport. On voit bien, et Abbassia, tu en as parlé tout à l'heure, le rôle que joue le sport en termes d'éducation et de citoyenneté, donc des subventions pour des associations qui œuvrent dans le cadre de la politique de la Ville;
- et aussi, des subventions pour le sport amateur de haut niveau. À la Métropole, nous accompagnons le sport professionnel, mais à Nantes, nous avons la chance d'avoir beaucoup, beaucoup de sportifs de haut niveau amateur ;
- enfin, des subventions qui sont liées à la subvention commune pour tout ce qui est sport scolaire et universitaire.

L'ensemble de cette délibération porte sur un montant de plus de 900 000 €.

Mme la MAIRE – Merci. Y a-t-il des questions ou des demandes d'intervention particulière ? Sandra Jen.

Mme JEN, Conseillère municipale – Je ne participerai pas au vote, compte tenu de mon implication active dans l'un des clubs d'aviron.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 66 voix pour.

Non participation au vote de Mme JEN pour Léo Lagrange Nantes Aviron.

Mme LANGLOIS, Adjointe, donne lecture du dossier n° 30, intitulé :

Politique « jeunesse » – Programme d'investissements d'avenir (PIA) – Troisième répartition de subventions – Conventions – Avenants – Approbation

Mme LANGLOIS, Adjointe — Chers collègues, cette délibération regroupe deux aspects. Le premier concerne le programme d'investissements d'avenir, que je ne doute pas que vous commencez à connaître, depuis quelques conseils municipaux. Mais je me permets tout de

III - 91

même d'insister sur ce dispositif, qui est un outil essentiel, d'autant plus dans cette période marquée par une explosion de la précarité de la jeunesse.

L'avenant ici présenté est une simple modification technique de la convention qui nous lie à l'ANRU en raison de la modification légale sur le statut de cette dernière.

Le second aspect porte sur une troisième attribution de subventions sur la politique « jeunesse », à hauteur de 91 705 €. Ces subventions ont pour but d'une part de préparer les animations estivales pour la jeunesse, et j'en profite pour saluer tout le travail d'Ali Rebouh et de Mahaut Bertu pour les dispositifs « quartiers d'été » à destination des jeunes, afin d'apporter une information, une médiation, des échanges et une animation.

Au-delà de ces subventions pour les activités estivales, je voudrais m'attarder sur la subvention de 5 000 € que nous nous apprêtons à verser pour l'association Resonantes. Cette subvention a pour objectif de sensibiliser des jeunes de 15 à 24 ans sur les violences sexistes et sexuelles. L'absence d'un tel dispositif était un manque dans notre politique « jeunesse » et je suis ravie de pouvoir aujourd'hui vous présenter cette subvention, qui rend concrète notre ambition de faire de Nantes une ville non sexiste.

Je reste évidemment à votre disposition pour toute question et vous demande d'approuver cette délibération. Merci de votre attention.

Mme la MAIRE — Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 66 voix pour.

Mme BASSANI, Adjointe, donne lecture du dossier n° 31, intitulé :

Bureaux des projets - Fonds de soutien à l'initiative citoyenne - Subventions - Approbation

Mme BASSANI, Adjointe – Madame la Maire, chers collègues, à chaque conseil, je suis ravie de vous présenter les projets portés et choisis par les habitants de nos quartiers.

Malgré un contexte bien difficile, ils et elles se mobilisent pour ne pas céder à la morosité, pour conserver les liens de voisinage, pour prendre soin des personnes isolées, pour s'approprier l'espace public et s'y sentir plus en sécurité.

Cette délibération concerne donc dix initiatives citoyennes qui sollicitent une subvention via les bureaux des projets, et, pour votre information, neuf projets financés en régie.

Je ne reprends pas ici l'exposé qui rappelle le mode de fonctionnement des bureaux des projets. En revanche, je tiens vraiment à vous présenter chacun des projets, parce que cette implication des Nantaises et des Nantais dans la cité, c'est une très belle manière de faire de la politique. Il s'agit de se saisir de son pouvoir d'agir.

Les subventions proposées portent sur un montant total de 30 795 €.

Je commence par trois initiatives pour la transition écologique.

La première est nommée « Ramène ta fraise ». Elle est proposée par l'association Carrés de culture(s), à Malakoff Saint-Donatien, pour embellir et animer le square Jules Bréchoir à Toutes Aides. Il s'agit d'inaugurer les deux boîtes à livres construites fin 2019. Notez la date du dimanche 3 octobre : ce sera l'occasion d'un temps de partage autour du jardinage et de l'environnement, organisé avec le tissu local associatif et de nombreux partenaires du quartier.

Le deuxième projet s'appelle « Jardinage estival à la maison de quartier de l'Île ». Il est proposé par l'association La Sauge, sur l'Île de Nantes. La Sauge soutient le jardinage et l'agriculture urbaine pour fédérer des personnes autour d'un projet commun. Ce collectif propose des

III - 92

animations de jardinage hebdomadaires à la maison de quartier de l'Île de juillet à fin septembre 2021, avec une volonté de mixité générationnelle et sociale.

Le troisième est une « Boîte à livres » proposée par « À l'asso des Haubans ! », sur l'Île de Nantes encore. Un collectif d'habitants vraiment passionnés de lecture a souhaité mettre à disposition des habitants une boîte à livres place de la Galarne. Ce projet collaboratif sera réalisé avec des habitants qui en assureront la surveillance et l'animation.

Ensuite viennent sept initiatives culturelles et sportives :

« Un été rue Grande Biesse » 2º édition, proposé par l'association des commerçants et artisans des Biesses, sur l'Île de Nantes. En 2020, la Ville de Nantes avait accompagné une opération de piétonnisation de rues commerçantes. Au regard du succès de cette première édition, l'association a proposé de renouveler cette action, dès que les conditions sanitaires le permettront, bien sûr. De nombreuses animations estivales seront organisées : des ateliers participatifs, une programmation musicale éclectique, du théâtre d'improvisation, des chorales, etc.

Deuxième projet, « Les Ponts prennent l'air », proposé par l'association Globekiters, sur l'Île de Nantes. Ce projet de scénographie consiste à créer un décor sur l'espace public pour donner une « couleur » artistique au quartier pendant la période estivale. Dès le mois de juin, des micro-ateliers seront ouverts aux habitants et aux acteurs investis dans le projet pour participer à la réalisation des décors. De nombreux lieux seront concernés par cette opération, dont le lancement est prévu le 10 juillet.

Troisième projet, dans cette catégorie culturelle et sportive, le projet « Scénograph'île », qui est proposé par l'association Milette et Paillette, sur l'Île de Nantes, encore, et accompagné par des habitants et associations des quartiers des Ponts/Mangin-Beaulieu. Il s'agit là d'embellir, de végétaliser et d'animer une petite place publique qui facilitera les rencontres entre habitants, associations et personnes en situation de précarité.

Quatrième projet, « Nos aîné·e·s », proposé par la Compagnie Écart, à Breil Barberie. Il s'agit de rencontrer les personnes âgées de plus de 70 ans qui résident au Breil, afin de recueillir leurs témoignages autour des leurs chansons préférées. Une vidéo sera présentée dans le cadre d'une restitution collective. Ce projet sera réalisé de juillet à décembre 2021.

Cinquième projet, « Brise de mer », proposé par Les Invent'arts, à Breil Barberie. En partenariat avec le restaurant intergénérationnel et la maison de quartier du Breil, l'association propose à des habitants isolés ou en grande fragilité de partir deux jours en bord de mer, à Saint-Michel-Chef-Chef. Au programme, des visites culturelles et la découverte du sentier des douaniers. Cette initiative, ouverte à des personnes de 60 à 90 ans, permettra de rompre l'isolement après de longs mois de confinement dans le quartier.

Sixième projet, « Lib'R'été », proposé par l'association Transe'N'Danses, à Nantes Sud. Deux temps forts autour de la danse à destination d'un large public seront proposés fin juin et début septembre, avec des ateliers, scènes ouvertes, spectacles de danses du monde et urbaine sur la berge Sellier Goudy.

Septième projet, « Découvrir les documentaires de Bouchara Azzouz pour une réelle égalité hommes/femmes », proposé par l'association La Sagesse de l'image, à Doulon Bottière. Il est proposé de développer des actions avec les habitants autour de la question de l'égalité hommes/femmes. Dans un premier temps, compte tenu de la crise sanitaire, trois documentaires seront diffusés en ligne, de septembre à octobre 2021, et dès que les conditions sanitaires le permettront, des projections publiques seront organisées à l'espace Radar, dont une en présence de Bouchara Azzouz, qui est autrice, documentariste et essayiste.

Voilà pour les projets financés par le mode des subventions, je vous le rappelle, jusqu'à 5 000 € pour chacune. Vous avez le détail dans la délibération. Je ne m'attarde pas sur les chiffres.

III - 93

Maintenant, à titre d'information, neuf projets soutenus par le bureau des projets, mais en régie, qui ont donc déjà été réalisés, d'avril à mai :

- « Livre de recettes », à Breil Barberie par l'association Vivre libre 44 ;
- « Île Beaulieu Pointe Est : mon quartier en photo », sur l'Île de Nantes ;
- « Musique à Beaulieu », sur l'Île de Nantes ;
- « Fresque participative », à Malakoff Saint-Donatien, par l'association La Cloche, pour les habitants, les bénévoles avec et sans domicile, les publics de l'auberge de la Manu, des demandeurs d'asile et bénéficiaires de la protection internationale;
- Exposition photos « Nantes vue par les Nantais », à Nantes Nord, dans différents lieux publics comme La Mano et la médiathèque Luce Courville ;
- « Cours fraîche » : la nature envahit l'école et les « Pas-Sages », à Malakoff Saint-Donatien.
 Cette initiative est portée par l'association des parents d'élèves Guiotton Champenois. Il y a pas mal d'associations de parents d'élèves qui découvrent le bureau des projets et qui proposent des choses vraiment intéressantes, en collaboration avec les équipes pédagogiques ;
- « Ateliers de répétitions et création de saynètes en commedia dell'arte avec les habitants »,
 à Nantes Sud ;
- « Fabriquer un théâtre miniature et créer son histoire », à Nantes Sud ;
- « Les vendredis gourmands du mois d'avril », à Doulon Bottière, par l'association Smile is the life.

Je vous propose d'approuver le versement des subventions en faveur de tous ces beaux projets pour un montant de 30 795 €.

Je remercie tous les services, et notamment les agents de proximité qui accompagnent les habitants porteurs de projet et je remercie bien sûr tous les habitants porteurs de projet.

Merci de votre attention.

Mme la MAIRE – Merci. Delphine Bonamy.

Mme BONAMY, Adjointe – Madame la Maire, chers collègues, je tenais à féliciter ma collègue Catherine Bassani, qui réalise ce travail important avec les services pour favoriser l'initiative citoyenne sur l'ensemble des quartiers nantais. Avec tous les exemples que tu nous as donnés, de la culture en passant par la transition écologique, les projets portés sont de plus en plus nombreux et témoignent d'un élan de solidarité et d'entraide qui fait du bien. Cette démocratie ascendante des bureaux des projets est en phase avec l'avis citoyen délivré par la convention citoyenne : plus de commun, de dialogue, une volonté d'impliquer les habitants dans la fabrique de la ville et de soutenir les initiatives citoyennes, en bref, faire en sorte que les citoyens participent directement à la vie de la cité. Ce changement de logique est important, puisqu'il pose aussi la question du partage du pouvoir. Impliquer les citoyens engendre en effet pour nous, les élus, comme pour les services, une forme de prise de risque, une remise en cause d'une sorte de zone de confort et surtout, l'acceptation de partager le pouvoir au service de la démocratie. C'est cela, le pari de l'intelligence collective, le pari de la démocratie participative que les bureaux des projets concrétisent au quotidien.

Les élus du groupe écologiste et citoyen sont donc heureux du succès du bureau des projets et sont persuadés que le futur budget participatif sera également une réussite.

Merci.

Mme la MAIRE — Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 62 voix pour.

III – 94

M. GUISSÉ, Adjoint, donne lecture du dossier n° 32, intitulé :

Actions de coopération et de solidarité internationale — Subventions — Conventions — Approbation

M. GUISSÉ, Adjoint – Madame la Maire, chers collègues, je voudrais tout d'abord, avec votre permission, féliciter les services de la mission de la solidarité et de la coopération internationale, qui mènent un travail remarquable. Devant cette assemblée, je voudrais leur rendre hommage.

Il vous est demandé d'approuver la délibération 32, qui concerne nos actions de coopération et de solidarité.

La Ville de Nantes développe une politique de coopération et de solidarité internationale en menant des actions propres, d'une part, et d'autre part, en s'appuyant sur un réseau d'acteurs locaux engagés dans la diffusion et la promotion de la coopération internationale et des droits humains.

Il vous est proposé d'approuver le versement de subventions dans le cadre d'appels à projets en faveur d'associations nantaises au titre de la solidarité internationale pour un montant total de 37 600 €. Vous avez les explications dans l'annexe 1.

Deuxièmement, il vous est demandé d'approuver les propositions du jury CLAP – Échanges solidaires internationaux du 12 mars 2021 et le versement des aides correspondantes sous forme de bourses, pour un montant total de 5 000 €. Je vous renvoie à l'annexe 1 si vous voulez avoir des précisions sur les jeunes à qui nous avons accordé ces bourses.

Troisième point, il vous est demandé d'approuver la convention figurant dans l'annexe 2 avec l'association Les 3 Continents et le versement d'une subvention de 5 000 €.

Je vous demande aussi d'approuver le versement d'une subvention de 50 000 € à l'association Maison des citoyens du monde.

Le cinquième point porte sur le versement d'une subvention de 20 000 € à l'association Maison de l'Afrique, à Nantes.

Je vous demande d'autoriser Madame la Maire à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 61 voix pour.

M. PASCOUAU, Conseiller municipal, donne lecture du dossier n° 33, intitulé :

Jumelages européens - Subventions - Approbation

M. PASCOUAU, Conseiller municipal — Madame la Maire, je tiens à préciser, à titre liminaire, que vous n'aurez pas le plaisir de voter sur cette délibération, de même que mon collègue André Sobczak.

C'est toujours un plaisir de présenter des délibérations à ce Conseil municipal qui concernent l'action internationale et européenne de la Ville de Nantes. La délibération que je soumets à votre approbation cet après-midi concerne deux objets.

III - 95

Elle concerne tout d'abord le programme « jeunes ambassadeurs » qui a été institué dans le cadre du partenariat, enfin, du jumelage entre la Ville de Nantes et la Ville de Sarrebruck. Ce programme consiste en la venue à Nantes d'un jeune ambassadeur ou d'une jeune ambassadrice de Sarrebruck, et inversement, au fait qu'un jeune ambassadeur ou une jeune ambassadrice nantaise ou nantaise aille passer une année à Sarrebruck pour développer et donner corps à ces jumelages. Pour ce faire, il faut que la Ville de Nantes signe des conventions. À ce titre, trois conventions sont à signer pour donner corps à ce programme : une convention avec la Ville de Sarrebruck, une convention avec l'AFCCRE et une convention avec le Centre culturel franco-allemand. C'est le premier point de cette délibération.

Cette délibération contient un deuxième objet, qui est une subvention de fonctionnement à l'association France Russie CEI, qui a pour but de promouvoir les liens culturels et la coopération amicale entre la France, la Russie et les pays russophones de la CEI. Cette subvention de 1 000 € permet à cette association de fonctionner et de continuer à développer ses activités à Nantes depuis 1951, il faut le souligner.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE — Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention particulière, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 61 voix pour.

Non participation au vote de M. SOBCZAK et Mme ROLLAND pour le Centre Culturel Franco-Allemand.

M. MARAIS, Adjoint, donne lecture du dossier n° 34, intitulé :

Cosmopolis – Échanges Internationaux – Subventions – Approbation

M. MARAIS, Adjoint — Madame le Maire, chers collègues, dans le cadre de la politique publique « action internationale », il vous est proposé d'accorder une aide financière de 3 000 € à l'association Intervention Expérimentation pour un projet d'exposition à l'espace Cosmopolis en octobre 2021. Cette exposition sera consacrée à l'édition artisanale, comme par exemple les fanzines. J'en profite pour vous inviter à vous rendre à l'espace Cosmopolis, puisqu'il y a en ce moment une exposition sur l'Algérie. Ce sont cinq photographes qui présentent de magnifiques photos.

Il vous est aussi proposé d'accorder six subventions à différentes associations internationales, pour un montant de 25 515 €, dans ce cadre, de conclure une convention avec l'association des Sportifs municipaux nantais et une subvention de 1 035 € pour un déplacement prévu en 2021 à Niigata, qui est notre ville jumelle au Japon, pour participer à un marathon et nouer des liens dans le cadre de ce jumelage, et de conclure un avenant n° 6 avec l'association Maison des États-Unis pour un montant de 14 000 €. Il est à noter que dans le cadre des 40 ans du jumelage Nantes avec Seattle, l'association propose de nombreuses expositions, notamment une exposition à venir dans les jardins du Muséum d'histoire naturelle sur l'art Salish.

Voilà pour mes subventions. Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 63 voix pour.

III - 96

M. TALLÉDEC, Conseiller municipal, donne lecture du dossier n° 35, intitulé :

Prévention de la délinquance – Actions financées par la Ville – Approbation

M. TALLÉDEC, Conseiller municipal – Cette délibération s'inscrit dans le cadre de la politique de prévention de la délinquance. Elle vous propose d'attribuer les subventions pour un total de 32 466 €. Elle s'articule autour de cinq axes. Le premier est la médiation en milieu scolaire. Il s'agit de cofinancer cinq postes d'adultes relais. En 2, il est proposé de financer et de participer à l'accueil de loisirs du Centre de loisirs de la police nationale, qui, au-delà de l'action de sécurité routière, tend à développer le lien entre police et population. En 3, il s'agit d'une action en termes de prévention et d'insertion. Il est proposé de financer trois actions spécifiques portées par l'Agence départementale de prévention spécialisée et ceci, à destination des jeunes exposés à la délinquance. En 4, il s'agit d'un soutien à la parentalité autour de deux structures porteuses : l'École des parents et des éducateurs, d'une part, et d'autre part, l'Association départementale d'accompagnement éducatif et social. En 5, il s'agit d'aider l'association Accompagnement administratif d'accès aux droits dans son fonctionnement et notamment, d'accompagner les usagers les moins autonomes au sein des quartiers prioritaires pour les démarches administratives et plus particulièrement, d'une aide à l'achat d'un véhicule, que nous avons tous pu voir circuler dans nos quartiers pendant la période Covid. Il s'agit d'un bureau mobile pour aller au plus proche de ces populations.

Mme la MAIRE – Merci. Madame Van Goethem.

Mme VAN GOETHEM, Conseillère municipale — Merci, Madame la Maire. Nous soutiendrons évidemment cette délibération parce que, comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, et nous le répétons aujourd'hui, tout ce qui va dans le sens de l'amélioration de la sécurité des citoyens et en particulier, des Nantais, nous le suivons et nous le votons.

J'avais une observation à vous faire tout d'abord sur le cadre de la prévention contre la délinquance, qui est le premier passage que nous avons dans cette délibération. En effet, la prévention, c'est vraiment la démarche fondamentale pour lutter contre le mal de l'insécurité que nous avons. Cette Ville intervient en particulier dans le financement du dispositif de médiation en milieu scolaire dans cinq collèges nantais. On nous précise bien, dans la délibération, que ce dispositif va se renforcer en 2022 de cinq à sept médiateurs. J'ai posé la question pendant la commission, mais cela semblait un peu compliqué d'avoir les résultats tout de suite : nous n'avons pas de bilan des premiers résultats. Monsieur Tallédec m'a gentiment proposé d'en discuter à deux. Je trouve qu'il serait intéressant que nous en parlions au niveau du Conseil municipal. Donc si un jour, nous pouvons avoir les bilans, ce serait vraiment important. Je pense qu'à partir de cette logique et surtout, du recul que l'on peut avoir par rapport à ces cinq collèges nantais, nous pouvons peut-être envisager de faire mieux sur d'autres collèges.

D'autre part, j'avais une question à vous poser. Comme c'est en fin de conseil, je ne vais pas y passer trop de temps, mais notre groupe souhaiterait avoir tout de même un petit point d'étape sur la mise en œuvre du contrat de sécurité intégrée que l'État et la Ville ont signé le 20 mai dernier. Le Conseil municipal nous semble tout de même le bon lieu pour en discuter plutôt que de revenir à travers les journaux ou à travers les médias. Où en sommes-nous des policiers nationaux qui doivent être aussi recrutés en parallèle ? Est-ce que nous avons avancé sur les 70 policiers municipaux que nous devons avoir, puisque nous regardons sur la création de postes et que dans cette délibération, aujourd'hui, nous n'avons rien ? Est-ce que nous avons une idée de quand seront installées les caméras de vidéoprotection et surtout, a-t-on repéré les points clés qui seraient intéressants pour positionner ces caméras de protection ?

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Marlène Collineau.

III - 97

Mme COLLINEAU, Adjointe – Merci de me donner la parole. Les actions financées en matière de prévention de la délinquance démontrent bien ce que fait notre majorité de gauche en la matière. La prévention, ce ne sont ni des sous-mesures ni le laisser-aller, mais au contraire, je crois, la conviction profonde qu'il est possible d'agir. Notre politique est volontariste. Elle a été présentée par Denis Tallédec. Elle allie des dispositifs de médiation, d'accueil, de soutien à la parentalité, d'accès aux droits, pour prévenir afin de ne laisser personne à la marge, pas un jeune seul, exposé à l'isolement, à l'échec, à la marginalisation voire à la délinquance, pour épauler en cas de besoin, aussi, parce que l'on peut trébucher et aussi, se relever. Se sentir en sécurité, c'est aussi une nécessité.

L'échange revient régulièrement en Conseil municipal et il nous semblait important de rappeler, pour le groupe « gauche commune », les responsabilités de chacun et de faire aussi le bilan de la politique du président Macron, évidemment pas de manière exhaustive, vous l'aurez entendu. Mais la question notamment de la restriction des libertés, la question de l'occupation de l'espace public, qui semble être devenue la cible première du pouvoir Macron, nous inquiètent, et nous vous voudrions ici avoir un mot pour celles et ceux qui subissent les conséquences de ces choix, qui sont politiques, qu'ils soient lycéens en manifestation, syndicalistes, supporters de foot ou encore, récemment, « teuffeurs ». Pendant ce temps, dans certains quartiers, les trafics augmentent. Les habitants sont parfois inquiets pour la vie de leurs enfants. Les descentes de « flics » se multiplient sans parvenir réellement à rétablir l'ordre. Et si l'on veut parler de sécurité, c'est aussi de cela que nous devons parler, il nous semble : de l'échec de la politique du gouvernement en la matière.

Du côté de la Ville de Nantes, tout est fait pour participer, chacun à sa place, et de ce point de vue, les mesures de prévention prennent évidemment tout leur intérêt, mais chacun à sa place dans la lutte contre la délinquance. C'est l'objet de cette belle délibération : mettre en œuvre une vraie politique de prévention, en lien étroit, évidemment, avec la police, la justice, éducation, l'action sociale. Mais une fois encore, chacun à sa place.

Nous voulons également rappeler que pour faire reculer la délinquance, on doit s'attaquer aux causes qui la favorisent. C'est lutter contre la ségrégation spatiale, l'assignation à résidence, c'est répondre à l'urgence sociale, faire reculer toutes les formes de discrimination. C'est aussi cet esprit qui doit infuser l'ensemble de nos politiques publiques, et de ce point de vue là, nous avons évidemment une responsabilité collective.

Enfin, et j'en terminerai là, je crois que vous m'entendrez à chaque conseil sur ce point, c'est d'un plan d'urgence pour la psychiatrie que notre pays a besoin. On ne résoudra pas l'ensemble des problèmes de tranquillité publique à l'échelle de la ville si l'on ne dote pas notre système de santé de moyens financiers et humains considérables pour accompagner celles et ceux qui ne relèvent pas du droit commun, mais de la prise en charge médicale.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je redonne la parole à Denis Tallédec, puis je donnerai la parole à Pascal Bolo pour un point de complément.

M. TALLÉDEC, Conseiller municipal — Sur le champ de la prévention de la délinquance et notamment, le dispositif « adultes relais », je vous le répète : en effet, les bilans seront à disposition. Nous pourrons échanger, et bien au-delà de cela, avec l'ensemble des membres du Conseil municipal. Pour autant, permettez-moi de vous dire une petite remarque totalement personnelle : si la prévention de la délinquance est quelque chose qui vous semble aussi important que cela, ne basculez pas systématiquement, lorsque nous en parlons, sur le champ de la tranquillité publique. Nous marchons sur deux jambes, une jambe qui porte la prévention de la délinquance et une autre qui porte la sécurité. Et tout cela permet, je l'espère, et permettra d'apaiser et d'être cohérent sur le champ nantais. Préservons ces espaces spécifiques

III - 98

à la prévention de la délinquance et traitons ce sujet particulier, qui me semble éminemment important.

Mme la MAIRE - Merci. Pascal Bolo.

M. BOLO, Adjoint — Je voudrais rassurer Madame Van Goethem: le contrat de sécurité intégrée est appliqué sans délai, d'abord parce qu'il contient un certain nombre de dispositions qui lui préexistaient et qui sont donc naturellement toujours en place et renforcées. Je pense notamment aux opérations et aux patrouilles conjointes entre la police municipale et la police nationale, et à l'appui de la police municipale à des opérations de la police nationale, notamment dans le centre-ville. Je vois Gildas Salaün qui opine du chef. Je peux vous préciser aussi que s'agissant des créations de postes, il y aura 33 policiers nationaux supplémentaires à la rentrée, donc d'ici au mois de septembre, et 37 également en juin. Il y a donc une progression du nombre de policiers conforme au système de mutations, parce que vous savez que la police nationale a un système de mutations national. Les mouvements de fonctionnaires sont donc prévus et il y aura les postes nécessaires.

Je vous rappelle que s'agissant de la police municipale, nous avons créé 29 postes et qu'ils sont en cours de recrutement. Il y a un jury de recrutement pour dix postes en juin, juillet et novembre. Nous aurons donc atteint notre objectif à la fin de l'année, comme prévu. Et, puisqu'il faut être complet, s'agissant de la police métropolitaine des transports en commun, nous sommes à 23 recrutements en cours, et nous aurons un autre jury au mois de novembre, tout cela, vous le savez, dans un contexte un peu difficile de recrutement. Mais nous tenons les engagements et les objectifs qui avaient été énoncés.

Mme la MAIRE – Merci. Je vous invite à voter, chers collègues, sur cette délibération.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 66 voix pour.

Mme COLLINEAU, Adjointe, donne lecture du dossier n° 36, intitulé :

Associations œuvrant dans le domaine de la santé – Deuxième répartition de subventions – Approbation

Mme COLLINEAU, Adjointe — Il s'agit d'adopter des subventions pour trois associations, dont deux avec des montants relativement conséquents, puisque ce sont des subventions de 10 000 € chacune pour des associations qui œuvrent dans le champ de la santé mentale. Il s'agit là d'aider à combattre les effets, les conséquences de la crise sanitaire, puisque l'on sait que pour un certain nombre d'habitants, la dégradation en santé mentale, malheureusement, a été importante lors de cette année, entre les différents confinements, le moment anxiogène que nous venons de vivre collectivement. Ce sont donc deux associations, dont l'une, Le Pas, qui est une association qui œuvre spécifiquement dans les quartiers politique de la ville. La subvention exceptionnelle que nous lui octroyons lui permettra d'intervenir dans l'ensemble des quartiers politique de la ville, ce qui n'était pas encore le cas jusque-là, donc pour les personnes qui ont de petits salaires ou qui sont privées d'emploi. Et par ailleurs, une subvention est proposée pour Solipsy. Là, les populations accompagnées sont plutôt des jeunes ou des familles endeuillées par un suicide. Il s'agit, si vous en êtes d'accord, d'approuver ces deux subventions exceptionnelles de 10 000 €.

En complément, il y a une petite subvention à une association qui correspond à un oubli qui avait été fait lors du dernier Conseil municipal.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 68 voix pour.

III - 99

Mme NAULIN, Adjointe, donne lecture du dossier n° 37, intitulé :

Politique publique « petite enfance » — Lieux d'accueil enfants — parents — Conventions — Subventions — Approbation

Mme NAULIN, Adjointe — Chers collègues, la délibération porte sur le soutien aux lieux d'accueils enfants — parents, ces lieux d'accueil qui sont des lieux de socialisation, d'éveil des enfants, d'écoute de la parole des parents, d'échange entre parents, et aussi, à travers les interactions avec les professionnels et les acteurs qui sont dans ces lieux d'accueil enfants — parents, l'opportunité, pour les parents, de recevoir un appui dans leur fonction de parent.

Ces lieux d'accueil ont été particulièrement précieux pendant la crise, puisqu'ils ont continué leur activité, notamment à travers des permanences téléphoniques, des mails et aussi, parfois, en accueillant les parents devant, à la porte du LAEP, lorsque ceux-ci étaient fermés.

Lors du dernier Conseil municipal d'avril, nous nous sommes dotés de nouvelles modalités de soutien aux LAEP pour pouvoir en soutenir un nombre croissant et aussi, accompagner le développement des LAEP qui décident d'élargir, d'ouvrir de nouveaux créneaux d'accueil pour les familles.

Aujourd'hui, il vous est proposé de renouveler deux conventions avec deux des cinq LAEP associatifs soutenus par la Ville – au total, nous avons trois LAEP municipaux sur la Ville de Nantes, et cinq LAEP associatifs. Les deux LAEP avec le renouvellement de conventions sont les Pâtes au beurre, pour une convention triennale 2021-2023. Pour cette association, il vous est proposé d'approuver un soutien à hauteur de 19 675 €. Un soutien aussi et une nouvelle convention triennale sur la même période pour l'association l'Îlot familles, pour le LAEP Phare de l'îlot, avec une subvention de 21 150 €, qui se subdivise en deux parties : l'une, à hauteur de 10 650 € et l'autre, à hauteur de 10 500 €. La subvention de 10 500 € porte sur l'activité 2020.

Pour des raisons de difficultés de gouvernance dans une période complexe, l'année dernière, l'association n'a pas pu signer la convention qui préexistait à la nouvelle qu'il vous est proposé d'approuver. Or l'activité, comme je vous le disais, s'est aussi tenue en 2020 et a été précieuse. La subvention 2020 fait défaut aujourd'hui à l'association, puisqu'elle n'avait pu être versée. Il vous est donc proposé d'approuver cet ensemble de subventions pour l'Îlot familles. Sur ces deux nouvelles conventions, ce sont bien de nouvelles modalités de soutien aux LAEP qui s'appliquent, avec un dispositif forfaitaire de 25 € par heure de préparation et d'ouverture.

Par ailleurs, il vous est proposé également d'approuver trois subventions pour le LAEP La Marouette, avec l'association Petit à petit, à hauteur de 15 300 €, une subvention pour le 104, le LAEP porté par les CÉMÉA, à hauteur de 8 500 € et enfin, une subvention pour l'association À l'abord'âge et le LAEP À l'abord'âge, pour un montant de 12 500 €.

Ce qui porte l'ensemble des subventions aux lieux d'accueil enfants – parents à hauteur de 77 125 € pour ce Conseil municipal.

Mme la MAIRE — Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 66 voix pour.

Non participation au vote de Mme RODRIGUEZ pour l'Abord'âge.

Mme NAULIN, Adjointe, donne lecture du dossier n° 38, intitulé :

Politique publique « petite enfance » — Associations — Attributions de subventions — Approbation

Mme NAULIN, Adjointe — Il vous est proposé d'approuver deux subventions à des associations pour des actions de nature extrêmement différente.

III - 100

Tout d'abord, pour l'association Minibou, qui est un multi-accueil qui porte le projet de relocalisation – extension sur le quartier Breil Barberie, avec une ouverture, fin 2022, d'un multi-accueil de 32 places, soit 12 places supplémentaires par rapport à la structure existante. L'association Minibou a fait appel à la Ville de Nantes pour bénéficier d'une subvention en investissement. Nous vous proposons donc d'approuver une subvention en investissement avec droit de reprise à hauteur de 200 000 € et d'approuver la convention liée à cet octroi de subvention.

Par ailleurs, il vous est proposé aussi de soutenir une action innovante, qui est celle portée par l'association Le Petit Lieu, qui est une recyclerie solidaire qui permet, sur la base de don de matériel pour les enfants de moins de trois ans, de revaloriser ce matériel et de le mettre à la disposition de familles qui sont dans des situations de précarité, soit à des tarifs extrêmement modestes, soit à titre gratuit, pour les familles des quartiers dans lesquels elle intervient, à savoir Port Boyer, Ranzay et la Halvêque, et aussi, de pouvoir en faire bénéficier les familles qui sont orientées par les différents partenaires avec lesquels travaille l'association. C'est une subvention de 3 000 € qu'il vous est proposé d'approuver pour cette association, cette recyclerie solidaire, qui sera fort utile à l'ensemble des familles qui pourront bénéficier de ces ressources.

Mme la MAIRE - Merci. Julien Bainvel.

M. BAINVEL, Conseiller municipal — Merci. Juste une petite question, en tant qu'élu du quartier Breil Barberie. Il est proposé, sur la relocalisation du multi-accueil Minibou, 32 places au minimum. Est-ce que cela veut dire que l'on peut monter à plus et si oui, à combien ? Parce qu'il y a effectivement, dans ce quartier de la Barberie, beaucoup de besoins. Si l'on peut « gratter quelques places », je pense que ce sera toujours bienvenu. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Hélène Naulin.

Mme NAULIN, Adjointe – Monsieur Bainvel, je vous remercie, parce que vous me donnez l'opportunité de vous faire, en un exposé extrêmement rapide, une distinction, mais qui est importante et qui va sans doute répondre en partie à votre question sur les places et le nombre d'enfants accueillis en multi-accueil. Le nombre de places est régi par un nombre de mètres carrés par enfant, qui est encadré par des normes et également, par les normes et les recommandations des PMI, et par ailleurs, par un taux d'encadrement, à savoir un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et un professionnel pour huit enfants qui marchent. Toutes ces conditions doivent être réunies et déterminent finalement, avec les agréments portés par la PMI, le Département, le nombre de places d'une structure. Mais 32 places, cela ne veut pas forcément dire 32 enfants, puisque si par exemple un enfant occupe une place les lundi, mardi, jeudi et vendredi, la place du mercredi est une opportunité pour une famille d'occuper cette place pour son enfant pour un complément d'assistante maternelle ou pour bénéficier d'un accueil occasionnel.

C'est toute la complexité, quand nous vous présentons ici des délibérations avec un nombre de places. Effectivement, c'est un nombre de places, mais cela bénéficiera à davantage d'enfants, pour mieux répondre aux besoins des familles. Il faut savoir que les différentes enquêtes réalisées sur le territoire portent sur 15 000 enfants de moins de 3 ans sur la ville de Nantes. En accueil collectif, les plus de 3 400 places – places en crèches associatives et municipales ou micro-crèches et crèches d'entreprise, je le précise – ont permis, rien que sur l'année 2019, d'accueillir 6 000 enfants. Vous voyez bien le delta. C'est sans compter l'ensemble des assistantes et assistants maternels, et il y en a plus de 1 200 sur le territoire, qui peuvent accueillir entre deux et quatre enfants, et sans compter également la garde à domicile. Donc vous le voyez, à Nantes, même s'il y a des besoins qui sont encore malheureusement non pourvus, pour certaines familles, la couverture de modes d'accueil est tout de même d'une amplitude importante. Notre objectif de création de 750 places en crèche d'ici à 2026 pourra concourir non pas à faire un accueil pour 750 enfants, mais, vous le voyez, à bien plus encore, en accueil régulier, occasionnel ou d'urgence. Les 32 places au minimum seront donc en

III - 101

fonction de la réalisation de la structure, du taux d'encadrement, et permettront d'accueillir plus d'enfants.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 66 voix pour.

Mme NAULIN, Adjointe, donne lecture du dossier n° 39, intitulé :

Politique publique « familles et parentalité » — Troisième répartition de subventions — Avenant — Approbation

Mme NAULIN, Adjointe – Cette dernière délibération, en tout cas pour ma part, que je vais vous présenter aujourd'hui, porte sur le soutien aux acteurs qui œuvrent dans le champ de la parentalité, à la fois dans le cadre du droit commun et par ailleurs, dans le cadre du Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité, le RÉAAP, qui est un dispositif porté et cofinancé également par le Département de Loire-Atlantique et la CAF de Loire-Atlantique. Il vous est proposé de soutenir 19 actions, 19 structures, pour un montant total de 56 430 €.

Des actions qui vont aussi bien d'un soutien au développement du parrainage et du marrainage à un soutien au développement de la « pair-aidance », un soutien aussi aux familles qui vont accueillir des enfants jumeaux ou triplés, des soutiens également pour renforcer le lien entre les enfants et des parents qui sont en situation d'incarcération, des soutiens pour des espaces de rencontre pour assurer, encadrer et soutenir un droit de visite lorsque les familles sont dans cette situation, des soutiens également, et là, c'est une subvention complémentaire que nous vous proposons d'approuver dans le cadre de ces 19 structures, à Corto loisirs pour, par exemple, mener des enquêtes en famille, pour aller rechercher, comme dans une enquête judiciaire, mais là, aller rechercher de la ressource et s'outiller sur la parentalité et le lien entre enfants et parents, du soutien aussi pour des associations qui permettent et renforcent le lien entre les personnes LGBT et leur famille ou leur entourage...

Tout un tas d'actions qui sont extrêmement précieuses dans le champ de la parentalité et tout à fait plébiscitées, je crois, en la période. Et c'est heureux, car on ne naît pas parents, on le devient. Le « devenir parent », c'est aussi contribuer au « bien grandir » des enfants. Donc dans toute la logique du projet éducatif de territoire et toute la dimension de prévention que nous portons au sein de cette Ville et de cette majorité, c'est l'illustration à travers le soutien à ces 19 projets de l'action de la Ville en la matière pour soutenir la parentalité et une ville à hauteur d'enfants et des parents.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 67 voix pour.

Non participation au vote de Mme RODRIGUEZ pour l'Abord'âge.

Mme la MAIRE – Chers collègues, je vous propose de passer à la délibération 40 avec Pascal Bolo, puisque Mahaut Bertu, qui suit ces sujets, ne peut pas rapporter, étant administratrice de l'espace Simone de Beauvoir, concerné par ladite délibération.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 40, intitulé :

Politique publique « ville non sexiste » - Troisième répartition de subventions - Approbation

M. BOLO, Adjoint — Je ne pouvais commencer à présenter cette délibération sans dire à Mahaut que je partage pleinement sa stupéfaction devant la manière dont notre ordre juridique pousse à l'absurde la lutte pourtant évidemment nécessaire contre les conflits d'intérêts, puisque c'est parce que Mahaut serait soupçonnée d'un conflit d'intérêts, si elle rapportait cette

III - 102

délibération, alors même qu'au sein du conseil d'administration de l'espace Simone de Beauvoir, elle ne fait que porter la délégation qui lui a été confiée par Madame la Maire. Nous sommes donc en face d'une absurdité qu'il va bien falloir un jour rectifier et croyez bien que nos associations d'élus font le lobbying utile et nécessaire auprès du législateur, je ne sais pas s'il y en a dans la salle, pour que les élus locaux puissent continuer à exercer leur délégation sans être en permanence menacés, sur le plan juridique, par des choses aussi absurdes.

C'est donc moi qui ai l'honneur et le plaisir de rapporter cette délibération concernant notre engagement pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes, avec toujours cette volonté de faire de Nantes la première ville non sexiste de France à l'horizon de 2030. C'est donc un montant total de 174 377 € à sept associations, dont 107 000 € pour l'espace Simone de Beauvoir, que nous avons cité, et près de 76 000 € pour l'association Resonantes. Et je voudrais aussi souligner, parmi d'autres montants moins significatifs, le projet de l'association Epsylon, qui consiste à entamer un processus de réparation pour les femmes victimes de violences, ce qui me paraît être un partenariat tout à fait important et tout à fait intéressant.

Voilà l'ensemble des subventions qui vous sont proposées.

Mme la MAIRE – Merci. Madame Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale — Oui, rapidement, Madame la Maire, juste pour dire que nous ne voterons pas cette délibération, non pas que nous remettions en cause le travail de ces acteurs, mais comme il y a manifestement en cause, actuellement, des mouvements de fonds entre différentes structures et notamment, l'espace Simone de Beauvoir, nous préférons, dans un premier temps, ne pas voter cette délibération.

J'en profite pour dire que je partage à 100 % les propos de Pascal Bolo sur les conflits d'intérêts, qui amènent parfois des élus qui ne connaissent pas les délibérations – cela ne vous vise pas, Monsieur Bolo –, à présenter des délibérations précisément parce qu'ils ne les connaissent pas.

M. BOLO, Adjoint – Je ne suis pas le plus compétent en matière de féminisme, Madame Garnier, vous avez raison.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Je suis désolée, Monsieur Bolo... Mais je rejoins entièrement vos propos : nous avons là un vrai, vrai sujet, je pense, pour les élus locaux que nous sommes tous.

Mme la MAIRE — Merci. S'îl n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 59 voix pour, 9 voix contre.

Non participation au vote de Mme BERTU et Mme JEN pour l'Espace Simone de Beauvoir.

Mme la MAIRE – Chers collègues, je vous propose de passer exceptionnellement de la délibération 40 à la délibération 42, Thomas Quéro ayant une contrainte majeure dans la foulée.

M. QUÉRO, Adjoint, donne lecture du dossier nº 42, intitulé :

Dispositions relatives aux marchés publics : fonctionnement et travaux – Approbation

M. QUÉRO, Adjoint – Je vous propose donc la délibération relative aux marchés publics : fonctionnement et travaux, avec un certain nombre d'appels d'offres et de consultations, que je vais essayer de vous présenter de la manière la plus claire et la plus précise possible, mais concise également.

III - 103

Tout d'abord, une consultation concernant le service des espaces verts, nature et jardins, qui fait souvent appel à des structures d'insertion par l'activité économique pour un certain nombre de travaux : cabanes, aménagement d'abords de cours d'eau, petits ouvrages. Il s'agira de lancer une consultation en quatre lots, que vous trouverez en annexe, un marché à bons de commande qui sera conclu sur une durée de quatre ans, avec un montant estimatif des dépenses annuelles de 300 000 € HT.

Des prestations de location et d'entretien des vêtements professionnels des agents de la Ville, notamment du service municipal de restauration. Il y a un marché qui prendra fin début 2022 et qui doit être à nouveau relancé pour répondre aux besoins de la direction de l'éducation et d'autres directions de la Ville de Nantes. De la même manière, il sera conclu un accord-cadre à bons de commande avec, à titre d'information, pour l'année 2020, des dépenses d'un montant de 250 000 € HT.

Nous passons ensuite sur la question des établissements scolaires du premier degré, l'accueil et l'animation périscolaire, pour le lancement du quatrième marché subséquent pour l'année 2021-2022. Il avait été lancé en 2018. C'est le lancement d'un accord-cadre mono-attributaire qui concernait la structure Léo Lagrange Ouest, avec l'organisation de l'accueil et de l'animation périscolaire pour les écoles maternelles et élémentaires selon trois périodes de l'année. C'est un accord de quatre ans qui est donc renouvelé tous les ans. Il s'agit là de conclure celui de douze mois, qui courra du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022, pour un marché d'un montant estimé à 17 730 000 €.

Nous avons ensuite la question des décorations lumineuses pour les fins d'année dans le centreville de Nantes. C'est un accord-cadre de prestation de services qui fournit des décorations de type traversée de rue, décors, etc. Je ne reviens pas sur l'ensemble des éléments d'économie électrique autour du marché sur des Led. Ce marché arrive à échéance en février 2022. Il convient donc de le relancer. Il sera aussi conclu un accord-cadre à bons de commande pour une durée de quatre ans, pour un montant annuel de dépenses estimé à 510 000 € TTC.

Il y a également la question des cimetières, pour des travaux d'équipement en caveaux. Une consultation est nécessaire pour l'acquisition et la pose de ces installations dans les différents cimetières nantais, particulièrement Miséricorde et Saint-Clair, mais aussi Pont du Cens et Saint-Jacques. Il s'agit d'une consultation pour un groupement de commandes avec Nantes Métropole pour les cimetières métropolitains, avec un seuil maximum de 280 000 € HT pour la Ville de Nantes, sur une durée de quatre ans.

Nous avons à suivre, en réfection, la façade du théâtre Francine Vasse, une façade qui est équipée, depuis plusieurs années, d'un filet de protection en raison de risques de chute de dalles de pierre qui forment le revêtement de cette façade. Il est maintenant extrêmement nécessaire d'intervenir du fait de la participation de nombreux publics scolaires à des représentations dans ce théâtre. Nous en profitons également pour une intervention sur les sanitaires et les loges. C'est une enveloppe d'opération de 613 200 € TTC, des travaux qui se dérouleront à partir de septembre 2021, pour une durée de trois à quatre mois.

Le gymnase Barboire nécessite, lui, une rénovation des toitures de la salle de danse et de dojo. C'est une histoire d'étanchéité et de pose de garde-corps pour des questions de sécurité. L'enveloppe financière prévisionnelle est de 370 000 € TTC. Les travaux démarreront au second semestre 2021.

Nous passons ensuite à des ajustements d'enveloppes financières d'opérations préalables. Nous avons notamment, sur la cuisine centrale, la création d'une nouvelle chaufferie à vapeur. L'opération avait été approuvée en décembre 2020 par le Conseil municipal, dans le cadre du programme d'entretien durable. Il avait été voté un coût d'opération de 460 000 € TTC. La commission d'appels d'offres s'est réunie au mois d'avril et a attribué les lots ainsi qu'ils nous

III - 104

sont précisés dans la délibération. Le montant des marchés attribués dépasse l'estimation initiale. Il convient donc de réévaluer le coût de l'opération et de le porter à 550 000 € TTC.

Sur le quartier Bellevue, dans le cadre du projet Grand Bellevue, il a été délibéré, en décembre 2017, sur le programme et l'enveloppe de la réalisation de l'équipement sportif du Grand Bellevue pour un montant de 4 650 000 € TTC. Il y a un certain nombre d'activités sportives, boxe, arts martiaux, etc., qui seront accueillies dans ce futur équipement, qui libérera beaucoup de créneaux dans d'autres gymnases, ce qui permettra d'apporter beaucoup de place et de respiration pour ces activités sportives. La commission d'appels d'offres s'est réunie également en avril et a attribué les lots 2 à 17 qui vous sont expliqués dans cette délibération. Suite à ces attributions, il est nécessaire de porter l'enveloppe financière prévisionnelle à 6 250 000 € TTC.

Il y a ensuite la restructuration et l'extension de l'école élémentaire Marie-Anne du Boccage, délibérée en Conseil municipal le 4 décembre 2020. Une enveloppe financière de 3 750 000 € TTC avait été adoptée et au regard des résultats des consultations, le coût de l'opération doit être modifié à 4 M€ TTC.

Enfin, nous avons un groupement de commandes qui concerne la recherche et l'achat de machines destinées à modifier les contenants alimentaires dans le système de réchauffe et de cuisson pour la restauration scolaire. Nous avons parlé tout à l'heure, dans le cadre du projet éducatif de territoire, de la transition en cours pour éliminer le plastique. C'est une démarche compliquée, qui nécessite donc un travail de recherche, de développement et d'achat sur les enjeux sanitaires, environnementaux et également, de santé de nos agents, notamment pour limiter les troubles musculo-squelettiques. Au regard de l'ensemble de ces enjeux, nous nous associons à différentes autres structures : le Syndicat intercommunal pour la restauration collective, le Syndicat pour la restauration collective, le SYREC, le syndicat de Bordeaux -Mérignac, de la Ville de Toulouse, de Nice, de Rennes, afin de se regrouper et de créer un groupement de commandes pour développer ces solutions innovantes et les acquérir ensuite. Il est donc prévu un groupement de commandes qui fonctionnera sur la base du SIRESCO, qui sera le coordinateur du groupement et qui prendra tout cela en charge et par le biais d'une commission d'appel d'offres ad hoc dans laquelle chacun des membres aura une voix délibérative. Ce sera une dépense estimée à un montant de 18 000 € HT pour la Ville de Nantes pour les premières années.

Il vous est proposé d'approuver l'ensemble de ces éléments.

Mme la MAIRE - Merci. Julien Bainvel.

M. BAINVEL, Conseiller municipal — Merci, Madame le Maire. Je voulais revenir sur deux points. Le premier, ce sont les 17,7 M€ pour Léo Lagrange. J'ai eu l'occasion de le dire tout à l'heure, mais parce que nous considérons que le service rendu n'est pas à la hauteur, alors même que le marché est très forte augmentation financière, nous voterons contre ce rapport. Je refais notre proposition de réflexion, puisque nous arrivons au terme de ce marché, pour que nous puissions passer ce service en régie, en mettant en place le service minimum Ville, ce qui permettrait aux familles nantaises de bénéficier d'un service public de qualité, puisque réalisé par les agents de la Ville, et surtout, de bénéficier de la continuité du service public.

Le deuxième point sur lequel je voulais revenir, c'est la restructuration et l'extension de l'école Marie-Anne du Boccage. Dans le cadre des travaux de cette école, l'école va être fermée et les élèves nantais qui sont accueillis dans cette école seront transférés, si je peux utiliser ce verbe, à l'école Leloup-Bouhier. Il se trouve que le périmètre de l'école Marie-Anne du Boccage s'arrête au niveau de la rue de Gigant et de la place Canclaux. Par conséquent, tous les enfants qui fréquentent cette école sont situés au-dessus de cette ligne Canclaux – Gigant. Ils vont être transférés à l'école Leloup-Bouhier, qui est située boulevard de Launay, ce qui va obliger les enfants et les familles à traverser deux axes très circulants, parfois dangereux. À ce stade, il est prévu la mise en place d'un service de « pedibus », qui concernerait les élèves de maternelle et

III - 105

les fratries, à partir du moment où un élève de maternelle est dans cette fratrie. Cela veut dire que les autres élèves, les élèves d'élémentaire, ne seront pas concernés par ce service, qui serait assuré par des agents de la Ville et/ou des salariés de Léo Lagrange. Ce qui pose évidemment un problème aux familles, puisque cette école Leloup-Bouhier est située à un peu plus d'un kilomètre de l'école Marie-Anne du Boccage et qu'évidemment, en termes d'organisation des familles, cela va poser un problème pour certains élèves de CE1 ou de CE2, de CM1 ou de CM2, habitant juste à côté de l'école, qui se rendent seuls à l'école et qui, l'année prochaine, ne pourront plus se rendre seuls à l'école sans prendre un certain nombre de risques. Cela va donc compliquer la vie des familles. Nous souhaiterions que vous puissiez regarder comment l'offre de « pedibus » peut-être ouverte aux élèves d'élémentaire, même s'ils n'ont pas de petit frère de petite sœur en maternelle, afin que cette difficulté soit réglée pour la rentrée prochaine.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Ghislaine Rodriguez.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Je vais répondre sur plusieurs points. Effectivement, sur le marché périscolaire, on constate une augmentation sur cette année. Cette augmentation est due à plusieurs faits. D'une part, tout simplement l'augmentation des effectifs scolaires et le fait que le nombre de directeurs d'animations périscolaires augmente également. Ensuite, la direction « jeunesse et sports », qui autorisait jusqu'à présent un assouplissement de la règle en termes de déclaration des multi-sites, puisque nous avons des directeurs d'animations périscolaires qui sont sur plusieurs sites, a mis fin à cette dérogation. Nous sommes dès lors obligés, quelque part, par la réglementation, de recruter sept nouveaux DAPS pour nous mettre en conformité avec la direction « jeunesse et sports ».

J'ajoute à cela que cette évolution va tout à fait dans le sens de la structuration des activités périscolaires et du service rendu aux familles tel que nous le souhaitions et tel qu'il est inscrit dans le marché original. Et en plus de cela, nous travaillons avec Léo Lagrange sur une évolution du temps de travail des DAPS pour leur permettre d'avoir davantage de temps pour du projet partenarial et du lien au quartier et qu'ils deviennent ainsi l'interlocuteur privilégié des directions d'école, que ce soit pour l'animation des équipes, ce qu'ils font déjà, mais également pour la coordination de l'ensemble des interventions des différentes associations sur le temps périscolaire. Ces différentes évolutions vont dans le sens d'un plus pour les familles et pour les enfants et les DAPS seront amenés à travailler entre deux et cinq semaines, cela dépend des postes, pendant les vacances scolaires, donc vraiment, sur du temps dégagé du temps d'accueil et du temps d'animation d'équipe pour pouvoir assurer l'ensemble de ces fonctions supplémentaires. Ce sont des éléments qui étaient inscrits dans les objectifs du marché initial et le marché se déroule de manière normale par rapport à ce qui était prévu.

Je ne sais pas s'il faut que je revienne sur votre proposition de régie, déjà parce que premièrement, cela m'étonne toujours que vous proposiez de faire augmenter le nombre de ressources humaines de la Ville, vu l'ensemble des remarques que vous faites habituellement sur les dépenses publiques. Sachez en tout cas, en regardant ce qui se passe dans les différentes villes, quel que soit le mode de délégation ou de régie, que c'est bien la manière de le mettre en œuvre qui compte et non le mode de gestion. Je pourrais vous le répéter à l'envi, systématiquement, mais ce n'est pas le mode de gestion qui va définir la qualité éducative du service rendu aux familles.

Ensuite, pour ce qui concerne la période de renouvellement de marché, nous démarrons actuellement un certain nombre d'études et d'analyses pour pouvoir étudier différents scénarios d'évolution et être en mesure de renouveler ce marché en ayant fait toutes les évaluations nécessaires. J'avais déjà vu l'occasion de vous le dire également.

III - 106

Pour ce qui concerne Marie-Anne du Boccage, j'entends l'interpellation. Les services ont travaillé en étroite relation, comme habituellement, et avec les équipes enseignantes et avec les représentants de parents d'élèves. Si effectivement, la difficulté est énoncée de manière forte par les parents d'élèves, je pense qu'il faut que nous regardions attentivement cette question de « pedibus ». Il est en tout cas hors de question de mettre la sécurité des enfants en jeu aux abords des écoles.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 55 voix pour et 8 contre.

Mme BASSAL, Adjointe, donne lecture du dossier n° 41, intitulé :

Personnel municipal – Adaptation du tableau des effectifs – Dispositions diverses – Approbation

Mme BASSAL, Adjointe — Cette délibération porte sur six points structurants de notre politique des ressources humaines.

Le premier point concerne l'adaptation du tableau des effectifs, avec la création, dans ce Conseil, de 66 postes. On y retrouve la création de 23 postes à la direction de l'éducation, pour répondre notamment aux besoins liés à la démographie scolaire, mais aussi au dédoublement des classes. On retrouve également des créations de postes à la petite enfance, à la réussite éducative, à la direction de la vie associative la jeunesse et à la direction générale de la citoyenneté et des territoires solidaires, afin d'être au plus près des habitants et des habitantes de nos quartiers et pour favoriser l'émancipation de chacune et de chacun.

Nous avons également, dans ce même tableau, 17 suppressions de postes, qui sont dues soit à des transferts à Nantes Métropole, soit à des postes en surnombre aujourd'hui vacants.

Je ne vais pas entrer dans le détail. Vous avez, mes chers collègues, les éléments dans l'annexe une.

Le deuxième point est un sujet important car il concerne le temps de travail. Comme vous le savez, mes chers collègues, la loi du 6 août 2019, dite « loi de transformation de la fonction publique », oblige l'ensemble des collectivités territoriales à appliquer une durée légale de travail aux agents de la fonction publique territoriale à hauteur de 1 607 heures annuelles. La loi oblige également à délibérer un an après l'installation des assemblées délibérantes pour une application au 1^{er} janvier 2022. C'est ce qui nous amène aujourd'hui, mes chers collègues, à délibérer sur les nouvelles règles du temps de travail de nos agentes et de nos agents.

Je tiens à préciser que la Ville de Nantes, comme l'autorisait la réglementation de l'époque, avait choisi de maintenir les accords sur le temps de travail qui fixaient la durée du temps de travail, à savoir 1 547 heures pour la plupart du personnel de la Ville.

Au-delà de la contrainte de mise en conformité de notre cadre réglementaire local et malgré un calendrier très contraint, nous avons souhaité mener ce chantier avec un dialogue social soutenu et constructif. Notre volonté est de faire de ce temps de travail supplémentaire un temps vecteur d'amélioration de la qualité du service rendu, à la fois porteur d'innovation organisationnelle et managériale, mais qui réponde également à une meilleure organisation de nos services en apportant un service public de qualité pour les habitants et les habitantes de notre ville.

Pour travailler sur ce sujet complexe et parce que cela fait partie de notre mode de faire, nous avions associé les représentants du personnel à la fois à la réflexion et à la définition des nouvelles modalités de temps de travail. Permettez-moi ici, de nouveau, de les remercier pour leur implication et leur investissement dans ce dossier, car ce sont plus d'une trentaine de réunions de travail qui ont eu lieu depuis le mois de janvier pour aboutir au dossier qui vous est

III - 107

présenté aujourd'hui. Je remercie également, évidemment, le département RH pour le travail important réalisé pour la bonne conduite de ce dossier.

Nous avons donc étudié quelles pouvaient être les sujétions particulières, puisque la réglementation autorise les collectivités à organiser un temps de travail annuel inférieur à 1 607 heures pour les agents, afin de tenir compte de sujétions qui sont liées soient à des missions, soit à la définition des cycles de travail qui en résultent, notamment en cas de travail de nuit, de travail le dimanche, de travail en horaires décalés, de travail en équipe, de modulations importantes du cycle de travail ou de travaux pénibles et dangereux. Je viens de vous lire l'article 2 du décret 2001-623.

Au regard de l'ensemble des propositions formulées dans les groupes de travail dédiés à cette thématique, il a été proposé de valider les critères de sujétion liés à la pénibilité horaire, aux contraintes horaires et aux rythmes et contraintes de travail. Ces critères ont fait l'objet d'une analyse objective et d'une vérification d'impact sur les enjeux d'égalité femmes/hommes auxquels, vous le savez, nous sommes tous attachés. Nous avons donc défini quatre cycles de temps de travail : 1 561 heures, 1 572 heures, 1 582 heures et 1 607 heures. Je ne vais pas entrer dans le détail complet de chacun d'entre eux. Vous avez, dans votre délibération, tous les éléments qui expliquent ces choix de cycles de travail.

Nous avons également décidé, avec un déploiement massif des horaires variables, de proposer aux agentes et aux agents une plus grande souplesse d'organisation de leur temps de travail pour leur permettre une meilleure articulation des temps personnels et professionnels. Les variantes RTT à horaires fixes seront proposées là où le badgeage n'est pas possible. Elles permettront à nos agentes et à nos agents de générer jusqu'à six jours de récupération supplémentaire en compensation des jours de congés perdus. Ces six jours seront dits « flottants », c'est-à-dire que l'on pourra les poser et que les agents pourront les poser quand ils le souhaitent sur l'ensemble de l'année.

Pour répondre au premier objectif d'amélioration de la qualité de vie des agentes et des agents, nous avons évidemment identifié plusieurs leviers tels que celui d'introduire une journée annuelle sur l'aide à la mobilité, mais également sur la prévention de l'usure professionnelle, d'instaurer un droit à la déconnexion, de développer le tutorat pour les nouveaux arrivants, de proposer le travail en binôme, notamment pour les agents et agentes en mobilité, d'expérimenter la mise en œuvre d'un éveil corporel d'étirement musculaire sur le temps de travail, et ce ne sont là que quelques exemples.

Après le vote de notre délibération-cadre, ce chantier « temps de travail » va continuer à se déployer au cours du second semestre 2021, cette fois dans une phase très concrète et opérationnelle, direction par direction. Nous avons souhaité que les agentes et les agents de chaque équipe puissent être associés au choix du régime de temps de travail le plus adapté pour fournir un service public de qualité tout en respectant nos engagements en faveur de l'articulation des temps personnels et professionnels et de la qualité de vie au travail. Les nouveaux régimes de temps de travail seront présentés aux instances représentatives du personnel qui se tiendront d'ici à la fin de l'année. Afin de garantir la lisibilité et la transparence de ces nouvelles règles de gestion du temps de travail, nous avons créé un « guide de temps de travail et absence » commun à la Ville de Nantes, à Nantes Métropole et au CCAS, dont l'écriture sera également proposée de manière séquencée jusqu'aux instances statutaires de fin d'année.

Enfin, je souhaite préciser, mes chers collègues, que bien que la maîtrise de la masse salariale ne nous permette pas de compenser la rémunération de ce temps supplémentaire, nous avons pris l'engagement d'ouvrir le chantier sur le régime indemnitaire à l'automne.

Comme vous pouvez le voir, mes chers collègues, la boussole qui a été la nôtre, dans ce chantier important, a été de nous demander comment, dans le cadre de cette obligation légale,

III - 108

nous pouvions être vigilants à la qualité de vie de nos agents et de nos agentes, que je remercie de nouveau pour leur investissement au service de nos concitoyens et de nos concitoyennes. Nous l'avons dit ce matin, le service public est un bien précieux, dont nous devons collectivement prendre soin.

Le troisième point concerne le recrutement de vacataires au sein de notre collectivité pour mener des missions précises et ponctuelles. Il existe aujourd'hui deux types de vacations, en fonction de la nature de l'intervention et de la durée : c'est soit forfaitaire, soit horaire. Il est proposé aujourd'hui d'ajouter deux nouvelles familles de vacations, la première pour répondre aux engagements de la charte de déontologie que nous avons adoptée, notamment pour la prestation du référent déontologue, qui, je le rappelle, est en cours de recrutement, mais aussi pour les vacations du personnel volontaire qui travaille le week-end au sein du vaccinodrome.

Le quatrième point de la délibération concerne la création du don de jours de repos aux agents parents d'un enfant décédé. Cette nouvelle disposition vient s'ajouter aux autres dons de jours, notamment pour enfant gravement malade ou pour les aidants. Vous avez les modalités dans la délibération.

Le cinquième point va concerner la mise à disposition d'un agent à mi-temps à l'association Lire. Cette association historique qui est au cœur du quartier des Dervallières promeut la lecture et en facilite l'accès pour le plus grand nombre, aussi bien pour les écoles du quartier que pour les habitants. Vous avez le détail de cette mise à disposition dans l'annexe 3.

Le sixième point, le dernier, concerne les dispositions des collaborateurs du cabinet. Il s'agit là d'indiquer les modalités concernant leur statut d'agent contractuel au regard du décret.

Il vous est demandé, mes chers collègues, d'approuver cette délibération.

Mme la MAIRE – Merci. Valérie Coussinet.

Mme COUSSINET, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire. Mes chers collègues, cette délibération est pour nous l'occasion de parler de notre service public. Les événements survenus ces dernières années et particulièrement lors de la crise sanitaire ont largement démontré qu'il était plus que jamais indispensable. Les multiples actions et manifestations politiques contre les réformes des retraites, mais encore du chômage, sont l'expression unanime qui démontre le rôle essentiel qu'exerce notre service public.

La crise sanitaire a non seulement mis en évidence les limites des politiques de rigueur appliquées, détruisant petit à petit le service public, notamment en ce qui concerne nos hôpitaux et l'impact que cela a eu sur le personnel soignant, mais aussi à quel point une collectivité comme Nantes ou Nantes Métropole ne peut se passer de ses fonctionnaires pour faire face à une crise d'une telle ampleur. Il en va aussi de l'importance de maintenir un service public de qualité pour toutes et tous dans chacun des territoires, urbains ou ruraux. Pour cela, il est nécessaire de changer de cap rapidement afin de redonner le pouvoir d'agir au plus près des citoyennes et des citoyens.

Pour l'Union démocratique, sans surprise, la décentralisation est la seule voie possible ouvrant sur l'autonomie des territoires afin de répondre à la nécessaire transition écologique et de pouvoir résister efficacement aux crises économiques, sociales et politiques que nous traversons depuis plusieurs années. Ce transfert de pouvoir aux collectivités favorise une plus grande compréhension des actions menées par l'ensemble des citoyennes et citoyens, donc une plus grande implication de leur part dans la vie publique et politique. La Corse, par exemple, dont le rôle politique régional est parfaitement identifié par ses habitants, a connu un taux de participation, au premier tour des dernières élections, bien supérieur à la moyenne nationale. L'abstention record que nous venons de connaître, dimanche dernier, est notamment due à la méconnaissance générale du rôle que peut avoir chaque échelon territorial. Le raccourci « Département = collèges » et « Région = lycées » est vite pris. C'est d'autant plus flagrant

III - 109

chez les jeunes, qui se sont le plus massivement abstenus. En effet, les différents témoignages recueillis auprès d'eux démontrent bien qu'il est davantage question de manque de connaissance des institutions et de leur rôle que du désengagement de la jeunesse. Il est urgent d'agir dès à présent pour remédier à cette carence auprès des plus jeunes. C'est aussi le rôle du service public que d'informer avec pédagogie.

Inutile de rappeler que l'Union démocratique bretonne, en tant que force de gauche, ne peut approuver ces nouvelles règles relatives au temps de travail des agents, dont le but est une nouvelle fois de tirer le statut des fonctionnaires vers le bas. Néanmoins, la loi étant votée, nous n'avons d'autre choix que de l'appliquer, tout en veillant à garantir au mieux leurs conditions de travail, tel qu'Aïcha Bassal a pu nous le développer. Le groupe UDB votera donc cette délibération.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Robin Salecroix.

M. SALECROIX, Conseiller municipal — Madame la Maire, chers collègues, cela a été rappelé, la loi du 6 août 2019 portée par Emmanuel Macron et son gouvernement cherche à modifier les règles que se sont données les collectivités dans leurs relations avec les agents, au mépris de tous les engagements qui ont pu être pris dans le cadre du dialogue social des dernières décennies.

Au-delà, il s'agit bien de la remise en cause des modalités du temps de travail, dans un grand mouvement démagogique qui surfe sur l'idée nauséeuse que le fonctionnaire, par définition, n'en ferait jamais assez. Nous dénonçons la vision gouvernementale de la gestion des ressources humaines de la fonction publique : les recours aux contrats pour l'embauche sur postes permanents, les contrats de projet, les primes au mérite, les restrictions du droit de grève..., le tout après des années de gel du point d'indice des fonctionnaires.

Or s'il était besoin de donner quelque preuve que ce soit de l'engagement au quotidien de nos agents, la crise sanitaire, économique et sociale dont nous ne voyons toujours pas la fin a démontré à chaque instant la solidité et l'efficacité de notre service public. Alors que le pays se mettait à l'arrêt, les services de la Ville ont su maintenir l'activité municipale dans un engagement total. Alors que le confinement était la règle et le chômage partiel et les subventions au privé, la solution, nos agents, à leur poste, s'engageaient pour que la solidarité envers les plus fragiles puisse devenir réalité.

C'est dans ce contexte qu'arrive, de la part du gouvernement En marche, une loi qui vise à augmenter le temps de travail des agents de la fonction publique territoriale. Nul doute que cette proposition sera saluée par l'opposition municipale, trouvant là l'occasion de voir se réaliser son rêve d'augmenter le temps de travail des salariés sans contrepartie aucune, un de ses vieux chevaux de bataille.

Parce que nous considérons les ingérences de l'État malvenues dans la période, parce que nous sommes convaincus que toutes les alternatives n'ont pas été explorées, parce que nous ne pouvons admettre que seules les lois antisociales doivent impérativement s'appliquer aux collectivités, pendant que d'autres lois, telle la loi SRU, demeurent lettre morte, parce qu'enfin et surtout, nous voulons une société qui mette en avant la réduction du temps de travail, pour que chacune et chacun puisse bénéficier des gains de productivité exponentiels de notre économie, nous nous opposons à cette mesure.

Le groupe « gauche commune », en cohérence avec l'ensemble des interventions et prises de paroles diverses sur le sujet, votera contre cette délibération. Et nous demandons s'il est possible de dissocier la section concernant les 1 607 heures du reste de la délibération. Je vous remercie de votre attention, mes chers collègues.

Mme la MAIRE – Merci. Ghislaine Rodriguez.

III - 110

Mme RODRIGUEZ, Adjointe — Madame la Maire, chers collègues, la loi de transformation de la fonction publique portée par Emmanuel Macron et son gouvernement impose à la Ville de Nantes, à son CCAS et à Nantes Métropole d'augmenter le temps de travail de leurs agents et agentes. Le groupe écologiste et citoyen tient à réitérer aujourd'hui son opposition à cette réforme. Nous estimons que cette loi constitue une remise en cause injustifiée et injustifiable de l'organisation interne des collectivités et des fruits du dialogue social local. Nous traversons une crise sanitaire qui demande aux agentes et agents de la fonction publique territoriale une mobilisation et des efforts considérables. J'ai une pensée en particulier pour toutes celles et ceux qui assurent au quotidien le lien aux habitants et la continuité des services publics et en particulier, bien sûr, les agents de la petite enfance, de l'éducation, qui ont, depuis toute cette année, eu affaire à huit protocoles sanitaires différents et à un plan Vigipirate qui transforme considérablement leurs fonctions habituelles.

En ce qui concerne la transformation de la fonction publique, nos collectivités distinguent des priorités bien différentes de celles du gouvernement : lutte contre la précarité dans la fonction publique, lutte contre les inégalités sociales et lutte pour l'égalité femmes/hommes.

Après dix ans du gel du point d'indice des fonctionnaires, l'injonction est faite aux collectivités locales d'imposer le passage aux 1 607 heures à leurs agentes et à leurs agents. C'est une illustration concrète de plus du décalage entre le gouvernement d'Emmanuel Macron et les réalités de terrain. Nos responsabilités d'élus de la République nous mettent néanmoins face à des risques bien réels pour nos agentes et nos agents en cas de non-respect de la loi : d'une part, celui de la mise sous tutelle de la collectivité par la préfecture, qui peut imposer la suppression à tous de huit jours de congés sans marge de manœuvre, d'autre part, le risque de blocage de certains éléments de paye tels que les heures complémentaires et supplémentaires par la trésorerie publique. Nous n'avons donc pas d'autre choix, en responsabilité, que de travailler à cette réforme, aussi absurde soit-elle, et nous nous sommes employés à faire notre maximum pour réduire les effets de cette régression sociale qu'elle amène avec elle.

Dans ce cadre, nous reconnaissons les fruits du dialogue social constructif et soutenu qui a eu lieu ces derniers mois avec les organisations syndicales et les différentes directions. Cela nous permet d'atténuer les effets de la mise en œuvre de cette loi, car c'est bien de cela que nous parlons aujourd'hui.

Le travail effectué sur la prise en compte de la pénibilité horaire va permettre à environ un tiers des agentes et des agents de conserver un temps de travail abaissé. Dans les discussions, une attention particulière a été portée aux métiers de catégorie C, aux métiers pénibles et à l'égalité femmes/hommes. Certains métiers ne subiront pas d'augmentation de temps de travail et en particulier, les métiers les plus pénibles.

Au-delà de la reconnaissance de la pénibilité horaire par métier, le travail réalisé permettra également de réduire le temps de travail des agentes et agents travaillant les jours fériés, les week-ends, en astreinte, sur des journées continues, en soirée, ou étant appelés à des déplacements hors du territoire.

Ainsi, afin d'éviter une mise en application imposée de la loi et ses effets directs sur nos agentes et nos agents, et par respect du dialogue social, le groupe écologiste et citoyen votera pour cette délibération.

Mme la MAIRE - Merci. Olivier Chateau.

M. CHATEAU, Adjoint — Merci, Madame la Maire. Mes chers collègues, par certains aspects, la loi dite « de transformation de la fonction publique » vient imposer la vision d'Emmanuel Macron et de son gouvernement En marche de cette fonction publique. Pas une vision partagée, pas une vision construite avec les hommes et les femmes du service public, mais une vision idéologique, avec plus d'agents contractuels qui n'auront pas de possibilité de titularisation, avec moins de missions de service public, avec une volonté manifeste d'affaiblir le syndicalisme,

III - 111

en prenant le risque de modifier les équilibres existants, de réduire le rôle de la fonction publique, pourtant indispensable au bon fonctionnement de notre pays.

Nous en étions pleinement convaincus, mais depuis un an et demi, depuis la crise sanitaire que nous traversons collectivement, nous mesurons combien le service public est indispensable à la vie des Françaises et des Français, à commencer par les plus fragiles. Ce service public hospitalier, territorial a démontré sa capacité d'adaptation, son agilité, sa souplesse, son engagement. Nous l'avons particulièrement vu à Nantes et j'en profite pour remercier l'ensemble des agents de notre collectivité, du CCAS et de la Métropole.

Pour autant, c'est le moment que choisissent le gouvernement et le président Macron pour fragiliser le service public. Une inacceptable manière de les remercier, d'autant qu'au détour d'un article, cette loi est venue balayer les accords sur le temps de travail de toutes les collectivités territoriales de France, les obligeant à délibérer, en ce qui concerne les communes et les intercommunalités, avant cet été. C'est une méthode brutale et inadaptée au fonctionnement des collectivités locales, contraire à ce que justement, nous essayons de construire dans un dialogue constructif avec les organisations syndicales et les agents.

Bien sûr, à Nantes comme ailleurs, la loi s'applique et les élus respectent les lois de la République. Mais évidemment, à Nantes, quand il s'agit de travailler un sujet aussi complexe qu'important comme la question du temps de travail des agents et de l'organisation de celui-ci, nous le faisons dans le dialogue avec les représentants du personnel, en prenant le temps nécessaire, en essayant d'avoir en tête la question des conditions de travail des agents, les enjeux d'égalité au travail comme celle de la qualité du service rendu aux usagers.

Au nom du groupe « Nantes citoyenne, sociale et écologique », je tiens à saluer le travail et l'engagement de notre collègue Aïcha Bassal, celui des services du département des ressources humaines et bien sûr, celui des organisations syndicales, qui se sont fortement impliqués dans ce dossier au cours des dizaines de réunions qui se sont tenues au cours de ces derniers mois.

Quand on connaît la diversité des métiers et des missions remplies par les agentes et les agents de nos collectivités, on mesure facilement la complexité de la tâche : prendre en compte la réalité de chaque métier, l'organisation de chaque direction, le quotidien de chaque mission de service public, sur un sujet aussi complexe, qui touche le quotidien des agentes et des agents et l'articulation entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle. Il fallait être à la hauteur de l'enjeu et faire avec le cadre et le calendrier contraints qui nous étaient imposés. Nous l'avons fait. C'est la raison pour laquelle les élus de notre groupe voteront cette délibération.

Mme la MAIRE – Merci. Julien Bainvel.

M. BAINVEL, Conseiller municipal — Merci, Madame la Maire. J'ai entendu beaucoup de choses dans ce qui a été dit par nos différents collègues. J'ai entendu la question de la qualité du service public. Je crois que personne ne peut nier, ici, le travail mené et réalisé par les agents de la Ville, de la Métropole, du CCAS, la qualité du service public qu'ils réalisent dans les différentes politiques publiques qui sont les nôtres.

J'ai entendu « manque de reconnaissance », et je crois que sur ce point-là, nous pouvons nous rejoindre, sur le gel du point d'indice, sur une forme de « fonctionnaires *bashing »* que l'on peut entendre ici ou là.

J'ai entendu aussi des choses comme « calendrier très contraint ». Je partage moins : cela fait deux ans que la Ville de Nantes sait que la loi va s'imposer à elle, puisque, Madame Rodriguez, en effet, une loi s'impose. C'est un principe de base, de droit.

J'ai entendu aussi « cette augmentation du temps de travail ». C'est une présentation de cette délibération. La réalité, c'est qu'il s'agit d'appliquer la loi et non pas une augmentation du temps de travail, mais une régularisation d'un accord qui, lorsque Jean-Marc Ayrault était maire, permettait de déroger à la loi socialiste des 35 heures, qui, je le rappelle, s'était faite sans qu'il

III - 112

y ait de modification de la rémunération des agents publics. On pourrait donc penser que le rétablissement du temps de travail légal pourrait, là aussi, se faire sans modification du régime indemnitaire.

Si j'ai bien compris, nos collègues d'Europe écologie – les Verts sont contre, mais votent pour. Nos collègues communistes sont quand même plus cohérents : ils sont contre, donc ils votent contre. Au moins, on ne peut pas leur enlever cette cohérence.

Moi, je trouve que le discours que vous portez sur cette délibération et sur cette loi, qui consiste à appliquer la loi et finalement, à remettre de l'égalité... J'entends beaucoup, dans votre bouche, chers collègues de la majorité, la question de l'égalité. Eh bien je trouve, pour ma part, que c'est une mesure d'égalité pour tous ces hommes et ces femmes qui, dans le privé, depuis de nombreuses années, travaillent 35 heures par semaine dans des métiers peu reconnus, mal payés, en CDD, sans assurance et sans pérennité de leur travail. Je trouve que cette mesure est une mesure d'égalité et je pense que c'est aussi de cette manière-là que notre fonction publique territoriale retrouvera peut-être auprès de nos concitoyens une meilleure image et peut-être aussi, chez certains responsables politiques, une plus grande considération.

Mme la MAIRE – Merci. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Mounir Belhamiti.

M. BELHAMITI, Conseiller municipal — Merci, Madame la Maire. Je n'avais pas prévu d'intervenir, mais vous pensez bien que pour une fois que je partage un peu ce que dit Monsieur Bainvel, cela mérite d'être souligné.

Plus sérieusement, je crois qu'il est normal que les oppositions s'opposent. Je parle au niveau national, évidemment. J'ai entendu beaucoup de choses et visiblement, le « copier-coller » a vraiment fonctionné au sein des groupes politiques de la majorité. Mais le « copier-coller » n'excuse pas, en tout cas, n'empêche pas l'honnêteté intellectuelle en la matière. Pour rappeler à celles et ceux qui nous écoutent d'où vient cette proposition de mettre fin à cette dérogation en matière de temps de travail dans la fonction publique, cette proposition est issue d'un rapport qui a été remis en 2016 par Monsieur Laurent et Annick Girardin. À l'époque, le gouvernement était socialiste, le président était socialiste, la majorité était socialiste, avec ses alliés écologistes. Il est naturel que ce rapport ait trouvé place dans un dispositif législatif, que l'on peut critiquer, dont les conséquences sont évidemment difficiles à instruire. Mais moi, je souhaite ici saluer le travail d'Aïcha Bassal et des services, qui ont su, justement, décliner le dispositif législatif en acte concret, en dispositif contractuel territorial, pour que ce soit enfin une réalité sur notre territoire. Je crois que personne, ici, ne peut se gargariser d'une situation qui met un peu tout le monde dans l'inconfort. Mais je crois que le principe d'égalité doit aussi s'appliquer à nos fonctionnaires et à nos agents, et je crois que c'est tout à fait à saluer.

Donc évidemment, nous voterons cette délibération, sans polémique aucune.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE — Merci. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Juste quelques mots sur ce sujet.

Je crois que quel que soit l'endroit d'où est venue cette initiative, chacun, ici, est en droit d'avoir une opinion sur ce sujet et de l'exprimer. Le Conseil municipal est aussi fait pour cela. Donc oui, je le dis clairement, moi qui suis très favorable au service public, moi qui suis très favorable à la transformation du service public, moi qui suis favorable à la modernisation du service public, parce que je crois au service public de demain, il n'en demeure pas moins que je crois que l'application de cette loi est totalement à contretemps, après une année d'efforts majeurs demandés aux fonctionnaires dans notre pays et ici.

Deuxième élément : je ne partage pas, Monsieur Bainvel, cette tentation de tout de suite amener le champ sur la comparaison entre les salariés du public et du privé. Je ne la partage pas pour une raison, qui est que je crois que notre pays souffre en permanence des oppositions,

III - 113

des comparaisons. Oui, des gens travaillent très dur dans le public. Oui, des gens travaillent très dur dans le privé. Les avantages, les intérêts, les contraintes ne sont pas les mêmes. Je ne sais pas ce que gagne notre pays à être en permanence à regarder ce que fait l'autre, s'il fait plus, s'il fait mieux... Les histoires ne sont pas les mêmes. Le dialogue social historique n'est pas le même.

Enfin, bien sûr, nous sommes des élus de la République donc bien sûr, nous allons mettre en œuvre cette loi. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute, parce que c'est notre responsabilité. Je voudrais donc remercier le travail d'Aïcha Bassal, celui des équipes qui l'accompagnent, sur un sujet délicat, sur un sujet complexe, parce que dans notre collectivité, il y a de nombreux métiers, que le service public est riche d'une très forte diversité de métiers, et je voudrais saluer le fait qu'à Nantes, cette application ne se fait pas de manière mécanique, mais en essayant au maximum, dans la mesure du possible, de partir de la réalité des métiers, de partir de la réalité des directions, de partir de la réalité des équipes telles qu'elles sont.

Chers collègues, je vous invite à voter sur cette délibération.

Je rappelle, pour la bonne compréhension de tous, tel que c'est intitulé, que la délibération est scindée en deux volets et que la première partie sur laquelle nous votons là, tel que c'est indiqué sur l'écran, porte sur l'adaptation du tableau des effectifs et les dispositions diverses hors temps de travail, au cas où cela aurait échappé à la vigilance et à l'attention des uns et des autres.

- Adaptation du tableau des effectifs et dispositions diverses (hors temps de travail) :

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 58 voix pour et 8 abstentions.

Mme la MAIRE – Nous allons passer, chers collègues, à la deuxième partie de la délibération, qui, cette fois, tel que c'est intitulé, concerne les nouvelles règles du temps des agents à compter du 1^{er} janvier 2022.

- Nouvelles règles sur le temps de travail :

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 57 voix pour et 10 voix contre.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 43, intitulé :

Acquisitions et cessions foncières – Approbation

M. BOLO, Adjoint — Il s'agit d'acquisitions et cessions foncières diverses : une acquisition à titre gratuit rue Eugène Thomas, une cession à titre gratuit à Nantes Métropole Habitat rue du Perray/rue Frédéric Mistral, des désaffectations et déclassements du domaine public communal pour une emprise de 31 m², donc vous le voyez, des choses tout à fait importantes, de même un transfert de propriété à titre gratuit à Nantes Métropole de diverses parcelles au titre de ses compétences. Il s'agit de domaine public de voirie, pour l'essentiel, qui n'appartient pas encore à Nantes Métropole. Voilà ce que nous pouvons en dire.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 67 voix pour.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 44, intitulé :

Transactions immobilières diverses - Approbation

M. BOLO, Adjoint — Vous vous souvenez peut-être que la Chambre régionale des comptes avait fait observer qu'il n'était pas tout à fait logique que Nantes Métropole Aménagement

III - 114

continue à être propriétaire et gère le pôle Daniel Asseray, aux Dervallières. Donc évidemment, nous régularisons dans cette situation, c'était d'ailleurs prévu, et nous acquérons ce pôle auprès de Nantes Métropole Aménagement.

Il y a aussi des constitutions de servitude au profit d'ENEDIS dans deux endroits différents, rue de Port la Blanche et rue Jean Olivesi ainsi qu'une petite modification d'une délibération du 5 février, puisque la surface à acquérir n'était pas de 114 m², mais de 212 m². Il nous faut donc rectifier la chose.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 59 voix pour.

Non participation au vote de M. QUERO, Mme WEISS, M. ASSEH, Mme BENÂTRE, Mme COPPEY et Mme BONAMY pour Nantes Métropole Aménagement.

M. RIOM, Adjoint, donne lecture du dossier n° 45 intitulé :

Cession de certificats d'économie d'énergie (CEE) – Approbation

M. RIOM, Adjoint – Je vais vous présenter une délibération qui touche un dispositif très important, qui s'appelle CEE, « certificat d'économie d'énergie ». En quelques mots, le principe des CEE est qu'il y a des fournisseurs d'énergie qui sont ce que l'on appelle des « obligés », qui ont l'obligation d'acheter des CEE, et qu'il y a des gens qui obtiennent des CEE. Nous, par exemple, en tant que collectivité, suivant les actions que nous faisons, nous obtenons des CEE et nous pouvons les revendre sur le marché. C'est très important et intéressant, parce que cela va financer des actions de type isolation, vous allez voir que nous allons passer des actions d'isolation, mais que nous avons également des dispositifs d'animation qui ne pourraient pas voir le jour s'il n'y avait pas ce dispositif, comme les « copro des possibles », qui est un dispositif que nous avons adopté l'année dernière pour animer des syndicats de copropriété afin de permettre la rénovation. Ainsi, beaucoup de choses sont financées avec les CEE. Vous pouvez en voir passer régulièrement.

Le principe, donc, c'est qu'en faisant un certain nombre d'opérations, nous avons obtenu des CEE. En l'occurrence, nous avons procédé au remplacement d'une chaudière par une chaudière à condensation sur la maison de l'enfance et le terrain d'aventures Firmin Colas, l'isolation d'une toiture-terrasse et de la couverture sur un bâtiment du groupe scolaire Les Plantes, deux isolations de murs par l'extérieur sur l'école élémentaire Maurice Macé et un dossier d'isolation des combles au groupe scolaire Barberie. Certains de ces dossiers sont assez anciens. En fait, nous nous sommes rendu compte qu'il nous restait des CEE à valoriser. Il me semble que nous en avions déjà parlé, mais nous avions fait le choix d'avoir quelqu'un qui maintenant, travaille à temps plein sur les CEE, parce que cela demande du temps. Mais cela rapporte de l'argent. D'ailleurs, un clin d'œil pour mon collègue Aymeric Seassau qui, tout à l'heure, s'est vanté de rapporter de l'argent à la collectivité. Vous allez voir que cette délibération nous en rapporte beaucoup plus.

Justement, nous avons un certain volume de CEE, qui se mesure avec une unité un peu barbare, que l'on appelle le kilowatt-heure cumac. Nous en avons 6 210 964 et maintenant, nous allons devoir aller sur le marché des CEE pour essayer de les valoriser au maximum. C'est comme un marché boursier, avec une valeur qui fluctue. La délibération nous donne l'autorisation de vendre ces CEE. Comme nous ne pouvons pas encore savoir la valeur à laquelle nous les vendrons, nous avons mis une valeur minimale, à savoir qu'il faut la vendre au minimum à 6,50 €/mWh. Cela nous rapportera donc a minima un peu plus de 40 000 €. Mais cela peut aller au-dessus puisque la valeur des CEE varie assez régulièrement.

III - 115

La délibération propose d'approuver le principe que je viens de vous présenter avec le numéro des dossiers.

Mme la MAIRE – Merci.

Mme BOISRAMÉ, Conseillère municipale — Madame la Maire, chers collègues, les actions qui visent à réaliser des économies d'énergie, tant au niveau des ménages que des collectivités territoriales et des professionnels, méritent une attention toute particulière. Elles sont en effet porteuses d'une société que nous voulons plus responsable.

Le dispositif exposé par Tristan Riom démontre l'intérêt que la Ville porte à la maîtrise de la demande énergétique. Nous souhaitons continuer dans cette direction, en demandant toutefois que soit privilégié l'habitat social. En effet, c'est bien parmi les moins favorisés d'entre nous que la réduction de la facture énergétique s'avère primordiale.

Le salut de la planète ne doit laisser aucun de ses habitants sur le bord du chemin.

Cependant nous restons sceptiques sur le dispositif des certificats d'économie d'énergie ainsi que sur leur cession. L'idée de mettre l'environnement en équation, de donner une valeur comptable à des économies réalisées, d'imaginer même qu'il suffirait de coter financièrement quelque chose pour le protéger laisse songeur. Cette marchandisation de la nature laisse à penser que seuls les mécanismes de marché sont en mesure de réparer ce qu'ils ont causé, qu'un hectare de forêt serait deux fois mieux protégé si sa valeur est doublée – valeur calculée, cela s'entend, sur le profit qu'il est possible d'en tirer. Des brevets déposés sur les semences à la valorisation financière de processus naturels, tels que la pollinisation ou la fixation du CO₂, il semble que les tenants d'un capitalisme vert ne manquent pas d'imagination.

En attendant une véritable rupture systémique, nous voterons en faveur de cette délibération de transition.

Mme la MAIRE — Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 62 voix pour.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 46, intitulé :

Affectation du résultat 2020 – Décision modificative 2021 nº 1 (budget supplémentaire) et dispositions diverses à caractère budgétaire et financier – Approbation

M. BOLO, Adjoint — Nous avons tout à l'heure constaté un excédent au compte administratif 2020. Il s'agit de décider ce que nous faisons de cet excédent de 32,9 M€, pour arrondir. Nous vous proposons de l'utiliser, à hauteur de 19,6 M€, pour financer le déficit reporté de la section d'investissement et de l'affecter à hauteur de 13,3 M€ au financement de la section de fonctionnement résultant des inscriptions budgétaires supplémentaires, que nous vous proposons à la décision modificative n° 1.

Les principales dépenses nouvelles, en investissement, sont d'abord des autorisations de programme, qui sont en augmentation d'un peu plus de 12 M€. Ce sont la création de l'école provisoire Nantes Sud, les études concernant le plan de prévention des fortes chaleurs, le projet « ma cour est un jardin », l'acquisition, dont nous venons de parler, du pôle Daniel Asseray, et les acquisitions foncières en préemption dans le cadre du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat. Ce sont aussi les ajustements des opérations les plus significatives, qui concernent le diagnostic sur les 94 restaurants scolaires, qui suppose des ajustements d'autorisations de programme. Les crédits de paiement sont augmentés de 6,3 M€. Ils traduisent tout simplement l'avancée des travaux et donc, l'avancée des facturations et donc, l'avancée des paiements, puisque c'est ainsi que cela fonctionne.

III - 116

En recettes, les autorisations de programme sont augmentées de 1 M€ et les crédits de paiement, de 800 000 €. Cela concerne des recettes provenant du Conseil départemental pour la réhabilitation du gymnase Gaston Serpette, des recettes de l'État sur l'extension de l'école Alain Fournier et des recettes de la CAF sur la création du multi-accueil Désiré Colombe.

En section de fonctionnement, les inscriptions concernent, à hauteur de 3,5 M€, des dépenses liées à la crise sanitaire, les crédits nécessaires au fonctionnement du centre de vaccination de Nantes Erdre pendant quelques semaines, les dépenses — il y aura aussi des recettes — pour les crédits du « plan pauvreté » pour les actions proposées par l'ACCOORD dont nous avons parlé tout à l'heure ainsi que celle mise en œuvre pour les enfants rom, pour 77 000 €. 385 000 € sont inscrits sur le secteur de la vie associative et la jeunesse, avec notamment les 150 000 € de subvention à l'université pour la mise en place du « pass numérique ». Les crédits nécessaires à la mise en place des budgets participatifs sont inscrits pour 250 000 €. Notre programme avance dans sa réalisation. Nous avons également des enregistrements d'annulations de titres sur exercices antérieurs en lien avec la crise sanitaire et 600 000 € qui sont mis de côté pour pouvoir faire face, dans l'été, à des dépenses imprévues qui pourraient survenir en raison de la crise sanitaire.

En recettes, nous avons quelque chose de particulier : la moitié des 3,1 M€ qui sont inscrits résultent de l'annulation par l'État de la reprise financière pour l'année 2020 dans le cadre de la contractualisation. Je vous en parlais ce matin et je n'y insiste pas davantage. Et nous avons des rôles supplémentaires de fiscalité pour 869 000 € ainsi que les recettes du « plan pauvreté », nous en avons parlé, et la participation de l'État pour le centre de vaccination et pour le fonctionnement de Citad'elles, puisque nous y sommes enfin : l'État subventionne ce superbe et utile projet.

Autre volet de cette traditionnelle délibération, les projets validés par le jury CLAP, sur lesquels je ne reviens pas particulièrement, les aides à la mobilité internationale, à la mobilité étudiante, une petite erreur matérielle rectifiée pour le Lieu unique, une erreur matérielle également pour le Centre des congrès, l'accessibilité universelle, qui entraîne un certain nombre de subventions... Je ne déroule pas l'ensemble, vous le connaissez, vous l'avez lu. Si vous avez des questions, les collègues concernés y répondront.

Nous avons aussi des dispositions fiscales, avec une exonération de taxe foncière non bâtie, c'est-à-dire les terres agricoles. Cela concerne relativement peu de terrains et relativement peu de monde, mais si les propriétaires ont conclu une obligation réelle environnementale, ils ont droit à une petite réduction.

Nous avons des dispositions tarifaires de mise à disposition de nos équipements sportifs et nous avons la taxe locale sur la publicité extérieure. Les modalités n'ont pas changé depuis la première la délibération concernant cette taxe, qui date de 2012. Il faudra peut-être remettre tout cela à plat, dans la plus parfaite concertation avec les opérateurs économiques concernés. Nous avons le tarif du pôle maintenance et atelier.

Nous avons des conventions avec l'ACCOORD pour une question d'indemnité d'assurance, des conventions d'objectifs et de financement en matière de petite enfance, de mise à disposition de locaux, des concessions pour l'installation de cabines photographiques et de copieurs, dans nos espaces d'accueil du public, l'adhésion au Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de Loire-Atlantique, nous avons Citad'elles, avec des contributions supplémentaires. Nous avons la SPL Nantes Métropole Aménagement... Ce sont des choses extrêmement diverses et variées.

Cela termine naturellement par des remises gracieuses et annulations de titres, avec sans doute quelques admissions en non-valeur, des remises de loyer...

Et nous allons additionner, ajouter des durées d'amortissement. Là, nous entrons dans la technique comptable et cela devient assez pénible, à cette heure-ci.

III - 117

Enfin, nous avons la protection fonctionnelle des élus, qui doit être mise en œuvre tout à fait normalement.

Voilà.

Mme la MAIRE - Merci, Tristan Riom.

M. RIOM, Adjoint – Monsieur Bolo a pointé la question de la taxe locale sur la publicité extérieure. C'est l'occasion de rappeler en deux ou trois mots la question de la publicité sur la place de la ville. Vous avez sans doute vu que nous avions fait un grand débat, enfin, un débat sur le sujet. Les retours sont très encourageants, c'est-à-dire que la demande des citoyens correspond au projet politique que nous portons, à savoir moins de publicité en ville. Cela, c'est vraiment une bonne nouvelle de voir que nous convergeons là-dessus.

Mais l'un des sujets qui remontent est qu'il est difficile de lutter contre la publicité en ville parce qu'il y a beaucoup de dispositifs différents, beaucoup de leviers différents. Il y a notamment le règlement local de publicité et là, il en est un autre qui nous passe sous les yeux, qui est la taxe locale pour la publicité extérieure.

La spécificité de cette taxe locale, c'est que ce n'est pas grand-chose, sur la publicité. Cela ne représente pas de gros volume. Par contre, cela permet de cibler spécifiquement certains dispositifs publicitaires tels que les écrans vidéo. Et cela, c'est quelque chose contre quoi nous voulons lutter. Nous avons encore des marges de manœuvre pour l'augmenter, justement sur ce genre de dispositif. Il faut donc vraiment ouvrir cette question et voir comment en faire un outil de lutte contre la publicité et particulièrement, les dispositifs publicitaires que l'on ne veut plus chez nous et que les citoyens nous demandent d'enlever.

Je retiens bien le fait que Monsieur Bolo nous indique que nous allons creuser la question. Nous en sommes tout à fait ravis et en attendant, nous aimerions nous abstenir sur cette reconduction de la TLPE telle qu'elle est depuis 2012 et donc, demander un vote dissocié sur ce sujet précis. Merci.

Mme la MAIRE — Merci. Je vous propose, chers collègues, de voter en deux volets, et de passer au vote d'abord sur la délibération hors TLPE.

- Vote sur la délibération, hors taxe locale sur la publicité extérieure :

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 53 voix pour et 9 voix contre.

- Vote sur les dispositions et tarifs applicables pour la taxe locale sur la publicité extérieure :

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 39 voix pour, 8 voix contre et 15 abstentions.

Non participation au vote de M. SEASSAU, M. COCOTIER et Mme BOURDON pour le Lieu Unique.

Non participation au vote de M. SEASSAU, M. TRICHET, M. ASSEH, Mme SOTTER, Mme LAERNOES et Mme GUERRA pour la Cité des Congrès.

Non participation au vote de Mme LANGLOIS, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme NAULIN, Mme HAKEM, M. REBOUH, M. ASSEH et Mme BERTU pour l'ACCOORD.

Non participation au vote de M. QUERO, Mme WEISS, M. AsSEH, Mme BENÂTRE, Mme COPPEY et Mme BONAMY pour Nantes Métropole Aménagement.

Mme le MAIRE donne lecture du dossier n° 47, intitulé :

Désignations diverses

Mme la MAIRE — Cette délibération concerne plusieurs désignations. D'abord, un premier volet avec la désignation des membres de la Commission locale d'évaluation de transfert de charges, chargée d'évaluer le coût des compétences transférées des communes membres vers Nantes

III - 118

Métropole ou lors de la définition de l'intérêt métropolitain. Nous vous proposons six représentants titulaires : Pascal Bolo, Aïcha Bassal, Hervé Fournier, Michel Cocotier, Thibaut Guiné et Foulques Chombart De Lauwe, ainsi que six représentants suppléants : Cécile Bir, Denis Tallédec, Abbassia Hakem, Mahaut Bertu, Marlène Collineau et Julien Bainvel.

Il y a un deuxième volet intitulé « autres désignations », dans cette délibération. La première concerne l'Association culturelle de l'été, pour laquelle il est proposé de remplacer Monsieur Aymeric Seassau par Olivier Chateau ; la deuxième, au sein de l'association du Lieu unique, où il est proposé de remplacer Aymeric Seassau par Aziliz Gouez, et la troisième, au sein de l'association Pro Arte Graphica – Musée de l'imprimerie, où il vous est proposé de remplacer Monsieur Olivier Chateau par Aziliz Gouez.

S'il n'y a pas de questions, je vous propose, sauf s'il y a une demande autre, de voter à main levée Sur ces désignations. Tout le monde est-il d'accord sur la méthode ? Bien.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. ASSEH, Adjoint, donne lecture du dossier n° 48, intitulé :

SAEM Nantes-métropole Gestion Équipements — Financement de l'opération d'adaptation de l'offre d'hébergements locatifs à Nantes Camping — Emprunt auprès de la Banque Postale — Garantie d'emprunt de la Ville à hauteur de 50 % — Convention — Approbation

M. ASSEH, Adjoint — Il s'agit d'une délibération qui concerne Nantes Camping, qui est exploité par la société d'économie mixte Nantes-métropole Gestion Équipements, NGE. Il s'agit d'un camping qui a connu un développement très soutenu. Afin de poursuivre son développement et d'adapter son offre à la demande, le camping a besoin de rajeunir, de renouveler son parc d'hébergement locatif. Il s'agit d'un investissement de près de 1,4 M€, pour lequel un emprunt est nécessaire. Une garantie de cet emprunt est demandée à la collectivité. Les 1,4 M€ et leur financement vont provenir d'une offre de prêt de la Banque postale, dont la proposition a été retenue. Le montant est de 1,3 M€. Le taux fixe est de 0,21 % et la durée de la période d'amortissement est de cing années. Vous avez tous les autres détails dans la délibération.

Après examen de ce dossier, conformément au Code général des collectivités territoriales, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande de garantie d'emprunt de la Ville sous la forme d'un engagement de caution et sous réserve du respect des conditions suivantes par NGE: l'affectation exclusive de ces fonds à cette opération de renouvellement et d'adaptation et la signature par NGE de la convention de garantie d'emprunt, qui est jointe à la délibération. En ce sens, la Ville s'engage, au cas où NGE, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes les sommes exigibles dues par elle, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur demande de la Banque postale.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix, en précisant que plusieurs élus ne participent pas au vote : Mesdames Blin et Weiss et Messieurs Bolo, Citeau, Martin, Tallédec, Bainvel et Boulé.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 49 voix pour.

Non participation au vote de Mme BLIN, M. BOLO, M. CITEAU, M. MARTIN, M. TALLEDEC, Mme WEISS, M. BAINVEL et M. BOULE pour NGE.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 49, intitulé :

Rapports 2020 : Partenaires externes

M. BOLO, Adjoint – La dernière délibération de ce Conseil est un tir groupé de rapports et de comptes rendus divers et liés au compte administratif 2020 et à tout ce qui l'accompagne.

III - 119

Avec d'abord les rapports des délégataires de service public, nous prenons acte que nous avons bien eu les rapports d'activité 2020 de l'ACCOORD, de la Société nantaise de fourrière automobile et de Nantes-métropole Gestion Équipements pour l'exploitation du Centre de loisirs du Petit Port. La Caisse de crédit municipal nous a également informés de son rapport d'activité. Vous avez le détail.

Nous avons le rapport du cocontractant de la seule opération de partenariat public/privé favorable à la collectivité dans toute l'Europe occidentale. C'est chez nous et c'est le gymnase de Malakoff.

Nous avons le fait de prendre acte de la réunion de la Commission consultative des services publics locaux, qui s'est tenue il y a quelques jours en visioconférence et qui a examiné les rapports d'activité de nos différents délégataires.

Nous devons également donner quitus à nos administrateurs de sociétés anonymes d'économie mixte et de sociétés publiques locales des rapports 2020 des administrateurs désignés par la Ville pour La Folle Journée, Nantes Métropole Aménagement, la Cité des congrès, Nantes-métropole Gestion Équipements, Nantes Métropole Gestion Services, le Voyage à Nantes, la SAMOA et Loire-Atlantique Développement, la SELA.

Voilà.

Mme la MAIRE – Merci. Chers collègues, je vous invite à voter sur cette délibération.

Le Conseil approuve, après vote électronique, par 64 voix pour.

Mme le MAIRE – Chers collègues, je vous demande encore une toute petite minute d'attention avant que nous puissions terminer notre Conseil municipal. Je voudrais simplement avoir quelques mots d'abord pour l'ensemble des services qui ont mis engagement et énergie pour ce Conseil municipal, le premier pour lequel nous nous retrouvons en présentiel, ce qui, je crois, est un plaisir partagé pour nous tous. Force est de constater que ces débats en direct sont tout de même évidemment des temps démocratiques importants. Je veux donc vous dire mon plaisir de vous retrouver chacune et chacun et surtout, mes remerciements aux services d'avoir pu organiser, dans ce cadre inhabituel pour une instance de ce type, notre séance d'aujourd'hui.

(Applaudissements)

Je voudrais avoir ensuite un mot pour saluer devant vous Madame Marie-France Le Jallé, adjointe administrative au service de la vie des assemblées, puisqu'elle partira à la retraite au 21 juillet prochain, après plus de 39 ans de service à la Ville de Nantes, où sa carrière s'est partagée entre le service du personnel et, depuis 2009, le secrétariat général. Madame Le Jallé, vous avez contribué pendant toutes ces années au bon déroulement de la vie démocratique de notre collectivité, notamment par la préparation du Bureau municipal, mais aussi par la gestion des actes réglementaires, la préparation des commissions et des conseils municipaux. Je tenais donc sincèrement et très chaleureusement à vous remercier et, à travers vous, à remercier l'ensemble des collègues qui œuvrent au quotidien pour permettre le bon fonctionnement de nos instances.

(Applaudissements)

Grand merci à vous.

Je terminerai par dire un mot à l'attention de Bertrand Asseray, directeur des finances, dont c'est le dernier Conseil municipal à Nantes, puisqu'il s'envole vers d'autres horizons professionnels, pour lesquels nous lui souhaitons bonne chance, en le remerciant d'avoir, sous le pilotage efficace de Pascal Bolo et avec tous ses collègues, activement contribué aux séquences budgétaires et financières. Merci à vous.

III – 120

(Applaudissements)

Merci à tous et bon week-end.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 h 50.

(1): hors temps de travail
(2) Nouvelles règles du temps de travail des agents à compter du 1/01/2022
(3): Hors TLPE
(4): TLPE

Un certain nombre de rectifications ont eu lieu à la demande des élus concernés. Ces rectifications apparaissent en jaune.

	N° Délibération :		2B	3	4	9	10	11	12	13	14
Prénom	NOM		1-S5	2-S10	3-S11	4-S16	5-S17	6-S18	7-S19	8-S20	9-S21
Louisa	AMROUCHE	1	2	1	2	1	1	1	1	1	3
Bassem	ASSEH	1	1	1	1	1	1	1	1		1
Elhadi	AZZI	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Julien	BAINVEL	1	2	1	2	1	1	1	1	1	3
Aïcha	BASSAL	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Catherine	BASSANI	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Mounir	BELHAMITI	1	3	3	3	1	1	1	1	1	1
Marie-Annick	BENÂTRE	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Mahaut	BERTU	1	1	1	1	1	1	1	1		1
Cécile	BIR	1	1	1	1		1	1	1	1	1
Nathalie	BLIN	1	1	1	1		1	1	1	1	1
Nadège	BOISRAMÉ	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Pascal	BOLO	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Delphine	BONAMY	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Aurélien	BOULÉ	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Émilie	BOURDON	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Patrice	BOUTIN	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Olivier	CHATEAU	1	1	1	1		1	1	1	1	1
Foulques	CHOMBART DE LAUWE	1	2	1	2	1	1		1	1	3
Simon	CITEAU	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Michel	COCOTIER	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Marlène	COLLINEAU	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Mahel	COPPEY	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Valérie	COUSSINET	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ronan	DANTEC	1	1	1	1	1	1		1	1	
Sarah	EL HAÏRY	1	3	3	3	1	1		1	1	1
Virgine	FERREIRA	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Séverine	FIGULS	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Hervé	FOURNIER	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Laurence	GARNIER	1	2	1	2	1	1	1	1	1	3
Aziliz	GOUEZ	1							1		
Anne-Sophie	GUERRA	1	2	1	2	1	1	1		1	3
Thibault	GUINÉ	1					1	1		1	
Alassane	GUISSÉ	1		1							
Abbassia	HAKEM	1		1	1	1	1	1			1
Erwan	HUCHET	1							1		
Sandra	JEN	1									

	N° Délibération :		2B	3	4	9	10	11	12	13	14
Christophe	JOUIN	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Julie	LAERNOES	1	1	1	1	1	1	1	1		1
Pauline	LANGLOIS	1	1	1	1	1	1	1	1		1
Florian	LE TEUFF	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Elisabeth	LEFRANC	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Pierre-Emmanuel	MARAIS	1	1		1	1	1				1
Nicolas	MARTIN	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Hélène	NAULIN	1	1	1	1	1	1	1	1		1
Valérie	OPPELT	1	3	3	3	1	1	1	1	1	1
Jamal	OUGGOURNI	1	1	1	1	1	1		1	1	1
Yves	PASCOUAU	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Catherine	PIAU	1	1	1	1	1	1	1	1		1
François	PROCHASSON	1	1	1	1		1	1	1	1	1
Thomas	QUÉRO	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ali	REBOUH	1			1	1	1	1	1		1
Guillaume	RICHARD	1	2	1	2	1	1	1	1	1	3
Tristan	RIOM	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Pascale	ROBERT	1	1	1	1	1	1	1	1		1
Ghislaine	RODRIGUEZ	1		1	1	1	1	1	1		1
Johanna	ROLLAND	1	1			1	1	1	1	1	1
Gildas	SALAÜN	1	1	1	1		1	1	1	1	1
Robin	SALECROIX	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Aymeric	SEASSAU	1		1	1	1	1	1	1		
André	SOBCZAK	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Jeanne	SOTTER	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Denis	TALLEDEC	1		1	1	1	1	1	1	1	1
Richard	THIRIET	1	2	1	2	1	1	1	1	1	3
Franckie	TRICHET	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Sophie	VAN GOETHEM	1	2	1	2	1	1	1	1	1	3
Louise	VIALARD	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Marie	VITOUX	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Pauline	WEISS	1	2	1	2	1	1	1	1	1	3
	TOTAL POUR		49	62	55	64	69	62	67	57	57
	TOTAL CONTRE		9	0	9	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ABST		4	4	4	0	0	0	0	0	9

(1): hors temps de travail
(2) Nouvelles règles du temps de travail des agents à compter du 1/01/2022
(3): Hors TLPE
(4): TLPE

Un certain nombre de rectifications ont eu lieu à la demande des élus concernés. Ces rectifications apparaissent en jaune.

	N° Délibération :	15	16	17	18	19	20	21	22
Prénom	NOM	10-S22	11-S23	12-S24	13-S25	14-S26	15-S27	16-S28	17-S29
Louisa	AMROUCHE	2	1	1	1	1	1	1	1
Bassem	ASSEH	1	1	1	1	1	1	1	1
Elhadi	AZZI	1	1	1	1	1	1	1	1
Julien	BAINVEL	2	1	1		1	1	1	1
Aïcha	BASSAL	1	1	1	1	1	1	1	1
Catherine	BASSANI	1	1	1	1	1	1	1	1
Mounir	BELHAMITI	1		1	1	1	1	1	1
Marie-Annick	BENÂTRE	1	1	1	1	1	1	1	1
Mahaut	BERTU	1		1	1	1	1	1	
Cécile	BIR	1	1	1	1	1	1	1	1
Nathalie	BLIN	1	1	1	1	1	1		1
Nadège	BOISRAMÉ	1	1	1	1	1	1	1	1
Pascal	BOLO	1	1	1	1	1	1	1	1
Delphine	BONAMY	1	1	1	1	1	1	1	1
Aurélien	BOULÉ	1	1	1	1	1	1	1	1
Émilie	BOURDON	1	1	1	1	1	1	1	1
Patrice	BOUTIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Olivier	CHATEAU	1	1	1	1	1	1	1	1
Foulques	CHOMBART DE LAUWE	2	1	1	1	1	1	1	1
Simon	CITEAU	1				1	1	1	1
Michel	COCOTIER	1	1	1	1	1	1	1	1
Marlène	COLLINEAU	1				1	1	1	1
Mahel	COPPEY	1	1	1	1	1	1	1	1
Valérie	COUSSINET	1	1	1	1	1	1	1	1
Ronan	DANTEC	1	1	1	1	1	1	1	1
Sarah	EL HAÏRY	1	1	1		1	1		
Virgine	FERREIRA	1	1	1	1	1	1	1	1
Séverine	FIGULS	1	1	1	1	1	1	1	1
Hervé	FOURNIER	1	1	1	1	1	1	1	1
Laurence	GARNIER	2	1	1		1	1	1	1
Aziliz	GOUEZ	1			1	1			
Anne-Sophie	GUERRA	2	1		1	1	1		1
Thibault	GUINÉ	1	1	1	1	1	1	1	1
Alassane	GUISSÉ	1	1	1	1	1	1	1	1
Abbassia	HAKEM	1	1	1	1	1	1	1	1
Erwan	HUCHET	1	1	1		1	1		
Sandra	JEN	1	1	1	1	1	1	1	

	N° Délibération :	15	16	17	18	19	20	21	22
Christophe	JOUIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Julie	LAERNOES	1	1	1	1	1	1	1	1
Pauline	LANGLOIS	1	1	1	1	1	1	1	1
Florian	LE TEUFF	1	1	1	1	1	1	1	1
Elisabeth	LEFRANC	1	1	1	1	1	1	1	1
Pierre-Emmanuel	MARAIS	1	1	1	1	1	1	1	1
Nicolas	MARTIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Hélène	NAULIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Valérie	OPPELT	1	1	1	1	1	1	1	1
Jamal	OUGGOURNI	1	1	1	1	1	1	1	1
Yves	PASCOUAU	1	1	1	1	1	1	1	1
Catherine	PIAU	1	1	1	1	1	1	1	1
François	PROCHASSON	1	1	1	1	1	1	1	1
Thomas	QUÉRO	1	1	1	1	1	1		
Ali	REBOUH	1	1	1	1		1	1	1
Guillaume	RICHARD	2	1	1	1	1	1	1	1
Tristan	RIOM	1	1	1	1	1	1	1	1
Pascale	ROBERT	1	1	1	1	1	1	1	1
Ghislaine	RODRIGUEZ	1	1	1	1	1	1	1	1
Johanna	ROLLAND	1	1	1	1	1	1	1	1
Gildas	SALAÜN	1	1	1	1	1	1	1	1
Robin	SALECROIX	1	1	1	1	1	1	1	1
Aymeric	SEASSAU	1			1	1	1	1	
André	SOBCZAK	1	1	1	1	1	1	1	1
Jeanne	SOTTER	1		1	1	1	1	1	1
Denis	TALLEDEC	1	1	1	1	1	1	1	1
Richard	THIRIET	2	1	1	1	1	1	1	1
Franckie	TRICHET	1	1		1	1	1	1	1
Sophie	VAN GOETHEM	2	1	1	1	1	1	1	1
Louise	VIALARD	1	1	1	1	1	1	1	1
Marie	VITOUX	1	1	1	1	1	1	1	1
Pauline	WEISS	2	1	1	1	1	1	1	1
	TOTAL POUR	60	63	64	63	68	69	64	63
	TOTAL CONTRE	9	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ABST	0	0	0	0	0	0	0	0

(1): hors temps de travail
(2) Nouvelles règles du temps de travail des agents à compter du 1/01/2022
(3): Hors TLPE
(4): TLPE

Un certain nombre de rectifications ont eu lieu à la demande des élus concernés. Ces rectifications apparaissent en jaune.

	N° Délibération :	23	24	25	26	27	28	29	30
Prénom	NOM	18-S30	19-S31	20-S32	21-S33	22-S34	23-S35	24-S36	25-S37
Louisa	AMROUCHE	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Bassem	ASSEH	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Elhadi	AZZI	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Julien	BAINVEL	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Aïcha	BASSAL	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Catherine	BASSANI	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Mounir	BELHAMITI	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Marie-Annick	BENÂTRE	1	1	1	. 1	1		1	
Mahaut	BERTU			1		1	1	1	1
Cécile	BIR	1	1	1	. 1	1	1	1	
Nathalie	BLIN	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Nadège	BOISRAMÉ	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Pascal	BOLO		1	1	. 1	1	1	1	1
Delphine	BONAMY	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Aurélien	BOULÉ	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Émilie	BOURDON	1	1	1	. 1		1	1	1
Patrice	BOUTIN		1	1	. 1	1	1	1	1
Olivier	CHATEAU	1	1	1	. 1		1	1	1
Foulques	CHOMBART DE LAUWE	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Simon	CITEAU	1	1	1	. 1	1		1	1
Michel	COCOTIER	1	1	1	. 1		1		
Marlène	COLLINEAU	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Mahel	COPPEY	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Valérie	COUSSINET	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Ronan	DANTEC	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Sarah	EL HAÏRY			1		1	1	1	1
Virgine	FERREIRA	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Séverine	FIGULS	1	1	1	. 3	1	1	1	1
Hervé	FOURNIER	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Laurence	GARNIER	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Aziliz	GOUEZ	1							
Anne-Sophie	GUERRA	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Thibault	GUINÉ	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Alassane	GUISSÉ	1	1		1	1	1	1	1
Abbassia	HAKEM	1	1	1	. 1	1	1	1	1
Erwan	HUCHET			1		1	1		
Sandra	JEN	1	1						1

	N° Délibération :	23	24	25	26	27	28	29	30
Christophe	JOUIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Julie	LAERNOES	1	1	1	1	1		1	1
Pauline	LANGLOIS	1	1	1	1	1	1	1	1
Florian	LE TEUFF	1	1	1	1		1	1	1
Elisabeth	LEFRANC	1	1	1	1	1	1	1	1
Pierre-Emmanuel	MARAIS	1	1	1	1	1	1	1	1
Nicolas	MARTIN	1	1	1	1	1		1	1
Hélène	NAULIN	1	1	1	1	1		1	1
Valérie	OPPELT	1	1	1	1	1	1	1	1
Jamal	OUGGOURNI	1	1	1	1	1	1	1	1
Yves	PASCOUAU	1	1	1	1	1	1	1	1
Catherine	PIAU	1	1	1	1	1	1	1	1
François	PROCHASSON	1	1	1	1	1	1	1	1
Thomas	QUÉRO	1	1	1	1	1	1	1	1
Ali	REBOUH	1	1		1	1	1	1	1
Guillaume	RICHARD	1	1	1	1	1	1	1	1
Tristan	RIOM	1	1	1	1	1		1	1
Pascale	ROBERT	1	1	1	1	1	1	1	1
Ghislaine	RODRIGUEZ	1	1	1	1	1	1	1	1
Johanna	ROLLAND	1	1	1	1	1		1	1
Gildas	SALAÜN	1	1	1	1	1	1	1	1
Robin	SALECROIX	1	1	1	1	1	1	1	1
Aymeric	SEASSAU	1	1	1	1	1	1	1	1
André	SOBCZAK	1	1	1	1	1	1	1	1
Jeanne	SOTTER	1	1	1	1	1	1	1	1
Denis	TALLEDEC	1	1	1	1	1	1	1	1
Richard	THIRIET	1	1	1	1	1	1	1	1
Franckie	TRICHET	1		1	1	1	1		1
Sophie	VAN GOETHEM	1	1	1	1	1	1	1	1
Louise	VIALARD	1	1	1	1	1	1	1	1
Marie	VITOUX	1	1	1	1	1	1	1	1
Pauline	WEISS	1	1	1	1	1	1	1	1
	TOTAL POUR	64	65	67	65	65	62	66	66
	TOTAL CONTRE	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ABST	0	0	0	1	0	0	0	0

(1): hors temps de travail
(2) Nouvelles règles du temps de travail des agents à compter du 1/01/2022
(3): Hors TLPE
(4): TLPE

Un certain nombre de rectifications ont eu lieu à la demande des élus concernés. Ces rectifications apparaissent en jaune.

	N° Délibération :	31	32	33	34	35	36	37	38
Prénom	NOM	26-S38	27-S39	28-S40	29-S41	30-S42	31-S43	32-S44	33-S45
Louisa	AMROUCHE			1	1	1	1	1	1
Bassem	ASSEH	1	1	1	1	1	1	1	1
Elhadi	AZZI	1	1	1	1	1	1	1	1
Julien	BAINVEL	1	1	1	1	1	1	1	1
Aïcha	BASSAL	1	1	1	1	1	1	1	1
Catherine	BASSANI	1	1	1	1	1			1
Mounir	BELHAMITI	1	1	1	1	1	1	1	1
Marie-Annick	BENÂTRE	1	1	1	1		1	1	1
Mahaut	BERTU					1	1	1	1
Cécile	BIR	1	1	1	1	1	1	1	1
Nathalie	BLIN	1			1	1	1	1	1
Nadège	BOISRAMÉ	1	1	1	1	1	1	1	1
Pascal	BOLO	1	1	1	1	1	1	1	1
Delphine	BONAMY	1	1	1	1	1	1	1	1
Aurélien	BOULÉ	1	1	1	1	1	1	1	1
Émilie	BOURDON	1	1	1	1	1	1	1	1
Patrice	BOUTIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Olivier	CHATEAU	1	1	1	1	1	1	1	1
Foulques	CHOMBART DE LAUWE	1	1	1	1	1	1	1	1
Simon	CITEAU	1			1	1	1	1	1
Michel	COCOTIER				1	1	1	1	1
Marlène	COLLINEAU	1	1	1	1	1	1	1	1
Mahel	COPPEY	1	1	1	1	1	1	1	1
Valérie	COUSSINET	1	1	1	1	1	1	1	1
Ronan	DANTEC	1	1	1	1	1	1	1	1
Sarah	EL HAÏRY	1	1	1	1	1	1	1	1
Virgine	FERREIRA	1	1	1	1	1	1	1	1
Séverine	FIGULS	1	1	1	1	1	1	1	1
Hervé	FOURNIER	1	1	1	1	1	1	1	1
Laurence	GARNIER	1	1	1			1	1	1
Aziliz	GOUEZ	1				1			
Anne-Sophie	GUERRA	1	1	1			1	1	1
Thibault	GUINÉ	1	1	1	1	1	1	1	1
Alassane	GUISSÉ	1	1	1	1	1	1	1	1
Abbassia	HAKEM	1	1	1	1	1	1	1	1
Erwan	HUCHET	1	1	1		1	1	1	
Sandra	JEN	1	1	1	1	1	1	1	1

	N° Délibération :	31	32	33	34	35	36	37	38
Christophe	JOUIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Julie	LAERNOES					1	1	1	1
Pauline	LANGLOIS	1	1	1	1	1	1	1	1
Florian	LE TEUFF	1	1		1	1	1	1	1
Elisabeth	LEFRANC	1	1	1	1	1	1	1	1
Pierre-Emmanuel	MARAIS	1	1	1	1	1	1	1	1
Nicolas	MARTIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Hélène	NAULIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Valérie	OPPELT	1	1	1	1	1	1	1	1
Jamal	OUGGOURNI	1	1	1	1	1	1	1	1
Yves	PASCOUAU	1	1	1	1	1	1	1	
Catherine	PIAU	1	1	1	1	1	1	1	1
François	PROCHASSON	1	1	1	1	1	1	1	1
Thomas	QUÉRO	1	1	1	1	1	1	1	1
Ali	REBOUH	1	1	1	1	1	1	1	1
Guillaume	RICHARD			1	1	1	1	1	1
Tristan	RIOM					1	1	1	1
Pascale	ROBERT	1	1	1	1	1	1	1	1
Ghislaine	RODRIGUEZ	1	1	1	1	1	1		1
Johanna	ROLLAND	1	1		1	1	1	1	1
Gildas	SALAÜN	1	1	1	1	1	1		
Robin	SALECROIX	1	1	1	1	1	1	1	1
Aymeric	SEASSAU	1	1	1	1	1	1	1	1
André	SOBCZAK	1	1	1	1	1	1	1	1
Jeanne	SOTTER	1	1	1	1	1	1	1	1
Denis	TALLEDEC	1	1	1	1	1	1	1	1
Richard	THIRIET	1	1	1	1	1	1	1	1
Franckie	TRICHET		1	1	1	1	1	1	1
Sophie	VAN GOETHEM	1	1	1	1	1	1	1	1
Louise	VIALARD	1	1	1	1	1	1	1	1
Marie	VITOUX	1	1	1	1	1	1	1	1
Pauline	WEISS	1	1	1	1	1	1	1	1
	TOTAL POUR	62	61	61	63	66	68	66	66
	TOTAL CONTRE	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ABST	0	0	0	0	0	0	0	0

(1): hors temps de travail
(2) Nouvelles règles du temps de travail des agents à compter du 1/01/2022
(3): Hors TLPE
(4): TLPE

Un certain nombre de rectifications ont eu lieu à la demande des élus concernés. Ces rectifications apparaissent en jaune.

	N° Délibération :	39	40	41 (1)	41 (2)	42	43	44	45
Prénom	NOM	34-S46	35-S47	36-S48	37-S49	38-S50	39-S52	40-S53	41-S54
Louisa	AMROUCHE	1	2	3	1	2	1	1	1
Bassem	ASSEH	1	1	1	1	1	1	1	1
Elhadi	AZZI	1	1	1	1		1	1	1
Julien	BAINVEL	1	2	3	1	2	1	1	1
Aïcha	BASSAL	1	1	1	1	1	1	1	1
Catherine	BASSANI	1	1	1	1	1	1	1	1
Mounir	BELHAMITI	1	1	1	1	1	1		
Marie-Annick	BENÂTRE	1	1	1	2		1	1	1
Mahaut	BERTU	1		1	1	1	1	1	1
Cécile	BIR	1	1	1	1	1	1	1	1
Nathalie	BLIN	1	1	1	2	1	1	1	1
Nadège	BOISRAMÉ	1	1	1	2	1	1	1	1
Pascal	BOLO	1	1	1	1	1	1	1	1
Delphine	BONAMY	1	1	1		1	1		1
Aurélien	BOULÉ	1	1	1	1	1	1	1	
Émilie	BOURDON	1	1	1	2	1	1	1	1
Patrice	BOUTIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Olivier	CHATEAU	1	1	1	1	1	1	1	1
Foulques	CHOMBART DE LAUWE	1	2	3	1	2	1	1	1
Simon	CITEAU	1	1	1	1	1	1	1	1
Michel	COCOTIER	1	1	1	1	1	1	1	1
Marlène	COLLINEAU	1	1	1	2	1	1		1
Mahel	COPPEY	1	1	1	1	1	1	1	1
Valérie	COUSSINET	1	1	1	1	1	1	1	1
Ronan	DANTEC	1	1	1	1	1	1	1	1
Sarah	EL HAÏRY	1	1	1	1	1	1		
Virgine	FERREIRA	1	1	1	1	1	1	1	1
Séverine	FIGULS	1	1	1	1	1	1	1	1
Hervé	FOURNIER	1	1	1	1	1	1	1	1
Laurence	GARNIER	1	2	3	1	2	1	1	1
Aziliz	GOUEZ	1							1
Anne-Sophie	GUERRA	1	2			2			
Thibault	GUINÉ	1	1	1	2		1	1	1
Alassane	GUISSÉ	1	1	1	1	1	1	1	1
Abbassia	HAKEM	1	1	1	1	1	1	1	1
Erwan	HUCHET	1	1	1	1	1	1		
Sandra	JEN	1	1	1	1	1	1	1	1

	N° Délibération :	39	40	41 (1)	41 (2)	42	43	44	45
Christophe	JOUIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Julie	LAERNOES	1	1	1	1	1	1	1	1
Pauline	LANGLOIS	1	1	1	2	1	1	1	1
Florian	LE TEUFF	1	1	1	1	1	1	1	1
Elisabeth	LEFRANC	1	1	1	1		1	1	1
Pierre-Emmanuel	MARAIS	1	1	1	1	1			1
Nicolas	MARTIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Hélène	NAULIN	1	1	1	1	1	1	1	1
Valérie	OPPELT	1	1	1	1	1	1		
Jamal	OUGGOURNI	1	1	1	1	1	1	1	1
Yves	PASCOUAU		1	1	1	1	1	1	1
Catherine	PIAU	1	1	1	1	1	1	1	1
François	PROCHASSON	1	1	1	1	1	1	1	1
Thomas	QUÉRO	1	1	1	1	1	1	1	1
Ali	REBOUH	1	1	1	1	1	1	1	1
Guillaume	RICHARD	1	2	3	1	2	1	1	1
Tristan	RIOM	1	1		1	1	1	1	1
Pascale	ROBERT	1	1	1	2	1	1	1	1
Ghislaine	RODRIGUEZ		1	1	1	1	1	1	1
Johanna	ROLLAND	1	1	1	1	1	1	1	1
Gildas	SALAÜN	1	1	1	1	1	1	1	1
Robin	SALECROIX	1	1	1	2	1	1	1	1
Aymeric	SEASSAU	1	1	1	2	1	1	1	1
André	SOBCZAK	1	1	1	1	1	1	1	1
Jeanne	SOTTER	1	1	1	1	1	1	1	1
Denis	TALLEDEC	1	1		1	1	1	1	1
Richard	THIRIET	1	2	3	1	2	1		1
Franckie	TRICHET	1	1	1	1		1	1	1
Sophie	VAN GOETHEM	1	2	3	1	2	1	1	1
Louise	VIALARD	1	1	1	1	1	1	1	1
Marie	VITOUX	1	1	1	1	1	1	1	1
Pauline	WEISS	1	2	3	1	2	1		
	TOTAL POUR	67	59	58	57	55	67	59	62
	TOTAL CONTRE	0	9	0	10	9	0	0	0
	TOTAL ABST	0	0	8	0	0	0	0	0

(1): hors temps de travail
(2) Nouvelles règles du temps de travail des agents à compter du 1/01/2022
(3): Hors TLPE
(4): TLPE

Un certain nombre de rectifications ont eu lieu à la demande des élus concernés. Ces rectifications apparaissent en jaune.

	N° Délibération :	46 (3)	46 (4)	48	49
Prénom	NOM	42-S55	43-S56	44-S64	45-S65
Louisa	AMROUCHE	2	2	1	1
Bassem	ASSEH	1	1	1	1
Elhadi	AZZI	1	3	1	1
Julien	BAINVEL	2	2		1
Aïcha	BASSAL	1	1	1	1
Catherine	BASSANI	1	3	1	1
Mounir	BELHAMITI				
Marie-Annick	BENÂTRE	1	1		1
Mahaut	BERTU	1	1	1	1
Cécile	BIR	1	1		1
Nathalie	BLIN	1	1		1
Nadège	BOISRAMÉ	1	1	1	1
Pascal	BOLO	1	1	1	1
Delphine	BONAMY		3	1	1
Aurélien	BOULÉ	1	1		1
Émilie	BOURDON	1	1	1	1
Patrice	BOUTIN	1	1	1	1
Olivier	CHATEAU	1	1	1	1
Foulques	CHOMBART DE LAUWE	2	2	1	1
Simon	CITEAU	1	3		1
Michel	COCOTIER	1	1	1	1
Marlène	COLLINEAU	1	1	1	1
Mahel	COPPEY	1	1		1
Valérie	COUSSINET	1	1	1	1
Ronan	DANTEC	1	1		1
Sarah	EL HAÏRY				
Virgine	FERREIRA	1	1	1	1
Séverine	FIGULS	1	1		1
Hervé	FOURNIER	1	1	1	1
Laurence	GARNIER	2	2	1	1
Aziliz	GOUEZ	1	1		1
Anne-Sophie	GUERRA				
Thibault	GUINÉ	1	1	1	1
Alassane	GUISSÉ	2			1
Abbassia	HAKEM	1	1	1	1
Erwan	HUCHET				
Sandra	JEN			1	1

	N° Délibération :	46 (3)	46 (4)	48	49
Christophe	JOUIN	1	3	1	1
Julie	LAERNOES	1	3	1	1
Pauline	LANGLOIS	1	1	1	1
Florian	LE TEUFF	1	3	1	1
Elisabeth	LEFRANC	1	1	1	1
Pierre-Emmanuel	MARAIS	1	1	1	1
Nicolas	MARTIN	1	3	1	1
Hélène	NAULIN	1	3	1	1
Valérie	OPPELT				
Jamal	OUGGOURNI	1	3	1	1
Yves	PASCOUAU	1	1	1	1
Catherine	PIAU	1	1	1	1
François	PROCHASSON	1	3	1	1
Thomas	QUÉRO	1	1	1	1
Ali	REBOUH	1	1		1
Guillaume	RICHARD	2	2	1	1
Tristan	RIOM	1	3	1	1
Pascale	ROBERT	1	1	1	1
Ghislaine	RODRIGUEZ	1	3	1	1
Johanna	ROLLAND	1	1	1	1
Gildas	SALAÜN	1	1	1	1
Robin	SALECROIX	1	1		1
Aymeric	SEASSAU	1	1		1
André	SOBCZAK	1	1	1	1
Jeanne	SOTTER	1	1	1	1
Denis	TALLEDEC	1	1		1
Richard	THIRIET	2	2	1	1
Franckie	TRICHET	1	1	1	1
Sophie	VAN GOETHEM	2	2	1	1
Louise	VIALARD	1	3	1	1
Marie	VITOUX	1	3	1	1
Pauline	WEISS	2	2	1	1
	TOTAL POUR	53	39	49	64
	TOTAL CONTRE	9	8	0	0
	TOTAL ABST	0	15	0	0